

Institut International des Sciences Administratives
Bruxelles

Compte-Rendu
du V^{ème} Congrès International des
Sciences Administratives

Vienne, 1933, juin

Bericht
über den V. Internationalen Kongreß
für Verwaltungswissenschaften

Wien, Juni 1933

B3096
Im8c/5

Table des matières.

	Page
Institut International des Sciences Administratives Bruxelles	5
Vème Congrès International à Vienne, Préface	9
Haut Patronage, Comités, Bureaux, Sections	17
Liste des délégués officiels	23
Programme	27
Séance d'Inauguration	31
Rapport sur les débats et résolutions de la Première Section . . .	43
Idem de la Deuxième Section	57
Idem de la Troisième Section	87
Séance de Clotûre	95
Liste des Congressistes autrichiens	31
Liste des Congressistes étrangers	135
Appendice; Guide de l'Exposition des documents historiques . . .	139

Inhalt.

	Seite
Das „Institut International des Sciences Administratives“ in Brüssel	5
V. Internationaler Kongreß in Wien, Vorwort	13
Ehrenschatz, Ausschüsse, Bureau, Sektionen	17
Liste der offiziellen Vertreter	23
Zeiteinteilung	28
Feierliche Eröffnungssitzung	31
Bericht über die Beratungen und Beschlüsse der Ersten Sektion .	43
Bericht der Zweiten Sektion	57
Bericht der Dritten Sektion	87
Feierliche Schlußsitzung	95
Liste der inländischen Teilnehmer	131
Liste der ausländischen Teilnehmer	135
Anhang; Führer durch die Ausstellung von Archivalien	139

Institut International des Sciences Administratives Bruxelles

Présidents d'honneur:

Son Excellence le Comte de Torre-Vélez. Ancien Avocat de l'Etat à la Présidence du Conseil des Ministres (Madrid); Grand-Croix de divers Ordres nationaux et étrangers, Ancien Président de la Commission Internationale Permanente des Congrès des Sciences Administratives.

A titre posthume: Son Excellence M. Cooreman, Ancien Président de la Chambre des Représentants; Ancien Président de la Commission Internationale Permanente des Congrès des Sciences Administratives; Ancien président du Conseil des Ministres et Ministre d'Etat.

Vice-Président d'Honneur:

M. le Baron Tibbaut, Ministre d'Etat, Ancien Président de la Chambre des Représentants.

Membres d'Honneur:

MM. Adolphe Max, Ministre d'Etat, Bourgmestre de la Ville de Bruxelles;

Morain, Préfet de la Seine.

Louis Marin, Ancien Ministre des Pensions, à Paris.

Berthélemy, Doyen de la Faculté de Droit, à Paris.

Président:

M. Albert Devèze, Ministre d'Etat, Membre de la Chambre des Représentants. Président du Tribunal Administratif de la Société des Nations.

Vice-présidents.

MM. Gascón y Marin, ancien Ministre de l'Instruction Publique; Professeur à la Faculté de Droit administratif à l'Université. Académicien, Madrid.

Joseph Barthélemy, Membre de l'Institut de France, Professeur à la Faculté de Droit et à l'Ecole des Sciences politiques, Paris.

De Vuyst, Directeur général honoraire au Ministère de l'Agriculture, Bruxelles.

Giannini Amedeo, Ministre plénipotentiaire, Conseiller d'Etat, Chef du Département juridique du Ministère des Affaires Etrangères, Rome.

Casas José Joaquín, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République de Colombie près le Président de la République Espagnole, Madrid.

Kopczynski, Président du Tribunal Administratif Suprême de Pologne, Président de l'Institut polonais des Sciences administratives, Varsovie.

S. Exc. le Baron Max Vladimir Beck, Ancien Président du Conseil, Président de la Cour des Comptes d'Autriche, Vienne.

Secrétaires généraux:

MM. Edmond Lesoir, Directeur général au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène, 68, avenue Victor Jacobs, Bruxelles.

D. Warnotte, Directeur général au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, à Bruxelles.

Secrétaire Général-Tresorier:

M. Louis Pien, Directeur au Ministère de l'Agriculture, 44, rue Rubens, à Bruxelles.

Secrétaire:

M. René Didisheim, Docteur en Droit, à Bruxelles.

Vème
**Congrès International
des Sciences Administratives**

Vienne, 1933, juin

V.
**Internationaler Kongreß
für Verwaltungswissenschaften**

Wien, Juni 1933

Préface.

Faisant suite à l'invitation du gouvernement autrichien, transmise par le délégué de l'Autriche au IV^{ème} Congrès International des sciences administratives tenu à Madrid, la ville de Vienne fut désignée comme siège du „V^{ème} Congrès de l'Institut International des sciences administratives“ et ce congrès y eut lieu du 19 au 24 juin 1933.

Ce congrès, qui depuis l'existence de l'Organisation Internationale pour les sciences administratives avait déjà été précédé par deux manifestations semblables à Bruxelles, en 1910 et en 1923, ensuite par un congrès à Paris en 1927 et un autre à Madrid (1930), revêtait une importance particulière du fait qu'il était le premier depuis la transformation, décidée au congrès de Madrid, de la „Commission Internationale permanente des congrès des sciences administratives à Bruxelles“ en un „Institut International des sciences administratives“. La nouvelle organisation qui était destinée à donner à cet Institut des bases plus solides et qui devait procurer à l'Institut de plus riches moyens financiers, eut également pour résultat d'assurer une plus forte participation, notamment des pays étrangers; à cette participation correspondant aussi un nombre très respectable de publications de grande valeur qui furent déposées sur la table de ce V^{ème} Congrès.

Pour le choix de la ville de Vienne, célèbre par ses beautés naturelles autant que par ses trésors culturels et artistiques, comme siège du V^{ème} Congrès, ce ne fut pas seulement sa situation géographique comme point de rencontre des sphères de culture de l'Ouest et de l'Est de l'Europe, qui avait été décisive; ce choix était justifié aussi par l'histoire si importante de l'ancien grand Empire Autrichien, les fils de la politique européenne ayant été réunis pendant de longs siècles dans la capitale de cet empire et la situation particulière du vieil Etat autrichien se reflétant dans ses institutions administratives.

C'est à l'ancienne Monarchie Austro-Hongroise qu'incombait la tâche presque impossible à résoudre, d'amalgamer en une unité politique et de maintenir dans cette unité des groupes nationaux et des minorités ethniques nombreux ayant des traditions culturelles et politiques fort différentes, groupes qui, au cours du siècle dernier, avaient repris conscience de leurs forces et valeur nationales. Pour cette raison, une administration autonome d'un genre spécial devait se développer ici sur des bases nationales, et

d'autre part, l'administration centrale devait continuellement s'efforcer de maintenir l'unité politique par une gestion tout particulièrement prudente des affaires publiques, en évitant rigoureusement tout préjudice de l'évolution culturelle des différents peuples réunis dans la monarchie. Après l'effondrement, les Etats successoraux, et, bien entendu, en première ligne la nouvelle République Autrichienne, sur le territoire de laquelle se trouvait la capitale de l'ancien grand Empire, se virent devant la tâche non moins ardue de procéder avec autant de ménagements que possible à la liquidation de l'appareil administratif séculaire et dont d'ailleurs les principes essentiels qui avaient fait leurs preuves pendant si longtemps, furent repris en partie par les institutions administratives des Etats nouveaux.

Si ces grandes tâches administratives à elles seules avaient déjà fait de l'Autriche un terrain tout particulièrement intéressant pour les problèmes de l'administration, la théorie du droit administratif fut également, dans ce pays, dès les premiers temps, l'objet d'études très approfondies. Sans remonter aux époques plus anciennes des sciences administratives de „l'Etat absolu du salut public“, qui avaient trouvé leurs interprètes notamment en Justi, Schroeter, Martini, Sonnenfels, interprètes de haute qualité pour leurs époques et qui s'étaient inspirés, très souvent, de certaines idées politiques de Rousseau, il faut rappeler qu'à la suite de l'activité déployée par le Conseil d'Etat français, une formation beaucoup plus exacte du droit administratif moderne avait été inaugurée qui, dans les oeuvres grandioses de Laferrière, de Batbie, Hauriou et autres, a trouvé son expression théorique. C'est alors qu'une activité, riche en bons résultats, fut aussi déployée par la jurisprudence autrichienne, fécondée par les travaux des grands juristes allemands comme Mohl, Stahl, Gneist, O. Mayer. L'Ecole de Vienne peut s'enorgueillir d'avoir eu en Lorenz von Stein le fondateur scientifique d'une systématique du droit administratif, encore aujourd'hui en vigueur. G. Jelinek a ensuite créé les bases juridiques d'un droit administratif constitutionnel, tandis que E. Bernatzik cherchait de son côté à populariser, par des études approfondies, les institutions les plus importantes du droit administratif moderne: la juridiction administrative, l'autorité de la chose jugée, le pouvoir discrétionnaire. Sur la base des travaux de ces éminents savants, la génération postérieure comme Inama-Sternegg, Ulbrich, Menzel Tezner, J. Pražák, Starzyński, Pazdro, Zolger et autres, a pu poursuivre les études constructives du problème administratif. Une mention spéciale revient à l'activité précieuse de la „Cour de justice administrative“ autrichienne développant aussi bien le droit administratif matériel que — tout particulièrement — la procédure administrative, activité dont les résultats furent fixés légalement dans la Codification de la procédure administrative de 1925.

Ainsi, l'ordre du jour du Vème Congrès International des sciences administratives devait susciter le plus grand intérêt

précisément auprès des juristes de Vienne. Le problème du „Contentieux administratif“ qui formait l'objet de l'enquête de la première des trois Sections du congrès, donna l'occasion de développer des thèses extrêmement instructives sur les questions les plus importantes du droit administratif moderne. Néanmoins, dans ces discussions apparut également l'opposition de principe qui existe entre l'organisation et l'interprétation de la juridiction administrative, notamment entre les pays qui connaissent la juridiction administrative par instances et ceux qui n'admettent que la révision „a posteriori“ par une Cour administrative suprême. Et si la divergence de vues entre les juristes français et ceux de différents pays de l'Europe centrale, notamment en ce qui concerne la force de la chose jugée des décisions des autorités administratives elles-mêmes et le problème consécutif des modifications d'office de telles décisions, a fait ajourner la discussion sur ces questions, il n'en reste pas moins vrai que les débats qui ont eu lieu à Vienne, ont contribué grandement à éclaircir ce problème fondamental de l'administration moderne.

L'ordre du jour de la Section II: „Statut des fonctionnaires“, comprenant l'important ensemble des questions de la situation juridique et économique des fonctionnaires publics, notamment l'admission dans les cadres des fonctionnaires, l'ordre disciplinaire, droit de coalition, instruction professionnelle, avancement, ensuite l'ordre du jour de la Section III du congrès: „Réorganisation du travail dans les administrations publiques en fonction des idées et faits actuels“, toutes ces questions relèvent en première ligne de la pratique administrative. Bien entendu, les discussions de ces questions devaient se borner à la simple fixation de lignes directrices générales et à la recommandation de réformes. Car l'organisation et les institutions d'une administration publique dépendent avant tout de l'évolution historique, des nécessités culturelles et économiques et des points de vue spéciaux de chaque pays, et l'organisation comme les institutions doivent toujours être mises en accord avec ces conditions. Exception faite pour certaines matières administratives, notamment dans le domaine du trafic international qui permet et réclame une réglementation uniforme, l'organisation et les institutions administratives intérieures auront toujours plus ou moins une couleur nationale et n'accuseront une certaine uniformité que par le maintien de quelques principes généraux, avant tout la protection des droits des parties et la fixation d'une procédure réglée.

Dans ces deux dernières sections, ce furent non seulement les discussions approfondies, mais aussi les thèses écrites étendues et extrêmement instructives, déposées sur la table du Congrès, notamment par les délégués suisses et polonais, qui ont donné matière à des études pratiques de tout le problème administratif. D'ailleurs aussi les expertises et les rapports de la première section très nombreux, présentés surtout par les congressistes de la France, serviront à enrichir la théorie du droit administratif.

Le cadre extérieur du Congrès correspondait à son importance. Le Chef d'Etat, le Président fédéral autrichien M. Miklas, avait accordé à ce congrès son haut patronage et les travaux furent dirigés de façon magistrale par le Vice-président autrichien de l'Institut, le Baron Max Vladimir Beck, ancien Président du Conseil et puis Président de la Cour des Comptes, assisté très efficacement dans sa tâche par le Vice-président Conseiller d'Etat M. Gascón y Marin. Le Gouvernement Fédéral autrichien avait mis à la disposition du congrès plusieurs salles d'apparat dans la „Hofburg“, la résidence vénérable des Empereurs Romains de Nation Germanique. Le Comité-directeur autrichien, d'accord avec le Comité d'Organisation, prit soin de l'organisation des travaux du congrès et un Comité d'honneur à la tête duquel se trouvait le tant regretté chancelier Dollfus, arraché depuis à son pays de façon si tragique, comité qui réunissait en son sein les premiers noms de la société viennoise, ainsi que le Comité scientifique, auquel appartenaient les plus distingués juristes de l'Autriche, ont assuré le succès des travaux et l'éclat des manifestations du Congrès. Pour le délassement et la distraction des membres du congrès, des réceptions et représentations artistiques eurent lieu, et des excursions furent organisées dans les magnifiques environs de Vienne, donnant l'occasion à un Comité de dames de la haute société viennoise de faire les honneurs de la façon la plus charmante.

Simultanément avec ce congrès eut lieu une réunion de représentants des quatre pays, où au cours des dernières années la procédure administrative fut soumise à une codification complète, c'est-à-dire: la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Autriche, afin de procéder à un échange d'idées et d'expériences, ce qui fit encore naître de nombreux projets et propositions.

Enfin une Exposition des documents les plus intéressants concernant l'histoire et l'administration de l'Autriche organisée par la Direction des Archives nationales offrait un grand intérêt pour les congressistes.

Ainsi, le Vème Congrès International des sciences administratives à Vienne, au sujet des travaux duquel un compte-rendu détaillé suit, a continué dignement l'oeuvre des congrès similaires précédents.

Malheureusement, la rédaction du rapport fut retardée par suite de la mort subite du Conseiller ministériel M. Des Loges, qui, Délégué de l'Autriche auprès de l'Institut International et membre du Comité d'organisation, avait dirigé avec ardeur les travaux difficiles de la préparation et de l'organisation du congrès. A la place de feu M. Des Loges, le soussigné fut chargé de la rédaction du rapport.

Dr. Herrnritt.

Vorwort.

Der durch den österreichischen Delegierten beim IV. Internationalen Kongreß für Verwaltungswissenschaften in Madrid überbrachten Einladung der österreichischen Regierung entsprechend, wurde zum Sitze des V. Kongresses des „Institut International des sciences administratives“ die Stadt Wien gewählt, woselbst der Kongreß in den Tagen vom 19. bis zum 24. Juni 1933 abgehalten worden ist.

Diesem Kongreß, welchem seit dem Bestande der Internationalen Organisation für Verwaltungswissenschaften zwei ähnliche Veranstaltungen in Brüssel in den Jahren 1910 und 1923, dann ein Kongreß in Paris (1927) und ein solcher in Madrid (1930) vorausgegangen waren, kam schon dadurch eine besondere Bedeutung zu, daß er der erste seit der anlässlich des Madrider Kongresses beschlossenen Umwandlung der „Commission Internationale permanente des Congrès des sciences administratives“ in Brüssel in ein „Institut International des sciences administratives“ gewesen ist. Die organisatorische Änderung, welche dem nunmehrigen Institute festere Grundlagen und seine Ausstattung mit reicheren finanziellen Mitteln ermöglichte, kam auch äußerlich in der größeren Beteiligung namentlich aus dem Ausland an diesem Kongreß zum Ausdruck; ihr entsprach auch die überaus stattliche Anzahl von wertvollen Veröffentlichungen, die auf den Tisch des Kongresses niedergelegt wurden.

Für die Wahl der durch ihre Naturschönheit und Kulturschätze berühmten Stadt Wien zum Sitze des V. Kongresses mochte nicht nur ihre geographische Lage an der Grenze zwischen dem Westen und Osten Europas bestimmend gewesen sein; sie war auch durch die überaus bedeutsame Geschichte des ehemaligen österreichischen Großstaates gerechtfertigt, in dessen Hauptstadt die Fäden der europäischen Politik Jahrhunderte hindurch zusammengelaufen waren und in dessen Verwaltungseinrichtungen sich die besondere Stellung dieses Staatswesens widerspiegelte.

Der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie war die kaum lösbare Aufgabe zugefallen, zahlreiche, teils größeren nationalen Gruppen angehörende, teils isoliert in ihrer Mitte lebende Volksstämme mit verschiedener kultureller und

politischer Vergangenheit, die im Laufe des vorigen Jahrhunderts zu besonders kräftigem nationalen Leben wiedererwacht waren, zu einer staatlichen Einheit zu verbinden und als solche zu erhalten. Schon aus diesem Grunde mußte sich hier einerseits eine eigenartige Selbstverwaltung auf nationaler Grundlage entwickeln, anderseits aber mußte die Zentralverwaltung trachten, durch besonderes vorsichtige Behandlung der öffentlichen Angelegenheiten die staatliche Einheit aufrecht zu erhalten, ohne die kulturelle Entwicklung der Volksstämme zu beeinträchtigen. Nach dem Zerfalle der Monarchie fiel aber den Nachfolgestaaten und hier wieder in erster Reihe der neuen Republik Österreich, auf deren Gebiete sich die Hauptstadt des früheren Kaiserstaates befindet, die nicht weniger schwierige Aufgabe zu, die Lösung des jahrhundertalten Verwaltungsverbandes, dessen bewährte Grundsätze übrigens auch die neuen Staaten in ihren Verwaltungseinrichtungen noch vielfach beibehalten haben, möglichst reibungslos durchzuführen.

Wenn schon diese Aufgaben der praktischen Verwaltung Österreich zu einem besonders interessanten Verwaltungsgebiet gemacht haben, so fand auch die Theorie des Verwaltungsrechtes hier frühzeitig eine reiche Pflege. Von der älteren Epoche der Verwaltungswissenschaft des absoluten Wohlfahrtsstaates, die besonders in Justi, Schröter, Martini, Sonnenfels für ihre Zeit hervorragende, vielfach auch an die politischen Ideen Rousseaus anknüpfende Vertreter aufweist, mag dabei abgesehen werden. Nachdem aber an der Hand der Tätigkeit des französischen Staatsrates eine vertiefte Ausbildung des modernen rechtsstaatlichen Verwaltungsrechtes begonnen hatte, welche dann in den epochalen Werken eines Laferrière, Batbie, Hauriou u. a. ihre theoretische Durchbildung erfuhr, begann auch in der österreichischen Rechtswissenschaft, befruchtet von den Arbeiten deutscher Juristen, wie Mohl, Stahl, Gneist, O. Mayer, eine reichere Tätigkeit. So kann sich die Wiener Schule rühmen, in Lorenz, von Stein den wissenschaftlichen Begründer einer noch heute geltenden Systematik des Verwaltungsrechtes besessen zu haben; G. Jellinek aber schuf die staatsrechtlichen Grundlagen eines verfassungsmäßigen Verwaltungsrechtes, E. Bernatzik wiederum suchte die wichtigsten Institutionen des modernen Verwaltungsrechtes, als Verwaltungsrechtsprechung, Rechtskraft, freies Ermessen, durch scharfsinnige Untersuchungen dem Verständnisse näher zu bringen. Auf dieser Grundlage baute dann die jüngere Generation, wie Inama-Sternegg, Ulbrich, Menzel, Tezner, J. Pražák, Starzyński, Pazdro, Žolger u. a., weiter. Nicht vergessen werden darf auch die wertvolle, das materielle Verwaltungsrecht und besonders das Verwaltungungsverfahren fortbildende Tätigkeit des österreichischen Verwaltungsgerichtshofes, die dann in der Kodifikation des Verwaltungsverfahrens im Jahre 1925 eine gelungene gesetzliche Festigung erfahren hat.

So mußten die Gegenstände der Tagesordnung des V. Internationalen Kongresses gerade bei den Wiener Juristen besonderes

Interesse erregen. Die Frage des „Verwaltungsstreitverfahrens“, welche den Gegenstand der ersten von den drei Kongreßsektionen bildete, bot Anlaß, die wichtigsten theoretischen Probleme des modernen Verwaltungsrechtes in überaus lehrreicher Diskussion zu erörtern. Trotzdem kamen aber auch da die prinzipiellen Gegensätze in der Organisation und Auffassung der Verwaltungsrechtsprechung, namentlich zwischen den Ländern mit instanzmäßig gegliederter Verwaltungsgerichtsbarkeit und jenen mit bloß nachträglicher Revision durch ein Verwaltungsgericht, zum Vorschein. Und wenn hier die Divergenz zwischen der Auffassung des französischen Rechtes und der Rechtsordnung verschiedener mitteleuropäischer Staaten, besonders über die Frage der Rechtskraftfähigkeit der Entscheidungen der Verwaltungsbehörden selbst und das damit zusammenhängende Problem der amtswegigen Abänderung solcher Entscheidungen aus öffentlichen Rücksichten, zur Vertagung der Frage behufs näheren Studiums führte, so wird doch gewiß die in Wien durchgeführte Debatte zur weiteren Klärung dieses Grundproblems moderner Verwaltung beitragen.

Die Gegenstände der Sektion II: „Dienstrecht der öffentlichen Angestellten“, worin der große Fragenkomplex der rechtlichen und wirtschaftlichen Stellung der öffentlichen Funktionäre, namentlich die Fragen der Aufnahme in den Dienst, Disziplin, Koalitionsrecht, Fortbildung, Beförderung öffentlicher Funktionäre, behandelt wurden, dann der Sektion III, welche die „Organisation der Arbeit in der öffentlichen Verwaltung auf moderner Grundlage“ behandelte, bilden vorzugsweise Probleme praktischer Verwaltungspolitik. Selbstverständlich mußte sich hier das Ergebnis der Diskussion auf die bloße Feststellung allgemeiner Grundsätze und Empfehlung von Reformen beschränken. Ist doch die Organisation und Einrichtung der Verwaltung vor allem durch die geschichtliche Entwicklung, die kulturellen und wirtschaftlichen Bedürfnisse und Anschauungen der einzelnen Staaten bedingt und ihnen angepaßt. Abgesehen von einigen Verwaltungsmaterien, besonders auf dem Gebiete des Verkehrswesens, die sachlich eine internationale Regelung gestatten und erheischen, wird die Organisation und innere Verwaltungseinrichtung wohl immer eine mehr oder weniger nationale Färbung bewahren und nur durch gewisse allgemeine Grundsätze, wie etwa das Bedürfnis nach Wahrung und Schutz der Parteirechte oder nach einem geordneten Verfahren, eine gewisse Einheitlichkeit erfahren. In diesen beiden Sektionen werden daher neben der gründlichen Diskussion auch die umfassenden, überaus lehrreichen Denkschriften, welche besonders von Seiten der polnischen und Schweizer Teilnehmer dem Kongresse vorgelegt wurden, eine ebenso reiche Ausbeute für die praktische Ausgestaltung der Verwaltung bieten, wie die Gutachten und Berichte der ersten Sektion, welche namentlich aus Frankreich in reichem Maße zuflossen, die Theorie des Verwaltungsrechtes bereichern werden. —

Der äußere Rahmen des Kongresses, der unter dem Ehrenschutze des Oberhauptes des österreichischen Bundesstaates, des Bundespräsidenten Miklas, stand und vom österreichischen Vizepräsidenten des Institutes, dem Ministerpräsidenten a. D. und Präsidenten des Rechnungshofes Dr. Max Vladimír Frh. v. Beck, unter tatkräftiger Mitwirkung des Vizepräsidenten, Staatsrates José Gascon y Marin in vornehmer Weise geleitet wurde, entsprach seiner Bedeutung. Die Regierung stellte mehrere Prachträume in der Hofburg, der ehrwürdigen Residenz der römisch-deutschen Kaiser, zur Verfügung des Kongresses. Der österreichische Arbeitsausschuß in Verbindung mit dem engeren Organisationskomitee sorgte für eine zweckmäßige Einrichtung des Kongreßbetriebes, ein Ehrenausschuß, an dessen Spitze der seither durch ein tragisches Schicksal seinem Lande entrissene unvergeßliche Bundeskanzler Dr. Dollfuß stand und der die ersten Namen der Wiener Gesellschaft in sich vereinigte, sowie das wissenschaftliche Komitee, dem alle namhaften Vertreter der österreichischen Rechtswissenschaft angehörten, verliehen dem Kongresse den äußeren Glanz. Für die Erholung und Unterhaltung der Teilnehmer wurde durch gesellige und künstlerische Veranstaltungen sowie durch Ausflüge in die herrliche Umgebung Wiens gesorgt, wobei ein Komitee von Damen der Wiener Gesellschaft in lebenswürdigster Weise die Honneurs machte.

Gleichzeitig mit den Verhandlungen des Kongresses fanden sich Teilnehmer aus den vier Staaten, welche in den letzten Jahren das Verwaltungsverfahren umfassend kodifiziert haben, Polen, Tschechoslowakei, Jugoslawien und Österreich, zu einem Gedankenaustausch über die unter der Geltung der neuen Gesetzgebung gemachten Erfahrungen zusammen, welcher vielfache Anregung und Belehrung bot.

Endlich bot eine von den Archivleitungen veranstaltete Ausstellung der wichtigsten Urkunden zur Geschichte Österreichs und seiner Verwaltung großes Interesse.

So reiht sich auch der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaft in Wien, über welchen im folgenden näher berichtet wird, würdig seinen Vorgängern an. Bedauerlicherweise erfuhr die Herausgabe des Berichtes durch den unerwarteten Tod des Ministerialrates Dr. O. v. Des Loges, der als Delegierter Österreichs bei dem Internationalen Institut und Mitglied des Organisationskomitees die schwersten Arbeiten bei der Vorbereitung und Durchführung des Kongresses in aufopferndster Weise geleistet hatte, eine Verzögerung. An Stelle des Verewigten wurde der Gefertigte mit der Zusammenstellung des Berichtes betraut.

Dr. Herrnritt.

Comité d'honneur Autrichien. — Österreichischer Ehrenausschuß.

Haut Patronage. — Ehrenschutz.

Wilhelm Miklas,

Président Fédéral de l'Autriche. — Bundespräsident von Österreich.

Comité d'honneur Autrichien. — Österreichischer Ehrenausschuß.

Dr. Engelbert Dollfuß, Bundeskanzler; Dr. Othenio Abel, o. Universitätsprofessor, Rektor der Universität Wien; Franz Baching er, Staatssekretär, Bundesminister a. D.; Walter Breisky, Vizekanzler a. D.; Dr. Karl Buresch, Bundesminister für Finanzen, Bundeskanzler a. D.; Dr. Ernst Durig, Präsident des Verfassungsgerichtshofes; Georg Emmerling, Vizebürgermeister von Wien, Vorsitzender-Stellvertreter des Bundesrates; Dr. Otto Ender, Landeshauptmann von Vorarlberg, Bundeskanzler a. D.; Emil Fey, Bundesminister; Dr. Guido Jakoncig, Bundesminister a. D.; Dr. Wenzel Kamitz, Präsident des Verwaltungsgerichtshofes; Dr. Robert Kerber, Bundesminister für soziale Verwaltung; Ferdinand Kernmaier, Landeshauptmann von Kärnten; Dr. Viktor Kienböck, Präsident der Nationalbank, Minister a. D.; Odo (Frh. v.) Neustädter-Stürmer, Staatssekretär; Dr. Rudolf Ramek, Bundeskanzler a. D.; Doktor Josef Redlich, Universitätsprofessor, Bundesminister a. D.; Doktor Franz Rehr, Landeshauptmann von Salzburg; Josef Reiter, Landeshauptmann von Niederösterreich; Dr. Karl Renner, Staatskanzler a. D.; Dr. Josef Resch, Bundesminister a. D.; Dr. Anton Rintelen, Landeshauptmann von Steiermark; Doktor Karl Aubert Salzmann, Vorsitzender-Stellvertreter des Bundesrates; Dr. Josef (Frh. v.) Schenk, Präsident des Abrechnungsamtes, Minister a. D.; Dr. Josef Schlegel, Landeshauptmann von Oberösterreich; Ing. Vinzenz Schumy, Bundesminister; Dr. Kurt (von) Schuschnigg, Bundesminister für Justiz; Karl Seitz, Landeshauptmann und Bürgermeister von Wien; Fritz Stockinger, Bundesminister für Handel und Verkehr; Doktor Sepp Straffner; Ernst (R. v.) Streeruwitz, Präsident der Kammer für Handel, Gewerbe und Industrie in Wien, Bundeskanzler a. D.; Dr. Franz Stumpf, Landeshauptmann von Tirol; Carl Vaugin, Bundesminister für Heereswesen, Bundeskanzler a. D.; Dr. Alfred Walheim, Landeshauptmann des Burgenlandes; Doktor Emanuel Weidenhoffer, Bundesminister a. D.; Ing. Franz Winkler, Vizekanzler; Dr. Karl Wolff, o. Universitätsprofessor, Dekan der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Innsbruck.

Bureau du V^{ème} Congrès International des Sciences Administratives. — Bureau des V. Internationalen Kongresses für Verwaltungswissenschaften.

Comité Autrichien de travail. — Österreichischer Arbeitsausschuß.

Président — Präsident: Dr. Max Vladimir Frh. v. Beck, Präsident des Rechnungshofes, Ministerpräsident a. D., Vizepräsident des Institut International des Sciences Administratives. — Ancien Président du Conseil, Président de la Cour des Comptes, Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives.

Comité Spécial d'Organisation. — Engeres Organisationskomitee.

Dr. Karl Braunias, Ministerialsekretär im Bundeskanzleramt, Privatdozent; Dr. Emmerich (Graf) Coreth, Rat des Verwaltungsgerichtshofes; Dr. Otto (R. v.) Des Loges, Ministerialrat im Bundeskanzleramt, Vorsitzender des Komitees; Dr. Otto (von) Gleich, Sektionsrat im Bundeskanzleramt; Ing. Karl Reichenvater, Ministerialrat im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Dr. Johann (Prinz zu) Schwarzenberg, Attaché im Bundeskanzleramt; Dr. Guido Wagner, Ministerialrat des Rechnungshofes; Heinrich (Graf) Waldstein-Wartenberg, Ministerialrat im Bundesministerium für Unterricht.

Comité Scientifique. — Wissenschaftliches Komitee.

(Composé de membres du Corps enseignant des Hautes-Ecoles autrichiennes. — Aus dem Kreise der österreichischen Hochschulen.)

Président — Präsident: Dr. Adolf Menzel, Universitätsprofessor, Wien. **Secrétaire — Schriftführer:** Dr. Karl Braunias, Ministerialsekretär im Bundeskanzleramt, Privatdozent.

Dr. Ludwig (von) Adamovich, Universitätsprofessor, Graz, Mitglied des Verfassungsgerichtshofes; Dr. Robert Bartsch, Universitätsprofessor, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes, Wien; Dr. Carl Brockhausen, Universitätsprofessor, Wien; Dr. Otto (Frh. v.) Dungen, Universitätsprofessor, Graz; Doktor Hans (R. v.) Frisch, Professor der Technischen Hochschule, Wien; Dr. Rudolf (von) Herrnritt, Universitätsprofessor, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes a. D., Wien; Dr. Karl Gottfried Hugelmann, Universitätsprofessor, Wien; Dr. Max Kulisch, Universitätsprofessor, Innsbruck, Mitglied des Verfassungsgerichtshofes; Dr. Karl Lamp, Universitätsprofessor, Inns-

bruck; Dr. Max Layer, Universitätsprofessor, Wien; Dr. Adolf Merkl, Universitätsprofessor, Wien; Dr. Adolf (von) Verdroß, Universitätsprofessor, Wien; Dr. Leo Wittmayer, Universitätsprofessor, Ministerialrat, Wien; Dr. Hans (Frh. v.) Zeßner-Spitzenberg, Professor der Hochschule für Bodenkultur, Wien.

Comité Financier. — Finanzkomitee.

Président — Präsident: Dr. Artur Stöger, Gouverneur des Postsparkassenamtes, Wien.

Dr. Viktor Brauneis, Generaldirektor der Österreichischen Nationalbank, Ministerialrat a. D.; Dr. Viktor Groß, Ministerialrat im Bundeskanzleramt; Dr. Franz Gruber, Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen; Dr. Max Sokal, Direktor des Wiener Giro- und Cassenvereines, Wien.

Comité de la Presse. — Pressekomitee.

Président — Präsident: Eduard Ludwig, a. o. Gesandter und bev. Minister, Bundeskanzleramt.

Marcel Dunan, Professor, Wien; Helmut von dem Hagen, Wien; Dr. Ludwig Kleinwächter, Generalkonsul im Bundeskanzleramt; Dr. Leo Salkind, Präsident des Verbandes der auswärtigen Presse in Wien; Alfred Schmid, Legationsrat im Bundeskanzleramt; Mr. R. S. Scholefield, Wien.

Comité d'Organisation. — Organisationsausschuß.

Dr. Artur Aigner, Generaldirektor für die Post- und Telegraphenverwaltung, Wien, Sektionschef; Dr. Raoul Allgayer, Ministerialrat im Bundeskanzleramt; Hermann (Graf) Attems, Landesamtsdirektor von Oberösterreich; Franz (Baron) Baillou, Landesamtsdirektor von Salzburg; Dr. der Rechte Ing. Georg Binder, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes; Dr. Franz Brandl, Polizeipräsident a. D., Wien; Dr. Wenzel Braun, Vizepräsident des Obersten Agrarsenates im Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft; Dr. Anton Bundsmann, Landesamtsdirektor von Tirol, Dr. Egyd Conrath, Ministerialrat im Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft; Oskar Diesner, Landesamtsdirektor von Vorarlberg; Dr. Karl Drexel, Präsident des Bundesamtes für Statistik; Dr. Rudolf Egger, Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen; Johann Andreas (Baron) Eichhoff, a. o. Gesandter und bev. Minister a. D., Wien; Friedrich (Frh. v.) D'Elvert, Ministerialrat im Bundeskanzleramt; Dr. Friedrich (von) Engel, Präsident des Handelsgerichtes a. D., Mitglied des Verfassungsgerichtshofes; Dr. Arbogast Fleisch, Ministerialrat im Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft; Dr. Georg Fleischer, Wien; Dr. Ludwig Friedrich, Mini-

sterialrat im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Doktor
 Georg Froehlich, Vizepräsident des Verfassungsgerichtshofes;
 Alfred Fuchs, Sektionschef im Bundesministerium für Handel und
 Verkehr; Dr. Viktor (Frh. v.) Fuchs, Senatspräsident des Verwal-
 tungsgesichtshofes; Dr. Johann Granichstaedten-Czerva,
 Ministerialsekretär im Bundeskanzleramt; Dr. August Gstet-
 tenhofer, Landesamtsdirektor von Steiermark; Hugo
 (Frh. v.) Haan, Ministerialrat a. D., Sektionschef im Internation-
 alen Rationalisierungsinstitut, Genf; Dr. Josef Halusa, Sek-
 tionschef im Bundesministerium für soziale Verwaltung; Dr. Karl
 Hartl, Magistratsdirektor in Wien; Dr. Otto Hatschek, Mini-
 sterialrat im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Dr. Robert
 Hecht, Sektionschef im Bundesministerium für Heereswesen;
 Dr. Karl Heger, Landesamtsdirektor des Burgenlandes; Dr. Paul
 (R. v.) Heiterer-Schaller, Ministerialrat im Bundeskanzler-
 amt; Dr. Maximilian Hell, Ministerialrat im Bundesministerium
 für soziale Verwaltung; Dr. Friedrich Hock, Sektionschef im Bundes-
 ministerium für soziale Verwaltung; Dr. Oskar Hofmohl,
 Landesregierungsrat der niederösterreichischen Landesregierung;
 Dr. Ernst Horicky, Sektionschef im Bundeskanzleramt; Theodor
 (R. v.) Hornbostel, Legationsrat im Bundeskanzleramt; Doktor
 Rudolf Hornek, Obersensrat des Magistrates Wien; Otto
 Huber, Ministerialrat im Bundeskanzleramt; Dr. Hugo Jäckl,
 Ministerialrat im Bundeskanzleramt; Dr. Walter (von) Kampitz-
 Borken, Ministerialsekretär des Verwaltungsgesichtshofes; Dok-
 tor Siegfried Kantor, Präsident der Rechtsanwaltskammer, Wien;
 Karl (Frh. v.) Karwinsky, Hofrat der niederösterreichischen
 Landesregierung; Dr. Alois Kastner, Landesamtsdirektor von
 Niederösterreich; Dr. Alfred (R. v.) Kempf, Sektionschef im Bundes-
 ministerium für Finanzen; Anton Keschmann, Senatspräsident
 des Verwaltungsgesichtshofes; Dr. Eugen (von) Kopetzky,
 Sektionschef im Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft;
 Dr. Alois Körner, Sektionsrat im Bundeskanzleramt; Dr. Karl
 Lißbauer, Ministerialrat im Bundesministerium für Justiz;
 Dr. Rudolf Löw, Präsident der Finanzprokuratur; Dr. Josef
 (Frh. v.) Löwenthal, Kabinettsdirektor der Präsidenschafts-
 kanzlei; Dr. Otto Leonhard, Oberlandesgerichtspräsident,
 Wien; Dr. Egbert (R. v.) Mannlicher, Senatspräsident des Ver-
 waltungsgesichtshofes, Wien; Dr. Ewald Mayer, Ministerialrat
 im Bundeskanzleramt; Dr. Heinrich (von) Montel, Ministerial-
 rat im Bundeskanzleramt; Dr. Oskar Nitschmann, Ministerial-
 rat im Bundesministerium für Finanzen; Dr. Rudolf Oehl, Vize-
 präsident des Rechnungshofes; Dr. Josef (von) Otter, Ministerial-
 sekretär im Bundeskanzleramt; Dr. Hans Pernter, Sektionschef
 im Bundesministerium für Unterricht; Dr. Leodegar Petrin, Prä-
 sident des Bundesdenkmalamtes, Wien; Dr. Richard Pfandler,
 Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen; Dr. Georg
 Pockels, Landesamtsdirektor i. R., Innsbruck, Mitglied des Ver-
 fassungsgesichtshofes; Dr. Ferdinand Raitl, Magistratsrat, Wien;

Ing. Karl Reichenvater, Ministerialrat im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Dr. Rainer (von) Reinöhl, Ministerialrat im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Ignaz (Frh. v.) Ruber, Sektionschef im Bundeskanzleramt; Anton Schöpfer, Generaldirektor der österreichischen Bundesbahnen; Dr. Friedrich Schubert, Vizepräsident des Verwaltungsgerichtshofes; Dr. Adolf Seitz, Ministerialrat im Bundesministerium für Justiz; Dr. Eugen Seydel, Polizeipräsident, Wien; Dr. Hugo Suchomel, Ministerialrat im Bundesministerium für Justiz; Dr. Egon Wallentin, Ministerialrat im Bundesministerium für Unterricht; Dr. Anton Walter, Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen; Paul (Frh. v.) Winterstein, Legationsrat im Bundeskanzleramt; Dr. Franz Wlček, Sektionschef im Bundesministerium für soziale Verwaltung; Dr. Emil (von) Wohlgemuth, Sektionschef im Bundesministerium für Handel und Verkehr; Ferdinand Wolsegger, Landesamtsdirektor von Kärnten, Dr. Alexander (Graf) Zedtwitz, Landesregierungs-Vizepräsident a. D. Dr. Georg (R. v.) Zimmermann, Hofrat im Bundesministerium für Finanzen.

Comité des Dames. — Damenkomitee.

Présidente — Vorsitzende: Baronin Marianne Hauser.

Vice-Présidentes — Stellvertreterinnen: Baronin Lucie Eichhoff, Frieda Hořický.

Frau Ilona von Chavanne, Madeleine Gräfin Coreth, Violet von Des Loges, Grete von Gleich, Helene Groß, Editha Anna Gruber, Gabriele von Heiterer-Schaller, Gisela von Herrnritt, Baronin Elisabeth Karwinsky, Mine von Mannlicher, Ludowika Marchet, Dr. Marie Eleonore Mathieu, Dr. Edith Merkl, Bella Pernter, Loli Salkind, Prinzessin Kathleen Schwarzenberg, Emmy Seydel, Trude Stoeger, Gräfin Alice Waldstein, Juliana Walter, Gräfin Mathilde Zedtwitz.

Sections:

Section I.

Contentieux administratif.

Président: Dr. Josef Baron Schenk, Président de l'office de vérification et compensation, Ex-Ministre; Vice-Président: Dr. Adolf Menzel, Professeur de l'Université de Vienne; Greffier: Dr. Walter von Kemptz-Borken, Secrétaire à la Haute Cour Administrative à Vienne; Rapporteur Général: Ancien Ministre, Conseiller d'Etat, Professeur José Gascón y Marin; Rapporteur pour l'Autriche: Dr. Rudolf von Herrnritt, Professeur de l'Université de Vienne.

Section II.

Statut des fonctionnaires.

Präsident: Dr. Ernst Hořický, Chef de Section à la Chancellerie fédérale; Greffier: Dr. Josef v. Otter, Secrétaire ministériel; Rapporteur général: Vice-chancelier de la Confédération Suisse Dr. Oskar Leimgruber; Rapporteur pour l'Autriche: Dr. Alexander Comte Zedtwitz, Ex-Vice-président du Gouvernement d'Autriche Infér.

Section III.

Réorganisation du travail dans les administrations publiques en fonction des idées et des faits actuels.

Président: Johann Andreas Baron Eichhoff, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en retr.; Greffier: Friedrich v. Görtz, Consul général; Rapporteur général: Dr. Jan Kopczynsky, Président du Tribunal Administratif suprême à Varsovie; Rapporteur pour l'Autriche: Dr. Egbert R. v. Mannlicher, Président de Chambre à la Haute Cour Administrative à Vienne.

Sektionen:

Sektion I.

Verwaltungsstreitsachen.

Präsident: Dr. Josef (Frh. v.) Schenk, Präsident des Abrechnungsamtes, Minister a. D.; Vizepräsident: Dr. Adolf Menzel, Universitätsprofessor in Wien; Schriftführer: Dr. Walter (v.) Kemptz-Borken, Ministerialsekretär beim Verwaltungsgerichtshof; Generalberichterstatter: Prof. José Gascón y Marin, Minister, Staatsrat; Referent für Österreich: Dr. Rudolf (v.) Herrnritt, Senatspräsident a. D., Professor der Universität Wien.

Sektion II.

Dienstrecht der öffentlich Angestellten.

Präsident: Dr. Ernst Hořický, Sektionschef im Bundeskanzleramt; Schriftführer: Dr. Josef (v.) Otter, Ministerialsekretär; Generalberichterstatter: Vizekanzler der Schweizer Eidgenossenschaft Dr. Oskar Leimgruber; Referent für Österreich: Dr. Alexander (Graf) Zedtwitz, Landesregierungsvizepräsident a. D.

Sektion III.

Reorganisation der Arbeit in der öffentlichen Verwaltung gemäß den Anschauungen und Verhältnissen der Gegenwart.

Präsident: Johann Andreas (Frh. v.) Eichhoff, a. o. Gesandter und bev. Minister a. D.; Schriftführer: Friedrich (v.) Görtz, Generalkonsul; Generalberichterstatter: Dr. Jan Kopczynski, Präsident des Verwaltungsgerichtshofes in Warschau; Referent für Österreich: Dr. Egbert (R. v.) Mannlicher, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes.

Liste des délégués officiels. — Liste der offiziellen Vertreter.

Allemagne. — Deutsches Reich.

Carl v. Below, Conseiller de Légation. — Gesandtschaftsrat.

Argentine. — Argentinien.

Dr. Rafael Bielsa, Professeur à la Faculté des Sciences économiques, commerciales et politiques à Rosario de Santa Fé, Ministre de la Justice et de l'Instruction Publique. — Universitätsprofessor, Minister für Justiz und Unterricht.

Autriche. — Österreich.

S. Exc., le Baron Max Vladimir Beck, Ancien Président du Conseil, Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives. — Ministerialpräsident a. D., Vizepräsident des Internationalen Institutes für Verwaltungswissenschaften.

Dr. Emmerich Comte Coreth, Conseiller de la Cour Administrative Suprême. — Rat des Verwaltungsgerichtshofes.

Dr. Otto R. v. Des Loges, Conseiller Ministériel à la Chancellerie Fédérale. — Ministerialrat im Bundeskanzleramt.

Belgique. — Belgien.

S. Exc. M. Le Ghaït, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister.

M. Edmond Lesoir, Directeur Général au Ministère de l'Intérieur, Secrétaire Général de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles. — Generaldirektor im Innenministerium, Generalsekretär des Internationalen Instituts für Verwaltungswissenschaften, Brüssel.

M. D. Warnotte, Directeur Général au Ministère de l'Industrie et du Travail, Secrétaire Général de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles. — Generaldirektor im Industrie- und Arbeitsministerium, Generalsekretär des

Internationalen Instituts für Verwaltungswissenschaften, Brüssel.

M. René Didisheim, Secrétaire de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles. — Sekretär des Internationalen Instituts für Verwaltungswissenschaften, Brüssel.

M. Paul De Vuyst, Directeur Général Honoraire au Ministère de l'Agriculture, Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles. — Honorargeneraldirektor im Ackerbauministerium, Vizepräsident des Internationalen Instituts für Verwaltungswissenschaften, Brüssel.

M. Matton, Premier Président de la Cour des Comptes, Bruxelles. — Erster Präsident des Rechnungshofes, Brüssel.

Chine. — China.

M. Dekien Toungh, Chargé d'Affaires. — Geschäftsträger.

Danemark. — Dänemark.

Vilhelm Voigt Broch, Chancelier de la Légation du Danemark à Vienne, Vice-Consul. — Kanzler der kgl. dänischen Gesandtschaft in Wien, Vizekonsul.

Egypte. — Ägypten.

Mohammed Sourour Bey, Consul à Vienne. — Konsul in Wien.

Dr. Mohamed Abdullah El Araby, Professeur à la faculté de droit de l'Université Egyptienne.

Espagne. — Spanien.

Don Miguel Cuevos-Cuevos, Madrid.

Estonie. — Estland.

Eugen Maddison, Secrétaire Général de l'Assemblée d'Etat, Président de la Section Estonienne de l'Institut, Tallinn. — Generalsekretär der Staatsversammlung, Präsident der Estländischen Sektion des „Instituts“, Reval.

Johannes Kaiv, Membre de la Commission de Codification près du Ministère de l'Intérieur et de la Justice, Tallinn. — Mitglied der Kodifikationskommission beim Ministerium des Innern und der Justiz, Reval.

Etats-Unis d'Amérique. — Vereinigte Staaten von Amerika.

Guy Moffett, Chief Executive, Rockefeller Spelman Foundation New York.

Leonard Dupee White, Professor, University of Chicago, Department of Political Science, Chicago, Ill.

Harvey Walker, Professor, Ohio State University.

France. — Frankreich.

M. René Démogue, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Professor an der Rechtsfakultät, Paris.

M. Joseph Barthélemy, Membre de l'Institut de France, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Mitglied des Institut de France, Professor an der Rechtsfakultät, Paris.

M. L. Rolland, Professeur à la Faculté de Droit de Paris. — Professor an der Rechtsfakultät, Paris.

M. Henri P u g e t, Maître de requête, Paris.

Grèce. — Griechenland.

Demeter Tziracopoulos, Chargé d'Affaires. — Geschäftsträger.

Th. Angelopoulos, Professeur à l'Université d'Athènes. — Professor an der Universität Athen.

A. Svolos, Professeur à l'Université d'Athènes. — Professor an der Universität Athen.

Th. Tsatsos, Professeur à l'Université d'Athènes. — Professor an der Universität Athen.

Guatemala. — Guatemala.

Maximilian Waller, Consul à Vienne. — Konsul in Wien.

Hongrie. — Ungarn.

Alexander Blaha, Secrétaire d'Etat au Ministère royal de l'Intérieur, Budapest. — Staatssekretär im kgl. ungarischen Ministerium des Innern, Budapest.

Béla Horváth, Conseiller Ministériel au Ministère royal de l'Intérieur, Budapest. — Ministerialrat im kgl. ungarischen Ministerium des Innern, Budapest.

Dr. Zoltán Magyary, Professeur à l'Université „Péter Pázmány“ à Budapest. — Professor an der Peter-Pázmány-Universität, Budapest.

Italie. — Italien.

Pour le Ministère royal de l'Intérieur — Für das kgl. Ministerium des Innern: Son Excellence Francesco P i o m a r t a, Préfet royal. — Kgl. Präfekt.

Pour le Ministère royal des Finances — Für das kgl. Finanzministerium: Professeur Umberto S p i l l m a n n. — Professor.

Pour le Ministère royal de l'Instruction Publique — Für das kgl. Unterrichtsministerium: Umberto B o r s i, Professeur à l'Université de Bologne. — Professor an der Universität in Bologna.

Pour le Ministère royal des Corporations — Für das kgl. Korporationsministerium: Dr. Carlo D i N o l a, Attaché de commerce de la Légation royale italienne à Vienne. — Handelsattaché der kgl. italienischen Gesandtschaft in Wien.

Lithuanie. — Litauen.

N o v a k a s, Directeur de la Sûreté Publique, Kaunas. — Direktor der öffentlichen Sicherheit, Kowno.

Mexique. — Mexiko.

Franz S t e i n, Consul à Vienne. — Konsul in Wien.

Norvège. — Norwegen.

Werner Werenskiöld, Consul Général à Vienne. — Generalkonsul in Wien.

Pays-Bas. — Niederlande.

Son Excellence Lucien G. van Hoor n, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bevollmächtigter Minister.

Pérou. — Peru.

Dr. Paul Hohenau, Consul Général à Vienne. — Generalkonsul in Wien.

Pologne. — Polen.

Dr. Jaroszynski, Président de la Commission chargée du perfectionnement de l'Administration publique près la Présidence du Conseil des Ministres. — Varsovie.

Dr. Jan Kopczyński, Président du Tribunal Administratif suprême à Varsovie. — Präsident des Verwaltungsgerichtshofes, Warschau.

Roumanie. — Rumänien.

Son Excellence Caius Brediceanu, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister.

République Dominicaine. — San Domingo.

Rudolf Steppan, Consul Général à Vienne. — Generalkonsul in Wien.

Suisse. — Schweiz.

Dr. Oskar Leimgruber, Vice-Chancelier de la Confédération Suisse, Berne. — Vizekanzler der Schweizer Eidgenossenschaft, Bern.

Tchécoslovaquie. — Tschechoslowakei.

Son Excellence Zdeněk Fierlinger, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bevollmächtigter Minister.

Dr. Otakar Holdík, Commissaire ministériel, Prague. — Ministerialkommissär, Prag.

Turquie. — Türkei.

Sabri Bey, Directeur Général du Ministère de l'Intérieur, Ankara. — Generaldirektor des Innenministeriums, Ankara.

Naçi Bey, Directeur Général du Ministère de l'Intérieur, Ankara. — Generaldirektor des Innenministeriums, Ankara.

Musliheddin Adil, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, Istanbul. — Universitätsprofessor u. Staatssekretär.

Vénézuëla. — Venezuela.

Carlos B. Figueredo, Consul Général à Vienne. — Generalkonsul in Wien.

Dr. Ramón E. Vargas, Inspecteur Général des Consulats.

Dr. Ramón Hernandez-Ron, Premier Secrétaire de Légation.

Yougoslavie. — Jugoslawien.

Légation à Vienne. — Gesandtschaft in Wien.

Bureau International de travail. — Internationales Arbeitsamt.

Professeur Dr. Fritz Havelka, Chef de Section. — Professor, Sektionschef.

Dr. Hugo Frh. v. Haan, Chef de Section au Bureau international du Travail. — Sektionschef im Internationalen Arbeitsamt.

Programme.

Lundi 19 juin:

16 h: Séance préparatoire du Bureau de l'Institut International des Sciences Administratives en vue de la prise de contact avec le Bureau du Congrès.

20 h: Réunion facultative au Stadtpark (Kursalon).

Mardi 20 juin:

10 h: Séance d'Inauguration solennelle dans la Hofburg. Ensuite: Séance du Bureau de l'Institut, Constitution des sections.

13 h: Réception des Présidents de l'Institut et du Congrès par le Président Fédéral et le Chancelier Fédéral.

15 h: Séance des sections pour fixer le programme de travail, etc.

16 h: Tournée en autocars à travers la ville et visite du château de Schönbrunn.

17.30 h: Réception par le Chancelier Fédéral au Château de Schönbrunn.

20 h: Dîner commun à l'Hôtel du Château du Cobenzl.

Mercredi 21 juin:

9 h: Assemblée Générale de l'Institut International des Sciences Administratives, conformément à l'article 27 des statuts.

10 h: Séances des sections.

13 h: Réception à l'Hôtel de ville de Vienne.

15 h: Séances des sections.

19.30 h: Théâtre paré à l'Opéra, Représentation de „La ville morte“ par Wolfgang Erich Korngold. Ensuite réception dans les salles de fête de l'Opéra.

Jeudi 22 juin:

Excursion au Semmering et à la Rax.

Vendredi 23 juin:

9 h: Séances des sections.

12.30 h: Représentation à l'Ecole d'Equitation Espagnole
Josefsplatz.

15 h: Séances des sections.

Samedi 24 juin:

10 h: Séance de clôture solennelle.

14 h: Excursion à Baden à travers le Wienerwald et dîner
commun.

Dimanche 25 juin:

Réservé pour une excursion aux environs de Vienne.

Visites:

Pour les congressistes des visites furent organisées au Musée de l'Histoire de l'Art (vieux maîtres), à la Galerie Moderne (art des 19^{ième} et 20^{ième} siècles), à l'Albertina (gravures), au Musée ethnographique et à la Bibliothèque Nationale.

Zeiteinteilung.

Montag, den 19. Juni:

16 Uhr: Vorbereitende Sitzung des Bureaus des „Institut International des Sciences Administratives“ zwecks Fühlungnahme mit der Kongreßleitung.

20 Uhr: Zwanglose Zusammenkunft im Stadtpark (Kursalon).

Dienstag, den 20. Juni:

10 Uhr: Feierliche Eröffnungssitzung in der Hofburg. Anschließend: Geschäftssitzung des Bureaus des „Institut“. Konstituierung der Sektionen.

13 Uhr: Empfang der Präsidien des „Institut“ und des Kongresses beim Bundespräsidenten und beim Bundeskanzler.

15 Uhr: Sektionssitzungen zur Feststellung des Arbeitsplanes usw.

16 Uhr: Besichtigungsrundfahrt einschließlich Schloß Schönbrunn.

17.30 Uhr: Empfang des Bundeskanzlers im Schloß Schönbrunn.

20 Uhr: Gemeinsames Abendessen im Schloßhotel Cobenzl.

Mittwoch, den 21. Juni:

9 Uhr: Generalversammlung des „Institut International des Sciences Administratives“ nach Art. 27 des Statuts.

10 Uhr: Arbeitssitzungen der Sektionen.

13 Uhr: Empfang im Rathaus der Stadt Wien.

15 Uhr: Arbeitssitzungen der Sektionen.

19.30 Uhr: Théâtre paré in der Staatsoper. Aufführung von „Die tote Stadt“ von Erich Wolfgang Korngold. Anschließend Empfang in den Festräumen der Staatsoper.

Donnerstag, den 22. Juni:

Tagesausflug nach dem Semmering und auf die Rax.

Freitag, den 23. Juni:

9 Uhr: Arbeitssitzungen der Sektionen.

12.30 Uhr: Vorführungen in der spanischen Reitschule (Josefsplatz).

15 Uhr: Arbeitssitzungen der Sektionen.

Samstag, den 24. Juni:

10 Uhr: Feierliche Schlußsitzung.

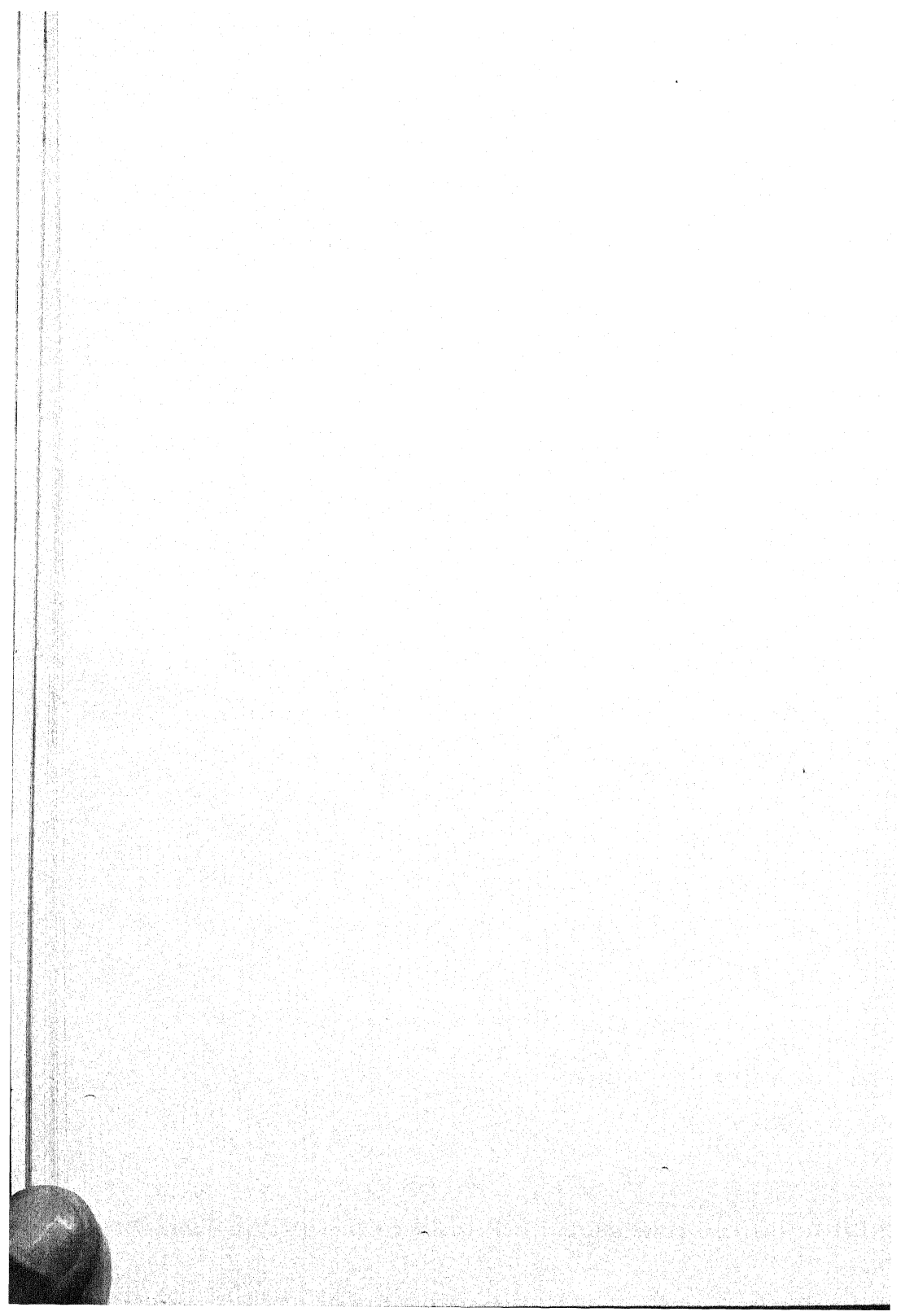
14 Uhr: Fahrt durch den südlichen Wienerwald nach dem Kurort Baden und gemeinsames Abendessen.

Sonntag, den 25. Juni:

Ausflüge in die Umgebung Wiens.

Führungen:

Für die Teilnehmer wurden Führungen in das Kunsthistorische Museum (alte Kunst), Moderne Galerie (Kunst des 19. und 20. Jahrhunderts), Albertina (Kupferstiche), Völkerkundemuseum und Nationalbibliothek veranstaltet:



Séance d'Inauguration

le mardi 20 juin 1933.

Feierliche Eröffnungssitzung

Dienstag, den 20. Juni 1933.

Le Vice-président de l'Institut International des sciences administratives, Conseiller d'Etat, Dr. José Gascón y Marin ouvre la Vème session du Congrès International des sciences administratives. Avant tout il exprime ses regrets que le Président de l'Institut soit empêché de prendre part à la session. Puis il remercie le comité d'organisation, particulièrement son Président le Baron Beck et le Gouvernement d'Autriche, des préparatifs faits pour le Congrès; il esquisse les travaux proposés par le Congrès et au cours de son exposé fait ressortir le contact étroit qui existe entre l'administration et la vie. Enfin l'orateur appuie sur les tâches importantes des fonctionnaires publics. Puis il cède la présidence au Président du comité des travaux autrichien M. le Baron Beck.

Vorsitzender Dr. (Frh. v.) Beck:

Ich begrüße Sie alle auf das herzlichste, danke Ihnen für Ihr Erscheinen und erlaube mir, den Herrn Bundespräsidenten zu bitten, das Wort zu ergreifen.

Bundespräsident Miklas:

Euere Exzellenzen! Meine Damen und Herren!

Einer Einladung der österreichischen Bundesregierung folgend, haben Sie sich, meine Damen und Herren, als Delegierte von 28 Staaten und als Mitglieder des Internationalen Institutes für Verwaltungswissenschaften heuer hier in Wien eingefunden. Es ist der fünfte in der Reihe Ihrer Kongresse. Sie haben ihn diesmal in Österreichs Bundeshauptstadt einberufen und Sie kommen damit in eine Stadt und in ein Land altberühmter Kultur, in dem Sie aber auch auf dem Gebiete der staatlichen und autonomen Ver-

waltung manch vorbildliche Einrichtungen vorfinden, jedenfalls aber viel Interessantes kennenlernen werden.

Gerne habe ich daher auch Ihrem Ersuchen willfahrt und über Ihre Wiener Tagung, über den V. Internationalen Kongreß für Verwaltungswissenschaften, den Ehrenschatz übernommen. Ich freue mich, daß mir heute die Gelegenheit geboten ist, Ihnen als Bundespräsident der Republik Österreich den aufrichtigsten Dank dafür zu sagen, daß Sie diesmal unser schönes Wien als Kongreßstadt und als Sitz Ihrer Tagung auserwählt haben. Indem ich über die Zusammenkunft so vieler hervorragender Männer der Wissenschaft und Praxis aus so zahlreichen Staaten meiner lebhaften Befriedigung Ausdruck verleihe, heiße ich Sie alle, meine Damen und Herren, im Namen meines Vaterlandes herzlich willkommen. Ich freue mich, feststellen zu können, daß ich auch die illustren diplomatischen Vertreter zahlreicher auswärtiger Staaten heute hier in dieser Festversammlung begrüßen kann.

Die Probleme und Methoden des Verwaltens in Staat und Gesellschaft stehen heute mehr denn je im Vordergrund des allgemeinen Interesses. Es ist nur zu begreiflich, daß alle Nationen daran lebhaft Anteil nehmen. Immer wieder hört man in unseren Tagen die Forderung nach einer guten, modernen und möglichst billigen Verwaltung, nach einer Verwaltung, die nicht nur den Bedürfnissen der Zeit gerecht wird, sondern dabei auch elastisch genug ist, sich in unserer raschlebigen Zeit auch den unabweislichen Forderungen des Tages, ja der Stunde anzupassen. Dieses Verlangen ist auch durchaus berechtigt. Denn eine schlechte Verwaltung kann für die Völker und Staaten eine große Gefahr, ja unter Umständen den Ruin bedeuten, eine gute dagegen, eine möglichst einfache expeditiv Verwaltung, für sie ein großer Segen sein.

Freilich, eine Voraussetzung besteht auch im letzten Falle, die Voraussetzung, daß die Verwaltung auch die Grenzen achtet, die ihr naturgemäß gezogen sind, die ihr vor allem gesetzt sind durch die Natur der Menschen und Dinge, auf die sie sich zu beziehen hat. Noch viel bedeutsamer aber sind die Schranken, die ihr durch Sinn und Zweck des Staates, seine besonderen Aufgaben und durch die großen Menschheitsziele und Menschheitsideale gesteckt sind, die sie erreichen soll; nicht zuletzt auch jene Schranken, die durch Gesetz und Recht gezogen sind und durch jene immanente Gerechtigkeit, der alles Erdenschaffen in letzter Linie zu dienen hat.

Vor allem demjenigen, der öffentlich verwaltet, sei es im Namen des Staates, sei es als Beauftragter oder Beamteter der Gesellschaft, vor allem ihm müssen die vorgezeichneten Schranken seiner Verwaltungstätigkeit heilig sein, müssen sein Wollen begrenzen, seine Entscheidungen bestimmen. Um so dringender erscheint mir diese Forderung, als wir heute in einer Zeit leben, in der dem öffentlichen Verwalter eine Fülle neuer Verantwortung zuwächst und zahlreiche, früher ungeahnte neue Staats- und Gesellschaftsprobleme zu lösen sind; um so notwendiger erscheint mir diese Forderung, als heutzutage der öffentliche Verwalter in immer

mehr Staaten der Welt durch die Zeitumstände genötigt und berufen ist, sogar in den Bereich des Gesetzgebers supplerend einzugreifen. Nur wenn die vorbezeichneten Schranken einer guten Verwaltungstätigkeit beachtet werden, sind wir berechtigt, von einer gerechten und gewissenhaften Verwaltung zu sprechen, auf die die Völker unserer Zeit mehr denn je Anspruch haben.

Zum Begriff einer guten Verwaltung gehören freilich auch noch einige andere Erfordernisse: Daß sie auch praktisch, zweckmäßig, billig, möglichst einfach und jederzeit vom richtigen Geiste und verständnisvollem Einfühlen derer getragen sei, die zu verwalten haben. Nur dann ist es am Platz, auch von einer „Verwaltungskunst“ zu reden, die zu üben seit jeher der höchste Ruhm des Berufsbeamtentums war und ist, die aber auch weit darüber hinaus stets als ein Kennzeichen hoher Staatskunst angesehen wurde und als Beweis großer Weisheit der Staatslenker.

Wenn Sie, meine Damen und Herren, unter diesen Gesichtspunkten an die Beratung der großen Probleme der Verwaltungswissenschaft und der Verwaltungskunst herantreten, dann werden Sie mit Ihrer Wiener Kongreßtagung der Welt sicherlich einen großen Dienst erweisen. Einer den anderen beratend, einer vom anderen lernend, so werden Sie zum allgemeinen Besten und zum Wohl der Völker und Staaten, die Sie hier vertreten, in gemeinsamem Bemühen höchst wertvolle Arbeit leisten, von der zu erwarten ist, daß sie auch ihre praktische Auswirkung zum Besten der Völker finden wird.

In diesem Sinne wünsche ich Ihren Arbeiten allerbesten Erfolg und gebe der Erwartung Ausdruck, daß Sie sich, meine Damen und Herren, über die Kongreßarbeit hinaus, auch persönlich hier in Österreich recht wohl fühlen mögen. In diesem Sinne heiße ich Sie nochmals herzlichst im Namen Österreichs willkommen. (Stürmischer Beifall.)

Vorsitzender Dr. Beck:

Je tiens à vous assurer que nous vous recevons avec tous nos sentiments d'amitié et que nous vous sommes fort obligés de vous être rendus à notre invitation de prendre part au Vème Congrès International des sciences administratives. Tout particulièrement mes remerciements s'adressent à ces dames charmantes qui ont eu — pour me servir d'une expression créée lors du dernier congrès — le courage de suivre les discussions du congrès.

Der Redner gibt hierauf bekannt, daß folgende auswärtige Staaten offiziell auf dem Kongreß vertreten sind: Ägypten, Argentinien, Belgien, China, Dänemark, Deutsches Reich, Estland, Finnland, Frankreich, Griechenland, Guatemala, Italien, Jugoslawien, Litauen, Mexiko, Niederlande, Norwegen, Peru, Polen, Rumänien, San Domingo, die Schweiz, die Tschechoslowakei, die Türkei, Ungarn, Venezuela und die Vereinigten Staaten von Amerika.

Der Vorsitzende fährt dann fort:

Sie gestatten, daß ich unter den Staaten, welche an dem Kongreß teilnehmen, auch mein Vaterland **Österreich** nenne und in diesem Zusammenhange den Herrn Bundeskanzler Dr. Dollfuß und die Vertreter der Bundesregierung sowie die Vertreter der gastlichen Stadt Wien herzlich begrüße.

Ein ganz besonders herzliches Wort der Begrüßung möchte ich an die Vertreter einer alten, jahrhundertelangen Schicksalsgemeinschaft richten, an die Freunde aus **Ungarn**, deren zahlreiche Vertretung ich als ein gutes Omen betrachte, und zwar nicht nur für einen günstigen Verlauf des Kongresses. (Beifall.)

Zur größten Genugtuung und Befriedigung darf es uns Österreichern gereichen, daß dieser Kongreß, der fünfte in der Reihe der internationalen Kongresse, in Wien abgehalten wird. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.) Es ist das eine Ehrung, die Österreich zuteil wird und für die wir herzlich dankbar sein können.

In Würdigung der internationalen und örtlichen sowie wissenschaftlichen Bedeutung dieses Kongresses hat der Herr **Bundespräsident** die Güte gehabt, heute hier zu erscheinen und einige Worte an den Kongreß zu richten. Ich erlaube mir, ihm hiefür herzlichst zu danken. Er hat, folgend dem Beispiel, welches andere Staatsoberhäupter gegeben haben, auch den Ehrenschatz dieses Kongresses übernommen.

Erhebend ist für uns Österreicher die Tatsache, daß dieser Kongreß gerade in diesem Jahre in Wien stattfindet. Fällt doch in das Jahr 1933 die 250. Wiederkehr einer ruhmvollen Zeit, mit welcher das Gedächtnis eines stolzen Ereignisses verknüpft ist und immer verknüpft bleiben wird: Des Kampfes des Christentums mit dem Osmanentum, welcher sich vor den Mauern dieser Stadt, dieser **österreichischen** Stadt, dieses Herzens Österreichs abgespielt hat, um im gigantischen Lauf der Geschichte aus den Gegnern von damals Kampfgenossen und Freunde von heute werden zu lassen. (Lebhafter Beifall.)

Da, wie ich mir zu bemerken erlaubte, der V. Internationale Kongreß zum erstenmal in Wien tagt, ist es vielleicht nicht unangebracht, einige Worte über das Wesen, über die Vorgeschichte dieses Kongresses und seine Aufgaben anzuführen.

Der Gedanke, wiederkehrende Kongresse zum Studium der Probleme des Verwaltungsrechtes und der Verwaltungsmethoden abzuhalten, geht in das Jahr 1907 zurück. Der erste dieser Kongresse wurde im Jahre 1910 abgehalten, und zwar in **Brüssel**, über Initiative des Herrn **de Vuyst**. Dieser Kongreß begegnete zuerst großer Skepsis wegen der Größe der Materie und der großen Kompliziertheit derselben, aber zum Schluß gestaltete er sich zu einem vollen Erfolge seines Urhebers, des Herrn **de Vuyst**. Herr **de Vuyst** ist heute in unserer Mitte und ich glaube, ihm, der gewissermaßen der Vater dieser internationalen Kongresse ist, auch heute noch meine Glückwünsche für die großen Verdienste aus-

sprechen zu dürfen, die er sich um die Kongresse erworben hat. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.)

Mit diesem ersten Kongreß war die Trasse für die weiteren Kongresse schon vorgezeichnet.

Der nächste Kongreß fand im Jahre 1923 ebenfalls in Brüssel statt, der ihm folgende in kurzer Zeit darauf, im Jahre 1927 — es war der dritte Kongreß — in Paris, und im Jahre 1930 der vierte Kongreß in Madrid.

Dieser Kongreß ist für die Weiterentwicklung und Gestaltung der Dinge von großer Bedeutung geworden, er ist geradezu entscheidend gewesen.

Der erste Kongreß hatte sich begnügt, eine „Permanente Kommission der Kongresse für die Verwaltungswissenschaften“ einzurichten, welche die Aufgabe hatte, die Wünsche und Entschlüsse der Kongresse durchzuführen, für die Vorbereitung weiterer Kongresse zu sorgen und endlich eine Sammlung über alle Angelegenheiten der öffentlichen Verwaltung, ihrer Materien und ihrer Unterlagen anzulegen.

Der vierte Kongreß schuf nun für die wissenschaftliche Behandlung aller Aufgaben der öffentlichen Verwaltung ein „Internationales Institut der administrativen Wissenschaften“, welchem im wesentlichen dieselben Aufgaben gestellt waren, wie der ursprünglich ins Leben gerufenen Kommission. Der Sitz dieses Instituts wurde dorthin verlegt, wo die Wiege der früher funktionierenden Internationalen Kommission gestanden war, nämlich nach Brüssel, und die belgische Regierung hat in höchst dankenswerter Weise diesem Institute Räumlichkeiten zugewiesen und ihm — was von noch größerer Bedeutung ist — auch eine alljährlich wiederkehrende Subvention in Aussicht gestellt.

Als Ehrenpräsident des Instituts fungiert heute noch Se. Exzellenz Graf de Torre-Vélez, dessen hervorragende Persönlichkeit bereits dem dritten und vierten Kongreß präsiidiert hatte, während der erste und zweite Kongreß unter der Leitung des nicht mehr unter den Lebenden weilenden Herrn Cooreman gestanden war, der sich um die Veranstaltungen die größten Verdienste erworben hatte.

Die unmittelbare Leitung des Instituts liegt in der Hand seines Präsidenten, Sr. Exzellenz des Herrn Staatsministers Albert Devèze.

Die Institute der einzelnen Länder, die sich ihm angeschlossen haben, sind diesem Institut angegliedert und die jeweiligen Präsidenten dieser Landesinstitute, welche als Sektionen aufscheinen, sind auch Vizepräsidenten des Instituts.

Österreich ist noch nicht angegliedert, gleichwohl wurde Österreich auch das Recht eingeräumt, eine Persönlichkeit zum Vizepräsidenten des Instituts zu bestimmen, und darin dürfen wir ebenfalls eine Ehrung erblicken, welche Österreich widerfährt und für die wir herzlichst dankbar sind. —

Ich halte es nicht für geboten und würde es mir auch nicht gestatten, in eine nähere Erörterung dessen einzutreten, was unter administrativen Wissenschaften zu verstehen ist, zu erörtern die Fülle und Schwierigkeiten der Aufgaben, die den administrativen Wissenschaften gestellt sind, und noch weniger das ungeheure Gebiet der praktischen Verwaltung. Für all dies liefern die Verhandlungen der früheren Kongresse reiches Material. Wohl aber möchte ich mir gestatten, einige wenige leitende Grundsätze zu erwähnen, welche im Laufe der Verhandlungen früherer Kongresse zum Ausdruck gekommen sind und welche deren Tätigkeit in zweckdienlicher Weise charakterisieren.

Es hatte schon die permanente Kommission das Bedürfnis gefühlt, näher klarzustellen, was unter dem Begriff der „administrativen Wissenschaften“ zu verstehen sei, und der zweite Kongreß hat die Anschauung der Kommission ratifiziert. Die Kommission sagte: „Sous l'expression ‚Sciences Administratives‘ nous entendons l'ensemble de connaissances ayant relation avec le service, les organismes, les personnes, l'action des administrateurs et les méthodes les plus pratiques à employer.“

Sehr bemerkenswert ist, daß damals auch schon die Internationalität der Tätigkeit des Institutes und der administrativen Wissenschaften betont wurde. Es sollte nämlich vermieden werden, daß nur Fragen behandelt werden, welche ein einzelnes Land betreffen. In diesem Sinne wurde gesagt: „Il reste expressément entendu qu'on ne pourra y examiner des questions qui offrent un caractère particulier à un seul pays. Les débats resteront toujours sur le terrain de l'intérêt général et commun au plus grand nombre de nations. De nouvelles conceptions apparaissent et demandent d'être encore plus connues.“

Da in den Kongreßverhandlungen wiederholt betont wurde, daß die Aufgabe der administrativen Wissenschaften auch darin besteht — und ich möchte hinzufügen, auch die Pflicht — Mittel und Wege aufzuzeigen, welche geeignet sind, die Rechte und Interessen der einzelnen Personen gegenüber der Verwaltung zu schützen, eine Ansicht, die um so begründeter ist, als bekanntlich die Versuchung auf dem Gebiete der Verwaltung viel näher liegt, diese Interessen und Rechte zu beeinträchtigen, als auf dem Gebiet der Rechtspflege, wird es auch Aufgabe der Kongreßverhandlungen sein, die Mittel und Wege des Parteienschutzes, namentlich durch die Verwaltungspflege aufzuzeigen und so das Verständnis für diese wichtige Seite der Verwaltungstätigkeit zu vertiefen.

Ich will mir nur noch erlauben, eine Stelle aus einer Rede, welche Exzellenz Cooreman bei dem zweiten Kongresse gehalten hat, wiederzugeben, eine Stelle, welche interessanterweise den Versuch enthält, das ungeheure Tätigkeitsgebiet der Verwaltung und ihre Aufgabe zu charakterisieren. Es heißt dort:

„Pour n'évoquer qu'une des manifestations les plus apparentes de l'intensification de la vie contemporaine, contentons-nous de

considérer le développement prodigieux de la circulation. Circulation des hommes, des marchandises, des capitaux, des signes monétaires, des véhicules de tout calibre et de toute destination. C'est l'inflation universelle; c'est le mouvement perpétuel; c'est l'encombrement sur les routes de terre et de mer et, bientôt, dans l'espace aérien.

Comme il en va dans le domaine économique, il en va de même dans les sphères intellectuelles, morales et sociales. Partout des perspectives nouvelles se font jour, les vieux horizons s'élargissent, des conceptions originales, d'ailleurs inégales en valeur, se cristallisent en réalisations imprévues la veille.

Avec quelle force cette fiévreuse activité ne fait-elle pas apparaître la nécessité du développement simultané de l'action régulatrice d'une administration à la fois vigilante, sage et progressive!"

Durch die Einrichtung zeitweilig sich wiederholender Kongresse ist, wenn ich so sagen darf, der Betrieb der administrativen Wissenschaften wesentlich gefördert worden. Nicht als ob die Kongresse jeweils als ein Schlußpunkt für den jeweiligen Stand der Wissenschaft zu betrachten wären, was auch schon bei früheren Kongressen betont wurde. Vielmehr fungieren diese Kongresse ähnlich wie Staubecken, aus welchen die angesammelten Gewässer nutzbringend abgeleitet werden, gewissermaßen als die Sammelstellen der Ergebnisse wissenschaftlicher Forschung und Erfahrung, die sich — aus diesen Staubecken fließend — befruchtend in weiteren Fortschritten auswirken. Und deshalb glaube ich, sagen zu können, daß man hoffen und wünschen muß, daß diese Kongresse auch weiterhin veranstaltet werden zu Nutz und Frommen der administrativen Wissenschaften. Viele, ich sage aber absichtlich nicht alle, internationale Zusammenkünfte wirken sich in einer Richtung aus: Es kommen Menschen aus den verschiedensten Ländern und Nationen stammend, den verschiedensten Berufen angehörend, zusammen, tauschen Ideen, Wünsche und Bedürfnisse aus, aus deren Niederschlag sich geistiges Gut entwickelt, welches die jeweiligen Kongreßteilnehmer wieder in ihre Heimat mitnehmen, wo es weiter wirkend sehr häufig zum Anlaß wird, daß Menschen sich näherkommen, sich verständigen.

De nos jours, une seule pensée, un seul désir, une seule exigence dominant non seulement l'individu, mais toute l'humanité, c'est le besoin de paix; pas d'une paix négative, pendant laquelle les armes reposent, mais d'une paix positive qui permette le développement des forces productives intellectuelles et matérielles à tous les peuples et qui procure à l'humanité le progrès ardemment désiré, garantissant à tous les états des conditions économiques normales et la délivrance des peines et épreuves qui, semblables au fléau égyptien, pèsent sur l'humanité, enfin une paix qui, pour me servir d'un terme ancien, assure aux peuples „commercium et conubium“.

Ich erteile nun dem Herrn Minister a. D. Dimitriu das Wort.
Minister a. D. C. D. Dimitriu (Rumänien):

Permettez-moi d'apporter l'hommage de mes collègues et spécialement de la Roumanie à Monsieur le Président fédéral de la République d'Autriche et de saluer dans sa personne et dans la personne de M. le Président du Congrès le peuple aimable, sympathique et d'une haute culture auquel nous lient une amitié historique et une grande communauté d'intérêts.

Je salue aussi les représentants de tous les autres pays — les savants professeurs des Universités, les distingués spécialistes — réunis ici dans le même sentiment de travail pour le bien-être de l'humanité.

D'ailleurs „l'Institut International des Sciences Administratives“ et les congrès organisés sous ses auspices sont des manifestations appelées à affirmer une fois de plus l'interdépendance de tous les peuples et leur solidarité autour des idées directrices du monde. Si jadis ces idées étaient portées à travers la terre dans les plis des drapeaux guerriers — aujourd'hui elles s'imposent par les discussions pacifiques des réunions internationales.

Les problèmes qui vont se débattre dans ce Congrès sont étudiés par les universités, par les spécialistes, par des hommes politiques.

Ce que nous devons spécialement poursuivre, ce n'est pas de chercher des formules vagues, mais de trouver des moyens propres à réaliser l'amélioration de l'administration — qui s'est beaucoup ressentie des suites de la guerre.

Un de nos précurseurs — le regretté Président d'Honneur de l'Institut, homme d'état Belge Cooreman — caractérisait par les paroles suivantes une bonne administration: „L'administration, disait-il, ne doit pas être jugée d'après son développement et d'après ses proportions, mais d'après son résultat, ni le personnel administratif d'après son effectif, mais d'après la qualité de son travail.“

Ces principes doivent éclairer nos discussions et inspirer nos conclusions. Il faut reconnaître que la guerre a ébranlé les institutions administratives politiques et économiques et que nous évoluons vers une organisation qui doit être adaptée aux exigences créées par les nouvelles circonstances.

Mais n'importe quelle sera cette nouvelle situation, on ne peut contester que l'idée du droit a gagné en autorité et en prestige, qu'elle est la plus pure victoire remportée dans cette guerre parce qu'elle appartient à tous les peuples et rapproche toutes les nations.

Du milieu de la désolation générale et dessous les décombres des ruines comme une compensation de tant de souffrances — la justice et l'ordre ont poussé plus vigoureux. Les problèmes que nous discutons aideront — d'une manière efficace, j'en suis convaincu — à l'établissement d'un nouvel état des choses plus harmonieux, plus clair, plus solide.

On ne saurait contester qu'un conflit aigu existe partout à l'heure actuelle entre les salariés publics et le pouvoir gouvernemental.

Les gouvernements ont glissé trop loin sur la pente des concessions à la clientèle politique de plus en plus exigeante.

Il faut réagir contre ces tendances en évitant de créer des injustices. Adoptées par notre congrès, les solutions seront plus facilement acceptées par tous les régimes politiques.

Des réductions, la simplification des services, la rationalisation du travail administratif s'imposent d'autant plus, que les budgets de presque tous les Etats sont déficitaires et que les charges fiscales pèsent sur tous les contribuables.

Il faut aussi réagir contre cette erreur qui fait que tous les détenteurs de diplômes sont en même temps et d'une manière obligatoire des candidats pour des fonctions publiques.

C'est un danger pour l'ordre et pour la culture en général.

Pour prévenir et remédier, il faudra insister sur la préparation professionnelle et en même temps sur la rationalisation du travail, la „Bestgestaltung der Arbeit“, comme on dit en allemand.

Mais il y a encore un grand péril qu'il faut conjurer, c'est l'abus de légiférer, c'est la multiplicité des lois non étudiées qui ont une influence néfaste sur le fonctionnement des services parce que non seulement elles ne laissent pas aux citoyens le temps de se pénétrer de leurs droits et de leurs devoirs, mais ne laissent point non plus aux agents publics le temps de comprendre les lois qu'ils sont appelés à appliquer.

Tous les pays ont eu à pâtir des réformateurs improvisés après la guerre surtout.

C'est pourquoi s'impose une nouvelle technique législative.

La délégation roumaine se permettra de proposer un vœu dans ce sens.

L'Institut et le Congrès International des sciences administratives inscriront dans l'histoire politique une page brillante, par la défaite de la prolixité et de la confusion des lois.

Nous nous sommes réunis à Vienne dans la splendide capitale d'un pays qui a une vieille tradition administrative sur les bords du „blauen Donau“.

Le Danube est un élément comme nul autre appelé à unir les peuples. Cette magnifique voie fluviale de 3000 kilomètres baigne les rives de nombreux pays habités par tant de peuples, de races et de langues différentes.

Faisons les vœux les plus ardents que nos efforts puissent contribuer à consolider l'oeuvre de la paix, de l'ordre et de la justice. (Vifs applaudissements.)

Vorsitzender Dr. Beck:

Ich erteile nun Herrn Professor M. Henri P u g e t das Wort.

Professor M. Henri P u g e t (Paris):

L'orateur exprime ses sentiments de gratitude pour l'aimable accueil fait aux congressistes et vante la beauté de la Ville de

Vienne, siège du Congrès. L'importance des congrès est évidente non seulement pour le présent mais aussi pour l'avenir. Le Gouvernement et l'Administration se complètent dans leur activité. L'administration et la loi doivent contribuer au bonheur et au bien-être de la plupart des humains. Non seulement les discussions matérielles mais aussi les relations personnelles nouées à cette occasion sont de valeur suprême. (Vifs applaudissements.)

Vorsitzender Präsident Dr. Beck:

Ich erteile nunmehr dem Vertreter der Stadt Wien, Herrn Bürgermeister Seitz, das Wort.

Bürgermeister Seitz:

Herr Bundespräsident! Werte Damen und Herren!

Nachdem der erste Sachwalter der Republik Sie namens Österreichs begrüßt hat, gestatten Sie, daß ich noch ein Wort der Begrüßung hinzufüge namens der Stadt, in der Ihr Kongreß arbeitet, namens Wiens. Es gereicht mir zum besonderen Vergnügen, diesen Kongreß gerade hier in Österreich und in Wien tagen zu sehen, zumal die Fragen der öffentlichen Verwaltung immer wichtiger werden, immer mehr an öffentlichem Interesse gewinnen und die Streitgegenstände, die da auftauchen und ihrer Entscheidung harren, die Menschen im Tiefsten ihrer Interessen berühren.

Wir sagen so oft, man wolle eine gute Verwaltung. In einem Sinne sind wir alle gleich: Wir wollen eine gute und wir verabscheuen eine schlechte Verwaltung. Nur glaube ich, sind wir ewig in einem Streit darüber: Was ist eine gute und was ist eine schlechte Verwaltung? Redner führt aus, es gebe zwei Typen von Verwaltungsmännern: der eine hält sich ausschließlich an den Zweck der konkreten Verwaltungsaufgabe, der andere an die Bestimmungen der sie regelnden Gesetzesnorm. Er halte es mit dem zweiten Typus. Das Legalitätsprinzip — fährt er fort — geht in seiner Bedeutung weit über den Rahmen einer juristischen Betrachtung hinaus und wird geradezu zur sittlichen Idee der Gesellschaft. Ich kann von einem Bürger nicht verlangen, daß er gesetzmäßig handelt, wenn ich selbst ihm nicht jederzeit beweise, daß ich gesetzmäßig handle, gleichgültig, ob es mir nützt oder ob es mir schadet. (Lebhafter Beifall.) Ich darf das Gesetz nicht supplieren durch meine Meinung, und wäre sie die beste. Wenn ich eine gute Meinung habe, habe ich die Pflicht als Staatsbürger, im Wege der Gesetzgebung dahin zu wirken, daß diese Meinung durchdringt und zum Recht wird. Aber als Verwalter habe ich nicht das Recht, selbst meine gute, meine beste Meinung an die Stelle des Gesetzes treten zu lassen, das Gesetz zu supplieren.

Wenn der Herr Vorsitzende gesagt hat, er wünsche den Frieden im edelsten Sinn des Wortes, so können wir diesen Satz eines hochangesehenen Staatsmannes, der Jahrzehnte im öffentlichen Leben Österreichs steht, nur doppelt unterstreichen. Wir wünschen diesen Frieden unter den Völkern und unter den ein-

zelnen Bürgern aller Staaten, den einzelnen Individuen jedes Volkes. Dieser Friede wird gegründet sein auf dem Grundsatz der Legalität, weiter ausgedrückt, auf dem Grundsatz der Geistigkeit. Solange Gewalt herrscht — keine Legalität, kein Friede! Wenn der Geist herrscht, wird es Legalität geben und die Menschen werden in Frieden miteinander leben.

Redner begrüßt insbesondere die auswärtigen Gäste und erhofft von den Arbeiten des Kongresses wesentlichen Nutzen durch Förderung der Ausgestaltung der Verwaltung im Sinne der Tüchtigkeit, Redlichkeit und Humanität. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.)

Vorsitzender Dr. (Frh. v.) Beck:

Ich erteile dem Vertreter der Wiener Universität, Professor Dr. L a y e r, das Wort:

Professor Dr. L a y e r:

Seine Magnifizenz, der Herr Rektor der Universität Wien, hat mich beauftragt, ihn bei diesem Kongresse zu vertreten. Als erste Vertretungspflicht ziemt es mir, den Kongreß namens des Herrn Rektors und der Universität auf das wärmste zu begrüßen. Unsere Alma mater Viennensis, unsere älteste und größte universalsste Kulturstätte der Wissenschaft in unserem Staate, hat begreiflicherweise für alle wissenschaftlichen Bestrebungen des Inlandes und der internationalen Gesellschaften und Verbände, welche dem Zusammenwirken entgegenkommen, das größte Interesse und darum selbstverständlich auch für diesen Kongreß, der zudem an dem Orte ihres eigenen Standortes zusammenberufen worden ist. Ich schätze mich glücklich, namens meiner Auftraggeber, dem Kongreß die wärmsten Wünsche in Bezug auf den Erfolg seiner Bestrebungen und seiner Beratungen, welche sicherlich unter einem glücklichen Stern stehen werden, auszusprechen. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.)

Vorsitzender Dr. Beck:

Ich erteile dem Herrn Staatssekretär B l a h a das Wort:

Staatssekretär B l a h a (Ungarn):

Meine Damen und Herren! Das in fliegender Hast davon-eilende Leben stellt die Verwaltung vor immer größere und kompliziertere Aufgaben und deshalb müssen die Faktoren, die für den Gang der Verwaltung verantwortlich sind, institutionelle Garantien schaffen, damit sie ihren wichtigen Aufgaben ungestört entsprechen können. Die Lage wird durch die wirtschaftlichen Verhältnisse erschwert, die nicht nur eine rasche und gute Verwaltung fordern, sondern auch verlangen, daß sie für das Budget des Staates und der autonomen Körperschaften eine um so kleinere materielle Last bedeuten sollen. Zur Verwirklichung dieses Zweckes ist eine gesteigerte und wohldurchdachte Arbeit notwendig, die eine gründliche Vorbereitung erfordert. Dies hat die seit 1910

tätige Kommission der Internationalen Verwaltungskongresse veranlaßt, sich zu einem internationalen Verwaltungsinstitut umzugestalten und in jedem Staat sich ein besonderes Organ zu schaffen. Das ständige und enge Zusammenwirken dieser separaten Institute mit der Zentrale bedeutet eine wertvolle Organisation, die uns mit großen Schritten zur Lösung der sich vor uns häufenden Probleme führt.

Heute tagt der Kongreß zum erstenmal in dieser erneuerten Form. Mit dem größten Interesse sehen wir den Verhandlungen des Kongresses entgegen und wir sind überzeugt, daß wir aus den hiesigen Verhandlungen ein wertvolles Material für unsere späteren Arbeiten sammeln können.

Ich, der ich schon an den früheren Kongressen teilgenommen habe, bin mit größter Freude hier erschienen, auch schon deshalb, weil dieser Kongreß in der Hauptstadt des Landes tagt, an welches uns in der Vergangenheit geschichtliche Bande geknüpft haben und mit dem uns auch in der Gegenwart die Fäden aufrichtiger Freundschaft verbinden.

Gestatten Sie, daß ich im Namen der ungarischen Regierung dem hohen Oberprotektor des Kongresses, dem Herrn Präsidenten der Republik Österreich, dem Herrn Bundeskanzler und der österreichischen Regierung gegenüber meiner tiefsten Hochachtung Ausdruck gebe; gleichzeitig aber auch das österreichische Präsidium des Kongresses, die Delegierten der Zentrale des Kongresses und die hochgeehrten Mitglieder des Kongresses auf das wärmste begrüße.

Ich erachte es als meine besonders angenehme Pflicht, dem sehr geehrten Herrn Präsidenten für seine außerordentlich lebenswürdigen Worte über meinen Heimatstaat meinen besten Dank auszusprechen und ihn zu versichern, daß dieselben bei uns allen den tiefsten Eindruck hervorgerufen haben. (Lebhafter Beifall.)

Vorsitzender Dr. Beck:

Nachdem niemand weiter das Wort wünscht, erlaube ich mir zu erklären, daß die Sitzung geschlossen ist. (Clôture de la séance.)

Rapport

sur les débats et résolutions de la

Première Section

(Contentieux administratif)

Bericht

über die Beratungen und Beschlüsse der

Ersten Sektion

(Verwaltungsstreitsachen)

Ehrenpräsidenten: Staatsrat, Vizepräsident des Institut International Professor Gascón y Marin (Spanien), Professor Borsi (Italien), Professor Puget (Frankreich), Generalkonsul Sourour Bey (Ägypten), Professor Cuevas (Spanien), Professor Musliheddin Adil (Türkei) und Professor Rarincesco (Rumänien). — Präsident: Minister a. D., Präsident des Abrechnungsamtes Dr. (Frh. v.) Schenk (Österreich). — Sekretär: Ministerialsekretär Dr. (v.) Kamptz-Borken. — Generalberichtersteller: Staatsrat Gascón y Marin (Spanien). — Österreichischer Hauptberichtersteller: Senatspräsident a. D. Professor Dr. (v.) Herrmann. — Dolmetsch: Ministerialrat (v.) Brettschneider.

Gegenstand:

Organisatorisches Verhältnis zwischen Verwaltung und Verwaltungsgerichtsbarkeit. — Einheitlichkeit oder Unterscheidung der Rechtsmittel. — Administrative Abänderung von Verwaltungsbescheiden. — Zuweisung von Straffällen in die Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden. — Erfordernisse des Verwaltungsstreitverfahrens.

Präsident Frh. v. S c h e n k (Österreich) eröffnet am 20. Juni um 15¹/₄ Uhr die Sitzung und begrüßt den Vizepräsidenten des Institut International, die erschienenen offiziellen Vertreter und alle Teilnehmer.

Es erfolgt die Konstituierung der Sektion und die einhellige Wahl des Präsidenten Dr. S c h e n k zum Vorsitzenden.

Staatsrat G a s c ó n y M a r i n bespricht die vom vorbereitenden österreichischen Komitee vorgeschlagenen Fragen, welche lauten:

1. Empfiehlt sich die organisatorische Trennung der Verwaltungsgerichtsbarkeit von der Verwaltung?

2. Empfiehlt sich die möglichste Einheitlichkeit der Rechtsmittel (Beschwerden) oder ihre Unterscheidung nach gewissen formellen und inhaltlichen Merkmalen?

3. Welche Grundsätze sind aufzustellen für die administrative Abänderung formell-rechtskräftiger Verwaltungsbescheide?

4. Empfiehlt sich die Zuweisung geringerer Straffälle in die Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden und in welchem Umfang?

Redner erklärt sich mit der Behandlung dieser Fragen einverstanden, schlägt jedoch noch die Erörterung einer 5. Frage, betreffend die Erfordernisse des Verwaltungsstreitverfahrens, vor.

Die hierauf vom Vorsitzenden eingeleitete Aussprache ergibt die einhellige Zustimmung der Versammlung zur Behandlung der sohin vorgeschlagenen fünf Fragen vorbehaltlich allfälliger Ergänzungen.

Die Sitzung wird hierauf geschlossen.

Präsident Dr. S c h e n k eröffnet am 21. Juni um 10 Uhr die Sitzung und erteilt das Wort dem Staatsrat G a s c ó n y M a r i n. Dieser spricht über die Entwicklung zum modernen Rechtsstaat, wobei er ein amerikanisches und ein französisches System unterscheidet. Er gibt einen geschichtlichen Überblick über die Entwicklung der Trennung der Gewalten, betont die Notwendigkeit, daß neben der eigentlichen Verwaltung auch eine Verwaltungsgerichtsbarkeit bestehe, erachtet die richterliche Unabhängigkeit der Organe der Verwaltungsgerichtsbarkeit für wichtig, tritt dafür ein, daß ohne Rücksicht auf die Art der Erhebung von Beschwerden die Rechtsfragen entschieden werden, erörtert die Verhältnisse in S p a n i e n, betreffend die Frage, ob Strafsachen der Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden überantwortet werden sollen, und stellt schließlich fest, daß es sich im verwaltungsgerichtlichen Verfahren ausschließlich darum handeln müsse, festzustellen, ob die bestehenden Gesetze von den Verwaltungsbehörden eingehalten wurden.

Der V o r s i t z e n d e stellt nun fest, daß über die vorgelegten Fragen keine allgemeine Aussprache abgeführt wird, sondern daß über jede Frage gesondert verhandelt werden wird. Er übergibt sodann den Vorsitz an Professor C u e v a s (Spanien).

Das Wort erhält nun Senatspräsident Dr. Herrnrith (Österreich). Dieser spricht über die Stärkung des rechtsstaatlichen Gedankens und über die festen Regeln im Verwaltungsverfahren; er vermeint, daß man neben dem deutschen, amerikanischen und französischen System ein mitteleuropäisches System unterscheiden könne, nach welchem in strengem, rechtsstaatlichem Sinne ganz bestimmte, feste Regeln für das Verfahren auch vor den Verwaltungsbehörden selbst bestehen, ein System, nach welchem vor allem Österreich, Polen, Südslawien und die Tschechoslowakei eingerichtet sind. Trotz dieser festen Regelung des Vorgehens der Verwaltungsbehörden sei die Verwaltungsgerichtsbarkeit gerade in den heutigen hochpolitischen Zeitläuften als Kontrolle nicht entbehrlich. Redner tritt sodann für eine wesentliche Verkürzung des Instanzenzuges ein.

Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. (Graf) Coreth (Österreich) spricht zur ersten Frage. Er hält die scharfe Trennung der Verwaltungsgerichtsbarkeit von der eigentlichen Verwaltung für geboten. Redner spricht über den Begriff der Verwaltungsgerichtsbarkeit, welche eine wirkliche Gerichtsbarkeit sei und eine Kontrolle über die Akte der Verwaltung übe. Die Organe der Verwaltungsgerichtsbarkeit müßten, um den Zweck dieser Gerichtsbarkeit zu erfüllen, unabhängig sein im ganzen Bereiche ihrer Tätigkeit. Die Gegenüberstellung der Begriffe „Verwaltung und Rechtsprechung“, wie sie in Deutschland, aber auch im österreichischen Schrifttum allenthalben zu finden sei, sei daher verfehlt.

Professor Puget (Frankreich) spricht über die Entwicklung der Verwaltungsgerichtsbarkeit, beziehungsweise über die Entwicklung der Kontrolle der Verwaltung, ferner über die Einrichtung des Kompetenzgerichtshofes, der heute in Frankreich zwischen der eigentlichen Gerichtsbarkeit und der Verwaltungsgerichtsbarkeit unterscheidet. Als besonderen Vorzug bezeichnet es der Redner, daß sich der Conseil d'Etat auch mit Verwaltungssachen befaßt und daß in ihm auch Verwaltungsbeamte sitzen. Das Gesetz sei für den Staatsrat Schranke und für den Richter Richtschnur, so wie es Stahl formuliert habe.

Professor von Vásváry (Ungarn) führt aus, daß auch Ungarn daran gehe, ein streng geregeltes Verwaltungsverfahren zu schaffen. Redner bemerkt, daß bereits seit 32 Jahren allgemeine Richtlinien bestehen und auch die Rechtsmittel festgelegt sind, auch seien die Rekurszeiten bestimmt (von 30 Stunden bis zu 60 Tagen).

Professor El Araby (Ägypten) bringt vor, daß die erste Frage für Staaten wie Frankreich, die eine Behörde wie den Conseil d'Etat haben, nicht von so außerordentlicher Bedeutung sei, wie für andere Länder. Er tritt für eine unbedingte Trennung der Verwaltung von der Verwaltungsgerichtsbarkeit ein, welche letztere von völlig unabhängigen Richtern ausgeübt werden solle.

Präsident der Wiener Rechtsanwaltskammer Dr. Kantor

bespricht die Frage der Trennung der Verwaltungsgerichtsbarkeit von der Verwaltung vom Standpunkte der Parteien. Er betont, daß die Parteien in dieser Trennung eine Garantie der Verwaltung erblicken. Wichtig sei die Folge der Trennung. In Fällen des freien Ermessens werde die bloß kassatorische Verwaltungsgerichtsbarkeit den Bedürfnissen der rechtsunterworfenen Parteien nicht genügen. Denn eine neue, die aufgehobene Entscheidung ersetzende Entscheidung der Verwaltungsbehörde sei wieder vom freien Ermessen getragen. In Fällen, in denen das freie Ermessen der Verwaltungsbehörde greift, sei also die rein kassatorische Verwaltungsgerichtsbarkeit nur eine ideelle und unbefriedigende. In den Fällen des freien Ermessens sei es vielmehr notwendig, daß das Verwaltungsgericht *reformatory* entscheide. Der Zustand, der beim Conseil d'Etat herrscht, sei in dieser Hinsicht nachahmenswert. Der Recours hierarchique biete keine Möglichkeit für die Ausschaltung rein politischer oder persönlicher Beweggründe.

In ähnlichem Sinne äußert sich Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Székacs (Ungarn).

Rechtsanwalt Dr. Kraus (Österreich) tritt im Gegensatz zu den Vorrednern dafür ein, daß Ermessensentscheidungen durch das Verwaltungsgericht nicht reformiert werden sollen. Es könne ein Ausweg in der Weise gefunden werden, daß in Fällen des freien Ermessens dann, wenn das Verwaltungsgericht die Entscheidung aufgehoben hat, eine andere Verwaltungsbehörde als jene, welche die Entscheidung gefällt hat, die neue Entscheidung zu fällen habe.

Redner tritt der Anschauung des Rates Dr. Coreth entgegen, daß das Verwaltungsgericht lediglich die Rechtsfrage zu überprüfen habe, denn die Partei könne durch eine unrichtige Tatsachenbeurteilung genau so in ihren Rechten verkürzt werden wie durch eine unrichtige rechtliche Beurteilung, daher sei die doppelte Überprüfung notwendig.

Ministerialrat Dr. Hatschek (Österreich) empfiehlt nun, den Dezenten im Verwaltungsverfahren von Weisungen des Vorgesetzten unabhängig zu machen oder für das Gebiet der Erzeugung von individuellen Verwaltungsakten in der obersten Verwaltungsinstanz die bureaumäßige Verwaltung durch die kollegiale zu ersetzen.

Professor Dr. Laštovka (Tschechoslowakei) spricht über die verwaltungsgerichtliche Organisation in der Tschechoslowakei, die noch in hohem Maße mit der altösterreichischen Organisation übereinstimme.

Professor Royo (Spanien) tritt für die Trennung der Verwaltung von der Verwaltungsgerichtsbarkeit ein und bezeichnet das Rekursrecht der Parteien als beste Garantie des Rechtes.

Senatspräsident Professor Dr. Herrnritt (Österreich) faßt das Ergebnis der Wechselrede dahin zusammen, daß die Frage, ob sich die organische Trennung der Verwaltungsgerichtsbarkeit von der Verwaltung empfiehlt, grundsätzlich zu bejahen sei. Die Anregung des Präsidenten Dr. Kantor sei in Österreich teil-

weise schon in die Tat umgesetzt, indem in Strafsachen der Verwaltungsgerichtshof auch bei Ermessensfällen unter Umständen meritorisch entscheidet. Die Forderung des Rechtsanwaltes Doktor K r a u s nach Überprüfung der Tatfrage durch den Verwaltungsgerichtshof widerspreche dem Systeme der Überprüfung a posteriori. Ministerialrat Dr. H a t s c h e k habe eine überaus heikle Frage berührt, indem er das Weisungsrecht der Oberbehörde bei ihrer judizierenden Tätigkeit für nicht wünschenswert erachtete. Es sei aber oft eine politische Notwendigkeit, daß die Unterbehörde genau weiß, wie die Oberbehörde entscheiden würde und daß sie an die Anschauung der Oberbehörde gebunden ist. Redner spricht seine Genugtuung darüber aus, daß der Redner aus der Tschechoslowakei der österreichischen Verwaltung Anerkennung zollte. Nur sollte die grundsätzliche Beschränkung der staatlichen Administrative in der Tschechoslowakei auf zwei Instanzen (organisatorisches Gesetz vom Jahre 1927, Art. 8), auch bei uns Nachahmung finden. Redner schlägt vor, die Bejahung der Frage durch die Anregung zu ergänzen, daß wenigstens in Ländern, in welchen eine Verwaltungsgerichtsbarkeit a posteriori stattfindet, die Verkürzung des administrativen Instanzenzuges zu beachten wäre.

Staatsrat G a s c ó n y M a r i n (Spanien) pflichtet den Ausführungen des Vorredners bei.

Der Vorsitzende stellt fest, daß die Versammlung einmütig zustimmt.

Hierauf wird die Sitzung um 13 Uhr 30 Min. geschlossen.

Um 15 Uhr 30 Min. des 21. Juni wird die Sitzung unter dem Vorsitze des Professors P u g e t (Frankreich) wieder eröffnet. Professor P u g e t gibt auszugsweise eine Darstellung des schriftlichen Berichtes von P e r r e a u über die verwaltungsbehördliche und richterliche Zuständigkeit in Schadensfällen, hervorgerufen durch öffentliche Arbeiten.

Staatsrat G a s c ó n y M a r i n (Spanien) stimmt diesen Ausführungen zu.

Professor E l A r a b y (Ägypten) bringt vor, daß es in Ägypten bei Streitigkeiten in Wasserangelegenheiten sowohl gerichtliche als auch administrative Rekurse gibt, eine Einrichtung, welche die Klarstellung der Verhältnisse nach verschiedenen Gesichtspunkten ermöglicht.

Rat des ungarischen Verwaltungsgerichtshofes Dr. v o n B i r ó spricht sich für die Kürzung des administrativen Instanzenzuges aus. Er gibt hiebei eine Darstellung der geschichtlichen Entwicklung der verwaltungsbehördlichen Organisation in Ansehung der Instanzen in Ungarn. Es sei heute in Ungarn möglich, daß eine Angelegenheit unmittelbar nach Entscheidung durch die erste Instanz schon an den Verwaltungsgerichtshof gelangt, dessen Zuständigkeit taxativ geregelt sei und der großes Ansehen genieße.

Rechtsanwalt Dr. C h m u r s k i (Polen) gibt eine Schilderung

der Einrichtung des polnischen Verwaltungsgerichtshofes, dem in Zukunft sechs Verwaltungsgerichte niedrigerer Ordnung untergegliedert werden sollen. Beim Rechtszuge vom Starosten an den Woiwoden soll die Beschwerde an das untere Verwaltungsgericht vorgesehen sein; wenn es sich aber um Entscheidungen der obersten Verwaltungsbehörden handelt, so soll unmittelbar der Oberste Verwaltungsgerichtshof angerufen werden. Verfassungsmäßig seien nur zwei Instanzen vorgesehen. Die Frage der Kürzung des Instanzenzuges sei also in Polen bereits vorbildlich gelöst.

Magistratsrat Dr. Raith (Österreich) spricht über die im Jahre 1925 in Österreich vorgenommene Regelung des Verwaltungsverfahrens, in Sonderheit der Rechtsmittel und deren Fristen. Es gelte in der allgemeinen Verwaltung eine Einheit der Rechtsmittel und eine Einheit ihrer Fristen. Redner spricht auch über das abgekürzte Mandatsstrafverfahren und den Einspruch gegen ein Strafmandat; schließlich gibt er eine Darstellung des Verfahrens vor dem österreichischen Verwaltungs- und Verfassungsgerichtshofe. Die Vereinheitlichung und Vereinfachung der Rechtsmittel und Beschwerden, wie sie in Österreich bestehe, habe sich bestens bewährt.

Staatsrat Gascon y Marin (Spanien) spricht sich für die Vielheit der Rechtsmittel nach gewissen formellen und inhaltlichen Merkmalen und demgemäß für die Verschiedenheit des Verfahrens aus.

Die Mehrheit der Versammlung schließt sich, wie der Vorsitzende feststellt, der Meinung Gascón y Marins an.

Präsident Dr. Schenk (Österreich) übernimmt nunmehr wieder den Vorsitz und bemerkt abschließend, daß er für seine Person die in Österreich bestehende Einheit der Rechtsmittel vom Standpunkte des Interesses der Parteien für vorteilhaft halte, indem die diesbezügliche Regelung auch Irrtümer der Parteien in der Bezeichnung der Rechtsmittel (Beschwerden) und in der Frage der Zuständigkeit der Behörden weitgehend berücksichtige. Er erteilt sodann das Wort zur dritten Frage dem Senatspräsidenten Dr. Herrnritt (Österreich).

Dieser führt aus, daß es sich hiebei um eines der wichtigsten Probleme handle, die in allen Staaten schon seit langer Zeit eine große Rolle gespielt haben. Er bespricht eine der ältesten Lösungen der Frage in Frankreich, welche sich in einem Dekrete Napoleons I. vom Jahre 1810 findet, dann die diesbezüglichen Vorschriften in Deutschland, u. a. das preußische Polizeiverwaltungsgesetz vom Jahre 1931, welches die Aufhebbarkeit polizeilicher Erlaubnisse vorsieht, und die Landesverwaltungsordnung für Thüringen vom Jahre 1926, welche die Fälle aufzählt, in welchen rechtskräftige Bescheide administrativ aufgehoben werden können, sofern sie der gesetzlichen Grundlage entbehren, ferner die württembergische Verwaltungsordnung. Sodann geht Redner auf die Besprechung der geltenden Vorschriften in Österreich über, welches eine moderne Verwal-

tungsverfahrgesetzgebung seit dem Jahre 1925 besitzt, und hebt hervor, daß nach österreichischem Rechte grundsätzlich die Rechtskraft von Entscheidungen der Administrativbehörden anzuerkennen ist. § 68, Absatz 3, des österreichischen allgemeinen Verwaltungsverfahrensgesetzes von 1925 sehe aber eine Reihe von Ausnahmen vor, in denen die Behörde, welche die Entscheidung gefällt hat, oder die Oberbehörde Bescheide in Wahrung des öffentlichen Wohles aufheben oder abändern kann, insoweit dies zur Beseitigung von das Leben und die Gesundheit von Menschen gefährdenden Mißständen oder zur Abwehr schwerer volkswirtschaftlicher Schädigungen erforderlich ist. Es gebe aber weit mehr Gründe, aus denen die administrative Abänderung von verwaltungsbehördlichen Entscheidungen empfehlenswert wäre, beispielsweise die öffentliche Sicherheit, öffentliche Sittlichkeit u. a. Diesbezüglich sei die jugoslawische Gesetzgebung viel weiter gegangen. Redner spricht dann über die Nichtigerklärung von Bescheiden nach der Vorschrift des § 68, Abs. 4, des österreichischen allgemeinen Verwaltungsverfahrensgesetzes und betont, daß Annullierung wie Abänderung von Bescheiden in Österreich im Ermessen der Behörde liegt. In einigen Gesetzen, so in Polen und Jugoslawien, sei für gewisse Fälle eine öffentlich-rechtliche Entschädigung vorgesehen. Redner gibt sodann einen kurzen Auszug über seinen zu dieser Frage ausgearbeiteten schriftlichen Bericht.

Ministerialrat Dr. Hatschek (Österreich) stellt nun den Antrag, die Frage der Abänderung von Verwaltungsbescheiden wegen ihrer weittragenden Bedeutung, welche eine weit genauere Überlegung erfordere, als es in der beschränkten Beratungszeit während des heutigen Sitzungstages möglich sei, auf den 23. Juni zu vertagen.

Staatsrat Gascón y Marin (Spanien) führt nun aus, daß das spanische Recht in Ansehung dieser Frage eine gewisse Anlehnung an das österreichische Recht aufweise, im Gegensatze zu Frankreich und vielen anderen Staaten, die eine formelle Rechtsprechung innerhalb der Verwaltung nicht haben und in denen die Tätigkeit der Verwaltung mehr oder weniger eine Ermessenstätigkeit ist. Spanien habe in der neueren Gesetzgebung auch eine Entschädigung für gewisse Fälle amtswegiger Abänderungen von Verwaltungsentscheidungen vorgesehen. Redner erklärt sich mit der Vertagung der Frage einverstanden, schlägt jedoch vor, sie am 23. Juni nur von dem Gesichtspunkte aus zu behandeln, ob man aus überwiegenden öffentlichen Rücksichten den Spruch eines Verwaltungsgerichtes oder den Bescheid einer Verwaltungsbehörde aufheben oder abändern soll, wenn durch diesen Spruch oder Bescheid der Partei Rechte erwachsen sind, die durch die Aufhebung oder Abänderung des Spruches oder Bescheides verlorengehen würden.

Nachdem auch Senatspräsident Professor Dr. Herrnhart (Österreich) sich mit dem Vertagungsvorschlag einver-

standen erklärt hat, wird dieser Vorschlag durch Akklamation angenommen.

Rechtsanwalt Dr. Chmurski (Polen) spricht nun über die Grenzen der Verwaltungsgerichtsbarkeit und gibt einen Überblick über seinen zu diesem Gegenstande erstatteten schriftlichen Bericht. Hierbei bemerkt er, daß in Italien eine Reihe von Rechtsverletzungen, nämlich von Verletzungen politischer Parteirechte, im Sinne des staatlichen Autoritätsgrundsatzes nicht anerkannt werde.

Professor Dr. Borsi (Italien) widerspricht den letzteren Ausführungen des Vorredners und begründet seine Ansicht in einem schriftlichen Berichte.

Hierauf wird die Sitzung geschlossen.

Am 23. Juni eröffnet Präsident Dr. Schenk (Österreich) um 9 Uhr die Sitzung und erteilt dem Rate des ungarischen Verwaltungsgerichtshofes Dr. Székacs das Wort zur Frage 3. Dieser regt an, daß für die administrative Abänderung formell-rechtskräftiger Verwaltungsbescheide die Grundsätze maßgebend sein sollten, die in Fällen der Enteignung aus öffentlichen Rücksichten beobachtet werden. Übrigens sei die Frage 3 nicht präzise gefaßt; besser wäre es, zu fragen, nach welchen Grundsätzen man erworbene Rechte im Verwaltungswege wieder rückgängig machen könne, doch lasse sich dies nach dem heutigen Stand unserer Gesetzgebung im voraus überhaupt nicht bestimmen, weil stets das Gewicht des öffentlichen Interesses gegenüber dem Gewichte des erworbenen Parteirechtes in die Waagschale geworfen werden müsse. Redner ist daher der Ansicht, daß diese Frage allenfalls erst den nächsten Kongreß befassen solle.

Rat des ungarischen Verwaltungsgerichtshofes Dr. von Biró gibt der Auffassung Ausdruck, daß Senatspräsident Dr. Herrnritt die Frage treffend, aber einseitig behandelt habe, indem er sie nicht hinsichtlich des gesamten Rechtskomplexes, sondern nur vom Standpunkt des Interesses des Staates beleuchtet habe. Es bestehe aber auch mitunter ein rechtlich begründetes Interesse des Privaten an der Abänderung eines formell rechtskräftigen Verwaltungsbescheides. Da diesbezüglich das Material noch nicht genug zusammengetragen sei, sollte die Frage auf den nächsten Kongreß vertagt werden und dann im Zusammenhange mit der ersten und zweiten Frage behandelt werden; die Qualifikation und die Kenntnisse der Verwaltungsbeamten spielten hierbei eine große Rolle. Das Recht werde erst durch die gute Arbeit der Beamten lebendig.

Staatsrat Gascón y Marín (Spanien) erklärt sich mit der Vertagung der Frage auf den nächsten Kongreß in dem erweiterten Rahmen „Behandlung des subjektiven Rechtes im Verwaltungsverfahren“ einverstanden.

Die Versammlung stimmt dem Vertagungsantrage unter Berücksichtigung der vorgeschlagenen Erweiterung der Frage mit überwiegender Mehrheit zu.

Nun stellt Staatsrat Gascón y Marin den Antrag, an Stelle der vertagten Frage über einen Beschluß zu beraten, der dahin lauten würde: „Die Entscheidungen der Verwaltungsgerichte sind durch die Verwaltungsbehörden in Vollzug zu setzen; ausgenommen sind, unbeschadet des Rechtes auf Entschädigung, im Gesetze besonders vorgesehene Fälle.“

Professor Puget (Frankreich) unterstützt den Antrag Gascón y Marin durch ein Beispiel aus dem Jahre 1908: ein gewisser Sieur Couiétas habe in Tunis eine Konzession zur Ausbeutung größerer Landstriche gehabt, sei bei dieser Ausbeutung aber in Konflikt mit den Eingeborenen gekommen, so daß eine Empörung gedroht und die Exekutive erklärt habe, daß Couiétas trotz seiner Konzession von der Durchsetzung seiner Ansprüche Abstand nehmen müsse. Der Conseil d'Etat habe zunächst festgestellt, daß die Konzession in Ordnung sei und durchgeführt werden müsse. Da aber die öffentliche Gewalt auch weiterhin deren Durchsetzung verweigert und Couiétas daher abermals den Conseil d'Etat angerufen habe, habe dieser anerkannt, daß es Fälle gibt, in denen das höhere staatliche Interesse sogar die Rechtskraft seiner Entscheidungen suspendieren kann. Die öffentliche Gewalt brauche daher im gegebenen Falle die Konzession des Couiétas nicht durchführen, müsse ihn aber entschädigen.

Rat des ungarischen Verwaltungsgerichtshofes Dr. Székacs wendet sich dagegen, daß von der Pflicht, rechtskräftige Entscheidungen der Verwaltungsgerichte durchzuführen, im voraus eine Ausnahme gemacht werde. Eine Möglichkeit schon im voraus festzulegen, sei nicht ratsam.

Den Vorsitz übernimmt nunmehr Konsul Sourour Bey (Ägypten) und erteilt das Wort dem Rechtsanwalt Doktor Chmurski (Polen). Dieser spricht sich gleichfalls dagegen aus, Ausnahmen von der Pflicht der Verwaltungsbehörden zur Durchführung von Beschlüssen der Verwaltungsgerichte festzulegen, weil damit eine ganze Reihe von anderen Fragen aufgerollt werde, die aus Zeitmangel auf dem gegenwärtigen Kongresse nicht gelöst werden könnten. Auch sei die Frage des Schadenersatzes sehr wichtig und bedürfe eines eingehenderen Studiums.

Professor Rarincesco (Rumänien) spricht sich dafür aus, daß stets dann eine Entschädigung Platz zu greifen hätte, wenn eine amtswegige Abweichung von einer rechtskräftigen Entscheidung über Parteirechte erfolgt.

Professor Cuevas (Spanien) pflichtet dem Antrage Gascón y Marins bei.

Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Coreth (Österreich) gibt der Meinung Ausdruck, daß der Unterschied in der Auffassung Gascón y Marins und Dr. Chmurskis kein tiefgehender sei; man könne eine Vis major nicht als Rechtsfall betrachten und müsse sich den Grundsatz vor Augen halten: Ultra posse nemo tenetur. Um aber das freie Ermessen der Verwaltungsbehörde bei allfälliger Weigerung, einen Beschluß des Verwaltungsgerichtes

durchzuführen, zu beschränken, schlägt Redner vor, in solchen, wie den erörterten Fällen, die Schadenersatzpflicht festzulegen.

Professor Adil Bey (Türkei) hält die Verweigerung der Durchführung von Entscheidungen der Verwaltungsgerichte seitens der Verwaltungsbehörden in Fällen, wo eine Entschädigung Platz greifen würde, ferner in Fällen, wo die öffentliche Ruhe und Ordnung es erfordern könnte, für gerechtfertigt.

Staatsrat Gascón y Marin (Spanien) spricht die Ansicht aus, daß man über eine gesetzliche Berechtigung der Verweigerung der Durchführung von verwaltungsgerichtlichen Entscheidungen durch die Verwaltungsbehörden nichts festsetzen solle; es wäre aber empfehlenswert, zu bestimmen, daß dann, wenn ein Fall der Nichtdurchführung eingetreten ist, jedenfalls die Entschädigung Platz zu greifen hat.

Vizebürgermeister i. R. Dr. Harrer (Ungarn) betrachtet es als eine Schwächung des rechtsstaatlichen Gedankens, den Durchbruch von Rechtssätzen und die Nichtvollziehung von rechtskräftigen Verwaltungsgerichtsentscheidungen im voraus festzulegen. Dieses Problem liege vielmehr außerhalb der Rechtssphäre. Die Einrichtung der Verwaltungsgerichtsbarkeit sei auch noch nicht so gefestigt, als daß man sich erlauben könnte, auf dieses Gebiet abzugleiten. Die Verwaltungsgerichtsbarkeit habe gegenwärtig noch schwere Kämpfe gegen die Verwaltung zu bestehen, daher solle man nicht Unsicherheit in das Problem hineintragen, namentlich heute, wo das Politische ins Übermaß gewachsen ist.

Dr. Fleischer (Österreich) weist auf die Gefahr hin, die eine gesetzliche Normierung in der in Rede stehenden Richtung mit sich bringen und die darin bestehen würde, daß sie geradezu eine Einladung an die Vollzugsgewalt bedeutet, die Rechtsordnung in manchen Fällen zu durchbrechen. Die Festsetzung einer Entschädigungspflicht würde die Durchbrechung des Grundsatzes der Rechtskraft und Vollzugspflicht der Entscheidungen der Verwaltungsgerichte nur erleichtern, indem man dann sagen könnte, daß die Partei ohnehin befriedigt wird. Zwei Rechtsgüter seien es, die miteinander in Kollision geraten; die Frage sei, ob es besser ist, die Verfassung so starr und unbeugsam zu machen, daß sie entweder eingehalten oder gebrochen werden muß, oder ob es sich empfiehlt, eine biegsame Verfassung einzurichten, die außerordentlichen Fällen Rechnung trägt. Die Gefahr im letzteren Falle sei die, daß die Biegsamkeit eine Einladung dazu ist, den Bruch eher als die Biegung durchzuführen, und diese Gefahr sollte man vermeiden.

Professor Dr. Royo (Spanien) vertritt gleichfalls die Meinung, daß solche Ausnahmefälle gesetzlich nicht vorgesehen werden sollen.

Senatspräsident Professor Dr. Herrnritt (Österreich) schlägt nun vor, auch die Frage der Entschädigungspflicht zu vertragen, weil sie mit der Frage 3 zusammenhänge und die eine Frage sich nicht ohne die andere erschöpfend beantworten lasse.

Die Versammlung stimmt der Auffassung Dr. Herrnritts, welcher auch besonders Professor Adil Bey (Türkei) beipflichtet, mit Mehrheit zu.

Nunmehr übernimmt Professor Adil Bey (Türkei) den Vorsitz und erteilt zur Frage 4 das Wort dem Ministerialrat Dr. Hatschek (Österreich). Dieser bejaht die Frage und gibt hinsichtlich ihrer Begründung und des Umfanges, in welchem die Zuweisung erfolgen soll, einen Auszug aus seinem schriftlichen Berichte. Redner nennt Österreich den klassischen Boden des Verwaltungsstrafrechtes. Er beantragt, auszusprechen, daß die Schaffung eines Polizeistrafgesetzbuches zu begrüßen, hingegen der Plan einer zusammenfassenden Kodifikation des gesamten materiellen Verwaltungsstrafrechtes in einem Verwaltungsstrafgesetzbuche abzulehnen wäre.

Die Versammlung stimmt mit großer Mehrheit zu. Professor Dr. Laštovka (Tschechoslowakei) spricht über die Regelung der Zuständigkeit der Verwaltungsbehörde zur Entscheidung über Straffälle in der tschechoslowakischen Republik. Er drückt sein Bedauern darüber aus, daß der Rechtszustand innerhalb des Staatsgebietes ein verschiedener ist; hiebei sei diese Regelung in der Slowakei und insbesondere in Karpathorußland eine sehr gute, während der Zustand in den „historischen“ Ländern außerordentliche Mängel aufweise. Redner äußert sich sehr lobend über das österreichische Verwaltungsstrafgesetz, welches man voraussichtlich in der Ö. S. R. übernehmen werde.

Die Versammlung nimmt hierauf übereinstimmend mit den Ausführungen und Anträgen des Ministerialrates Dr. Hatschek (Österreich) zur Frage der Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden für Entscheidungen in Strafsachen und zur Frage der Einführung von Polizeistrafbüchern die Entschließung Nr. 5 (siehe unten, Bericht über die Schlußsitzung) an.

Ein Vorschlag des Rechtsanwaltes Dr. Gaston Kraus (Österreich), eine Abgrenzung der politischen Delikte, die von den Verwaltungsbehörden zu ahnden sind, derart zu empfehlen, daß bestimmt wird, daß alle Delikte, für die eine bestimmte mildere Straftat und ein bestimmtes Höchstausmaß der Strafe in Frage kommt, der Strafgewalt der Verwaltungsbehörden unterstehen, während sich die Zuständigkeit der Gerichte aus der in Betracht kommenden strengeren Straftat und höheren Strafe ergeben soll, ferner den Ausdruck „einfache Polizeiübertretungen“ durch einen anderen zu ersetzen (Redner bringt selbst keinen anderen Ausdruck in Vorschlag), wird von Präsidenten Dr. Schenk unter allgemeiner Zustimmung abgelehnt.

Staatsrat Gascón y Marin (Spanien) beantragt schließlich auszusprechen, daß das Verwaltungsstreitverfahren einfach, rasch und wenig kostspielig sein soll, und begegnet der allgemeinen Zustimmung der Versammlung.

Die Sitzung wird hierauf um 13 Uhr geschlossen.

Um 15 Uhr des nämlichen Tages wird die Sitzung von Präsidenten Dr. S c h e n k (Österreich) wieder eröffnet und der Vorsitz an Professor B o r s i (Italien) übertragen.

Das Wort erhält Justizminister Professor Dr. Bielsa (Argentinien), welcher sich mit den verwaltungsgerichtlichen Entscheidungen der Gliedstaaten vom Gesichtspunkte ihrer Rechtswirkung für den Oberstaat beschäftigt; seine Ausführungen sind jedoch als Anregung eines Themas für den nächsten Kongreß gedacht.

Die Versammlung nimmt diese Anregung zur Kenntnis.

Rechtsanwalt Dr. C h m u r s k i (Polen) schlägt nun vor, zu der Frage Stellung zu nehmen, ob die gegenwärtige wirtschaftliche Krise und die Rücksicht auf die Aufgaben der Regierungen in der Richtung der Stärkung ihrer Autorität eine Beschränkung der Verwaltungsgerichtsbarkeit, insbesondere in Ansehung der Zuständigkeit rechtfertigen würden.

Staatsrat G a s c ó n y M a r i n äußert sich hiezu, indem er ausführt, daß jede in irgend einer Weise bejahende Beantwortung dieser Frage der Auffassung der Sektion, die sich aus der Beratung ergeben hat, widersprechen würde. Übrigens sollten die Beschlüsse der Sektion so gefaßt sein, daß sie als dauernde Richtschnur gelten und nicht vorübergehenden Erscheinungen oder Bedürfnissen angepaßt sind. Man möge daher über diese Anregung zur Tagesordnung übergehen.

Die Versammlung stimmt dieser Auffassung einhellig zu.

Sektionschef Dr. (v.) K r a s n y - E r g e n (Österreich) empfiehlt nun, daß der nächste Kongreß sich mit folgendem Gegenstand befassen möge: „Anpassung des Verwaltungsrechtes an die moderne Naturwissenschaft und Technik (beispielsweise Begriff der Sache, Elektrizität), Weiträumigkeit, Unbestimmtheit der Abgrenzung, Einheit der Energie, Verschiedenheit der Energieformen (Wasser, kalorische Energie usw.).“

Der Vorsitzende schlägt vor, auch diese Anregung dem Kongreßbureau zur weiteren Behandlung zu überweisen. Die Versammlung stimmt zu.

Nun verliest Staatsrat Professor G a s c ó n y M a r i n die von der Sektion gefaßten Beschlüsse, worauf der Vorsitzende Professor B o r s i dem Präsidenten Dr. S c h e n k, dem Generalberichterstatter G a s c ó n y M a r i n und dem österreichischen Hauptberichterstatter Senatspräsidenten Dr. H e r r n r i t t für ihre Bemühungen um die Arbeiten der Sektion dankt.

Präsident S c h e n k erklärt nach kurzer Erwiderung die Beratung der Sektion um 17 Uhr für beendet und schließt die Sitzung.

Die Beschlüsse der Sektion werden im Berichte über die Schlußsitzung bekanntgegeben.

Überreichte Abhandlungen:

Professor Dr. Alexandrescu (Rumänien) über die Einheitlichkeit oder Mehrgestaltigkeit der Rechtsmittel.

Professor Borsi (Italien) über die Beschränkungen der Verwaltungsgerichtsbarkeit, als Erwiderung auf den Bericht Doktor Chmurskis (Polen). (Des limitations de la juridiction administrative.)

Rechtsanwalt Dr. Chmurski (Polen) über die Frage der Beschränkungen der Verwaltungsgerichtsbarkeit als neues Problem angesichts der krisenhaften Zeitläufe.

Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Coreth (Österreich) über die organisatorische Trennung der Verwaltungsgerichtsbarkeit von der Verwaltung, über die Regelung der sachlichen Zuständigkeit des Verwaltungsgerichtes bei Bestand einer selbständigen Verwaltungsgerichtsbarkeit und über die Überprüfung der Tatfrage durch das Verwaltungsgericht.

Professor Crouzil (Frankreich) über die Voraussetzungen für die Erhebung von Kassationsrekursen vor dem Staatsrate. (Les ouvertures aux recours en cassation devant le Conseil d'Etat.)

Staatsrat Professor Gascón y Marin (Spanien) über das Verwaltungsstreitverfahren. (Le contentieux administratif.) (Generalbericht.)

Ministerialrat Dr. Hatschek (Österreich) über die Zuweisung von Straffällen in die Zuständigkeit der Verwaltungsbehörden.

Senatspräsident Professor Dr. Herrnrith (Österreich) über das Verwaltungsstreitverfahren (österreichischer Hauptbericht).

Senatspräsident Professor Dr. Herrnrith (Österreich) über die amtswegige Abänderung von formell rechtskräftigen Verwaltungsbescheiden.

Ministerialrat a. D., Rechtsanwalt und Privatdozent Doktor Komorzynski-Oszczynski (Österreich) über die Begründung der Verwaltungsakte.

Beisitzer des Staatsrates Lagrange (Frankreich) über die richterliche Kontrolle der Verwaltung in Frankreich. (Contrôle juridictionnel de l'administration en France.)

Professor Perreau (Frankreich) über die verwaltungsbehördliche und richterliche Zuständigkeit in Schadensfällen durch öffentliche Arbeiten. (Compétence administrative et judiciaire pour dommages par travaux publics.)

Magistratsrat Dr. Raith (Österreich) über die Vereinheitlichung der Rechtsmittel und Beschwerden.

Professor Rarincescu (Rumänien) über das Verwaltungsstreitverfahren in Rumänien. (Contentieux administratif roumain.)
14 Abhandlungen als Beilagen.

Rapport

sur les débats et résolutions de la

Deuxième Section

(Statut des fonctionnaires)

Bericht

über die Beratungen und Beschlüsse der

Zweiten Sektion

(Dienstrecht der öffentlichen Angestellten)

Ehrenpräsidenten: Staatsrat des Kantons Freiburg Josef Piller (Schweiz), Seine Exzellenz der königliche Präfekt Francesco Piomarta (Italien), Professor der Universität Paris M. René Demogue (Frankreich), Rat des Obersten Kassationshofes Constantin Georgescu-Valcea (Rumänien). Präsident: Sektionschef des Bundeskanzleramtes Dr. Ernst Hořický (Österreich). Generalberichterstatter: Vizekanzler der Schweizer Eidgenossenschaft Dr. Oskar Leimgruber (Schweiz). Österreichischer Hauptberichterstatter: Landesregierungs-Vizepräsident a. D. Dr. Alexander (Graf) Zedtwitz (Österreich). Sekretär: Sektionsrat des Bundeskanzleramtes Dr. Josef (von) Otter. Dolmetsch: Ministerialoberkommissär im Bundeskanzleramt Dr. Bertold (Frh. v.) Haerdtl.

Gegenstand der Beratungen.

- A. Allgemeine Orientierung über das bestehende Personalrecht auf internationalem Gebiete.
- B. 13 Diskussionsthema, die bei der folgenden Darstellung des Ganges der Debatte einzeln angeführt sind.

Konstituierende Sitzung (20. Juni).

Präsident Sektionschef Dr. Hořický (Österreich) eröffnet um 15 Uhr 20 Min. die Sitzung und stellt die erfolgte Konsti-

tuierung der Sektion fest. Hierauf erteilt er dem Generalberichterstatter Vizekanzler Dr. Leimgruber (Schweiz) das Wort, der für die nächste Sitzung sein Hauptreferat über das Dienstrecht des Personales der öffentlichen Verwaltungen und Betriebe ankündigt. Der Vertreter Rumäniens, Rat des Kassationshofes Georgescu-Valcea, erklärt, daß er nach dem Referate des Vizekanzlers Dr. Leimgruber eine kurze Darstellung des Dienstrechtes in Rumänien geben werde, da dasselbe nach modernen Grundsätzen aufgebaut sei und daher eine vortreffliche Vergleichsbasis bilde. Hierauf wird über Antrag des Generalberichterstatters Dr. Leimgruber folgendes Verhandlungsprogramm für die II. Sektion beschlossen:

Allgemeine Orientierung über das bestehende Personalrecht auf internationalem Gebiet.

Einzelbehandlung folgender 13 Diskussionshemata: Die Abgrenzung der Begriffe Beamter, Angestellter und Arbeiter; öffentlichrechtliche oder privatrechtliche Regelung des Beamtenverhältnisses; die Gestaltung der Vor- und Weiterbildung des Personals im Hinblick auf die praktischen Bedürfnisse der Verwaltung; die geeignetsten Aufnahmeprüfungsmethoden; die Grenzen der Anforderungen an den Gesundheitszustand eines Stellenbewerbers; die Gleichstellung der Frauen bezüglich ihrer Aufnahme in den öffentlichen Dienst und ihrer Entlohnung; die Anstellungsdauer (Lebenszeit oder Amtsperiode); die Regelung der Arbeitszeit; die Selbstversorgung und Versorgung des Funktionärs mit Verbrauchsgütern durch die Verwaltung; die Berücksichtigung des Zivil- und Familienstandes bei der Gehalts- oder Lohnfestsetzung (Leistungslohn oder Soziallohn); die Berücksichtigung der örtlichen Lebenskostenlage bei der Gehaltsfestsetzung; die Einbeziehung des außerdienstlichen Verhaltens des Funktionärs in den Kreis der Disziplinar Gewalt der Verwaltung; Schadenshaftung für obrigkeitliche Amtshandlungen.

Hierauf wird die Sitzung um 16 Uhr geschlossen.

Erster Verhandlungstag (21. Juni).

Präsident Dr. Hořický eröffnet die Sitzung um 10 Uhr. Er begrüßt zunächst alle Teilnehmer an den Beratungen der II. Sektion, unter ihnen vor allem die offiziellen Vertreter ihrer Staaten: Se. Exzellenz den königlichen Präfekten Francesco Piomarta (Rom), den Professor der Universität Paris M. René Demogue, den Rat des königlich rumänischen Kassationshofes Konstantin Georgescu-Valcea und den Professor der Universität Bukarest Dr. I. H. Vermeulen, den Präsidenten des polnischen Verwaltungserichtshofes Dr. Jaroszyński (Warschau), den Ministerialkommissär im tschechoslowakischen Innenministerium Dr. Otakar Holdík (Prag), den Staatsschreiber des Kantons Nidwalden Franz Odermatt (Stans) und den Staatsrat des Kantons Freiburg Josef Piller, sowie den Ministerialsekretär Dr. Karl Mártonffy (Budapest).

Präsident Dr. Hořický erklärt sodann, einer internationalen Gepflogenheit nachzukommen, wenn er im Hinblick darauf, daß sowohl der Präsident des Kongresses wie auch die drei Präsidenten der Sektionen Österreicher seien, den offiziellen Vertretern der anderen Staaten die Leitung der Geschäftsführung in der Sektion ermöglichen wolle und daher, die Zustimmung der Kongreßteilnehmer zu seinem Vorschlag voraussetzend, den Staatsrat Piller bitte, den Vorsitz für die nunmehr folgende Debatte zu übernehmen. Staatsrat Piller (Schweiz) übernimmt den Vorsitz und erteilt dem Generalberichterstatte Dr. Leimgruber (Schweiz) das Wort. Dieser gibt (deutsch und französisch) eine zusammenfassende Darstellung des Dienstrechtes der öffentlichen Angestellten in allen Staaten und führt hiebei zunächst aus, daß sich die Rechte des Personals der öffentlichen Verwaltung und Betriebe in den einzelnen Staaten zum wesentlichen Teile nach deren Regierungsform und organisatorischer und verfassungsmäßiger Grundlage richten. Weiter sei festzustellen, daß wohl überall der Grundsatz der Gewaltentrennung bestehe, das heißt, eine Trennung zwischen gesetzgebender, richterlicher und vollziehender Gewalt, da es im Interesse jedes Staatswesens gelegen ist, daß diese Gewalten behufs Vermeidung von Kompetenzstreitigkeiten genau getrennt seien. Im Laufe der Zeit seien die Aufgaben des Staates ungemein gewachsen, was die Ursache dafür ist, daß sich auch die Zahl der Beamten gegenüber früher in allen Staaten gewaltig vermehrt habe ($2\frac{1}{2}$ bis 4 Prozent der Gesamtbevölkerung oder 6 bis 9 Prozent aller Berufstätigen) und gerade das Dienstrecht dieser Angestellten eine immer größere Bedeutung gewinne. Was nun die einzelnen Fragen anlangt, könne er sie, um der Diskussion nicht vorzugreifen, nur kurz streifen. Der Eintritt in die Verwaltung ist in den einzelnen Staaten verschieden (öffentliche Ausschreibung, probeweise Anstellung als Praktikanten oder Volontäre ohne Ausschreibung der Posten usw.), ebenso variieren in den einzelnen Staaten auch die Anstellungsbedingungen. Regel sei die Angehörigkeit des Bewerbers zur Nationalität des betreffenden Staates (Ausnahmen für höhere Lehranstalten, Universitäten); eine besondere Rolle spiele auch überall das Alter, die physische Tauglichkeit, der Gesundheitszustand (wegen der Gefahr einer Belastung der Personalversicherungskassen) und vor allem die allgemeine Vorbildung für den Eintritt in die Beamtenlaufbahn und die fachliche Ausbildung im Verlauf der Anstellung. So verschieden die hiefür in den einzelnen Staaten aufgestellten Vorschriften auf den ersten Blick vielleicht erscheinen mögen, so stimmen sie doch alle in dem Bestreben überein, unter den Bewerbern um eine staatliche Anstellung eine strenge Auslese zu halten. Was die Beförderung anbelange, so ist fast überall Regel, daß der Beamte keinen Anspruch auf Beförderung habe, diese vielmehr nur stattfinde, wenn eine höhere Stelle frei ist und der Beamte seine Eignung für die Bekleidung der höheren Stelle (Prüfung, bisherige Tätigkeit) erwiesen hat. Eine Ausnahme von

diesem Grundsatz bestehe im allgemeinen nur für die Beamten der untersten Kategorien, bei welchen oft nur das Dienstalter für die Beförderung maßgebend ist, eine Ausnahme, über deren Vor- und Nachteile sich immerhin streiten lasse. Eine größere Verschiedenheit könne man dagegen hinsichtlich der Anstellungsdauer feststellen. Es gebe Staaten (Gemeinden), in denen der Beamte auf Lebensdauer angestellt wird, wogegen in anderen Staaten der Beamte nur auf bestimmte Zeit (drei, vier oder fünf Jahre) angestellt wird, oder für den Beamten überhaupt keine bestimmte Anstellungsdauer vorgesehen ist. Es lasse sich bei jedem dieser Systeme manches Für und Gegen finden. Entsprechend der Verschiedenheit in der Anstellungsdauer variiert selbstverständlich auch die Beendigung des Anstellungsverhältnisses. Bei der Anstellung auf Lebensdauer ist die Anstellung selbstverständlich dauernd, bei anderen Anstellungsarten endet die Tätigkeit bei Ablauf der Amtsdauer entweder automatisch oder erst dann, wenn dem Beamten zwei bis drei Monate vor Ablauf derselben erklärt wird, daß die Anstellung zu Ende gehe. Was nun die Pflichten der Beamten anbelangt, seien sie — mit unwesentlichen Abweichungen — ziemlich überall die gleichen und bezögen sich namentlich auf das Wohnen im Dienstort (meist Residenzpflicht), Versetzungen (Regel sei, daß die Verwaltung das Recht habe, den Beamten aus dienstlichen Interessen in einen anderen Dienstort zu versetzen), auf die eigentlichen Dienstverrichtungen (Grundsatz der ausschließlichen persönlichen Dienstleistung mit gewissen Ausnahmen), auf die Wahrung der Interessen der Verwaltung, des Gemeinwohles und des Standesansehens, auf das Verbot der Annahme von Geschenken und anderer Vorteile, auf die Arbeitszeit usw. In letzterer Hinsicht unterscheide sich das Dienstrecht von Staat zu Staat eigentlich am meisten, da einzelne Staaten auf diesem Gebiete nur das englische System der durchgehenden Arbeitszeit, andere wieder nur das mehr kontinentale System einer größeren Unterbrechung der Arbeit zu Mittag, andere wieder beide Systeme nebeneinander zur Anwendung bringen. Tatsächlich dauere die Arbeitszeit gewöhnlich sieben bis acht Stunden im Tage (meist nur als wöchentliche Arbeitszeit mit einem Tagesdurchschnitt festgesetzt), doch gebe es eine Reihe von Staaten (Gemeinden), die formell keine Festsetzung der Arbeitsdauer kennen. Ein sehr interessantes Problem ist die Frage des Rechtes der politischen Betätigung des Beamten, das Recht der Vereinszugehörigkeit und das Streikrecht. Es könne wohl allgemein festgestellt werden, daß der Grundsatz des freien Rechtes auf politische Betätigung überall bestehe — das sei ein Menschenrecht, das für alle Bürger grundsätzlich bestehen müsse; doch gäbe es überall auch Schranken, die je nach der politischen Lage in den einzelnen Staaten, enger oder weiter gezogen sind; daß solche Schranken bestünden, sei ohneweiters verständlich, weil die Rechte des einzelnen notwendig durch das Gemeinwohl und die Interessen der Öffentlichkeit be-

grenzt sind. Es gelte daher überall der Grundsatz, daß die Betätigung des Beamten in der Politik und im Vereinsleben sich nicht nur mit den Dienstpflichten, sondern auch mit den Interessen und dem Wohl der Allgemeinheit vereinbaren lassen müsse, weshalb zum Beispiel beinahe überall die Bestimmung besteht, daß dem Beamten die Teilnahme an einem Verein oder ein öffentliches Auftreten dann untersagt ist, wenn die Bestrebungen des Vereines oder die Art seiner Betätigung oder die politische Aktivität den (meist sehr umfassenden) Beamtenpflichten zuwiderlaufe. Allerdings bestünden nicht überall formelle Verbote der Zugehörigkeit zu bestimmten Vereinigungen, aber das Verbot, staatsfeindlichen Organisationen anzugehören, erwachse ja ohneweiters aus den Grundpflichten des Beamten dem Staate gegenüber. Ein heikles Kapitel bildet die Frage des Streikes; in einzelnen Staaten besteht ein ausdrückliches Verbot des Beamtenstreikes (passive Resistenz), andere hätten zu diesem Problem nicht ausdrücklich Stellung genommen; immerhin ergäbe sich auch in letzterem Falle ein solches Verbot zweifellos aus der Gehorsams- und besonderen Treuepflicht des Beamten. Zum Problem der politischen Betätigung gehört übrigens auch die Frage der Bekleidung gewisser öffentlicher Funktionen durch Beamte, eine Frage, die in den einzelnen Staaten ebenfalls verschieden geregelt sei; einige Staaten lassen weder die Mitgliedschaft eines gesetzgebenden Körpers, noch selbst die Mitgliedschaft an der Verwaltung einer kleinen Gemeinde zu — teils in Beachtung des Prinzips der Gewaltentrennung, teils aus dem Grunde, weil der Beamte durch die Übernahme eines anderen Amtes in der Erfüllung seiner eigenen Amtspflicht behindert werden könnte. Letzteres sei auch der Grund, warum im allgemeinen selbst an sich zulässige Nebenbeschäftigungen des Beamten nur ungern gesehen werden.

Was nun die Rechte des Beamten anlangt, sei das wohl wichtigste Recht des Beamten, der Anspruch auf einen Lohn oder Gehalt, in den einzelnen Staaten schon in den wesentlichsten Grundsätzen ganz verschieden geregelt. (Verschiedene Formen der Gehaltsfestsetzung, feste Gehälter, variables Einkommen in Form von Gebühren oder eines Anteiles an den Brutto- oder Reineinnahmen der Verwaltung, nach dienstlicher Stellung, nach Funktion oder Aufgabe des Bediensteten, nach seiner hierarchischen Eingliederung usw.) In diesem Zusammenhang bespricht der Generalberichterstatter auch die Frage der Weiterzahlung des Gehaltes (Lohnes) während der Krankheit, während einer Militärdienstleistung usw. Die Grundbesoldungen würden beinahe überall nach einem System von deutlich umschriebenen und nach bestimmten Richtlinien aufgebauten Besoldungsskalen erstellt (Normalsystem), Überstunden teils bezahlt, teils nicht bezahlt (weil die gesetzliche Arbeitszeit zumeist nur als Minimalarbeitszeit aufgefaßt wird). Im allgemeinen würden Überstunden nur bei gewissen unteren Kategorien bezahlt, während der höhere Beamte

ohnneweiters seine volle Arbeitskraft dem Staate zur Verfügung halten müsse. Was die Höhe der Besoldung anbelangt, könne festgestellt werden, daß der Beamte fast in keinem Staat finanziell auf Rosen gebettet ist, doch bilde für ihn das Bewußtsein, in besonderer Art und Weise am Staatswohl mitwirken zu können, eine ganz gewaltige Entschädigung für seine relativ nicht sehr günstige Entlohnung. Der Generalberichterstatter bespricht dann weiter die Frage desurlaubes, der Sonn- und Feiertagsarbeit des Beamten, den Anspruch gewisser Beamtenkategorien auf Dienstkleidung und Dienstabzeichen, die Frage der Fahrbegünstigungen auf den öffentlichen Verkehrsmitteln, die Fürsorgeeinrichtungen für die Beamten und ihrer Angehöriger, in der Form der Alters-, Invaliden- und Krankenfürsorge und die Frage der Personalvertretungen und die in einzelnen Staaten bestehende Institution eines besonderen, für die Behandlung von Personalangelegenheiten zuständigen Personalamtes und kommt sodann auf die Verantwortung der Beamten (zivilrechtliche, strafrechtliche und disziplinarische) zu sprechen. Was die zivilrechtliche Haftung betrifft, gehen die Regeln in den einzelnen Staaten sehr auseinander, indem in einzelnen Staaten eine primäre Haftung der Verwaltung in anderen nur eine subsidiäre Haftung des Staates (Gemeinde) besteht; es gäbe aber auch Staaten, die überhaupt nur haften, wenn sie den Bürger daran gehindert haben, eine zivilrechtliche Klage gegen den einer Verfehlung schuldigen Funktionär vor dem Gerichte einzubringen. Abschließend verweist der Generalberichterstatter auf sein ausführliches, schriftliches Referat und erwähnt sodann die bereits am Vortage zur Diskussion vorgelegten dreizehn Themata, über die er die Diskussion einzuleiten bittet.

Der österreichische Hauptberichterstatter Dr. (Graf) Zedtwitz (Wien) schließt sich mit nur ganz kleinen Variationen den Ausführungen des Generalberichterstatters an, verweist im übrigen gleichfalls auf sein ausführliches schriftliches Referat und meint schließlich, daß jeder Staat, jedes Gemeinwesen, das seine Beamten sowohl in materieller Hinsicht als auch bezüglich der iura honorifica gut behandelt, auch bestimmt ein sehr gutes Beamtentum haben werde.

Der Ehrenvorsitzende Staatsrat Dr. Piller eröffnet sodann die Debatte über den Generalbericht, ersucht den Dolmetsch Dr. Haerdtl um nochmalige Vorlesung der Diskussionsthemata (siehe oben) und erteilt sodann dem Professor der Universität Bukarest Dr. Vermeulen das Wort.

Professor Dr. Vermeulen stellt zunächst fest, daß die Frage der öffentlichrechtlichen und privatrechtlichen Regelung des Beamtendienstverhältnisses eigentlich schon entschieden sei, indem insbesondere die Staaten deutscher und französischer Zunge sich fast ohne Ausnahme für die Regelung im Sinne des öffentlichen Rechtes entschlossen hätten. Er sei ferner der Meinung, daß die Frage der Vereinheitlichung des Statutes und des Dienstrechtes der öffentlichen Angestellten von allergrößter Bedeutung für die

Organisation eines Staates sei, die meisten Staaten hätten aber noch keine einheitlichen Verhältnisse in dieser Richtung; bloß zwei Staaten — Rumänien und Italien — hätten in den letzten Jahren (1924, beziehungsweise 1926) eine derartige Vereinheitlichung des öffentlichen Dienstrechtes vorgenommen. Er schlage daher vor, der Kongreß wolle ein Votum beschließen, wonach in allen Staaten ein einheitliches Dienstrecht geschaffen und diese einheitliche Regelung auf Grundlage der bereits bestehenden rumänischen und italienischen Dienstrechtsregelung vorgenommen werden solle, zu welchem Zwecke das Internationale Institut für Verwaltungswissenschaften (Brüssel) eingeladen werden möge, auf Grund dieser italienischen und rumänischen Gesetzgebung einen Entwurf für ein allgemein gültiges Dienstrecht öffentlicher Angestellter auszuarbeiten. Wichtig sei im übrigen auch die Frage des in allen Staaten unter dem Druck der finanziellen Zwangsmaßnahmen notwendig gewordenen Abbaues der öffentlichen Angestellten; er schlage vor, daß dem Kongreß ein zweites Votum unterbreitet werde, wonach eine Herabsetzung der Dienstpostenzahl und damit eine Verringerung der Zahl der öffentlichen Angestellten, nicht ohne gleichzeitige Verringerung der Agenden der Verwaltungsbehörden vorgenommen werden solle. Universitätsprofessor Dr. Hilarowicz (Warschau) meint, daß die meisten Staaten den Fehler begehen, sich bei der Regelung des öffentlichen Dienstrechtes allzusehr vom privatrechtlichen Dienstverhältnis beeinflussen zu lassen. Nach seiner Meinung sei das Dienstverhältnis der öffentlichen Angestellten, insbesondere jener der Hoheitsverwaltung, von ganz anderem Gesichtspunkte zu betrachten. Der Beamte des Staates gehöre in seiner Eigenschaft gewissermaßen zur zivilen Armee und sei daher wie die militärische Armee mit Funktionen ausgestattet, die wesentlich verschieden von denen eines Privatangestellten irgend eines Privatbetriebes seien; hiegegen könnten die Beamten, die in — wenn auch staatlichen, so aber doch ihrem Wesen nach privatwirtschaftlichen — Betrieben tätig seien, ohneweiters einem anderen (privatrechtlichen) Dienstrecht unterstellt werden.

Dr. Wartmann (Personalreferent der Schweizer Bundesverwaltung) teilt hiezu mit, daß in der Schweiz die Angestellten der Bundesbahnen nach längeren Erörterungen über die Zweckmäßigkeit dieser Maßnahme dem gleichen Dienstrecht wie die Beamten der Hoheitsverwaltung unterworfen worden seien; die Schweiz besitze daher schon jetzt ein einheitliches Dienstrecht, dem fast alle Schweizer Beamten unterworfen sind. Im übrigen müsse er sich dagegen aussprechen, daß man bloß die rumänische und italienische Dienstrechtsregelung zur Grundlage des vom Internationalen Institut auszuarbeitenden Musterentwurfes nehme, weil sich hiefür wohl am besten die schon von den meisten Staaten eingelangten und von den übrigen vermutlich noch einlangenden Antworten auf das versendete Fragenschema eignen dürften. Schließlich müsse er darauf verweisen, daß speziell

die österreichische Dienstpragmatik von 1914, wenn sie auch im bezugrechtlichen Teil überholt ist, noch immer ein Musterstück in ihrer Klarheit und ihrem ganzen Aufbau darstelle und daher ebensogut als Grundlage für die Ausarbeitung eines Musterentwurfes benützt werden könnte. Vom schweizerischen Beamtenrecht wolle er nicht sprechen, was aber viel kopiert werde, sei sicher gut; dasselbe gelte vom bayrischen Beamtenrecht. Im übrigen verweise er auf die großen Schwierigkeiten, Beamtenrechtsgesetze überhaupt zu schaffen.

Professor Dr. Vermeulen reflektiert auf diese Ausführungen dahin, daß die österreichische Dienstpragmatik sicherlich in vielen Fragen vorbildlich und auch ausgiebig bei der Ausarbeitung des rumänischen Statutes herangezogen worden sei. Die neue rumänische Dienstpragmatik sei aber, weil sie auf alle früheren Beamtengesetze Bezug nimmt, als eine Art modernstes Sammelwerk zu betrachten, das für die heutige Zeit mit Recht als Muster gelten könne. Was die Frage der Stellung der Angestellten der staatlichen kommerziellen Betriebe betrifft, sei er der Ansicht, daß diese Betriebe einem Spezialstatut unterworfen werden sollten, daß jedoch auch für die Eisenbahnbediensteten Spezialvorschriften gelten müßten.

Königlicher Präfekt Piomarta (Italien) erwähnt, daß in Italien nach dem allgemein bestehenden Prinzip „Alles im Staate, nichts außerhalb des Staates und nichts gegen den Staat“ auch das Dienstrecht der öffentlichen Angestellten geregelt worden sei. In einem Staate, in dem dieses Prinzip gilt, sei natürlich auch die Möglichkeit eines Streikrechtes für die öffentlichen Angestellten ausgeschlossen. Ebenso sei ein Koalitionsrecht im Sinne der Möglichkeit der Bildung von Gewerkschaften für öffentliche Angestellte nicht vorhanden, hiegegen sei es ihnen — mit Ausnahme gewisser Kategorien und der Armeeangehörigen — gestattet, Vereine unpolitischen, aber moralischen, gesellschaftlichen Inhaltes und wirtschaftliche Vereine zu bilden. Im übrigen gelte der öffentliche Angestellte, einem Worte des Ministerpräsidenten Mussolini zufolge, als Träger der gesamten staatlichen Verwaltung und habe daher besondere Verpflichtungen der Allgemeinheit gegenüber.

Ministerialkommissär Dr. Holdík (Prag) erwähnt, daß in der Tschechoslowakei im Jahre 1926 ein eigenes Dienstrecht geschaffen wurde, in dem die Entlohnung der öffentlichen Angestellten nach der Art und der Bedeutung der Amtsfunktionen abgestuft wird.

Die Sitzung wird um 12 Uhr 45 Minuten unterbrochen und um 15 Uhr 40 Minuten wieder aufgenommen. Der königliche Präfekt Piomarta übernimmt den Vorsitz und erteilt das Wort dem Regierungsrat Dr. (v.) Madlé (Wien), welcher den Antrag stellt, dem Internationalen Institut für Verwaltungswissenschaft in Brüssel vorzuschlagen, daß dieses Institut die Beantwortung des Fragebogens bei sich konzentriere und auf Grund dieses Materials ein Kompendium verarbeite, aus dem für jede einzelne Frage zu

ersehen sei, wie sie jeder einzelne Staat regelt. Das Institut hätte dann alljährlich dieses Kompendium durch eine Umfrage zu aktualisieren.

Generaldirektor des Ministeriums für Landwirtschaft Paul De Vuyst (Brüssel) glaubt, daß alle Staaten bei Neuaufnahmen von Beamten auf die moralischen und die geistigen Qualitäten größeres Gewicht legen sollten. Dies sei um so notwendiger, als man wohl sagen könne, daß im allgemeinen in allen Ländern mehr als 20 Prozent der Beamten besonders gut qualifiziert seien, während weitere 40 Prozent als mittelmäßig und der Rest als untermittelmäßig zu beurteilen sei. Um eine bessere Leistungsfähigkeit der Beamten zu erreichen, müßten vor allem die „vernunftsmäßigen“ Qualitäten besonders herausgearbeitet werden; darunter versteht er: gewissenhafte Vorbereitung jeder Arbeit, Enthaltung von jeglicher Übertreibung, Rechnen mit den gegebenen Verhältnissen, Waltenlassen einer gewissen Vorsicht, Toleranz und Verständnis für die verschiedenen Strömungen innerhalb des Volkes, Beschränkung auf die eigene Leistung bei der Arbeit u. dgl.

Ehrenpräsident Piomarta erklärt, da sich niemand mehr zum Wort gemeldet hat, die Generaldebatte für geschlossen und erteilt dem Generalberichterstatter Dr. Leimgruber das Wort. Dieser legt nunmehr das erste Diskussions-thema:

„1. Wäre es nicht erstrebenswert, eine einheitlichere und zweckmäßige Abgrenzung der Begriffe Beamter, Angestellter und Arbeiter der öffentlichen Verwaltungen, Unternehmungen und Betriebe vorzunehmen? Welches wären die geeigneten Kriterien für jede einzelne dieser drei Personalkategorien?“

der Sektion vor. Er bemerkt hiezu, daß jeder, der die Verhältnisse und die Terminologie auf diesem Gebiete auch nur einigermaßen kennt, die hier gestellte Frage ohneweiters bejahen müsse; leider müsse aber festgestellt werden, daß sich einer internationalen Einheitlichkeit aus der historischen Entwicklung der Staaten, der herrschenden Rechtslage und dem ungleichen Sprachgebrauch der verschiedenen Nationen heraus unübersteigbare Hindernisse entgegenzustellen scheinen. Skizzieren könne man die drei Kategorien des Beamten, Angestellten und Arbeiters etwa wie folgt: „Beamter“ sei, wer in einem auf längere Dauer abgeschlossenen Dienstverhältnisse öffentlichrechtlicher Natur staatliche Funktionen ausübt oder die öffentliche Gewalt vertritt oder mit Entscheidungsbefugnissen ausgerüstet ist oder Hoheitsakte vollzieht, als Hüter der staatlichen Ordnung amtiert oder als Repräsentant der öffentlichen Verwaltung eine wichtige Stellung einnimmt. Neben diesen Merkmalen solle die ausdrückliche Wahl (Ernennung) zum Beamten als zweites Kriterium verlangt werden. Als „Arbeiter“ würden alle jene Bediensteten der öffentlichen Körperschaften zu bezeichnen sein, deren Dienstverhältnis auf kurze Frist lösbar oder deren Tätigkeit mehr eine

manuelle oder handwerksmäßige ist; „Angestellte“ wären dann alle übrigen Bediensteten der Staaten (Länder, Gemeinden), die entweder zur Probe, zur Dienstelerlernung oder zeitweilig oder auf kürzere Dauer oder nicht mit vollem Tagwerk im Dienste einer öffentlichen Gemeinschaft stehen.

Professor Dr. Vermeulen (Rumänien) wendet sich gegen diese Dreiteilung. Seiner Ansicht nach müsse als öffentlicher Angestellter jedermann angesehen werden, der im Dienste des öffentlichen Wohles steht und auf Dauer angestellt ist. Ihm erscheine die deutsche Terminologie wenig glücklich gewählt. Als Funktionär der Hoheitsverwaltung solle jeder angesehen werden, der berechtigt ist, Verwaltungsakte zu setzen oder im Dienste des öffentlichen Wohles in dauernder Eigenschaft arbeitet. Die Arbeiter hingegen, bitte er, von dieser Definition überhaupt zu streichen, weil manuelle Arbeiter ihrer ganzen Tätigkeit nach einer speziellen Gesetzgebung unterworfen seien.

Dr. Wartmann (Schweiz) meint, daß in Wirklichkeit in allen Staaten doch eine Dreiteilung des Personals der öffentlichen Verwaltungen bestehe und de lege ferenda nur eine genaue Abgrenzung zwischen diesen drei Kategorien zu ziehen sei. Die Schwierigkeit dieser Aufgabe bestehe darin, daß oft im Dienstrecht desselben Staates die Bezeichnungen der bestehenden drei Kategorien schwanken und im Verhältnis von Staat zu Staat sich vielfach ein in einem Staate gebrauchter Begriff nicht haargenau übersetzen lasse. So werde zum Beispiel der Begriff „Funzionari“ einmal als Oberbegriff, dann als Gruppendifinition gebraucht, dasselbe gelte vom Begriff „Agenti“. Er ist der Meinung, daß man die große Unsicherheit der Terminologie vielleicht überhaupt nicht einwandfrei beseitigen könne.

Korreferent Zedtwitz (Österreich) konstatiert, daß in Österreich der Begriff „Beamter“ nicht davon abhängig sei, welche Funktion der Betreffende ausübe, sondern sich darnach richte, in welchem Verhältnis er zum Staate stehe. Man spreche im allgemeinen von einem „Beamten“, wenn der Angestellte im allgemeinen Sinn des Wortes in einem öffentlichrechtlichen Dienstverhältnis zum Staate steht (so könnten daher auch Diener „Beamte“ sein), von „Angestellter“, wenn ein privatrechtliches Dienstverhältnis besteht. Dies sei also ein ganz anderes Kriterium, sicher sei aber, daß man für die Begriffsabgrenzung nicht allein das Kriterium der Funktion zur Grundlage nehmen dürfe.

Professor Dr. Vermeulen begrüßt die Ausführungen des Vorredners und ist der Ansicht, daß allerdings ein wesentlicher Unterschied zwischen „Funktionär“ (öffentlichrechtliches Dienstverhältnis) und „Agent“ (privatrechtliches Dienstverhältnis) bestehe, doch könne man daneben den Begriff „Funktionär“ trotzdem als übergeordneten Begriff für alle im Dienste des Staates Stehenden anerkennen.

Dr. Leimgruber (Schweiz) hält im Gegensatz zu den Ausführungen des Dr. Zedtwitz an seiner Definition fest. De lege

ferenda sei Beamter derjenige, der diese oder jene Funktion ausübt und in der Dienstpragmatik ausdrücklich als solcher bezeichnet ist.

Professor Dr. Hilarowicz (Warschau) stellt fest, daß ja eigentlich nur fraglich sei, welche Kategorien als öffentlichrechtliche Angestellte im engeren Sinne des Wortes und welche als Vertragsangestellte zu behandeln seien. Für ihn sei Beamter im ur-eigensten Sinn vom Standpunkt der Staatsfunktion jeder, der öffentliche Funktionen im Interesse des Staates ausübt, gleichviel in welcher Stellung.

Dr. Wartmann (Schweiz) resumiert die bisherigen Ausführungen zu diesem Fragepunkt und kommt zum Ergebnis, daß der Begriff „Beamter“ verschiedentlich aufgefaßt werde, je nachdem, ob man von seinem dienstrechtlichen Verhältnis zum Staat oder von seinen Funktionen ausgeht. Jedenfalls genüge die Funktion allein nicht dazu, um den Beamtenbegriff einwandfrei abzugrenzen.

Der Generalberichterstatte Dr. Leimgruber geht nun auf die zweite Frage über:

2. Ist es wünschbar, das Dienstverhältnis der Beamten auf Grund öffentlichrechtlicher Bestimmungen zu ordnen oder genügt hierfür die privatrechtliche Gesetzgebung über den Arbeitsvertrag? Gründe für und gegen die beiden Arten der Regelung des Beamtenrechtes.

Er glaubt, daß die Anwendung öffentlichrechtlicher Formen für die Regelung des öffentlichen Dienstverhältnisses überall dort das Gegebene sei, wo ein Bedürfnis nach gesteigerter disziplinar- und strafrechtlicher Verantwortlichkeit des Funktionärs bei Zuwiderhandeln gegen die Dienstvorschriften und nach erhöhtem Schutz seiner Tätigkeit gegenüber Angriffen besteht. Ein Interesse an einer öffentlichrechtlichen Anstellung bestehe in der Regel auch dort, wo eine bleibende Verbindung beabsichtigt ist, da der Bedienstete nur auf diesem Wege verpflichtet werden könne, bei seinen fortdauernden Funktionen zu verbleiben. Jedenfalls empfehle es sich, es dem freien Ermessen der Dienstbehörden anheimzustellen, ob sie, je nachdem sie es im Interesse ihrer Verwaltung erachten, ihre Kräfte sich auf Grund einer öffentlichrechtlichen Bestellung sichern oder sie als Vertragsbedienstete anstellen wollen. Die letztgenannte Lösung schließe übrigens keineswegs aus, daß der Inhalt des privatrechtlichen Dienstvertrages durch besondere Normen näher festgelegt oder vielleicht sogar ergänzt werden könne.

Professor Dr. Vermeulen (Rumänien) meint, daß das Dienstrecht der öffentlichen Angestellten unbedingt nach öffentlichrechtlichen und nicht nach privatrechtlichen Grundsätzen zu regeln sei, da der Beamte in erster Linie Diener der Öffentlichkeit ist und daher nicht als Privatangestellter einen Vertrag mit dem Staate als gleichberechtigter Partner schließen kann, sondern sich

unbedingt dem übergeordneten Interesse des Gemeinwohles unterordnen muß.

Der Generalberichterstatte r Dr. Leimgruber stellt die dritte und vierte Frage zur Diskussion, welche wie folgt lauten:

3. Wie läßt sich im Hinblick auf die praktischen Bedürfnisse der Verwaltung die Vorbildung der Beamtenanwärter sowie die fachliche und allgemeine Ausbildung der Beamten am besten bewerkstelligen?

4. Welches sind Ihre Ansichten und Vorschläge über die verschiedenen Prüfungssysteme für die Aufnahme von Bewerbern in den Staats- oder Gemeindedienst (Kenntnisprüfung, Fachprüfung für handwerksmäßige Beamtenungen, psychotechnische Prüfungen, graphologische Beurteilung)?

Dr. Leimgruber meint hiezu, daß es vorteilhafter erscheine, nur solche Personen einzustellen, die sich über eine möglichst umfassende allgemeine Bildung sowie spezielle Eignung zu dem für sie in Aussicht genommenen Posten ausweisen können. Die Einrichtung besonderer Schulen für Beamtenanwärter führe lediglich zur Absonderung und Selbstüberhebung; die typische Beamtenmentalität könnte am besten durch Heranziehung von Kräften, die vorher in der Privatwirtschaft tätig waren, gebessert werden. Eine Kenntnisprüfung sollte durchwegs durchgeführt werden, wo eine handwerksmäßige Betätigung in Betracht komme, auch eine solche über das handwerksmäßige Können. Ernste psychotechnische Prüfungen seien zweckmäßig, da sie auch die Grundlage für die zweckmäßigste spätere Verwendung des Beamtenanwärters geben können. Es wäre übrigens auch wünschenswert, daß die Vorgesetzten zum Besuch von Ausbildungskursen zur richtigen psychologischen Einschulung und Behandlung des untergebenen Personals verpflichtet würden. Auch eine graphologische Beurteilung könnte in Verbindung mit der psychotechnischen Prüfung dazu beitragen, ein zutreffendes Urteil über den Stellenbewerber zu gewinnen und ihn als Beamten entsprechend zu führen.

Sektionsrat Dr. Körner (Wien) meint, daß ihm die Frage der Vor- und fachlichen Ausbildung als eines der wichtigsten Beamtenprobleme erscheine, da ja die Auswahl des Beamtenpersonals die Voraussetzung dafür bildet, daß eine Verwaltung gut geführt werde. Die Auswahl des Personals könne unter den verschiedensten Gesichtspunkten erfolgen, er beschränke sich darauf, die zutreffendste Auswahl des in der Verwaltung führenden Personals, der sogenannten höheren Verwaltungsbeamten, zu erörtern. In der Mentalität der Bevölkerung seien die hinsichtlich der Vorbildung dieser Beamten gestellten Anforderungen außerordentlich verschieden, ein Teil lege weniger Wert auf eine besondere Fachausbildung und verlange bloß einen sogenannten gesunden Menschenverstand und allgemeines Vertrauen, ein anderer Teil lege dagegen Wert auf eine ganz spezialisierte Vorbildung. Nach seiner Ansicht müsse der berufsmäßige Verwaltungsbeamte

jedenfalls die rechtswissenschaftlichen Studien absolviert haben, da ja die Verwaltung, wenn auch sicherlich nicht in ihrem ganzen Umfang, so doch gerade dort, wo es am wichtigsten ist, Vollzieherin von Rechtsnormen ist und das Rechtsprinzip darin besteht, daß die Verwaltung dort, wo sie in die Sphäre des einzelnen eingreift, in den Rechtsnormen eine Deckung haben müsse; Rechtsnormen zu vollziehen, sei aber nur derjenige imstande, der das Recht systematisch gelernt hat. Die weitere Ausbildung des Beamten müsse dann aber (nach dem für alle Juristen gemeinsamen theoretischen Bildungsgang) spezialisiert sein, je nach dem Fach, dem sich der Beamte widme. Diesen Grundsätzen trage die österreichische Dienstrechtsgesetzgebung Rechnung, doch möchte er darüber hinaus vorschlagen, daß auch für die höheren Verwaltungsbeamten ein Jahr Gerichtspraxis vorgeschrieben werden sollte.

Universitätsprofessor Dr. Hilarowicz (Warschau) schließt sich diesen Ausführungen im allgemeinen an und verlangt auch seinerseits unbedingt für den Verwaltungsbeamten die Absolvierung juridischer Studien; er muß aber betonen, daß auch während dieser Studien möglichst viel Zeit praktischen Übungen auf dem Gebiete des Verwaltungsrechtes gewidmet werden sollte. Für die weitere Ausbildung des Beamten seien verschiedene Fortbildungskurse, so wie sie in Polen bestünden, sehr empfehlenswert (zum Beispiel Kurse für Bezirkshauptleute, Bezirksärzte, Ingenieure des öffentlichen Verwaltungsdienstes, Tierärzte, für Gemeinde- und Bezirksbeamte u. dgl.). Die Erfahrungen, die man mit derartigen Fortbildungskursen in Polen gemacht hat, seien ausgezeichnete gewesen.

Postrat Dr. Stiel (Wien) schließt sich gleichfalls den Ausführungen der Vorredner an, glaubt jedoch, betonen zu müssen, daß nach seinem Dafürhalten in den Lehrplänen für das Rechtsstudium die heute gerade so wichtige Wirtschaftslehre, Soziologie und Statistik allzusehr vernachlässigt werde. Nach seiner Ansicht sollte daher — er habe vor allem das österreichische Rechtsstudium vor Augen — der erste Studienteil (rechtshistorischer Teil) gekürzt, hiegegen der dritte Studienabschnitt (staatswissenschaftlicher Teil) stärker ausgebildet werden; ferner sei es notwendig, daß auch jeder Jurist die Stenographie völlig beherrsche.

Professor Dr. Vermeulen ist der Ansicht, daß man die verschiedenen Anregungen dahin zusammenfassen könnte, daß neben den rein juristischen Studien die speziellen Verwaltungsschulen, wie sie in seinem Lande bestünden, herangezogen werden sollten. Diese Verwaltungsschulen bestünden aus zwei Sektionen, einer vorbereitenden Sektion von zwei Jahren und einer höheren von ebenfalls zwei Jahren, und beschäftigten sich im weitesten Maße mit allen theoretischen und wissenschaftlichen Fragen der Verwaltung. Seiner Ansicht nach könnten die unteren Verwaltungsbeamtenkategorien nach absolvierter Matura den zweijährigen Vorbereitungskurs absolvieren, während die höheren

Beamten bis zu den höchsten Stufen der Verwaltung neben den absolvierten Rechtsstudien die ganzen vier Jahre der beiden Sektionen dieser Verwaltungsschule zu besuchen hätten.

Regierungsrat Dr. Madlé verweist auf sein schriftliches Referat, und glaubt, besonders hervorheben zu müssen, daß die juristische Ausbildung des Verwaltungsbeamten heute um so wichtiger sei, als ja die oberste Leitung der Verwaltung nicht in Berufsbeamtenhänden ist, und deshalb der höhere Verwaltungsbeamte gerade jetzt die Aufgabe hat, der Mittler zu sein zwischen der Impetuosität des leitenden Funktionärs und dem Gesetze. Er müsse daher, um dieser oft nicht leichten Aufgabe gewachsen zu sein, die Materie gut kennen, also Jurist, und zwar ein guter Jurist sein. Aber nicht Jurist allein, da er heutzutage, wo gerade wirtschaftliche Fragen eine große Rolle spielen, auch technologische Kenntnisse haben müsse, die ihm nur eine intensive Fortbildung bieten könne. Was nun die Fortbildung der höheren Verwaltungsbeamten anbelangt, so müßten da für die leitenden Personen besondere Bedingungen aufgestellt, zum Beispiel eine besondere Leiterprüfung, eingeführt werden. Prüfungen vor jedem Avancement zu verlangen, gehe zu weit (weil da der Beamte aus den Prüfungen nicht herauskommen würde), aber bei den ganz hohen Funktionären in den Ministerien sollte man eine derartige Prüfung verlangen, da sich dem Zwange, sich noch einmal mit der ganzen Materie zu beschäftigen, nur der geistig Elastische, auf der Höhe Befindliche, also der typisch geistig hochstehende Führer, fügen könnte. Im übrigen sei heute geäußert worden, daß man die „typische Beamtenmentalität“ ablehne; er glaubt, daß man gerade heute, wo sich vielfach die Grenzen der Verwaltungstätigkeit und einer gewissen Geschäftstätigkeit einigermaßen verwischt hätten, die „typische Beamtenmentalität“ brauche und es schlecht um den Staat bestellt wäre, der diese typische Beamtenmentalität in den Reihen seiner Beamten nicht mehr hätte.

Die Sitzung wird um 18 Uhr 10 Minuten geschlossen.

2. Verhandlungstag (23. Juni).

Der Präsident Sektionschef Dr. Hořický eröffnet die Sitzung um 9 Uhr 25 Min. und ersucht den Professor der Rechtsfakultät der Universität Paris René Démogue die Verhandlungen als Ehrenpräsident zu leiten. Professor René Démogue übernimmt den Vorsitz und erklärt, daß nunmehr die Fragepunkte 5 bis 7 gemeinsam zur Diskussion gestellt würden. Diese Fragepunkte lauten:

5. Darf Ihres Erachtens die Verwaltung bei der Aufnahme von Bewerbern in den Dienst des Staates oder der Gemeinden wegen bestehender Pensionseinrichtungen oder aus ähnlichen Gründen einen strengeren Maßstab mit Bezug auf den Gesundheitszustand anlegen als der private Arbeitgeber? Gründe und Gegenstände für eine weniger rigorose Praxis.

6. Läßt sich eine Beschränkung der Aufnahme von Frauen in den Staats- oder Gemeindedienst und der gleichlichen Gleichstellung mit dem Manne rechtfertigen? In welchem Umfange und aus welchen Gründen?

7. Welches sind die Vor- und Nachteile der Wahl des Beamten auf Lebenszeit oder auf eine bestimmte Amtsdauer?

Der Generalberichterstatter Vizkanzler Dr. Leimgruber führt in seinem Referate über diese Fragen folgendes aus: zu 5. Er stehe auf dem Standpunkt, daß es unbillig wäre, die physische Vollwertigkeit als unbedingte Voraussetzung für die Anstellung zu verlangen, da eine solche Bedingung auch geistig vollwertige und wertvolle Mitarbeiter von der Mitarbeit im Staate ausschließen würde. (Ausnahmen: jene Kategorie von Angestellten, bei denen die Natur des Dienstes, Polizei, Militär usw., physische Vollwertigkeit erfordert.) Hingegen müßte die Frage der Pensions- und Krankenversicherung bei physisch nicht ganz einwandfreien Bewerbern einer besonderen Prüfung unterzogen werden, damit der Staat nicht eine ungebührlich hohe Belastung durch ihre Aufnahme erfahre. Zu 6. Frauen sollten sich eigentlich, ihren physischen und soziologischen Eigenschaften entsprechend, in erster Linie um die ihnen zukommenden Funktionen der Familie widmen. Es sei aber nicht zu leugnen, daß die wirtschaftlichen und sozialen Verhältnisse der Gegenwart viele Frauen zwingen, sich auch gegen ihren Willen anderen Berufen, darunter auch dem Berufe als Beamtinnen zu widmen. Wenn Frauen aber in dem Verwaltungsdienst aufgenommen werden, dann müßten sie bei gleicher Leistung, bei gleichen physischen und geistigen Anforderungen, auch gleich den Männern entlohnt werden. Allerdings müßten bei der Verwendung von Frauen zwei Grundsätze beobachtet werden: erstens sollten, um den Arbeitsmarkt nicht einem unnötigen Drucke auszusetzen, im Prinzip nur unverheiratete Frauen in den Verwaltungsdienst aufgenommen werden, zweitens müßten Frauen, die unter Umständen eine geringere physische Widerstandskraft haben, auch entsprechend den gesetzlichen Vorschriften behandelt werden. Zu 7. Bei der Anstellung (Wahl) des Beamten seien drei Systeme zu unterscheiden: a) die Anstellung (Wahl) auf Lebenszeit, b) die Anstellung auf unbestimmte Zeit mit gesetzlich festgelegten Abberufungsmöglichkeiten und c) die Anstellung (Wahl) auf eine zeitlich bestimmte Amtsdauer. Jede dieser Anstellungsarten habe Vor- und Nachteile. Die Anstellung (Wahl) auf Lebensdauer beinhalte seiner Meinung nach gegenüber den anderen Anstellungsarten, vom Standpunkte der Verwaltung aus gesehen, fast nur lauter Nachteile, der Beamte könne in diesem Falle nur dann aus dem Dienst ausgeschieden werden, wenn er sich schwerer Dienstpflichtverletzungen schuldig gemacht hat oder sonstige hinreichende gesetzliche Gründe vorliegen; in der Regel könne der Beamte sohin, selbst wenn er viel-

leicht gegen das Ende seiner Dienstzeit nicht mehr das halte, was man sich von ihm versprochen hat, wenn er also zum Beispiel nachlässig würde oder nicht mehr seine volle Arbeitsfähigkeit besitze, in Ruhe ausdienen. Anderseits müsse aber zugegeben werden, daß dem Erfordernis einer möglichst weitgehenden Kontinuität der Geschäftsführung die lebenslängliche Bestellung des Beamten am besten Rechnung trage; auch die möglichst ausgiebige Nutzbarmachung der Erfahrung werde mit dieser Art der Anstellung eher gefördert als bei einem schon nach wenigen Jahren erfolgten Wechsel der Beamtenschaft. Gerade dieser Umstand sei wohl der Grund dafür, daß so viele Länder ein ausgesprochenes Berufsbeamtentum besitzen. Was mit Bezug auf die Beamtenanstellung (Wahl) auf Lebenszeit gesagt worden ist, gelte mehr oder weniger auch hinsichtlich der Anstellung (Wahl) des Beamten auf unbestimmte Zeit mit gesetzlich festgelegten Abberufungsmöglichkeiten; deshalb seien auch die Vor- und Nachteile dieser Anstellungsart im großen und ganzen die gleichen, wie diejenigen bei der Wahl (Anstellung) auf Lebensdauer. Was nun das System der Wahl auf eine bestimmte Amtsdauer betrifft, biete dieses System für die Verwaltung eine ganze Reihe von sehr verschiedenen Vorteilen: die Möglichkeit einer zeitweisen Generalmusterung des Personals und einer Nichtwiederwahl selbst in solchen Fällen, in denen ansonsten eine schroffe Auflösung des Dienstverhältnisses nicht am Platze wäre, die Möglichkeit, sich stets die besten Arbeitskräfte zu sichern, die leichte Anpassung des Personalstandes an den jeweiligen wirklichen Personalbedarf (ohne allzu schwere Eingriffe in die Existenz der Betroffenen), beste vorbeugende Wirkung, da der Beamte stets fürchten müsse, nicht wieder gewählt zu werden, wenn er nicht tüchtig auf die Arbeit schaue, u. dgl. mehr. Allerdings sei für diese Art der Bestellung des Beamten eine Hauptvoraussetzung, daß die Verwaltung auch da über Mittel verfüge, das Dienstverhältnis auch vor dem Ablauf der Amtsdauer aufzulösen, wenn die Amtsfähigkeit im Laufe derselben verlorengelange, die Leistung des Beamten nicht mehr befriedigt, das Vertrauen zu ihm geschwunden ist oder andere Gründe seine Entfernung wünschenswert erscheinen lassen. Da komme es aber vor, daß nur allzuoft politische Einflüsse sich geltend machen, die geeignet sind, die Exekutivbehörden in ihrer freien Entschlußfähigkeit zu behindern. Auch müsse bei diesem System stets darauf Bedacht genommen werden, daß aber auch die Interessen des Personals nicht etwa in ungebührlicher oder unbilliger Weise preisgegeben würden. Zusammenfassend könne er betonen, daß die Schweiz mit dem System der Wahl auf Amtsdauer (normal auf drei Jahre, bei Bundesgerichten auf fünf, bei Doktoren der technischen Hochschule auf zehn Jahre) die besten Erfahrungen gemacht habe.

Korreferent Dr. Zedwitz (Wien) ist im Gegensatz zu der Auffassung des Vorredners der Ansicht, daß die Ernennung auf Lebensdauer auch vom staatlichen Standpunkte, nicht nur vom

Standpunkte des Beamten, für den ja die Ernennung auf Lebensdauer das weitaus günstigste ist, der Wahl auf Amtsdauer vorzuziehen sei. Es sei entschieden ein großer Vorteil für den Staat, wenn er einen einheitlichen Beamtenkörper mit einer Tradition habe, die eben darin besteht, daß sich die Beamten dessen bewußt sind, daß sie für den Staat da seien, und daher auf gewisse Momente, wie auf die Bezahlung und auf sonstige materielle Momente, weniger Wert legen als darauf, daß sie gerade diesem Stande angehören. Daß dieses nicht zu unterschätzende moralische Moment bei einem nur auf bestimmte Zeit gewählten Beamtenkörper vorliege, könne er sich nicht recht vorstellen. Im übrigen habe der Staat auch gegenüber einem auf Lebensdauer bestellten Beamtenkörper genügend Mittel in der Hand, um den Amtseifer aufrecht zu erhalten (Qualifikation, Avancement usw.); ein Beamter, der nicht auf sich hält, werde eben sitzen bleiben und nichts werden. Jedenfalls sei der Vorteil, der dem Staate daraus erwächst, daß er mitunter schlechtere Beamte schlecht zahle, relativ ein sehr geringer, gegenüber dem Vorteil, einen Beamtenkörper zu haben, der auf seinen Stand etwas hält und in seiner Mehrheit gewiß bestrebt ist, für den Staat das Beste und Wertvollste zu leisten.

Auf eine Frage des Ehrenpräsidenten Professors D é m o g u e erklärt der Generalberichterstatter Dr. L e i m g r u b e r, daß die Schweiz mit dem System der Wahl auf Zeitdauer gute Erfahrungen gemacht habe. Übrigens laufe diese Wahl auf Zeitdauer in der Praxis immer auf eine Wahl auf Lebensdauer hinaus, da der Beamte gewöhnlich wieder gewählt wird, wenn nicht besondere Umstände (eine besonders ungünstige Qualifikation u. dgl.) dies verhindern. Im Jahre 1932 seien zum Beispiel bei einer Zahl von 18.185 Beamten nur sieben nicht wieder gewählt worden. Politische Parteizugehörigkeit spiele bei der Wahl keine Rolle, mit der einzigen Ausnahme, daß den Beamten auf Grund eines Schweizer Gesetzes die Zugehörigkeit zur kommunistischen Partei verboten ist. Der Generalberichterstatter schließt mit der Bemerkung, daß man in der Schweiz beobachtet habe, daß in den letzten Monaten vor der Wiederwahl die ganze Verwaltung sich durch besondere Leistungsfähigkeit auszeichne, und meint, daß dieser Zwang einer gewissermaßen fortschreitenden kontinuierlichen neuen Prüfung den Beamten veranlasse, seine Leistungsfähigkeit immer wieder zu höchsten Erfolgen anzuregen.

Professor Dr. V e r m e u l e n (Bukarest) schließt sich, was die Frage der Prüfung der physischen Leistungsfähigkeit der Beamten anbelangt, vollständig den in jeder Richtung richtigen Ausführungen des Generalberichterstatters an. Was die Aufnahme von Frauen anbelangt, sei er der Ansicht, daß auch Frauen die Möglichkeit haben sollten, die höchsten Stellen in der Verwaltung zu bekleiden; er verweist diesbezüglich auf sein Vaterland, in dem Frauen sich auch als leitende Beamte in den höchsten Stellungen ausgezeichnet bewährt hatten. Er könne aber auch die Einschränkungen des Generalberichterstatters nicht allgemein gelten lassen, daß ver-

heiratete Frauen vom öffentlichen Dienst ausgeschlossen bleiben sollen; dies würde eine ungebührliche Einmischung in die Individualitätsrechte der Frau bedeuten. Er gebe aber zu, daß der Staat in Zeiten allgemein notwendiger Ersparungen eine Familie nicht doppelt besolden könne; auf diese Erwägung nehme ein rumänisches Gesetz dadurch Rücksicht, daß in einem solchen Falle sich der Mann o d e r die Frau — wer, sei dem Staate gleichgültig — aus dem Staatsdienst zurückziehen müsse. Was das dritte Problem betrifft, begrüßt er die Ausführungen des österreichischen Berichterstatters Dr. Z e d w i t z, da er der Ansicht sei, daß nur die Aufnahme auf L e b e n s d a u e r den Korpsgeist der Beamtenschaft, der die Grundlage für eine gesunde Verwaltung ist, schaffe und erhalte. Der vom Generalberichterstatter hervorgehobenen Notwendigkeit einer immer wiederkehrenden Prüfung der Qualifikation des Beamten werde in Rumänien dadurch Rechnung getragen, daß eine Spezialkommission zur Prüfung der Voraussetzungen für eine Aufnahme in den öffentlichen Dienst während des ersten Probejahres und erforderlichenfalls nach einem zweiten Probejahre endgültig zu entscheiden hat, ob der Beamte auf Lebensdauer anzustellen oder als unfähig auszuschneiden sei und auch späterhin das ausschließliche Recht hat, vor jedem weiteren Avancement des Beamten darüber zu urteilen, ob er hiefür geeignet sei. Diese Kombination des Systems der Ernennung auf Lebenszeit mit der Möglichkeit einer permanenten Prüfung der Qualifikation sei nach seiner Ansicht die günstigste Lösung des Problems. Was nun schließlich die Befürchtung des Generalberichterstatters anbelangt, daß die unter Umständen aus finanziellen Gründen nötige Verringerung der Zahl der Beamten auf diese Weise schwieriger von stattem gehe, sei er der Ansicht, daß die Frage der Beamtenzahl in erster Linie eine Frage des Umfanges der Verwaltungssachen sei und es daher nicht angehe, die Frage der Zahl der Beamten rein schematisch zu behandeln, ohne sich vorher darüber klar zu sein, in welchem Umfange die Verwaltung arbeiten solle.

Sektionsrat (Frh. v.) T o m a s c h e k (Wien) ist der Ansicht, daß das, was der Generalberichterstatter über die Vorteile einer Bestellung auf Amtsdauer gegenüber der Bestellung auf Lebensdauer gesagt hat, vielleicht für die Schweiz, die eine jahrhundertealte demokratische Tradition hat, das Passendste sein möge, er halte es aber für verfehlt, aus diesen Argumenten für die anderen Staaten, in denen eine oft viel stärkere Beamtentradition existiere, irgend welche Rückschlüsse zu ziehen. Für diese seine Auffassung sprächen auch seine langjährigen Erfahrungen als Personalvertreter und als Personalreferent einer großen Behörde; das Personal, das stabilisiert ist, hänge in ganz anderer Weise an dem Betriebe oder an der Behörde als das nicht stabilisierte Personal, dessen Dienstfreudigkeit und Einstellung zum Staate, zur Behörde, durch die Frage der Unsicherheit seiner Zukunft nicht gerade günstig beeinflusst werde; es sei auch nicht zu übersehen, daß die Behandlung des nicht stabilisierten Personals oft zu Schikanen führe, und daß

sich hier insbesondere hinsichtlich der objektiven Behandlung der Frauen im öffentlichen Dienst Mißstände ergeben könnten. Für jeden Fall sei die Frage der Stabilisierung im öffentlichen Dienst eine Frage, die im eminentesten Interesse des Staates selbst und des öffentlichen Lebens gelegen ist.

Ministerialrat Dr. (v.) Reinöhl (Wien) führt aus, daß die Mitteilungen des Generalberichterstatters über die außerordentlich guten Erfahrungen, die man in der Schweiz mit dem System der Bestellung auf Amtsdauer gemacht habe, keinen strikten Beweis für die Richtigkeit dieses Systems an sich bedeuten, sondern nur den Beweis für die relative Richtigkeit dieses Systems bilden, nämlich für die Schweiz, wo sich das System eben bewährt, weil es durch eine Reihe von Voraussetzungen ergänzt werde, die in diesem Ausmaße eben nur, zu ihrem Glück, in der Schweiz vorhanden sind, als konservativer Sinn der gesamten Bevölkerung, ihre allgemein bekannte Rechtschaffenheit, das unbedingte Prävalieren des Staatsbewußtseins vor dem Parteienbewußtsein, das hohe Pflichtgefühl u. dgl. Wo derartige Voraussetzungen nicht in einem so reichlichen Maße vorliegen, dürften die Nachteile dieses Systems die Vorteile überwiegen. Im übrigen habe er bei der bisherigen Erörterung der Vor- und Nachteile des Systems der Anstellung auf Lebensdauer auf der Habenseite dieses Systems zugunsten des Staates das nicht unrichtige Argument vermißt, daß der Beamte, der die Garantie hat, daß ihm, abgesehen von Verfehlungen oder Minderwertigkeit der Dienstleistung, die lebenslängliche Anstellung gesichert ist, sich mehr auf den Dienst konzentrieren und sich gegen dienstschädliche Einflüsse von außen besser abschließen könne; ein solcher Beamter habe es nicht nötig, Vorbereitungen zu treffen, um sich für den Fall, daß er den Dienst quittieren müsse, später eine neue Existenz zu schaffen, er brauche auch nicht darauf zu schauen, der jeweils herrschenden oder vielleicht kommenden politischen Partei genehm zu sein, sondern könne sich vielmehr ohne Sorge um seine zukünftige Existenz und um die jeweils herrschende oder kommende politische Konstellation, in absoluter Objektivität seinen Dienstpflichten widmen. Schließlich dürfe nicht übersehen werden, daß vielleicht wohl der kleine Bedienstete, der mehr oder minder nur eine mechanische Tätigkeit versieht, mit einem privaten Dienstnehmer verglichen werden könne, diese Parallele aber, je höher man im Verwaltungsdienst steigt, um so unrichtiger werde; der höhere Beamte schließe ja nicht ein Rechtsgeschäft ab, auf Grund dessen er dem Staate eine gewisse Dienstleistung gegen eine gewisse geldliche Leistung darbietet, sondern er gebe vielmehr dem Staate seine volle Persönlichkeit, wofür er aber anderseits vom Staate verlangen dürfe, daß ihm dieser die Stabilität seiner Existenz gewährleiste. Zusammenfassend müsse er sich daher hinsichtlich der Länder, die ungefähr die politische und Verwaltungsstruktur Österreichs haben, schon im Interesse der Öffentlichkeit für die Beibehaltung des Systems der Anstellung auf Lebensdauer aussprechen.

Sektionspräsident Dr. Hořický macht im Hinblick auf die vorgerückte Zeit den Vorschlag, von nun an eine Rededauer von höchstens fünf Minuten einzuhalten, welcher Vorschlag einstimmig angenommen wird. Hierauf stellt er an die Mitglieder der Sektion die Bitte, den Text ihrer Anträge oder Resolutionen, deren Aufnahme in den Berichten der morgigen Schlußsitzung gewünscht wird, dem Sektionspräsidium behufs Behandlung in der am Schlusse der heutigen Sitzung zusammen tretenden Redaktions-sitzung zu übergeben. Daran anknüpfend, schlägt Professor Doktor Vermeulen vor, über diese Resolutionen noch im Laufe der Nachmittagssitzung abstimmen zu lassen. Hierauf wird die Diskussion über die in Behandlung stehenden Themata wieder fortgesetzt.

Regierungsrat Dr. Madlé (Wien) ist der Ansicht, daß die sozialpolitisch sehr umstrittene Frage der Anstellung von Frauen im öffentlichen Dienste nur so gelöst werden könne, daß man untersucht, für welche Beschäftigungen die Frau geeignet sei und für welche nicht. Die Frau sei zweifellos ihrer Natur nach in erster Linie zur Helferin geeignet, sie eigne sich daher sehr für Kanzleiarbeiten (Maschinschreibkraft) und außerordentlich für Bibliotheken. Hingegen eigne sie sich infolge ihrer Besonderheit, daß auch bei hohem geistigen Niveau das Herz zweifellos der kühlen Überlegung gegenüber immer überwiegt, nicht für die Hoheitsverwaltung im engeren Sinne, also auf Posten, auf welche vorwiegend Entscheidungen zu treffen sind. Auch hinsichtlich der Bezahlung der Frauen stünden sich zwei widerstreitende Prinzipien gegenüber; stehe man auf dem Standpunkte des Alimentationsprinzips, müßte eigentlich die Frau, da es normalerweise nicht ihre Sache sein kann, für eine Familie zu sorgen, in späteren Zeiten schlechter bezahlt werden als der Mann; steht man aber auf dem Standpunkte des Leistungsprinzips, werde man die Frau bei gleicher Leistung auch gleich besolden müssen. Dem erfahrungsmäßig schnelleren Verbrauchwerden der Frau könnte durch die Einführung eines höheren Pensionsbeitrages einerseits und durch eine wesentliche Kürzung der Dienstzeit anderseits Rechnung getragen werden. Was schließlich die Frage der Art der Anstellung anbelangt, glaubt er, gerade aus den Ausführungen des Generalberichterstatters über die so geringe Anzahl der nicht wieder gewählten Beamten den Schluß ziehen zu dürfen, daß die Durchführung des Wahlprinzips in der Praxis nicht möglich sei.

Ministerialkommissär Dr. Holdík (Prag) ist der Ansicht, daß, wie Professor Dr. Vermeulen ausgeführt hat, die Wahl auf Lebensdauer jener auf Zeit vorzuziehen sei, weil die Gefahr bestehe, daß bei der Wahl auf Zeitdauer die Qualifikation willkürlich festgesetzt werde.

Minister a. D. C. D. Dimitriu (Rumänien) schlägt folgende Resolution vor:

„Die Herabsetzung der Zahl der öffentlichen Beamten soll im Geiste der Gerechtigkeit vorgenommen werden, und zwar unter

völliger Berücksichtigung der wohlerworbenen Rechte und der gesetzlich verankerten Privilegien. Diese Maßnahme kann nur dann zu einem günstigen Resultate führen, wenn eine Reorganisation der Verwaltung vorangehe, und zwar im Sinne einer Vereinfachung und Kompensation der Agenden der Verwaltung. Dies ist um so notwendiger, als gerade die Nachkriegszeit eine große Anzahl neuer Agenden des Staates gebracht hat, deren Nutzen sehr zweifelhaft ist und die eine ungeheure Vermehrung des Personals zur Folge gehabt haben. Der Kongreß ist der Ansicht, daß die Kontinuität und Stabilität der Verwaltung auf diese Weise am besten gewahrt wird.“ (Lebhafter Beifall.)

Der Ehrenpräsident Professor Dr. Démogue erteilt dem Generalberichterstatte Dr. Leimgruber das Schlußwort zu den Fragen 5 bis 7 und schlägt vor, die Diskussion über sämtliche restliche Themata (bis auf die Frage der zivilrechtlichen Haftung der Funktionäre) unter einem durchzuführen.

Generalberichterstatte Dr. Leimgruber meint abschließend, daß die Frage der Anstellung auf Lebensdauer oder auf Amtszeit vielfach nur ein Streit um Worte sei. Gegenüber der Ansicht, daß durch die Wahl auf Lebensdauer der Korpsgeist stimuliert werde, müsse er darauf verweisen, daß aus Korpsgeist nur allzu leicht Kastengeist werden könne und der Beamte dann einen Staat im Staate bilde; deshalb habe er eine gewisse Angst vor dem Prinzip der Wahl auf Lebenszeit.

Die nunmehr zur Diskussion gelangenden Themata lauten wie folgt:

8. Halten Sie die Einführung der durchgehenden täglichen Arbeitszeit, der sogenannten englischen Arbeitszeit, bei den Amtsstellen der eigentlichen Hoheitsverwaltung für das ganze Jahr oder für Teile des Jahres als möglich und wünschenswert? Welche Vor- und Nachteile erblicken Sie in dieser Regelung und wie denken Sie sich die praktische Durchführung?

9. Welches ist im Hinblick auf die Existenzrechte des freien Handels Ihre Stellungnahme gegenüber Einrichtungen auf Selbstversorgung der Beamten mit Verbrauchsgütern oder Versorgung der Beamten mit solchen Gütern durch die Verwaltung?

10. Welche Gründe bestehen für und gegen die Berücksichtigung des Zivil- und Familienstandes bei der Festsetzung der Gehälter der Beamten? Welches ist Ihre Stellung zum Sozial- oder Bedarfslohn?

11. Welche Gründe bestehen für und gegen die Berücksichtigung der örtlichen Unterschiede in den Lebenskosten bei der Festsetzung der Gehälter der Beamten? Welche Faktoren sollten für die Festsetzung dieser Unterschiede berücksichtigt werden?

12. Halten Sie es für geboten, daß die Verwaltung auch das Verhalten des Beamten außer Dienst in den Kreis ihrer Disziplinargewalt einbeziehe? Wenn ja, aus welchen Gründen und in welchem Umfange?

Der Generalberichterstatter Dr. Leimgruber führt hiezu folgendes aus: Zu 8. Die Einführung der durchgehenden, sogenannten englischen täglichen Arbeitszeit sei grundsätzlich zu empfehlen; vorderhand erscheine sie jedoch nur dann zweckmäßig, wenn es sich um große Entfernungen handelt, die der Beamte täglich von seiner Wohnung zu seiner Arbeitsstätte zurückzulegen hat. Rein wirtschaftlich gesehen, bilden die längeren Unterbrechungen der Arbeitszeit um Mittag für die Verwaltung einen Nachteil; aber auch vom Standpunkt des Personals betrachtet dürfte die durchgehende Arbeitszeit von Vorteil sein (Erhöhung der geistigen und körperlichen Spannkraft durch die ausgedehntere, zusammenhängende Freizeit). Im übrigen dürfte die Möglichkeit ihrer Durchführung, wie die Praxis zahlreicher Verwaltungen erweist, möglich sein. Zu 9. Diesen Punkt halte er für besonders wichtig, in der Wirtschaft diktiert heute der Grundsatz des individuellen Egoismus; jeder habe das Recht auf Existenz, der Beamte auf auskömmlichen Verdienst, die anderen Bevölkerungsklassen aber auf wirtschaftliche Betätigung. Infolgedessen gehe es nicht an, daß der Beamte, der einen hinreichenden Lohn erhält, gleichzeitig durch das Mittel von wirtschaftlichen Einkaufsorganisationen den kleinen Detaillisten und Handwerker, und damit die Privatwirtschaft schädige (selbstverständlich müsse dabei auch dafür gesorgt werden, daß die Privatwirtschaft ihre Stellung nicht durch übermäßige Preise zum Schaden des Konsumenten mißbrauche). Das gleiche gelte auch mit gewissen Ausnahmen (zum Beispiel Belieferung der Eisenbahnangestellten mit Kohle durch die Eisenbahnverwaltungen) von den Einrichtungen, die von der Verwaltung geschaffen wurden, um den Bediensteten zu billigen Preisen Bedarfsartikel zu beschaffen (Lebensmittel, Schneiderarbeiten usw.). Im übrigen könne bei großen industriellen Betrieben auch vielfach die Wahrnehmung gemacht werden, daß derartige Einrichtungen vielfach in der Folge Lohnsenkungen nach sich ziehen und damit die Vorteile für den Angestellten indirekt zum Vorteile des Dienstgebers wieder illusorisch machen. Zu 10. Da die Familie die Grundlage der ganzen Gesellschaft bildet, müsse möglichst überall das Prinzip des Soziallohnnes im Sinne der Gewährung von Familien(Kinder)zulagen eingeführt werden; wenn man sagt, daß der Leistungslohn das richtige sei, müsse er darauf verweisen, daß man unter Lohn eben etwas Verschiedenes verstehe; wenn der Beamte aber für seine Leistungen eine solche Entschädigung bekommen soll, daß er davon leben könne, so handle es sich nicht um einen gleichen Lohn für dieselbe Leistung, sondern eben um die Möglichkeit, mit einem gewissen Lohn zu leben. Das richtige Prinzip sei also nicht gleiche Leistung — gleicher Lohn, sondern

vielmehr gleiche Leistung — gleiche Existenzbedingungen, die in der Form von Lohnzuschüssen für Familien zu gewährleisten seien. Dieses Mittel erscheine, vom Standpunkt einer christlichen Sozialordnung gesehen, auch das beste, um die Familie zu festigen (Zerreißung der Familie infolge des heute vielfach notwendigen Zwanges zum Mitverdienen der Frau usw.). Zu 11. Die Differenzierung der Gehälter nach den örtlichen Lebenskosten sei heute eine Notwendigkeit. Richtungsgebend seien hier vor allem die Wohnungskosten, die Höhe der Steuern und die Lebensmittelpreise. Zu 12. Hier dürfte wohl allgemein als Grundsatz gelten, daß der Beamte dem Staate oder der Gemeinde gegenüber Pflichten hat, die das private Dienstverhältnis gar nicht kennt; die öffentliche Verwaltung müsse verlangen, daß der Bedienstete sich in und außer Dienst eines Verhaltens befleißige, wie es seine Amtsstellung erfordert; in diesem Verhalten müsse vor allem zum Ausdruck gelangen, daß sich der Beamte seiner Pflichten gegenüber dem Gemeinwesen und seines besonderen Treueverhältnisses zu ihm bewußt sei. Namentlich könne nicht geduldet werden, daß die öffentlichen Funktionäre staatsfeindlich eingestellt seien, der Staat (Gemeinde) sollen aber — mit weiser Mäßigung und Zurückhaltung — auch dann einschreiten können, wenn der Bedienstete die Grenzen dessen überschreitet, was allgemein als Sitte, Takt und Anstand gefordert werden muß. Hierbei sei aber kleinliche Einmischung in höchstpersönliche Angelegenheiten und philisterhafte Überwachung durch die Behörde nicht am Platz, vielmehr ein Einschreiten nur in Fällen gerechtfertigt, welche wirklich die Interessen der Allgemeinheit berühren, wo das Ansehen des Staates und des Beamtentums zweifellos auf dem Spiel stehen. Zusammenfassend möchte er folgende Schlußfolgerungen zu dieser zwölften Diskussionsfrage ziehen: Man müsse ganz allgemein und weitgehend die Rechte der Individualität anerkennen, aber die Freiheit und das Recht der Individualität habe immer und überall seine Grenzen in den Rechten und in der Freiheit der Mitbürger und des Gemeinwesens.

Der österreichische Hauptberichterstatter Dr. Zedtwitz ist der Ansicht, daß es kaum möglich sein werde, für das ganze Land eine einheitliche Arbeitszeit durchzuführen, da ein großer Unterschied zwischen den Verhältnissen in einer Großstadt und am Lande bestehe; für erstere empfehle sich unbedingt die durchlaufende Arbeitszeit, hingegen werde sie sich auf dem Lande kaum durchführen lassen. Bezüglich der Schaffung eigener wirtschaftlicher Organisationen stehe er, da wirklich kein Grund vorliegt, für die Beamten besondere Privilegien zu schaffen, auf dem Standpunkt des Generalberichterstatters. In den Fragen 10 und 11 sei er der Ansicht, daß die Grundlage des Gehaltes für alle Beamten die gleiche sein solle, doch sei es selbstverständlich, daß man verheirateten Beamten mit einer großen Familie oder in teuren Orten lebenden Beamten gewisse Zulagen geben müsse, da ansonsten kein Beamter zu heiraten sich trauen oder in einem teuren Dienstort

bleiben würde, oder sich nur Leute mit Privatvermögen dem Staatsdienste widmen würden.

Bezüglich der zwölften Frage möchte er nur betonen, daß der Beamte immer auf das Interesse des Staates bedacht sein und sich immer so verhalten solle, wie es das Ansehen seines Standes erfordert; demnach müßte dem Staate das Recht zustehen, sich auch um das außerdienstliche Verhalten der Beamten zu kümmern.

Magistratsrat Dr. J u s t (Wien) hält eine einwandfreie Lösung des Problems, inwieweit das außerdienstliche Leben doch in das dienstliche Verhalten des Beamten einzurechnen sei, für besonders schwierig. Jede staatliche Ordnung habe dem Verhalten des Beamten gewisse äußerste Grenzen vorgeschrieben, so etwa in Österreich die Abgrenzung der politischen Rechte, des Rechtes der freien Meinungsäußerung usw. Hier sei es selbstverständlich, daß sich der Beamte gewissen Beschränkungen unterwerfen müsse; aber innerhalb dieser äußersten Grenzen gebe es noch ein zweites Gebiet, das sogenannte Standesansehen, für welches Gebiet leider in sämtlichen öffentlichen Dienstrechten juristische Umschreibungen der Grundbegriffe und der einzelnen Tatbestände fehlen. Daß die Rechtsentwicklung gerade auf diesem Gebiet eine zu magere ist, sei wohl darauf zurückzuführen, daß ja die sozialen und soziologischen Bedürfnisse der einzelnen Beamtengruppen sehr verschiedene seien; denn, was für den höheren Beamten ausgeschlossen erscheint, sei vielleicht nach den Anschauungen der Bevölkerung für ein untergeordnetes Organ möglich. Nach seiner Ansicht sei aber eine Lösung des angeschnittenen Problems nur möglich, wenn die Rechtsentwicklung darauf hinarbeite, die Tatbestände des Standesansehens, wenigstens schrittweise, auszuarbeiten und auf diese Weise die Grundlage schaffe, die zur restlosen Lösung der Frage nötig ist.

Professor Dr. Vermeulen (Bukarest) pflichtet den Ausführungen des Korreferenten Dr. Zedtwitz hinsichtlich der Regelungsmöglichkeiten der Arbeitszeit bei, schlägt aber vor, die Sektion möge ein Votum beschließen, wonach eine Mindestarbeitszeit festgestellt werde (etwa 7 Stunden). In der Frage der Gründung von Beamtenkonsumgenossenschaften ist er der Meinung, daß diese Frage über den Rahmen dieser Diskussion hinausgehe, weil es eine Prinzipienfrage sei, je nachdem, ob man den Staat individualistisch auffaßt oder sich von universalistischen, beziehungsweise sogar sozialistischen Tendenzen leiten läßt. In Rumänien seien Beamtenkonsumgenossenschaften aus finanziellen Gründen (Entschädigung für die schlechte Bezahlung der Staatsbeamten) anerkannt. Bezüglich der Gehälter sei er für das Prinzip „Gleicher Lohn bei gleicher Leistung“, doch halte auch er Familien- und Ortszuschläge für angezeigt. Hinsichtlich der letzten Frage verweist er auf die Bestimmung des rumänischen Gesetzes, daß das Privatleben des Beamten derart gestaltet sein müsse, daß es mit seinen Funktionen nicht in Widerspruch stehe; über allfällige Verletzungen der Standesehre hätten Disziplinarcommissionen und

im weiteren Verfahren auch die Verwaltungsgerichtsbarkeit zu entscheiden.

Ministerialkommissär Dr. Holdík (Prag) schlägt vor, die tschechoslowakischen Bestimmungen, nach welchen der Funktionär nach seiner Funktion bezahlt wird und Ortszuschläge möglich sind, als Grundlage für die Lösung des Gehaltsproblems zu nehmen.

Rat des Obersten Kassationshofes Georgescu-Vâlcea (Rumänien) bemerkt, daß die Haushaltungsvorstände bei Festsetzung der Gehälter besonders berücksichtigt werden sollten.

Dr. Wartmann (Schweiz) bemerkt, daß in der Schweiz das unwürdige Verhalten als Dienstverletzung gelte und hier nur das Disziplinarrecht angewendet werden könne.

Die Sitzung wird um 12 Uhr 30 Minuten unterbrochen und um 15 Uhr 15 Minuten wieder aufgenommen. Der Sektionspräsident Dr. Hořícký ersucht den Rat des Obersten Kassationshofes Georgescu-Vâlcea (Bukarest) das Ehrenpräsidium zu übernehmen. Dieser teilt mit, daß nunmehr das letzte Diskussionsthema, die Frage der Schadenshaftung für obrigkeitliche Amtshandlungen, zur Erörterung gelange, und erteilt dem Rechtsanwalt Dr. Ružička (Wien) das Wort.

Dieser verweist kurz auf das vorliegende schriftliche Referat und bemerkt, daß das publizistische Entschädigungskorrektiv so ziemlich in allen Staaten sehr im argen liege, einerseits infolge Versagens der Gesetzgebung, anderseits zufolge Versagens der Judikatur. Die Schwierigkeiten einer Regelung seien sicherlich sehr große; die Erklärung hiefür bilden die großen Interessengegensätze, die in dieser Frage vorhanden sind. Es handelt sich hier in erster Linie um das Recht des geschädigten Staatsbürgers, um die Abgrenzung des publizistischen Entschädigungsanspruches gegenüber dem bürgerlichen Privatrecht, insbesondere den Beschränkungen hinsichtlich des Verschuldensgrades, zeitliche Beschränkung und die Begrenzung der Höhe des Schadensersatzes; weiter um die Frage des Regresses seitens des Organes, das durch eine derartige Schadenshaftung in Mitleidenschaft gezogen wird und schließlich um die Kompetenzfrage; trotz aller Schwierigkeiten müsse aber eine Regelung gefunden werden. Er schlägt für diese künftige Regelung folgende Leitsätze vor:

1. Amtshandlungen von Richtern oder Verwaltungsbeamten sollen als obrigkeitliche nur dann nicht unter die Bestimmungen des bürgerlichen Privatrechtes fallen, wenn ein Organ des Staates, eines Landes, eines Bezirkes oder einer Gemeinde in Ausübung seiner Befugnis zu behördlichen Entscheidungen oder Verfügungen oder zu behördlichem Zwang gehandelt hat.

2. Die Klage des durch eine obrigkeitliche Amtshandlung Geschädigten hätte sich direkt gegen die Gebietskörperschaft, in deren Dienst die schädigende Amtshandlung erfolgte, zu richten.

3. Ersatzleistung soll nur für Schäden zuerkannt werden, die aus böser Absicht oder grobem Verschulden entstanden sind. Für

Schäden, die während eines Ausnahmezustandes entstehen, wäre die Ersatzpflicht durch Verordnung aufzuheben.

4. Mangels Bereicherung der Gebietskörperschaft oder bei Fehlen der Regreßmöglichkeit wäre vom Gerichte nach strengen Rechtsgrundsätzen nur bis zu einer ziffernmäßig begrenzten Höhe des Schadens zu entscheiden. Darüber hinausreichende Schäden wären unter Bedachtnahme auf die Tragfähigkeit der öffentlichen Fonds nach billigem Ermessen zuzuerkennen. Entgangener Gewinn wäre ebensowenig zu ersetzen wie die Prozeßkosten von Nebenintervenienten.

5. Das schuldtragende Organ soll den durch sein Verschulden der Gebietskörperschaft auferlegten Schadenersatz dieser rückvergüten, jedoch nur bis zur Maximalhöhe seiner für die nächsten drei Jahre fälligen Bezüge an Gehalt oder Pension und unter Wahrung des Existenzminimums.

6. Es wären Vorkehrungen zu treffen, daß jeder Beamte sich gegen die allfällige Gefährdung seiner Bezüge durch Regreßansprüche auf billigstem Wege und unter Vermeidung aller Agentenprovisionen und sonstigen Nebenspesen versichern könne.

7. Klagen wegen obrigkeitlicher Amtshandlungen sollen bei den ordentlichen Gerichtshöfen verhandelt werden.

Ministerialrat Dr. Reinöhl (Österreich) verweist darauf, daß die Frage der Einführung der Beamtenhaftpflicht mindestens in der Theorie in den Ländern des romanischen und germanischen Rechtskreises bereits eindeutig entschieden, in der Praxis allerdings nur zum geringsten Teil verwirklicht sei (zum Beispiel Artikel 23 des österreichischen Bundes-Verfassungsgesetzes). Nach seiner, teilweise von der Ansicht des Berichterstatters abweichenden Auffassung seien bei der Regelung dieser Frage folgende Leitsätze unerlässlich, wenn nicht die Einführung der Beamtenhaftung einerseits zu Störungen der Verwaltung, anderseits zu einer nicht zu rechtfertigenden Gefährdung des einzelnen Beamten führen solle:

1. Die Beamtenhaftpflicht und deren Geltendmachung dürfe immer nur ein subsidiares (äußerstes) Mittel sein, um einem Geschädigten zu seinem Rechte zu verhelfen, es müßten also alle ordentlichen und außerordentlichen Rechtsmittel schon erschöpft sein, um den vermeintlichen Schaden ersetzt zu erhalten (eine primär mögliche Beamtenhaftpflicht würde zu einer Durchkreuzung und Verwirrung des Verwaltungsverfahrens führen und vielleicht auch Erpressungsversuchen die Tür öffnen).

2. Die Haftpflicht müsse auf dem Verschuldensprinzip (nicht etwa also auf dem Erfolgshaftungsprinzip) basiert werden. Aber auch bei der Verschuldenshaftung hätte sich die Haftung nur auf dolus und culpa lata zu beschränken (ansonsten wäre eine gewisse Lähmung der Entschlußfreudigkeit und Initiative des Beamten unvermeidlich).

3. Die Haftung des Beamten wäre nicht als direkte Haftung dem Geschädigten gegenüber, sondern als eine Schadenersatzverpflichtung gegenüber dem Dienstgeber (Staat, Gemeinde usw.), der

allein dem Geschädigten unmittelbar zu haften hätte, zu konstruieren. Die direkte Klage gegen das schuldtragende Organ auszuschließen, sei im Interesse der Verwaltung selbst gelegen, weil der mit einer direkten Klage bedrohte Beamte einer gewissen Beunruhigung unterliegen und möglicherweise zur Abwehr aus eigenem zunächst beträchtliche Summen aufwenden würde, die vielleicht seine finanzielle Leistungsfähigkeit übersteigen. Im übrigen dürfe nicht übersehen werden, daß ja das Organ nicht als Privatmann, sondern als Vertreter seines Dienstgebers gehandelt habe und es daher nur billig sei, daß sich dieser Dienstgeber schützend vor ihn stelle.

4. Die Haftpflicht dürfe sich nicht allein auf den Berufsbeamten, sondern müsse sich vielmehr auch auf die meist im Verhältnisse der Überordnung zum Berufsbeamten stehenden, auf kürzere oder längere Zeit gewählten Staatsfunktionäre erstrecken, da ansonsten der Berufsbeamte zum Sündenbock für die Verfehlungen eines anderen werden müßte.

5. Die Entscheidung über Schadenersatzansprüche hätte nicht der im allgemeinen nach den festen Satzungen des bürgerlichen Rechtes urteilende Zivilrichter, sondern derjenige zu fällen, der die Verwaltung mit ihren zahlreichen Ermessensentscheidungen und -handlungen selbst kennt. Es müßte daher der über Schadenersatzansprüche verhandelnde Senat in maßgebender Weise aus Kennern (Praktikern) der Verwaltung zusammengesetzt sein.

Schließlich glaubt der Redner betonen zu müssen, daß die Einführung der Beamtenhaftpflicht von den Beamten selbst verlangt werden müsse und verlangt werde, weil diese Maßnahmen die vielfach in der Bevölkerung wahrzunehmende verschiedene Beurteilung des Richter- und Beamtenberufes beseitigen und die Gleichstellung dessen herbeiführen würden, was tatsächlich gleichzustellen sei.

Der Generalberichterstatter Dr. Leimgruber bemerkt, daß die in der Schweiz geltende Regelung für eine günstige Lösung der Frage am geeignetsten wäre. Die zivil- und strafrechtliche Haftung des Beamten könne ohneweiters vor den ordentlichen Gerichten behandelt, hingegen müsse die disziplinarische Haftung, wenigstens in der ersten Instanz, von Verwaltungsorganen beurteilt werden. Nach seiner Ansicht könne man durch die Verquickung der Systeme: straf- und zivilrechtliche Haftung vor den ordentlichen Gerichten, disziplinarische Haftung in erster Instanz vor der Verwaltungsbehörde, in zweiter Instanz vor einem aus Verwaltungs- und ordentlichen Richtern zusammengesetzten Disziplinargericht, die beste Lösung finden.

Professor Dr. Vermeulen (Bukarest) ist der Meinung, daß die Frage der Haftung des Staates eine in der Verfassung zu verankernde prinzipielle Frage sei. Das hier behandelte Problem sei das Problem der materiellen Haftung der Beamten für einen Dritten gegenüber zugefügten Schaden. Was nun das allgemeine

Haftungsprinzip des Staates einer Einzelperson gegenüber für Verfehlungen der Verwaltung betrifft, so sei die vom französischen Rechtslehrer Duguit ausgesprochene These, daß der Staat für jeden einem Privaten, gleichgültig ob mit oder ohne Verschulden, zugefügten Schaden hafte, als allgemein gültig anzuerkennen. Bei der materiellen Haftung des Beamten für einen solchen Schaden sei zwischen Dienstverfehlungen (Verfehlungen, die in einer mangelhaften Organisation des Dienstes begründet sind) und persönlichen Dienstverfehlungen (Verfehlungen, die in der Unzulänglichkeit oder gar in der bösen Absicht des Beamten liegen) zu unterscheiden. Während erstere dem Beamten selbst nicht gut zur Last gelegt werden könnten, hätte bei den persönlichen Dienstverfehlungen unbedingte Schadenshaftung Platz zu greifen. Dem Einwand, daß der Beamte in diesem Falle von Erpressern verfolgt werden könnte, könne man dadurch begegnen, daß man, einer Bestimmung des rumänischen Rechtes entsprechend, dem Gerichte für den Fall, daß die böse Absicht des Klägers erwiesen ist, das Recht gebe, ex offo nach Zurückweisung der Klage den Kläger seinerseits zum Schadenersatze zu verhalten und ihm für den dem Beamten zugefügten Schaden eine Buße aufzuerlegen.

Dr. Ružicka (Wien) erklärt, so ziemlich mit allen Ausführungen einverstanden zu sein, insbesondere mit der Bemerkung Dr. Reinöhl's, daß die Schadenshaftung lediglich ein subsidiäres Hilfsmittel sein und auch auf gewählte Organe (sogenannte „Volksbeauftragte“) erstreckt werden solle. Nicht einverstanden ist er mit dem Vorschlage, die Zuständigkeit den Zivilgerichten abzu-erkennen, da ein Zivilgericht unter Umständen, zum Beispiel das Verschulden eines Bakteriologen, ebenso zu beurteilen vermag wie das eines Maschinenbauers oder einer Kleidernäherin. Im übrigen beruft er sich in dieser Frage ausdrücklich auf die treffenden Ausführungen des Generalberichterstatters Dr. Leimgruber und muß überdies darauf verweisen, daß die Bestellung gemischter Senate zwangsläufig ewige Kompetenzstreite zur Folge hätte und die ganzen Streitigkeiten schließlich in Fragen der Kompetenz zerflattern würden. Gegenüber den Ausführungen des Professors Dr. Vermeulen müsse er darauf verweisen, daß in Prozessen mit Armenrecht die Buße nichts nützen würde.

Der Generalberichterstatter Dr. Leimgruber nimmt nunmehr, nachdem er in seiner Eigenschaft als Generalberichterstatter im Namen der Kongreßteilnehmer, dem Sektionspräsidenten, den Ehrenpräsidenten, dem österreichischen Berichterstatter, dem Schriftführer und Dolmetsch für ihre große Mühewaltung den herzlichsten Dank ausgesprochen hat, zur Frage der Resolutionen Stellung. Er warnt davor, sich hiebei allzusehr von den Verhältnissen in den einzelnen Staaten leiten zu lassen und Beschlüsse über Detailpunkte zu fassen, die wegen des Zeitmangels nicht gründlich genug diskutiert werden konnten. Er schlägt deshalb vor, nur eine ganz allgemeine gehaltene Resolution zu fassen und das Institut zu ersuchen, an Hand des Berichtes des Kongresses und sämtlicher

Nationalberichte über den Fragebogen ein Elaborat zusammenzustellen, das den einzelnen Staaten zur Prüfung vorzulegen wäre.

Der Ehrenpräsident *Georgescu-Vâlcea* übergibt nach einigen Dankesworten an den Sektionspräsidenten und sein Bureau, an den Generalberichterstatter und österreichischen Korreferenten, den Vorsitz an Sektionschef Dr. *Hořický*, welcher seinerseits allen Sektionsmitgliedern, unter ihnen speziell dem Generalberichterstatter, den Ehrenpräsidenten, dem österreichischen Korreferenten, dem Schriftführer und dem Dolmetsch für die Mühewaltung dankt, sodann die Beratungen der Sektion um 17 Uhr für beendet erklärt und die Sitzung schließt.

In der sich hieran anschließenden Redaktionssitzung, an welcher unter dem Vorsitz des Sektionspräsidenten der Generalberichterstatter, der österreichische Hauptberichterstatter und der Antragsteller teilnahmen, werden die im *Schl u ß b e r i c h t e* enthaltenen Resolutionen stilisiert.

Verzeichnis der überreichten Abhandlungen (Druckwerke, schriftliche Anträge.)

1. Vizekanzler Dr. *Leimgruber* (Schweiz), „Das Dienstrecht des Personals der öffentlichen Verwaltungen und Betriebe“, Generalbericht an den V. Internationalen Kongreß für Verwaltungswissenschaften (deutsch und französisch); derselbe, „Das Personal der öffentlichen Verwaltungen und Betriebe in der Schweiz.“
2. Landesregierungsvizepräsident i. R. Dr. *Zedtwitz*, „Das Beamtenrecht in Österreich“ (Beantwortung des Fragebogens des Internationalen Instituts).
3. Regierungsrat, Dozent Dr. *Madlé*, „Vor- und Ausbildung der juristischen Verwaltungsbeamten“.
4. Rechtsanwalt Dr. *Ružicka*, „Die Schadenshaftung für obrigkeitliche Amtshandlung“.
5. Universitätsprofessor *Georges Alexiano*, „Le statut des fonctionnaires publics en Roumanie“.
6. Minister a. D. *Konstantin D. Dimitriu*, „Rapport Général“.
7. Universitätsprofessor *Jean H. Vermeulen*, „La réduction du nombre des fonctionnaires publics“.
8. Universitätsprofessor *Raphael Bielsa*, „La fonction publique à l'époque actuelle. Le principe constitutionnel de la capacité“.
9. Ph. *Develle*, „La permutation dans la fonction publique“.
10. *Ministero delle Finanze*, „Disposizione sullo stato giuridico degl'impiegati civili dell'amministrazione dello stato“.
11. Vizekanzler Dr. *Leimgruber*, „Die Organisation der öffentlichen Verwaltung in der Schweiz“.
12. Vizekanzler Dr. *Leimgruber*, „La formation générale et professionnelle du personnel des administrations publiques de la Confédération Suisse. L'autorité et la responsabilité des chefs des services publics“.

13. Königlicher Präfekt Piomarta, „Sur la question de la retribution des fonctionnaires publiques“.
14. Sektionschef Dr. Wohlgemuth, Antrag, betreffend die Schaffung von Einrichtungen zur Sicherung der Unabhängigkeit der Verwaltung auf dem Gebiete der Verwaltungsrechtssprechung und die Festsetzung einer Schadenshaftung für vorsätzliches oder fahrlässiges Vorgehen der Verwaltungsstellen.
15. Generaldirektor M. De Vuyt, Antrag, betreffend Prüfung der moralischen und vernunftsmäßigen Qualitäten der Bewerber um öffentliche Anstellungen.

Rapport

sur les débats et conclusions de la

Troisième Section

Bericht

über die Beratungen und Beschlüsse der

Dritten Sektion

Ehrenpräsidenten: M. Paul de Vuyst, Directeur Général Honoraire au Ministère de l'Agriculture, Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles; Karl von Below, Gesandtschaftsrat; M. Joseph Barthélémy, Mitglied des Institut de France, Professor an der Rechtsfakultät Paris; Professor Umberto Spillmann; Dr. Jan Kopczynski, Präsident des Verwaltungsgerichtshofes, Warschau; Se. Exzellenz Caius Brediceanu, a. o. Gesandter und bevollmächtigter Minister; Dr. Otokar Holdík, Ministerialkommissär, Prag; Alexander Blaha, Staatssekretär im königlich ungarischen Ministerium des Innern, Budapest. — Präsident: a. o. Gesandter und bevollmächtigter Minister Johann Andreas (Frh. v.) Eichhoff, Wien. — Sekretär: Generalkonsul Friedrich (v.) Görtz. — Generalberichterstatter: Dr. Jan Kopczynski, Präsident des Verwaltungsgerichtshofes, Warschau. — Österreichischer Hauptberichterstatter: Dr. Egbert (R. v.) Mannlicher, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes, Wien.

Gegenstand:

Die Reorganisation der Arbeit in der öffentlichen Verwaltung gemäß den Anschauungen und Verhältnissen der Gegenwart.

(Réorganisation du travail dans les administrations publiques en fonction des idées et des faits actuels.)

Gesandter Eichhoff eröffnet am 20. Juni 1933 nachmittags die Sitzung und begrüßt sämtliche Teilnehmer. Es findet hierauf die Konstituierung der Sektion und die Wahl des Präsidenten und der Ehrenpräsidenten statt.

Der Vorsitzende unterstreicht die Wichtigkeit der Probleme, die in dieser Sektion behandelt werden. Es sollen in erster Linie die Anträge des Hauptberichterstatters, dann des österreichischen Berichterstatters und des belgischen Vertreters behandelt werden, sodann die Zusatzanträge der österreichischen Delegation.

Die Verhandlungen werden sofort in Angriff genommen und Präsident K o p c z y n s k i hält einen Vortrag über die Stellung des Regierungschefs zu den anderen Mitgliedern der Regierung. Er unterstreicht insbesondere dessen prädominierenden Einfluß auf die Angelegenheiten, die in der Zentrale zu behandeln sind.

Professor M a g y a r y, Budapest, wendet sich gegen die Textierung und meint, daß diese Frage besonderer Studien bedürfe. Er stellt einen eigenen Vortrag für die nächste Sitzung in Aussicht.

Die Verhandlungen werden sodann abgebrochen und die Sitzung geschlossen.

Am zweiten Verhandlungstag eröffnet Gesandter Eichhoff um 10 Uhr die Sitzung und teilt mit, daß über Wunsch des Präsidiums des Kongresses die Redezeit auf 20 Minuten für den Generalredner, 10 Minuten für die Redner in der Debatte und 5 Minuten für eventuell notwendige Bemerkungen und Einwände betragen soll. Ferner teilt der Vorsitzende mit, daß die in den Verhandlungen vorgebrachten Resolutionen nach Abschluß der Verhandlungen in einem Redaktionskomitee redigiert und im Einvernehmen mit dem Bureau des Institutes festgelegt werden sollen.

Die Diskussion über den ersten Punkt, betreffend die Stellung des Regierungschefs gegenüber den anderen Ressorts, wurde vom Generalberichterstatter Dr. K o p c z y n s k i eingeleitet. Daran schloß sich eine umfangreiche Rede des ungarischen Delegierten, Professors M a g y a r y. Es sprachen noch der italienische Delegierte Professor S p i l l m a n n, der tschechoslowakische Delegierte Dr. J o a c h i m, der ungarische Delegierte Doktor H a r r e r, der belgische Delegierte D e V u y s t sowie der österreichische Referent Senatspräsident Dr. M a n n l i c h e r, der sich mit den Ausführungen des Präsidenten Kopczynski einverstanden und nur einige Ergänzungen vorbringen zu müssen erklärte. Er betont speziell die Wichtigkeit der Oberleitung und Führung der legislativen Arbeiten durch den Ministerpräsidenten, weist jedoch eine zu weitgehende Zusammenfassung auf diesem Gebiete zurück. Der österreichische Bundeskanzler sei auf Grund einer eigenen verwaltungstechnischen Bestimmung berufen, die gesamte Legislative des Staates zu überwachen und übe diese Überwachung durch eine eigene legislative Abteilung des Bundeskanzleramtes aus. Auch die Überwachung der Organisation der Verwaltung wird in Österreich in ähnlicher Weise durch den Bundeskanzler, beziehungsweise durch eine eigene Abteilung des Bundeskanzleramtes besorgt.

Auch dem Antrag des Generalberichterstatters hinsichtlich der Notwendigkeit der Behandlung der Personalangelegenheiten von einer zentralen Stelle aus schließt sich Dr. Mannlicher an; nur bezüglich der Vorschläge des Generalberichterstatters über den Einfluß des Ministerpräsidenten auf die Budgetpolitik hat Dr. Mannlicher einige Bedenken, da durch die gleichzeitige Behandlung von budgetrechtlichen Angelegenheiten durch den Bundeskanzler und das Finanzministerium leicht eine Doppelverwaltung hervorgerufen werden könnte, die wieder Kompetenzstreitigkeiten nach sich zöge.

Es wurde eine Fassung angenommen, die den Vorschlägen des Hauptreferenten mit einem von tschechoslowakischer Seite vorgeschlagenen Amendement entspricht und den Anträgen des österreichischen und ungarischen Delegierten Rechnung trägt. Überdies wurden die von Professor Magyary vorgeschlagenen Zusatzanträge angenommen.

Zum zweiten Punkt, betreffend die innere Organisation der Ministerien, wurde nach einem Vortrage des Hauptreferenten die Beschlußfassung verschoben, um der rumänischen Delegation Gelegenheit zur Stellungnahme zu bieten.

Der dritte Punkt, betreffend die Kontrolle der Arbeit in den Ministerien, wurde nach den Vorschlägen des Hauptberichterstatters angenommen.

Zum vierten Punkt „Arbeitsmethode“ hat der französische Delegierte Provost ein technisches Arbeitssystem vorgeschlagen, dessen Durchführung in der Ausstellung der Verwaltungsbehelfe zu Brüssel figuriert und durch eine Resolution dem Studium der Regierungen empfohlen wird.

Im übrigen wurden fünf Anträge des belgischen Delegierten De Vuyt mit dem Vorbehalte angenommen, daß sie zu einem späteren Zeitpunkt in dem allgemeinen compte-rendu entsprechend eingeschaltet werden.

Die Sitzung wird hierauf geschlossen, um am Nachmittag um 15 Uhr 20 Minuten wieder aufgenommen zu werden.

In dieser Sitzung wurden die Verhandlungen über die innere Organisation der Zentralstellen nach einem Referate des rumänischen Vertreters J. G. Vântu zum Abschluß gebracht. Die Anträge des Generalreferenten wurden angenommen. Bei der Schlußredaktion werden die Anregungen des rumänischen Vertreters Berücksichtigung finden.

Zum Verhandlungsgegenstand, betreffend die Arbeitsmethoden, legt der ungarische Staatssekretär Blaha ein reiches Material über die Organisation der Behörden in Ungarn und über die wünschenswerten Organisationsvereinfachungen mit statistischen Daten und Tabellen vor.

Es gelangt sodann der fünfte Punkt, die Ausbildung der Beamten, zur Verhandlung, wozu Generalberichterstatter Doktor Kopczynski ein Referat erstattet.

Der belgische Delegierte Matsaert schlägt die Gründung von Hochschulen für administrative Wissenschaften zwecks fach-

licher und moralischer Weiterbildung der Beamten in Abendkursen vor. An die Absolvierung soll die Erlangung eines Universitätsgrades geknüpft sein. Die Resolution des belgischen Vertreters wird den Anträgen des Generalberichterstatters angeschlossen werden. Die Anträge des Generalberichterstatters über die Ausbildung der Beamten werden vorbehaltlich der Schlußredaktion angenommen.

Hiemit ist das Referat des Generalberichterstatters erschöpft.

Der Referent des österreichischen Komitees, Senatspräsident Dr. Mannlicher, begründet nun seine Anträge, die auf eine Vereinfachung und Abkürzung des Instanzenzuges hinzielen, da seines Wissens die Verwaltung vieler Länder an einer Hypertrophie des Instanzenzuges krankt. Seine Anträge decken sich in dieser Hinsicht in gewissem Sinne mit denen des Generalberichterstatters, der verlangt, daß die Aufgabe der Zentralstellen sich nur auf die allgemeine legislative Funktion und auf eine kontrollierende und überwachende Funktion beziehen und daß die Kompetenz der Zentralstelle als Instanz möglichst oder ganz eingeschränkt sein sollte. Um jedoch auf dem Gebiete der Legislative in einer Weise tätig sein zu können, wie sie von ihr erwartet wird, muß die Zentralstelle einen entsprechenden Einblick in die Verwaltung haben. Es müßten daher im Zusammenhange damit solche Maßnahmen getroffen werden, die es ermöglichen, daß die obersten Organe in irgend einer anderen Form als der des Instanzenzuges mit der Verwaltung in Fühlung bleiben. Das Problem stellt sich, ähnlich wie beim Militärdienst, das Verhältnis zwischen Generalstabs- und Truppendienst dar, wo die Kenntnis der Aufgaben des Truppendienstes dadurch erreicht wird, daß der Generalstabsoffizier von Zeit zu Zeit zum Truppendienst zurückkehrt. Hinsichtlich der Gliederung des Instanzenzuges betont Senatspräsident Dr. Mannlicher, daß unter normalen Verhältnissen ein Instanzenzug mit zwei Instanzen genügt.

Seine Resolutionen werden angenommen und den Anträgen des Generalberichterstatters angeschlossen.

Hierauf trat das Redaktionskomitee für die Sektion III zusammen, um die Beschlüsse in einheitlich redigierter Form dem Redaktionskomitee des Kongresses vorlegen zu können.

Am dritten Verhandlungstage eröffnet Vorsitzender Doktor K o p c z y n s k i die Sitzung und erteilt dem Gesandten Eichhoff das Wort zu einem Referate über die Reorganisation der Arbeit in der öffentlichen Verwaltung. Eine gute Verwaltung, führt der Berichterstatter aus, ist nur möglich, wenn sie vom Einflusse der Politik befreit wird. Unter dem Einflusse der Politik kann eine völlige Objektivität der Verwaltung nicht erreicht werden; so lange es nicht gelingt, einen prinzipiell verschiedenen Aufbau der Staats- und Volksvertretungen nach Berufsständen und wirtschaftlichen Lebensinteressen zu verwirklichen, muß man mit den bisherigen Mitteln das Aus-

langen finden. Aber auch schon heute sind Hilfsmaßnahmen für die Verwaltung durchführbar. Als solche schlägt der Referent vor:

1. Entpolitisierung der Stellenbesetzungen bei den Behörden und Ämtern.

2. Schutz gegen überflüssige und unklare Gesetze.

3. Zwangsweise Verbilligung der Verwaltung. Überschreitung der Ansätze der Budgets der öffentlichen Körperschaften ist nur gestattet, wenn sie mit qualifizierter Mehrheit beschlossen wird. Jeder Regierungsvorlage und jedem Gesetzentwurf sollte eine Kostenberechnung beigegeben werden, aus der klar ersichtlich ist, welche materiellen Lasten sich für die öffentliche Hand und daher für die Steuerträger aus dem projektierten Gesetz ergeben.

4. Bestellung von Verwaltungsinspektoren, die die Gestion der staatlichen, Provinzial- und Gemeindeverwaltungen zu überwachen hätten.

An die Ausführungen des Redners schloß sich eine Debatte an, an der sich die tschechoslowakischen Vertreter Dr. Matura und Dr. Joachim, der französische Delegierte Provost, der polnische Delegierte Neymark, der italienische Delegierte Spillmann und Generalberichterstatte Dr. Koczynski beteiligten. Der tschechoslowakische Delegierte Dr. Matura weist speziell darauf hin, daß in der Tschechoslowakei eine gesetzliche Bestimmung bestehe, die anordnet, daß bei jeder Gesetzesvorlage im Motivenbericht angeführt werden muß, was die Durchführung des Gesetzes kosten wird, und daß auch eine Berechnung der Kosten sowie eine Feststellung, wie die Bedeckung derselben erfolgt, anzuschließen ist. In der Praxis wurde jedoch die Erfahrung gemacht, daß Gesetzesvorlagen, die von politischen Parteien ausgehen, diese Bestimmung häufig dadurch umgehen, daß darin angegeben wird, die Deckung der Kosten hätte durch Ersparnisse im Budget zu erfolgen.

Die vom Gesandten Eichhoff im Sinne seiner Ausführungen vorgeschlagenen Resolutionen werden angenommen, die Resolution über die Kostenberechnung mit einem vom französischen Delegierten beantragten Zusatz, der sich gegen die schädlichen Wirkungen des Etatismus richtet.

Hierauf erstattet Hofrat Dr. Dreßler der Polizeidirektion Wien ein Referat über die internationale Zusammenarbeit der Sicherheitsbehörden. Er verlangt zur Bekämpfung des internationalen Verbrechertums unmittelbaren zwischenstaatlichen Verkehr der Sicherheitsbehörden wegen Gewährung gegenseitiger Amtshilfe, Errichtung staatlicher kriminalpolizeilicher Zentralstellen in den einzelnen Staaten, sowie Schaffung eines internationalen kriminalpolizeilichen Bureaus.

Dieses Referat wird dem Kongreßbericht angeschlossen werden. Der Beschlußfassung des Redaktionskomitees bleibt es überlassen, ob die Anträge Dr. Dreßlers mit Rücksicht auf ihren mehr kriminalpolitischen Charakter der Beschlußfassung des Kongresses vorgelegt werden sollen.

Inspektor Dr. Oberhuber legt Anträge über die interne Geschäftsführung der Behörden vor. Diese sollen bei der Redaktion der denselben Gegenstand betreffenden Anträge des Hauptreferenten verwertet werden.

Schließlich befürwortet der französische Delegierte Provost strikte Organisationspläne für die Arbeiten der Behörden, die einheitlich für alle Staaten festgelegt werden sollen.

Hiemit sind die Beratungen der Sektion III beendet.

Mit Dankesworten an die Sektionsteilnehmer schließt der Vorsitzende, Gesandter Eichhoff, die Sitzung. Präsident Doktor Kopczyński spricht dem Vorsitzenden unter lebhaftem Beifall den Dank für seine Bemühungen und für seine erfolgreiche Geschäftsführung aus.

Die von den einzelnen Referenten und Berichterstatlern vorgelegten Anträge und Vorschläge wurden von einem Redaktionskomitee zu einheitlichen Vorschlägen der Sektion III zusammengefaßt, welche im Berichte über die Schlusssitzung mitgeteilt werden.

Berichte und Abhandlungen,

die der Sektion III vorgelegt wurden und die dem Berichte beiliegen:

1. Bericht des Generalberichterstatters Dr. Kopczyński.
2. Hauptbericht des Referenten des österreichischen Komitees Senatspräsidenten Dr. Mannlicher.
3. Bericht des Präsidenten der Sektion III, Gesandten Eichhoff.
4. Bericht des ungarischen Delegierten Professors Magyary, betreffend die wissenschaftliche Organisierung der Arbeit in der Verwaltung.
5. Bericht der französischen Kongreßteilnehmer René Humery und André Provost.
6. Bericht der französischen Kongreßteilnehmer Geroille-Réache und J. Prunières.
7. Abhandlung des belgischen Delegierten De Vuyst: La Rationalisation dans les administrations.
8. Abhandlung des französischen Kongreßteilnehmers Lesbats.
9. Abhandlung des österreichischen Ministerialrates Doktor Hatschek.
10. Abhandlung des österreichischen Magistratsrates Dr. Ferdinand Raith.
11. Bericht des belgischen Kongreßteilnehmers Matsuert: La routine administrative.
12. Bericht des österreichischen Hofrates Dr. Dreßler: La coopération internationale des administrations de la Sûreté générale.
13. Bericht der „Commission pour la réforme de l'Administration publique près le Conseil des ministres“, sur l'Organisation intérieure des Autorités administratives centrales. (Varsovie 1933.)

14. Roman Hausner, Méthode des travaux législatifs, Varsovie.
15. S. Stosyk, Les méthodes de travail de bureau dans les ministères polonais.
16. L. Czapinski, Détermination des limites de la compétence des autorités ainsi que des voies de recours.
17. W. Brzezinski, Méthodes et organisation des travaux connexes à la réforme et au perfectionnement de l'Administration publique en Pologne.
18. R. Numeroso (Neapel): Les postulats fondamentaux pour actuer la rationalisation dans les Administrations publiques.
19. O. Leimgruber (Schweiz): Die Organisation der öffentlichen Verwaltung in der Schweiz; derselbe: Die Rationalisierung der öffentlichen Verwaltung; derselbe: L'Organisation de l'Administration et des Entreprises publiques en Suisse.
20. H. Haan (Genf): Streiflichter zur amerikanischen Verwaltungsreform.



Séance de Clôture

vendredi, le 24 juin 1933.

Feierliche Schlußsitzung

Freitag, den 24. Juni 1933.

Ordre du jour de la séance de clôture du Vième Congrès International des Sciences Administratives.

tenue le 24 juin 1933 à 10 h du matin.

1. Ouverture par le représentant officiel de l'Institut International des Sciences Administratives, Son Exc. le Dr. José Gascón y Marin, Secrétaire d'Etat en r. etc.
2. Allocution du Vice-Chancelier Ing. Franz Winkler, remplaçant Monsieur le Chancelier Fédéral.
3. Rapports des Présidents des sections du Congrès.
 - a) Ministre en r. Dr. Josef Baron Schenk (Section I),
 - b) Chef de Section Dr. Ernst Hořický (Section II),
 - c) Ministre en r. J. A. Baron Eichhoff (Section III).
4. Compte rendu de l'Assemblée générale de l'Institut International des Sciences Administratives tenue le 21 juin 1933.
5. Allocutions des délégués de différents Etats (Belgique, Egypte, Italie, Turquie).
6. Allocution du Président du Congrès, Premier Ministre en r. le Baron Dr. Max Vladimír Beck.
7. Mots de clôture du Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives, Son Exc. Dr. José Gascón y Marin.

Tagesordnung der Schluß-Sitzung des 5. Internationalen Kongresses für Verwaltungswissenschaften.

24. Juni 1933, 10 Uhr vormittags.

1. Eröffnung durch den offiziellen Vertreter des Institut International des Sciences Administratives, Exz. Prof. Dr. José Gascón y Marin, Staatssekretär a. D.

2. Ansprache des in Vertretung des Herrn Bundeskanzlers erschienenen Vizekanzlers Ingenieurs Franz W i n k l e r.
 3. Berichte der Präsidenten der Kongreßsektionen.
 - a) Minister a. D. Dr. Josef (Frh. von) S c h e n k (Sektion I),
 - b) Sektionschef Dr. Ernst H o ř i c k y (Sektion II),
 - c) Gesandter a. D. Johann (Frh. von) E i c h h o f f (Sektion III).
 4. Bericht über die am 21. Juni 1933 stattgefundene Generalversammlung des Institut International des Sciences Administratives.
 5. Ansprachen der Delegierten einzelner Staaten (Belgien, Ägypten, Italien, Türkei).
 6. Ansprache des Kongreßpräsidenten Ministerpräsidenten a. D. Dr. Max Vladimir (Frh. von) B e c k.
 7. Schlußworte des Vizepräsidenten des Institut International des Sciences Administratives Exz. Dr. José G a s c ó n y M a r i n.
- Le Président, Conseiller d'Etat Dr. José G a s c ó n y M a r i n, ouvre la séance et prie le Vice-chancelier Ing. W i n k l e r comme représentant du Gouvernement Fédéral d'Autriche de bien vouloir prendre la parole.

Vizekanzler W i n k l e r (vifs applaudissements):

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement Fédéral d'Autriche qui vous a fait parvenir l'invitation de tenir votre prochain Congrès à Vienne à l'occasion du dernier Congrès tenu en 1930 à Madrid, a appris, à sa vive joie et à sa profonde satisfaction que „l'Institut International des Sciences Administratives“ a choisi V i e n n e comme lieu du Vème Congrès International des Sciences Administratives.

Cette satisfaction s'est encore accrue du fait qu'il nous a été permis de saluer chez nous un nombre aussi grand de personnalités illustres, et cela malgré maintes défaveurs de circonstances économiques et d'autre nature. Lorsqu'on se décida de ne pas renoncer au Congrès on a eu raison: grâce à votre coopération en effet il a remporté un succès intégral.

Le G o u v e r n e m e n t F é d é r a l a suivi vos travaux avec grand intérêt. Monsieur le Chancelier Fédéral que son absence de Vienne empêche d'être présent parmi nous m'a chargé de vous exprimer ses félicitations sincères en son nom et en celui du Gouvernement Fédéral.

De tous les sujets soumis à l'examen du Congrès il n'y en a pas un qui n'ait intéressé chaque pays attachant du prix à une administration bien ordonnée.

Au nom de l'Autriche je vous exprime mes meilleurs remerciements du travail précieux que vous avez accompli et qui ne sera pas vain.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie également d'avoir bien voulu vous rendre dans notre pays hospitalier et j'ose espérer que vous vous y êtes sentis à l'aise.

Je vous prie, Mesdames et Messieurs, de vouloir bien être les interprètes de nos hommages rendus à vos pays. J'espère que vous ne manquerez pas d'engager vos compatriotes à venir voir notre pays, et surtout que vous y reviendrez vous-mêmes afin que nous puissions vous montrer plus en détail ce qu'est l'Autriche et ce qu'elle peut offrir à ses hôtes.

Vizekanzler Ing. W i n k l e r (mit lebhaftem Beifall begrüßt):

Euere Exzellenzen!

Meine sehr geehrten Damen und Herren!

Die österreichische Bundesregierung, die an Sie gelegentlich Ihres im Jahre 1930 in Madrid abgehaltenen Kongresses die Einladung hat ergehen lassen, den nächsten Kongreß in Wien abzuhalten, hat mit lebhafter Befriedigung und Freude davon Kunde erhalten, daß das „Internationale Institut für Verwaltungswissenschaften“ die österreichische Bundeshauptstadt zum Sitze des V. Internationalen Kongresses für Verwaltungswissenschaften gewählt hat.

Diese freudige Genugtuung wurde noch gesteigert, als sich zeigte, daß wir trotz so mancher Ungunst der wirtschaftlichen und sonstigen Verhältnisse eine so große Zahl hervorragender Persönlichkeiten bei uns begrüßen durften. Als man sich entschloß, den Kongreß dennoch abzuhalten, hat man recht behalten: Er wurde dank Ihrer Mitwirkung zu einem vollen Erfolg.

Die Bundesregierung hat Ihre Arbeiten mit großem und regem Interesse verfolgt und der Herr Bundeskanzler, der leider verhindert ist, in Ihrer Versammlung zu erscheinen, da er von Wien abwesend ist, hat mich ersucht, seine und der Bundesregierung wärmste Glückwünsche Ihnen, verehrte Damen und Herren, zum Ausdruck zu bringen.

Unter den Aufgaben, die dem Kongresse gestellt waren, findet sich keine, an der nicht ein jedes Land Anteil hätte, das auf eine gute und zweckmäßige Verwaltung bedacht ist.

Ich danke Ihnen im Namen Österreichs sowie im Namen der anderen am Kongreß beteiligten Länder für Ihre mühevolle Arbeit, von der wir alle überzeugt sind, daß sie nicht vergeblich geleistet worden ist.

Ich danke Ihnen und Ihren Damen für Ihren Besuch in unserem gastlichen Lande und hoffe, daß Sie sich bei uns wohlfühlt haben. Ich bitte Sie, verehrte Damen und Herren, unsere Grüße daheim zu bestellen, für den Besuch Österreichs bei den Ihnen zu werben und vor allem selbst recht bald wiederzukommen, damit wir Ihnen besser als es in so kurzer und noch dazu von ernster Arbeit erfüllter Zeit möglich war, zeigen können, was Österreich ist und was es zu bieten vermag. (Lebhafter Beifall.)

Vorsitzender:

Wir kommen nun zum Punkt 3 der Tagesordnung: Berichte der Präsidenten der Kongreßsektionen. Ich erteile dem Vorsitzenden der Sektion I, Minister a. D. Dr. Schenk, das Wort.

Minister a. D. Dr. S c h e n k :

Mesdames, Messieurs,

La première Section du Congrès a pris les résolutions suivantes:

„1. La Section constate que l'opinion générale est favorable à une séparation entre l'administration active proprement dite, et la juridiction contentieuse. Les membres des tribunaux de contentieux administratif doivent disposer de l'indépendance nécessaire pour accomplir leurs fonctions, posséder la compétence juridique et connaître la vie administrative.

2. La section exprime le désir que l'échelle des recours hiérarchiques et le nombre des degrés de juridiction soient aussi réduits que possible.

3. La section estime qu'au lieu de tendre à l'uniformité absolue des recours, il est préférable de maintenir entre ceux-ci une diversité qui correspond à la nature des questions juridiques soulevées par les requérants.

4. Les décisions des tribunaux de contentieux administratif ayant acquis autorité de chose jugée doivent être exécutées par l'Administration.

5. La section est d'avis que l'autorité administrative a qualité pour connaître: a) des contraventions en matière de simple police; b) de certains délits spécialement administratifs, notamment en matière de réglementation de l'industrie et des métiers, de législation forestière ou scolaire etc. y compris les délits d'omission.

La section estime qu'il serait désirable d'établir dans chaque pays un code de police administrative, en assurant aux intéressés les garanties juridictionnelles nécessaires.

6. La procédure devant les tribunaux de contentieux administratif doit être simple, rapide et peu coûteuse.“

Meine Damen und Herren!

Die Sektion I hat nachstehende Beschlüsse gefaßt (liest):

„1. Die Sektion stellt fest, daß die allgemeine Meinung der Trennung der eigentlichen Verwaltung von der Verwaltungsgerichtsbarkeit günstig ist.

Die Mitglieder der Verwaltungsgerichte sollen über die zur Vernehmung ihres Amtes notwendige Unabhängigkeit verfügen. Sie sollen ferner die Befähigung zur Erfüllung ihres richterlichen Amtes und die Kenntnis der praktischen Verwaltung besitzen.

2. Die Sektion gibt dem Wunsche Ausdruck, daß die Zahl der Instanzen möglichst beschränkt werde.

3. Die Sektion ist der Ansicht, daß die Unterscheidung der Rechtsmittel entsprechend dem Wesen der von den Parteien aufgeworfenen Rechtsfragen ihrer unbedingten Einförmigkeit vorzuziehen ist.

4. Die rechtskräftigen Entscheidungen der Verwaltungsgerichte sind von der Verwaltung durchzuführen.

5. Die Sektion ist der Ansicht, daß die Verwaltungsbehörden berufen sind, zu erkennen: a) über die einfachen Polizeiübertretungen; b) über besondere Verwaltungsübertretungen, die Übertretungen der Gewerbeordnung, der Forstgesetze, der Schulgesetze usw., echte Unterlassungsdelikte mit inbegriffen.

Die Sektion erachtet es für wünschenswert, daß in den einzelnen Staaten Polizeistrafgesetzbücher eingeführt werden und daß den Beteiligten der entsprechende richterliche Schutz gewährt werde.

6. Das Verwaltungsstreitverfahren soll einfach, rasch und nicht kostspielig sein."

Vorsitzender Präsident Dr. Beck :

Ich erteile nun dem Vorsitzenden der Sektion II, Herrn Sektionschef Dr. Hořický, das Wort.

Sektionschef Dr. Hořický :

La deuxième Section du Congrès a pris les résolutions suivantes:

„1. Le Vème Congrès International des Sciences Administratives estime qu'il serait désirable, tant dans l'intérêt des services publics que dans celui des fonctionnaires publics, que la situation juridique de tous les fonctionnaires dépendant d'une même administration fut réglementée par un statut unitaire. Feraient exception à ce statut les fonctionnaires de l'administration des chemins de fer.

2. Le Vème Congrès International des Sciences Administratives émet le vœu que les Etats membres de l'Institut et participant au Congrès organisent dans leur pays respectif la préparation technique des fonctionnaires publics.

3. L'Institut International des Sciences Administratives est prié d'inviter tous les Etats qui n'ont pas encore rempli le questionnaire sur le statut des fonctionnaires publics d'y répondre après la clôture du Congrès. L'Institut est prié de grouper et de coordonner ces réponses dès qu'il en aura pris connaissance afin que le statut en vigueur dans chaque Etat particulier en ressorte clairement. Cette documentation sera mise à la disposition des intéressés et révisée annuellement par les réponses supplémentaires au questionnaire."

Die zweite Sektion des V. Internationalen Kongresses für Verwaltungswissenschaften hat nachfolgende Resolutionen gefaßt (liest):

„1. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften ist der Ansicht, daß es sowohl im Interesse der Behörden als auch der öffentlichen Angestellten liegt, wenn die rechtliche Stellung aller von derselben Verwaltung abhängenden Beamten durch ein einheitliches Statut geregelt werde. Ausgenommen von diesem Statut sind die Angestellten der Bahnverwaltungen.

2. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften nimmt ein Votum an, wonach es wünschenswert ist, daß die am Kongreß teilnehmenden Staaten in ihren Ländern die technische Vorbereitung der öffentlichen Angestellten organisieren.

3. Das „Institut International des Sciences Administratives“ wird aufgefordert, dahin zu wirken, daß alle Staaten, welche die Fragebogen über ihr Beamtenrecht noch nicht beantwortet haben, diese Beantwortung nachholen. Sobald dem Institut die Fragebogen aller Staaten zur Verfügung stehen werden, wolle es dieselben derart verarbeiten, daß für jede einzelne Frage die Regelung in jedem Staat aus einer Publikation ersichtlich werde. Diese Publikation wäre den Interessenten zur Verfügung zu stellen und durch eine alljährliche Umfrage zu aktualisieren.“

Vorsitzender Präsident Dr. Beck :

Ich erteile das Wort dem Vorsitzenden der Sektion III, Herrn Gesandten a. D. Eichhoff.

Gesandter a. D. Eichhoff :

La troisième Section du Congrès a pris les résolutions suivantes:

I.

Le rôle du chef du gouvernement.

Le Vème Congrès International des Sciences Administratives estime que:

1. Une organisation rationnelle de l'administration publique réclame en premier lieu une réorganisation des pouvoirs centraux c'est-à-dire du gouvernement.

2. Afin d'assurer, dans la mesure du possible, l'unité, la coordination, l'efficacité, la simplification des diverses branches de l'administration de chaque pays, il est hautement désirable de revêtir le Chef du gouvernement d'un pouvoir prédominant, tout au moins au point de vue purement administratif, réserve faite des différences provenant de la diversité des régimes constitutionnels et politiques;

3. En conséquence, il conviendrait de réserver au chef du gouvernement la fixation du programme du gouvernement au sein du Conseil des Ministres et la surveillance de l'exécution du dit programme;

4. Les attributions du chef du gouvernement qui viennent d'être définies, nécessitent l'institution par voie législative d'un organisme spécial fonctionnant sous les ordres du chef du gouvernement.

En outre, le Congrès estime qu'il serait hautement désirable de porter à l'ordre du jour du prochain Congrès, l'organisation scientifique de la direction de l'administration publique, et en particulier les attributions du chef du gouvernement.

D'autre part, il invite le Bureau à se mettre en rapport avec les sections nationales afin d'organiser des recherches relatives à l'organisation scientifique des administrations publiques.

II.

Organisation intérieure des ministères.

Le Vème Congrès international des Sciences administratives estime que:

1. Dans l'organisation des Ministères il faut appliquer en premier lieu le principe de décentralisation des affaires, c'est-à-dire qu'il faut réserver aux Ministères les attributions de direction (élaboration de prescriptions, instructions et contrôle) en abandonnant, autant que possible, l'exécution aux organes subordonnés;

2. Dans le domaine des attributions de direction d'un Ministère, il faut distinguer les problèmes politiques et les problèmes administratifs. En ce qui concerne les problèmes politiques, ils devraient être concentrés dans un bureau spécial, composé de collaborateurs propres du ministre, collaborateurs qui, en leur qualité d'hommes de confiance du ministre, abandonneraient leur poste lors de la démission de ce dernier.

Pour ce qui est des attributions administratives de direction, elles devraient être confiées à un organe spécial composé de fonctionnaires de carrière;

3. En ce qui concerne les mesures d'exécution, le Congrès estime que la procédure d'instance est souvent, sans nécessité pratique, trop compliquée, et que d'une manière générale on pourrait considérer comme suffisante une procédure d'instance à deux degrés successifs, sauf à envisager en outre, en dehors de la procédure administrative, l'intervention en dernier ressort, d'un tribunal de justice administrative;

4. Il est désirable de simplifier l'organisation de l'autorité centrale en limitant ses pouvoirs à donner des ordres, à exercer le contrôle et à maintenir l'autorité disciplinaire.

III.

Contrôle des Administrations.

1. Le contrôle de l'administration devrait, dans les différents ministères, être confié à un bureau spécial ayant pour attributions de surveiller l'observation des ordonnances, de vérifier le fonctionnement efficace et économique de l'administration, et spécialement d'assurer l'exécution du programme gouvernemental.

2. Afin d'assurer l'impartialité et l'indépendance de l'organisme de contrôle, il est nécessaire:

a) que le contrôle ne participe pas directement à l'administration;

b) que le contrôle dépende directement du ministre;

c) que les fonctionnaires du contrôle soient garantis statutairement contre toute mesure qui pourrait les atteindre dans leur carrière, en raison des appréciations qu'ils auraient données dans l'exercice de leurs fonctions sur l'administration soumise à leur contrôle.

3. Le travail du service de contrôle doit embrasser non seulement les faits passés, mais encore les faits présents, et, autant que possible les programmes et plans pour l'avenir. En ce qui concerne ce dernier point, le caractère préventif de la tâche du contrôle est particulièrement important.

4. Il serait très désirable de nommer dans chaque pays un nombre suffisant d'Inspecteurs des administrations. En cette qualité, il faudrait choisir des hommes dont l'intégrité, l'impartialité, la haute compétence, sont au-dessus de tout soupçon. Les inspecteurs devraient être nommés avec les pouvoirs les plus étendus et devraient contrôler la gestion des administrations de l'Etat, des provinces et des communes. Ils devraient jouir dans l'exercice de leurs fonctions de l'indépendance la plus complète et être habilités, dans le cas où leur manière de voir et leurs propositions ne seraient pas acceptées par le gouvernement, pour en appeler au chef d'Etat ou au Tribunal Suprême du contentieux administratif, et pour pouvoir publier ou présenter devant le Parlement leurs rapports, et un résumé des décisions prises par le Gouvernement sur les rapports en question.

IV.

Méthodes de travail.

Il serait désirable:

1. de donner aux référendaires des ministères la plus grande liberté d'action possible.

2. de limiter le nombre des approbations à donner aux affaires de service;

3. de circonscrire rigoureusement les attributions des différents agents sans égard au rang qu'ils occupent dans la hiérarchie, en répartissant de façon adéquate le travail entre les divers collaborateurs;

4. de régler l'ordre de suppléance de façon à pouvoir disposer pour chaque poste d'une doublure compétente;

5. de déterminer rigoureusement les limites de la responsabilité de chaque employé;

6. d'entamer pour le prochain congrès des études tendant à l'adoption d'une méthode universelle d'enregistrement applicable à toutes administrations publiques ou privées.

V.

Formation des fonctionnaires.

1. Le corps des fonctionnaires devrait être divisé en trois catégories: supérieure, moyenne et subalterne, correspondant en principe aux trois degrés d'instruction supérieure, moyenne et primaire.

Une préparation adéquate et le passage d'un examen seraient nécessaires pour occuper un poste quelconque.

Les fonctionnaires destinés à remplir les fonctions de chef de service doivent appartenir à la catégorie supérieure, mais ils doivent être préparés à l'exercice de leurs fonctions par des prestations de services, non seulement dans les départements ministériels, mais encore dans les administrations provinciales et dans les services autonomes.

2. Il serait désirable de créer dans toutes les grandes villes, des

écoles supérieures donnant le soir un enseignement théorique et pratique des Sciences administratives.

3. La valeur de l'administration, son rendement, dépendent surtout de la valeur des fonctionnaires, de leur conscience professionnelle, de leur dévouement, de leur initiative, en un mot, de leurs qualités morales. En conséquence, il y a lieu dans l'appréciation des candidats, d'attribuer autant d'importance à ces qualités qu'aux connaissances des intéressés.

Le stage doit spécialement être organisé de manière à développer ces qualités en même temps qu'à perfectionner les méthodes de travail des stagiaires.

VI.

Propositions générales additionnelles.

1. Le Vème Congrès international des Sciences administratives reconnaît:

Que dans les travaux de réorganisation de l'administration publique, on a commis cette faute capitale, souvent constatée, de chercher la solution des réformes, en n'envisageant que le point de vue de l'organisation;

Qu'une réforme administrative ayant pour objectif de réduire l'étendue et les frais de l'administration devrait viser également à la réduction et à la limitation des travaux administratifs, et par conséquent combattre les causes les plus flagrantes d'accroissement du travail administratif qui, résultant de la pléthore des lois et ordonnances, imposent toujours de nouvelles tâches aux administrations, dispositions peu claires, embrouillées, illogiques, et par lesquelles le succès voulu n'est guère atteint de la manière la plus simple;

Qu'ensuite devrait être envisagée comme la mesure la plus importante, la rationalisation de l'activité administrative par un travail de détail systématique s'étendant à toutes les autorités et à toutes les branches de l'administration.

2. Le Vème Congrès international des Sciences administratives émet l'avis que les maux et les lourdes charges de l'administration publique, ressentis par les populations de la plupart des Etats, proviennent en premier lieu de la méconnaissance du grand principe de la séparation des pouvoirs.

L'empiètement des Parlements sur les droits des gouvernements, et les influences politiques du législatif exercées sur l'exécutif, paralysent les meilleurs efforts de justice des gouvernements, ébranlent la confiance publique dans l'impartialité des autorités, rendent l'administration mauvaise et coûteuse. Il appelle spécialement l'attention de tous les peuples indépendants sur les graves inconvénients résultant de l'ascension d'hommes de partis politiques aux emplois publics, de la création de sinécures coûteuses et de la nomination de favoris politiques incompetents à des postes importants. Une bonne administration dépend essentiellement du soin méticuleux que l'on apporte à l'admission dans les services

publics d'agents capables, compétents et dévoués, et à l'énergie que l'on met à repousser toute influence politique dans la nomination des fonctionnaires.

Toute tentative d'un député, d'un parti politique ou du Parlement tout entier, d'empiéter, pour des raisons politiques ou personnelles sur les droits et devoirs de l'exécutif, devrait donc être stigmatisée comme portant atteinte au bien public. Les peuples devraient se rendre bien compte du prix que leur coûte le favoritisme de leurs représentants parlementaires. . .

3. Le Vème Congrès international des Sciences administratives émet l'avis que, le grand nombre de lois — dont beaucoup sont proposées et votées pour des raisons politiques, — est une des causes principales des vices et du renchérissement de l'administration.

De plus, la rédaction peu claire et incohérente de beaucoup de lois en fausse le sens et conduit à des absurdités et des ambiguïtés de texte qui, dans la pratique, rendent possible des préférences, en ce sens que la loi est appliquée tantôt au profit des uns, tantôt au préjudice des autres.

Enfin les longueurs et le manque de clarté des lois donnent lieu à une jurisprudence compliquée, à une augmentation toujours croissante du nombre de places coûteuses dans les services publics et à l'obscurcissement des droits et devoirs des administrés.

4. Les administrations devraient s'attacher davantage à encourager les citoyens à accomplir leurs devoirs, de manière à n'obliger les autorités à intervenir que dans des cas vraiment exceptionnels. Tout ce qu'on peut obtenir par l'éducation de la masse ne devrait ainsi pas être atteint par des lois. D'ailleurs, on sait de vieille date, que plus on élabore de lois, moins bien vont les affaires publiques.

5. Le Vème Congrès international des Sciences administratives émet l'avis que, pour assurer la plus scrupuleuse parcimonie dans la gestion des deniers publics, ainsi que la réduction du coût de l'administration publique, il y aurait lieu d'insérer dans les constitutions nationales, le principe que les crédits inscrits pour les différentes branches de l'administration publique dans le budget de l'Etat, des provinces et des communes, ne peuvent dépasser ceux prévus au même titre pour l'exercice précédent, que moyennant un vote résultant d'une majorité obtenue dans les formes requises pour une modification de la constitution.

6. Il serait désirable de joindre à tout projet de loi, à toute proposition d'initiative parlementaire, ainsi qu'aux textes votés par le Parlement une „évaluation des frais“ d'où il apparaîtrait clairement quelles sont, pour les fonds publics et, en conséquence pour les contribuables, les charges matérielles résultant de la loi projetée.

7. Le Vème Congrès international des Sciences administratives estime qu'une grande partie des maux actuels provient, en majeure partie, de l'extension progressive de l'activité de l'Etat en des

domaines où elle pourrait avantageusement être remplacée par l'initiative privée. En conséquence, les gouvernements et les peuples devraient réagir contre les graves dangers d'une extension de l'étatisation."

Die dritte Sektion des Kongresses für Verwaltungswissenschaften hat einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt (liest):

I.

Stellung des Regierungschefs.

Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften ist der Ansicht:

1. Eine gute und zweckentsprechende Verwaltung erfordert in erster Linie eine Reorganisation der Zentralstellen, d. i. der Regierung;

2. Um nach Möglichkeit die Einheit, die Wechselbeziehungen, die Wirksamkeit und die Vereinfachung der verschiedenen Verwaltungszweige eines jeden Landes sicherzustellen, ist es im Höchstm Maße wünschenswert, den Regierungschef mit überragenden Befugnissen zu bekleiden, und zwar aus dem rein verwaltungstechnischen Gesichtspunkt und vorbehaltlich der Verschiedenheiten, die sich aus den Verschiedenheiten der verfassungsmäßigen und politischen Einrichtungen ergeben;

3. Dementsprechend muß dem Regierungschef die Feststellung des Programmes der Regierung im Schoße des Ministerrates und die Überwachung der Ausführung dieses Programmes vorbehalten werden;

4. Die bezeichneten Befugnisse des Regierungschefs erfordern, daß im Gesetzgebungswege eine besondere, unter Leitung des Regierungschefs arbeitende Amtsstelle eingesetzt werde.

Der Kongreß ist weiter der Ansicht,

a) daß es im höchsten Grade wünschenswert wäre, die wissenschaftliche Organisation der Leitung der öffentlichen Verwaltungen und im besonderen der Befugnisse des Regierungschefs auf die Tagesordnung des nächsten Kongresses zu setzen,

b) daß das internationale Bureau sich mit den nationalen Sektionen in Verbindung zu setzen hätte, um die Erhebungen bezüglich der wissenschaftlichen Organisierung der öffentlichen Verwaltungen einzuleiten.

II.

Innere Einrichtung der Zentralstellen.

1. Bei der Einrichtung der Ministerien ist in erster Linie der Grundsatz der Dezentralisation der Geschäfte anzuwenden, d. h. den Ministerien müssen die leitenden Befugnisse (Erlassung von Vorschriften, Weisungen und Überwachung) vorbehalten bleiben, während die Durchführung soweit als möglich den nachgeordneten Organen überlassen werde.

2. Im Bereiche der Leitungszuständigkeit einer Zentralstelle

müssen die politischen Aufgaben von den Verwaltungsaufgaben unterschieden werden. Die politischen Aufgaben sollen an einer besonderen Stelle konzentriert sein, die aus eigenen Mitarbeitern des Ministers besteht. Diese Mitarbeiter verlassen als politische Vertrauensmänner des Ministers ihre Stellung im Augenblicke der Demission des Ministers. Die leitenden Verwaltungsbefugnisse sollen einem eigenen Organe übertragen werden, das aus Berufsbeamten besteht.

3. Bezüglich der Vollziehungsbestimmungen ist der Kongreß der Ansicht, daß der administrative Instanzenzug derzeit vielfach zu reich ausgebaut ist, ohne daß eine sachliche Notwendigkeit hiezu geboten wäre, und daß im allgemeinen ein lediglich zwei Instanzen durchlaufender Instanzenzug, vorbehaltlich einer außerhalb des administrativen Instanzenzuges noch in Betracht kommenden verwaltungsgerichtlichen Überprüfung, als hinreichend anzusehen wäre.

4. Es ist wünschenswert, die Einrichtung der Zentralgewalt zu vereinfachen, indem deren Befugnisse auf die Erteilung von Weisungen, auf die Ausübung der Überwachung und die Handhabung der Disziplinargewalt beschränkt werden.

III.

Überwachung durch die Zentralstellen.

1. Die Überwachung der Verwaltung in den einzelnen Zentralstellen wäre einer besonderen Stelle zu übertragen, die die Beobachtung der Verordnungen, das wirksame und sparsame Funktionieren der Verwaltung zu überwachen und insbesondere die Durchführung des Regierungsprogrammes sicherzustellen hätte.

2. Um die Unparteilichkeit und Unabhängigkeit der Überwachungsorgane zu sichern, ist notwendig:

a) daß die Überwachung nicht unmittelbar an der Verwaltung beteiligt sei,

b) daß die Überwachung unmittelbar dem Minister unterstehe,

c) daß die Beamten der Überwachung dienstpragmatisch sichergestellt seien gegen alle Maßnahmen, die sie in ihrer Laufbahn beeinträchtigen könnten wegen jener Urteile, die sie in Ausübung ihrer Funktionen über die zu kontrollierenden Verwaltungsstellen abgegeben haben.

3. Die Arbeit der Überwachung muß sich erstrecken nicht nur auf vergangene Tatsachen, sondern auch auf gegenwärtige und, soweit möglich, auf Programme und Pläne der Zukunft. Bezüglich des letzteren Punktes ist der vorbeugende Charakter der Aufgaben der Überwachung ganz besonders wichtig.

4. In jedem Lande wäre eine zureichende Zahl von Verwaltungsinpektoren zu bestellen. Hiefür müssen Männer ausgewählt werden, deren Integrität, hohe Sachkenntnis und Unparteilichkeit über jeden Zweifel erhaben ist. Die Inspektoren wären mit den weitestgehenden Vollmachten zu bekleiden und hätten die Gestion der Staats-, Provinzial- und Gemeindeverwaltungen zu über-

wachen; sie müßten in Ausübung ihres Dienstes vollste Unabhängigkeit genießen und berechtigt sein, falls ihre Regierung ihre Meinungen und Vorschläge nicht annehmen sollte, an den Staatsoberhaupt oder an das Oberste Verwaltungsgericht zu appellieren und alle ihre Berichte sowie eine Zusammenfassung der daraufhin von der Regierung getroffenen Verfügungen öffentlich kundzumachen oder dem Parlamente vorzulegen.

IV.

Arbeitsmethoden.

Es wäre wünschenswert:

1. den Referenten der Ministerien die größtmögliche Betätigungsfreiheit einzuräumen,
2. die Zahl der Genehmigungen (Approbationen) auf den Geschäftsstücken einzuschränken,
3. die Aufgaben der einzelnen Arbeiter schärfstens zu umschreiben, ohne Rücksicht auf ihren Amtsrang, bei gleichmäßiger Aufteilung der Arbeit unter den Mitarbeitern,
4. die Reihenfolge der Stellvertretungen derart zu regeln, daß für jede Stelle zwei sachkundige Personen verfügbar sind,
5. die Grenzen der Verantwortlichkeit der einzelnen Beamten strengstens zu umschreiben,
6. daß für den nächsten Kongreß Studien eingeleitet werden, die auf die Annahme einer allgemeinen, in allen öffentlichen und privaten Verwaltungen anwendbaren Registrierungsmethode abzielen.

V.

Ausbildung der Beamten.

1. Der Stand der Beamten sollte in drei Kategorien geschieden werden, und zwar die höheren, mittleren und untergeordneten Beamten, grundsätzlich entsprechend den drei Kategorien der Hoch-, Mittel- und Volksschulbildung.

Zur Erlangung jedes Postens wäre eine entsprechende Vorbereitung und die Ablegung einer Prüfung vorzuschreiben.

Jene Beamten, die die Funktion eines Amtschefs ausüben sollen, müßten der obersten Kategorie angehören, sie müßten aber zur Ausübung ihrer Funktionen vorbereitet werden durch Dienstleistungen nicht nur in den Ministerien, sondern auch bei der Verwaltung in der Provinz und bei den autonomen Körperschaften.

2. Es wäre wünschenswert, in allen Großstädten höhere Lehranstalten zu gründen, in denen des Abends theoretischer und praktischer Unterricht in den Verwaltungswissenschaften erteilt würde.

3. Der Wert der Verwaltung und ihre Erfolge sind hauptsächlich abhängig von der Tüchtigkeit der Beamten, von ihrer Gewissenhaftigkeit, von ihrer Hingebung, von ihrer Initiative, mit einem Worte von ihren moralischen Eigenschaften. Infolgedessen ist diesen Eigenschaften bei der Bewertung der Bewerber ebensoviel Bedeutung beizulegen wie ihren Kenntnissen. Der Probendienst muß insbesondere derart organisiert sein, daß die erwähnten Eigenschaften gleichzeitig

mit den Arbeitsmethoden der Probedienstleistenden vervollkommen werden.

VI.

Allgemeine und Zusatzanträge.

1. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften anerkennt, daß es bei den Arbeiten zur Sanierung der öffentlichen Verwaltung ein oft beobachteter Hauptfehler ist, den Schwerpunkt der Reformen auf organisatorischem Gebiete zu suchen.

Eine Verwaltungsreform, durch die der Umfang und die Kosten der Verwaltung herabgesetzt werden, muß in erster Linie die Verminderung und Einschränkung der Verwaltungsarbeiten anstreben, und daher die wesentlichste Ursache des Anschwellens der Verwaltungsarbeit bekämpfen, nämlich die Fülle der unsystematischen, unübersichtlichen, unklaren und den angestrebten Verwaltungszwecken keineswegs immer auf dem einfachsten Wege erreichenden Gesetze und Vorschriften, die der Verwaltung immer neue Aufgaben aufgebürdet haben.

Das nächst wichtigste Gebiet wäre die Rationalisierung der Verwaltungstätigkeit durch eine systematische, sich auf alle Behörden und Dienstzweige erstreckende Detailarbeit.

2. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften gibt der Ansicht Ausdruck, daß die für die Bevölkerung der meisten Staaten fühlbaren Übel und schweren Lasten der öffentlichen Verwaltung in erster Linie aus der Verkennung des großen Grundsatzes der Trennung der Gewalten entspringen.

Die Übergriffe der Parlamente in die Rechte der Regierungen und die politischen Einflüsse, die von der gesetzgebenden auf die vollziehende Gewalt ausgeübt werden, lähmen die besten Bestrebungen der Regierungen nach Gerechtigkeit, erschüttern das öffentliche Vertrauen in die Unparteilichkeit der Behörden und machen die Verwaltung schlecht und teuer.

Insbesondere ist die Aufmerksamkeit aller freien Völker auf die schweren Übelstände aus der Zulassung von politischen Parteimännern zu öffentlichen Ämtern, der Schaffung von Sinekuren, der Ernennung politischer Günstlinge ohne fachliche Fähigkeiten auf wichtige Dienstposten zu lenken. Eine gute Verwaltung ist wesentlich davon abhängig, daß mit peinlichster Gewissenhaftigkeit nur tüchtige, sachkundige, hingebungsvolle Arbeiter zum öffentlichen Dienste zugelassen werden, und daß jeder politische Einfluß auf die Ernennung der Staatsbeamten tatkräftig zurückgewiesen werde.

Jeder Versuch eines Abgeordneten, einer politischen Partei oder des ganzen Parlamentes, aus politischen oder persönlichen Rücksichten in die Rechte und Pflichten der Exekutivgewalt einzugreifen, soll als Angriff auf das öffentliche Beste gebrandmarkt werden. Mögen die Völker sich vor Augen halten, wie teuer ihnen die Günstlingswirtschaft ihrer parlamentarischen Vertreter zu stehen kommt.

3. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften gibt der Ansicht Ausdruck, daß die große Masse von Gesetzen, von denen viele aus parteipolitischen Gründen eingebracht und beschlossen werden, eine der wesentlichsten Ursachen für die Mißstände und die Verteuerung der öffentlichen Verwaltung ist.

Überdies verschiebt die unklare, undurchdachte Fassung vieler Gesetze deren Sinn und führt zu Unsinnigkeiten und Doppelsinnigkeiten, die es in der Praxis ermöglichen, Vorzugsbehandlungen zu gewähren, indem das Gesetz zum Vorteil des einen, zum Nachteil des anderen angewendet wird.

Endlich führt die Weitschweifigkeit und Unklarheit der Gesetze zur Verworrenheit der Rechtsprechung, zu der stets zunehmenden Vermehrung teurer Dienststellen im öffentlichen Dienste und zur Verdunkelung der Rechte und Pflichten der Staatsbürger.

4. Die Verwaltungen sollten sich mehr damit befassen, die Staatsbürger zur Erfüllung ihrer Pflichten zu verhalten, damit die Behörden nur in ganz ausnahmsweisen Fällen zu intervenieren gezwungen sind. Was man durch Sitten erreichen kann, sollte man nicht durch Gesetze anstreben. Übrigens weiß man schon von alters her, daß, je mehr Gesetze man ausarbeitet, es um so übler mit den öffentlichen Verhältnissen bestellt ist.

5. Der V. Internationale Kongreß für Verwaltungswissenschaften ist der Ansicht, daß zur Sicherung der strengsten Sparsamkeit bei der Gebarung mit öffentlichen Mitteln sowie zur Einschränkung der Kosten der öffentlichen Verwaltung in die Staatsverfassungen der Grundsatz aufgenommen werden sollte, daß die in den Staats-, Provinzial- oder Gemeindebudgets für die verschiedenen Zweige der öffentlichen Verwaltung gewidmeten Kredite jenes Ausmaß, das für dieselben Titel in der vorangegangenen Finanzperiode eingestellt war, nur dann überschreiten dürfen, wenn dies mit einer für Verfassungsänderungen erforderlichen Mehrheit beschlossen wurde.

6. Jeder Regierungsvorlage und jedem sonstigen Gesetzentwurfe, sowie den vom Parlamente beschlossenen Gesetzestexten sollte eine „Kostenberechnung“ beigegeben werden, aus der klar ersichtlich ist, welche materiellen Lasten sich für die öffentlichen Mittel, und daher für die Steuerträger, aus dem vorgeschlagenen Gesetze ergeben.

7. Die gegenwärtigen Übel entspringen zum großen Teile der fortschreitenden Ausdehnung einer Tätigkeit des Staates auf Gebiete, wo sie mit Vorteil durch die Privatinitiative ersetzt werden könnte; mit Rücksicht hierauf mögen sich die Regierungen und die Völker verwahren gegen die großen Gefahren einer Ausdehnung der Verstaatlichungen.“

Les résolutions des Sections sont acceptées par acclamation.

Die von den Sektionen gefaßten Beschlüsse werden vom Kongreß zustimmend zur Kenntnis genommen.

Vorsitzender Präsident Dr. Beck :

Wir gelangen nun zu Punkt 4 der Tagesordnung: Bericht über die am 21. Juni 1933 stattgefundene Generalversammlung des Institut International des Sciences Administratives, welcher lautet wie folgt:

**Assemblée générale statutaire
tenue à Vienne le 21 juin 1933.**

M. le Président Devèze, appelé aux hautes fonctions de Ministre de la Défense nationale de Belgique, ayant été empêché par les circonstances d'assister au Congrès, M. le Vice-Président Gascón y Marin assume les fonctions de président.

Ont pris en outre place au Bureau:

MM. Beck, Vice-Président (Autriche); Kopczynski, Vice-Président (Pologne); De Vuyst, Vice-Président (Belgique); Lesoir, Secrétaire général (Belgique); Didisheim, Secrétaire (Belgique).

Sont présents:

MM. Al. Blaha (Hongrie), W. Broch (Danemark), Coreth (Autriche), Des Loges (Autriche), El Araby (Egypte), Jarozynski (Pologne), Kaiw (Estonie), Leimgruber (Suisse), Magyary (Hongrie), Musleheddin Adil (Turquie), Neymark (Pologne), Piller (Suisse), Puget (France), Rarincesco (Roumanie), Al. Roman (Roumanie), Sourour Bey (Egypte), G. Valera, Vantu et Vermeulen (Roumanie).

M. Lesoir, Secrétaire général, donne lecture du rapport suivant.

I.

Activité générale de l'Institut.

1. — Statuts.

Conformément à la décision prise au Congrès de Madrid en 1930, le Secrétariat élaborait un texte des statuts sur la base du projet de M. Leimgruber. Ce texte fut soumis par correspondance aux membres du Bureau et aux Sections nationales, et remanié en tenant compte de leurs suggestions. Les 10 et 11 octobre 1931, M. le Président Devèze convoqua à Bruxelles une réunion des délégués de tous les pays membres de l'Institut. Cette assemblée, conformément au mandat qui lui avait été conféré par le Congrès de Madrid, adopta en leur forme définitive les statuts qui font l'objet de l'arrêté royal belge du 20 janvier 1932. (Moniteur belge du 30 janvier 1932). L'Institut se constituait ainsi en „Association Internationale à but scientifique“ et acquérait la personnalité juridique de droit belge.

2. — Adhésions.

Le Secrétariat se préoccupa ensuite de réunir les adhésions du plus grand nombre de pays possible. Il fit des démarches auprès des gouvernements pour amener ceux-ci à adhérer à l'Institut et à le soutenir par l'octroi d'une cotisation ou par des subventions. Il les invita également à désigner leurs délégués statutaires.

3. — Membres titulaires et associés.

Les Sections nationales furent invitées à présenter des listes de membres titulaires et d'associés qui furent soumises à l'approbation des membres du Bureau par les soins du Secrétariat.

4. — Congrès de Vienne.

C'est également lors de la réunion de Bruxelles (10 octobre 1931) que furent adoptés les trois grands thèmes du Congrès élaborés par les soins du Secrétariat. Celui-ci resta dès lors en contact constant avec les rapporteurs généraux, distribua leurs questionnaires, fit tous ses efforts pour hâter les réponses des sections nationales. (Circulaire du 12 avril 1932 — rappels des 21 juin, 11 juillet, 30 octobre, 28 novembre, 20 décembre 1932 et 27 février 1933).

Il se mit d'autre part en rapport avec le Comité d'Organisation autrichien. M. Didisheim se rendit à Vienne, en juillet 1932, pour prendre contact avec MM. Beck, Coreth et Des Loges. C'est à l'initiative de ces Messieurs, auxquels il faut rendre un juste hommage, que fut alors constitué le Comité d'Organisation et que furent vaincues toutes les difficultés d'ordre matériel de l'organisation d'un Congrès, en pleine période de crise économique et politique.

Le Secrétariat les seconda dans la distribution des circulaires et des programmes et se chargea d'une partie de la propagande dans la presse.

5. — Congrès de Madrid.

Le Secrétariat s'occupa également de communiquer aux Etats les vœux et résolutions adoptés à Madrid.

6. — Bibliothèque.

Après de nombreuses négociations, le Gouvernement belge mit à notre disposition, au Ministère de l'Intérieur, 6 rue de la Loi, à Bruxelles, des locaux qui nous permirent de déposer nos archives et d'installer les fragments de bibliothèque qui sont en notre possession.

Nous devons des remerciements spéciaux à l'Institut International de Droit public, à M. Mirkine-Guetzévitch, ainsi qu'à M. Maddison qui nous ont adressé avec une parfaite bonne grâce des publications aussi nombreuses qu'intéressantes.

II.

Subventions recueillies par l'Institut.

1. — Gouvernements.

Autriche, Belgique, Brésil (jusqu'en 1930), Danemark, Espagne (1930), Estonie, France, Grand-Duché de Luxembourg, Grèce (jusqu'en 1929), Hongrie (jusqu'en 1931), Italie, Lettonie, Lithuanie, Mexique, Norvège, Pologne, Pays-Bas, Portugal, Roumanie (jusqu'en 1929), Suède (jusqu'en 1931) et Suisse.

2. — Organismes belges.

Société générale de Belgique, Crédit communal de Belgique, Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Comité central industriel, S. N. des Chemins de fer belges.

3. — Provinces et communes belges.

Anvers, Brabant, Hainaut, Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur; Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Anvers, Saint-Gilles et Gand.

III.

Activité des Sections nationales.

1. — Pays dans lesquels des Sections nationales ont été créées:

Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie et Suisse. La Hongrie vient de constituer sa section.

2. — Sections ou pays ayant rédigé les rapports ou des contribution aux thèmes mis en discussion au Congrès de Vienne:

Suisse, Autriche, Pays-Bas, Estonie, Roumanie, Grèce, Pologne, Belgique et France.

La Revue a continué la publication des rapports présentés au Congrès de Madrid. Elle a fait paraître notamment ceux de MM. Puget, Chardon, Leimgruber, Scholtens, Danielson, Nordin et Van der Grinten.

Certaines sections nationales ont appuyé nos démarches auprès de leur gouvernement en vue de l'amener à adhérer à notre organisme et à lui verser une subvention.

M. Leimgruber, au dévouement duquel nous avons déjà rendu hommage, nous a puissamment aidés à recueillir des abonnements dans son pays.

3. Rapport sur l'activité des sections.

Six sections seulement ont donné suite à notre circulaire du 12 avril 1933 relative à cet objet: Estonie, Norvège, Suisse, Belgique, Roumanie et Pologne.

Estonie.

Signalons dans les rapports très intéressants de M. Maddison, la collaboration individuelle importante des membres de la Section aux „Journées des Juristes“ dont certains thèmes étaient en parfaite concordance avec les objectifs de l'Institut.

Norvège.

Malgré les difficultés financières, la section norvégienne a mis à l'étude plusieurs questions comme: „La responsabilité de l'Etat“, „L'Education des fonctionnaires publics“, etc.

Suisse.

Nous ne saurions adresser trop de félicitations à la Section suisse présidée par M. Pillier, juge fédéral, et en particulier à M. Leimgruber, vice-chancelier de la Confédération, qui a témoigné à l'Institut un attachement indéfectible et qui a personnellement contribué à lui assurer de précieuses collaborations.

La Section suisse prit part aux cours de Rationalisation dans les administrations publiques. D'autres membres s'occupèrent de la rationalisation des archives et des bibliothèques.

Belgique.

Il existe en Belgique deux groupements: l'un, la Société belge présidée par M. De Vuyst et à laquelle nous sommes redevables de l'organisation des journées administratives du plus haut intérêt. L'autre, la section nationale proprement dite, présidée par M. Matton, Premier Président de la Cour des comptes, qui s'est attachée plus spécialement à la préparation des rapports pour le Congrès de Vienne, et qui envisage l'étude des questions dont il sera parlé plus loin.

Roumanie.

La Section Nationale roumaine a été fondée en 1933. Son activité se confond avec celle de l'Institut royal des Sciences Administratives de Roumanie. Elle a fondé une bibliothèque qui comprend à l'heure actuelle plus de 6000 volumes et quantité de Revues internationales; elle publie la „Revista de Drept Public“; elle a créé en 1928, une Ecole spéciale d'études et de documentation administratives où les services publics peuvent envoyer leurs fonctionnaires en vue de leur perfectionnement, et qui organise des conférences suivies avec grand intérêt par le public.

Les membres de la Section IV ont imprimé en collaboration, différents commentaires sur la législation actuelle. M. le professeur Alesiane publie le „Pandecte septamanale“, recueil de jurisprudence, et MM. Vermeulen et Alexandresco dirigent le „Repertoriul de Jurisprudenta administrativa“. La collaboration permanente des membres a facilité une orientation commune sur l'organisation administrative, en sorte que la Section nationale a aujourd'hui formulé des principes unitaires pour l'organisation administrative du pays.

Enfin, la Section nationale a fourni et publié en vue du Congrès, des rapports d'un très grand intérêt.

Pologne.

Cette section a développé depuis le Congrès de Madrid son activité habituelle consacrée à la collaboration internationale et a obtenu, grâce aux démarches de M. J. Kopczynski, Président du Tribunal Administratif Suprême et vice-président de l'Institut, du Gouvernement polonais qu'il désigne trois délégués officiels, qu'il verse une cotisation annuelle et qu'il se fasse représenter au Congrès de Vienne.

La Section polonaise a élaboré en vue du Congrès trois rapports dont deux ont été rédigés par M. J. Kopczynski, le troisième par Maître Antoni Chmurski, Avocat.

La Commission pour la réforme de l'Administration Publique près le Conseil des Ministres a préparé pour le Congrès trois autres rapports.

La Section nationale polonaise estime qu'il faudrait verser à chaque section nationale un subside pour l'aider à faire face aux frais de son fonctionnement.

Ce subside serait fixé d'après un pourcentage, à déterminer, de la cotisation annuelle du Gouvernement, et des cotisations annuelles des membres titulaires et des associés du pays intéressé.

IV.

Membres titulaires, membres collectifs et associés de l'Institut.

Cette liste mise à jour est déposée sur le Bureau de l'Institut.

Nous avons eu à déplorer pendant cet exercice la mort de plusieurs de nos membres ou collaborateurs à la „Revue internationale des Sciences Administratives“, notamment de MM. Magalhaes Collaço (Portugal) 1932; Van der Grinten (Pays-Bas) 1933; Jacquart (Belgique) 1931.

V.

„Revue internationale des Sciences administratives.“

Sous l'active impulsion de plusieurs membres parmi lesquels il convient de signaler tout particulièrement M. Warnotte, la „Revue“ a pu se développer d'une façon satisfaisante. Elle compte actuellement plus de 300 abonnés.

La rédaction a eu l'idée de réunir une documentation sur l'organisation de la statistique administrative. De nombreux chefs de Bureaux centraux de statistique ont bien voulu envoyer des monographies dont un certain nombre ont déjà paru dans la „Revue“. Nous sommes redevables d'études du plus haut degré aux chefs des bureaux de statistique de France, Bavière, Italie, Finlande, Danemark, Tchécoslovaquie, Roumanie, Autriche, Mexique, Estonie, Grèce, Espagne, Pays-Bas, Angleterre, Turquie, Japon, Bulgarie, Pologne. Ces monographies seront réunies en un ou deux volumes.

VI.

Suggestions.

Depuis le Congrès de Madrid, et même depuis la réunion de Bruxelles, au cours de laquelle les statuts ont été adoptés, plusieurs détails de l'organisation de l'Institut se sont révélés insuffisants et d'utiles suggestions nous ont été faites par des membres.

1. — Subsidés aux sections nationales.

Dans plusieurs cas il a été particulièrement difficile d'obtenir la collaboration des sections nationales. C'est ainsi que tous les pays-membres n'ont pas été à même de rédiger des rapports en vue du présent Congrès.

La plupart des sections nationales défailtantes ont invoqué les difficultés de l'heure présente. Le Bureau se conformant au budget adopté en 1931 a alloué à certaines d'entre elles une subvention de 1000 francs pour leurs premiers frais.

M. le Président Kopczynski (lettre du 29 mars 1932) estime qu'en conséquence il y aurait lieu d'aider les sections nationales à se créer et à se développer, en leur attribuant par exemple une somme égale à 10% des cotisations officielles et personnelles (membres titulaires et associés) de leur pays.

L'adoption de cette proposition constituerait, pense-t-il, pour les Sections nationales un sérieux encouragement et les inciterait à promouvoir l'activité de l'Institut dans leur pays. Cette suggestion mérite, nous paraît-il, un examen attentif.

2. — Paiement des cotisations.

Si l'un des membres de chaque section nationale consentait à se charger du soin de recueillir les cotisations des membres titulaires et des associés de son pays, et d'en faire parvenir le montant au trésorier, on éviterait du retard dans le recouvrement et des frais sérieux de correspondance. Au surplus, le secrétariat général n'est pas toujours au courant des changements de résidence des membres de l'Institut.

Cette procédure, qui a été adoptée par M. Leimgruber en Suisse, serait de nature à faciliter beaucoup les opérations du trésorier.

3. — Propagande pour la „Revue“.

Il y aurait également lieu de faire participer les Sections nationales d'une façon plus directe à la „Revue“. Elles devraient s'attacher à la propager et à multiplier les abonnements. C'est encore une tâche que M. Leimgruber a assumée avec succès dans son pays, et nous tenons à l'en remercier.

D'autre part les Sections Nationales devraient prendre soin de signaler au Comité de la Revue la bibliographie de leur pays et de faire connaître notre publication aux auteurs et aux savants.

4. — Réduction pour les membres.

Afin de multiplier le nombre des abonnés il y aurait peut-être lieu de réduire de 5 belgas (10 belgas au lieu de 15) le prix de l'abonnement.

5. — Nomination de membres titulaires.

L'article 8 des statuts (alinéa 2) stipule que „les membres titulaires sont élus par le bureau à la simple majorité des présents“.

Cette disposition suppose donc la réunion des membres du Bureau. La pratique a révélé que cette procédure est, dans la plupart

des cas, irréalisable. Il y aurait donc lieu d'autoriser les votes par correspondance, et nous proposons de substituer au texte actuel celui plus général: „ils sont élus à la simple majorité des membres du Bureau. Ceux-ci peuvent faire connaître leur vote par écrit“, ou de supprimer les mots „des présents“.

6. — Thèmes pour les Congrès.

M. Petersen, Président de la Section Nationale danoise, nous a écrit le 28 septembre 1932, qu'à son avis les trois thèmes du Congrès actuel étaient trop vastes pour faire l'objet d'un travail approfondi.

Il y aurait peut-être lieu à l'avenir de se limiter à des questions concrètes auxquelles s'attache un intérêt universel et qui permettraient aux Sections Nationales de fournir aux rapporteurs généraux des contributions concordantes quant à leur objet.

Dans la suite, M. Petersen nous a d'ailleurs soumis une liste de questions susceptibles de faire l'objet du programme d'un Congrès. Citons à titre exemplatif: 1. l'emploi de techniciens dans les administrations publiques; 2. les règles de subordination des fonctionnaires aux Ministres, en régime parlementaire; 3. le contrôle de l'activité de communes par l'Etat.

Signalons encore que la Section nationale belge présidée par M. Matton a décidé de mettre à l'ordre du jour de ses études ultérieures, les questions ci-après: 1. la codification du droit administratif; 2. la centralisation de la statistique; 3. le contrôle de la production administrative; 4. l'organisation de la comptabilité des communes.

7. — Activité en dehors des Congrès.

D'autre part, M. Leimgruber nous a signalé son désir de voir l'activité permanente de l'Institut se développer. Il serait notamment du plus haut intérêt de voir l'Institut, pendant les trois années qui séparent les Congrès, se livrer à des enquêtes d'ordre plus concret. La réalisation de cette idée suppose une collaboration étroite entre le Secrétariat et les Sections nationales. M. Leimgruber suggère, par exemple, un échange de documentation sur les problèmes suivants: 1. les questions spéciales concernant le statut des fonctionnaires dont l'intérêt se révélera au cours du présent Congrès. 2. la normalisation des dossiers et du matériel de bureau dans les administrations, ainsi que l'enregistrement et le classement des archives. 3. l'application de la classification décimale aux lois et règlements.

Il nous paraît que dans ces diverses suggestions figurent un certain nombre de questions parmi lesquelles le Congrès pourrait utilement faire un choix en vue, soit d'enquêtes immédiates, soit de rapports pour le prochain Congrès.

La phase d'organisation de l'Institut est ainsi presque terminée; elle a malheureusement coïncidé avec une période de dépression économique qui a attiré l'attention des peuples plus sur les problèmes d'ordre pratique que sur ceux d'ordre scientifique. Grâce

à une sérieuse organisation, grâce aussi aux concours nombreux et dévoués de tous nos amis, qui jusqu'à présent ne nous ont ménagé ni leurs encouragements ni leur collaboration, nous sommes convaincus que nous parviendrons rapidement à développer le champ d'action de l'Institut, dont l'activité, limitée jusqu'à présent à des Congrès dont l'utilité justifiait l'existence, se prolongera dans le cours des sessions et connaîtra sous peu son plein épanouissement.

* * *

M. le Président propose l'adoption de ce rapport et félicite le Secrétaire général pour l'activité et le dévouement dont il a fait preuve. (Adhésion.)

Il annonce que conformément aux statuts il va être procédé à l'élection du Président.

A ce propos, il annonce que M. le Ministre d'Etat Devèze, appelé dans son pays à des fonctions importantes et absorbantes, met son mandat à la disposition de l'assemblée.

M. Neymark (Pologne) propose d'insister auprès de M. Devèze pour qu'il conserve la présidence qu'il a assumée avec tant de distinction et de réélire par acclamation tous les membres du Bureau.

M. Gascón y Marin est d'accord sur cette proposition. Il fait toutefois remarquer qu'il conviendrait à son sens d'établir un certain roulement parmi les pays de l'Amérique du Sud et propose, en conséquence, de remplacer M. Casas, Vice-Président, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Colombie, par M. Bielsa, représentant de l'Argentine et auteur de travaux importants et des plus appréciés. Ainsi l'Amérique du Sud continuerait à être représentée au sein du Bureau.

Il propose ensuite, dans le même esprit, de rappeler à la vice-présidence M. Léonard White, des Etats-Unis. Il a du reste été décidé lors du Congrès de Madrid, qu'une place restait ouverte pour M. White.

Enfin, il propose de reconnaître le travail considérable fourni par M. Leimgruber (Suisse) et le dévouement dont il a fait preuve, en l'appelant également à la vice-présidence.

Le nombre statutaire de vice-présidents étant ainsi atteint, il propose de nommer membre du Bureau, par application de l'article 21, in fine, des statuts, M. Dimitriu, représentant la Roumanie, afin de témoigner à ce pays la reconnaissance de l'Institut pour l'activité déployée et l'envoi d'une délégation aussi distinguée que nombreuse.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité.

M. le Président propose ensuite de maintenir en fonctions M. Lesoir, Secrétaire général. (Adopté.)

Le poste de trésorier étant devenu vacant par suite de la démission de M. Pien, M. Gascón y Marin propose de confier ces fonctions à M. Didisheim, secrétaire, en lui donnant le titre secrétaire-trésorier. (Adopté.)

Les statuts ne prévoyant plus qu'un seul secrétaire général, M. le Président propose de reconnaître les éminents services rendus par M. Warnotte, notamment à la Revue, en le nommant secrétaire général honoraire. (Adopté.)

L'Assemblée passe ensuite à l'examen de l'activité future de l'Institut.

M. Leimgruber (Suisse), après avoir remercié l'Assemblée des fonctions dont elle vient de l'investir, propose la continuation de l'étude du Statut des fonctionnaires. Cette étude pourrait être faite par échanges par l'intermédiaire du Secrétariat et par publications. Cette question serait ainsi continuellement mise à jour.

Il propose aussi d'aborder le problème de la classification décimale des lois ainsi que celui de la rationalisation dans les administrations.

Le Bureau se réunira avec les présidents de Sections afin d'élaborer un programme de travaux.

M. Kopczynski (Pologne) développe ensuite sa proposition d'accorder aux sections nationales un subside proportionnel aux subventions payées par l'Etat dont elles ressortissent.

M. Leimgruber (Suisse) combat cette proposition. Il estime qu'il serait contraire à l'intérêt du développement de l'Institut, et à la volonté des gouvernements qui y ont adhéré, de puiser, dans la Caisse centrale de l'Institut des fonds quelconques pour les donner aux Sections nationales. Les cotisations, soit des Gouvernements, soit des particuliers (cotisations des membres collectifs, des membres titulaires, des associés), aussi bien que le produit des publications et les dons, legs, fondations, subsides, etc. . . ., doivent rester entièrement à l'Institut. Celui-ci ne doit pas se déssaisir de ses moyens financiers en faveur des Sections nationales.

M. Gascón y Marin (ff. de président) propose de permettre au Bureau de faire pendant un an l'expérience demandée par M. Kopczynski.

M. Didisheim (trésorier) tente de concilier ces différentes suggestions en proposant d'inscrire au Budget de l'Institut une somme de 10.000 Frs. dont le Bureau pourrait disposer en faveur des Sections Nationales qui en ont besoin pour le développement de leur activité.

M. De Vuyst (Belgique) propose de n'accorder cet appui financier qu'aux Sections nationales qui fournissent un travail spécial.

M. Leimgruber se ralliant à cette formule, l'Assemblée l'adopte à l'unanimité.

L'Assemblée passe ensuite à la fixation du lieu et de la date du prochain Congrès.

M. le Vice-Président De Vuyst, délégué de la Belgique, demande que les rapports soient envoyés environ deux mois avant ledit Congrès afin de permettre à chacun de pouvoir en prendre librement connaissance à l'avance.

Il demande en outre, que les Gouvernements soient invités

à faire connaître chaque année à l'Institut les réalisations intervenues en ce qui concerne les vœux du Congrès.

Cette proposition est prise en considération.

M. Vermeulen, délégué de Roumanie, propose que les sessions aient lieu en automne, afin de permettre aux membres de la magistrature et aux professeurs d'universités d'y assister.

M. Kopczynski, au nom du Gouvernement polonais, invite l'Institut à tenir ses prochaines assises à Varsovie.

M. Puget appuie la proposition de M. Kopczynski. Les Congrès précédents ont été tenus successivement à Bruxelles, Paris, Madrid; celui-ci en Autriche. En choisissant Varsovie comme lieu du prochain Congrès, l'Assemblée manifesterait son désir d'établir une certaine distribution géographique des sièges des Congrès.

M. Gascón y Marin (ff. de président) remercie chaleureusement la Pologne de son invitation.

Cependant, d'autres propositions ayant été faites déjà au Congrès de Madrid, et par déférence pour M. le Président Devèze, absent, il propose à l'assemblée de ne pas donner de réponse définitive aux délégués polonais et de laisser au Bureau le soin de décider.

M. Didisheim, secrétaire-trésorier, résume le rapport sur la situation financière élaboré par M. Pien, trésorier démissionnaire.

Les comptes de l'Institut offrent au 31 mai 1933 un boni de 80.610'63 francs belges.

Les recettes et les dépenses ont été les suivantes en 1930—1931, 1932 et pendant les cinq premiers mois de 1933:

	1930—31	1932	1933 (5 mois)
Recettes . . .	97.429'05	84.036'40	34.961'45
Dépenses . . .	53.443'45	61.305'27	21.067'55
Boni	43.985'60	22.731'13	13.893'90

Conformément aux statuts, l'Assemblée désigne MM. Coreth et Vermeulen en qualité de commissaires, pour procéder à l'examen des comptes de l'Institut. Ceux-ci ayant été approuvés, décharge est donnée au trésorier de ses fonctions.

M. Gascón y Marin lève la séance à 10 h.

Le Président donne la parole à M. Didisheim pour la lecture du

„Résumé du compte rendu de l'Assemblée générale de l'Institut.“

L'Assemblée Générale statutaire a eu lieu le mercredi 21 juin 1933 à 9 heures, sous la présidence de M. Gascón y Marin, en remplacement de M. le Ministre Devèze.

Les différents points de l'Ordre du jour ont été examinés.

1. Le rapport du président et du secrétaire général est adopté.

2. MM. Coreth et Vermeulen sont chargés d'examiner les comptes de l'Institut.

Les deux commissaires n'ayant aucune observation à faire, ceux-ci sont adoptés et décharge est donnée au trésorier de sa gestion.

3. Le Bureau est constitué comme suit pour l'exercice suivant: Président: M. Albert Devèze (sortant), Belgique. — Vice-Président: M. Gascón y Marin (sortant), Espagne; M. Beck (sortant), Autriche; M. Kopczynski (sortant), Pologne; M. Barthélemy (sortant), France; M. Giannini (sortant), Italie; M. De Vuyst (sortant), Belgique; M. Léonard White (nouvellement élu), Etats-Unis; M. Bielsa (en remplacement de M. Casas, Colombie), Argentine; M. Leimgruber, Suisse. — Membre du Bureau: M. Dimitriu, Roumanie. — Secrétaire Général: M. Lesoir, Belgique. — Secrétaire-Trésorier: M. Didisheim (en remplacement de M. Pien, démissionnaire), Belgique. — Secrétaire Général Honoraire: M. Warnotte, Belgique.

4. L'Assemblée charge le Bureau d'examiner les propositions qui lui seront faites en vue du prochain Congrès, de fixer le programme des travaux pendant la prochaine période, et de décider de la date et du lieu du Congrès. Jusqu'à présent, nous avons été heureux d'enregistrer une invitation officielle de la Pologne.

5. L'Assemblée décide d'autoriser le Bureau à allouer des subventions aux sections nationales qui fourniraient un travail spécial.

6. Diverses autres propositions ont été faites concernant l'activité générale de l'Institut et l'organisation des Congrès, qui retiennent l'attention de l'Assemblée.

Le rapport du Secrétaire est accepté.

Suivent les allocutions des Délégués des divers Etats.

Excellence M. Le Ghait (Belgique):

A plusieurs reprises il a été rendu hommage à mon pays parce que le mouvement en faveur des sciences administratives y a été créé. Au nom de mon pays, j'adresse au Congrès toute la reconnaissance de la Belgique pour ces témoignages de sympathie.

Toutes les nations auront grand profit, Messieurs, à tirer de vos délibérations et de vos vœux qui ont été mis au point par l'élite des hommes de la science et de la pratique administrative de plus de 30 nations.

Son Excellence M. le Comte de Brocqueville, premier Ministre de mon pays, s'occupe en ce moment, avec ses collègues, avec la plus grande sollicitude de l'amélioration des méthodes de travail des administrations publiques, afin d'en obtenir avec moins de dépenses un plus grand rendement.

Nous croyons avec les excellentes idées qui ont été émises dans ces brillantes assises, que le salut se trouvera dans toutes les mesures préventives qui tendront à inciter les citoyens à se rendre davantage conscients de leurs responsabilités et de ne plus endosser aux Etats des charges qui ne leur incombent pas.

Nous félicitons chaleureusement le gouvernement fédéral, le gouvernement de la Province et de la ville de Vienne, le comité organisateur de ce congrès et tous ses collaborateurs du merveilleux succès de ces assises. Nous les remercions de l'accueil parti-

culièrement aimable qui a été réservé à mes concitoyens. (Vifs applaudissements, Lebhafter Beifall.)

Professeur Dr. Abdullah el Araby (Egypte):

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

L'Egypte qui a nommé deux délégués pour le Congrès actuel, qui a participé également aux deux congrès antérieurs, et qui a exprimé son intention d'adhérer comme membre permanent de l'Institut des Sciences Administratives, exprime sa profonde reconnaissance au Gouvernement autrichien et aux délégués autrichiens pour l'accueil très aimable qu'ils nous ont accordé.

L'Egypte se trouve en effet un centre merveilleux des études du droit comparé. Il y a chez nous des tribunaux consulaires qui appliquent leurs systèmes juridiques nationaux respectifs à l'égard de leurs ressortissants, des tribunaux mixtes composés de juges de différente nationalité qui appliquent le droit égyptien à l'égard de tous. De cette façon nous nous intéressons très étroitement à l'étude et à la compréhension de tous les systèmes juridiques et administratifs.

En même temps, notre but, notre idéal national, représenté par notre auguste Souverain, le Roi Fuad Ier, tend vers la construction d'un système juridique qui peut remplacer, dans un avenir prochain, tant de systèmes contradictoires et diversifiés, qui peut symboliser le droit dans sa forme la plus perfectionnée, qui peut satisfaire aux intérêts légitimes des ressortissants du pays, en même temps qu'aux intérêts des étrangers qui sont nos meilleurs col-laborateurs pour la renaissance de l'Egypte moderne.

C'est dans cet esprit de fraternité scientifique, c'est dans ce but de la recherche des principes fondamentaux de droit mondial que l'Egypte a assisté à ce Congrès, et qu'elle remercie vivement ses organisateurs. (Vifs applaudissements, Lebhafter Beifall.)

Professeur Borsi (Italie):

Je suis très sensible à l'honneur que l'on fait, plus qu'à ma personne, à mon pays, en me chargeant d'exprimer les sentiments des délégations étrangères en cette solennelle séance de clôture. Nos sentiments ne peuvent être que de gratitude à leurs Excellences le Président de la République d'Autriche et le Chancelier Fédéral qui, par leur présence parmi nous, par la bienveillante, j'oserai presque dire, amicale réception des délégations, par la vision incomparable à Schönbrunn, qu'ils ont donnée à tous les congressistes, ont bien voulu nous témoigner un intérêt et une considération dont nous les remercions avec toute déférence, tandis que nous exprimons pour la vie et pour l'avenir de cette noble nation les souhaits les plus sincères.

Nous prions aussi Monsieur le Bourgmestre de bien vouloir agréer nos remerciements pour sa courtoisie et pour son exquise réception dans l'historique Hôtel de Ville. Mais ce qui par-dessus tout restera dans nos cœurs, c'est le souvenir de l'hospitalité vien-

noise, dont les caractéristiques sont tellement harmonieuses que nous comprenons parfaitement qu'elles soient écloses sous ce climat où règne la plus parfaite harmonie dans l'art et dans la pensée, et dont l'influence a agi sur notre Congrès, dont les travaux se sont accomplis dans une atmosphère de sérénité scientifique.

Nous n'avions d'autre part qu'à suivre l'exemple et les directives de Monsieur le Baron Beck, Président du Congrès, dont l'éminente personnalité a donné tant d'éclat à notre Congrès, et de Monsieur Gascón y Marin, qui a été en quelque sorte notre Directeur de conscience à tous.

La caractéristique de nos études c'est que, tout en visant foncièrement des fins d'ordre pratique, elles placent l'intérêt de la collectivité au-dessus de l'intérêt individuel.

Le progrès des sciences publiques, le perfectionnement des outils administratifs, ne sont pas seulement à l'avantage de tous les citoyens, mais à celui plus haut et plus noble de l'Etat, synthèse de l'histoire immortelle des peuples.

Nous nous efforçons de trouver la meilleure méthode afin que l'Etat soit bien administré et, en ce sens, nos études s'inspirent de la meilleure conception politique: et, tout en ne faisant pas de politique, nous souhaitons que chaque Etat soit mis en situation d'accomplir ses tâches les plus hautes pour le bien-être matériel et moral, pour le progrès spirituel et intellectuel de chaque peuple, c'est-à-dire de tous les peuples. (Vifs applaudissements, Lebhafter Beifall.)

Professeur M u s l i h e d d i n A d i l (Président de la délégation turque.)

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Au nom de la Délégation de la République turque, je viens exprimer les plus vifs remerciements au Gouvernement Fédéral de la République d'Autriche, au Comité et au peuple autrichien, pour l'accueil vraiment chaleureux et majestueux en même temps, qu'ils nous ont réservé dès notre arrivée sur le sol d'Autriche, et qui témoigne non seulement d'un esprit d'hospitalité à maintes reprises éprouvé, mais aussi de l'importance qu'ils accordent à la réunion du Congrès.

Assurément, il appartenait à l'Autriche où les différents rouages administratifs sont si merveilleusement organisés et fonctionnent avec tant de régularité, d'inviter de réunir à Vienne, au grand centre de Culture, le cinquième Congrès International des Sciences administratives.

Des enseignements précieux se sont dégagés de nos délibérations, des méthodes nouvelles résultant des comparaisons entre systèmes différents sont adoptées. Et si demain les administrations de tous les pays sont organisées encore, nous devrons ces améliorations surtout, au fructueux travaux du cinquième Congrès International des Sciences administratives.

Il est hors de doute que le congrès représentait à nos yeux une oeuvre suprême dont la mission n'était pas seulement de recommander les bonnes méthodes administratives; mais de plus, sa fonction était de garantir une bonne harmonie et collaboration et une prospérité durable pour tous les pays.

Mesdames et Messieurs,

Nous vivons dans un temps où il est nécessaire d'accomplir d'éclatantes actions de solidarité et de collaboration.

Dans la paix du monde le véritable bonheur de l'humanité ne pourra être assuré qu'en augmentant la collaboration des élites du monde et en leur assurant le succès.

La paix est, avant tout, un état d'esprit, fait de compréhensions, de collaboration et de confiance.

Le Congrès, travaillant au rapprochement entre les professeurs et les hauts fonctionnaires administratifs de tous les pays, et en préparant dans l'opinion public le terrain d'une coopération plus étroite, facilitera les actions pacifiques des gouvernements respectifs.

Mesdames et Messieurs,

Nos travaux ne sont pas achevés. En rentrant dans nos chères patries, il faudra nous mettre à l'oeuvre, fixant les yeux toujours vers les deux lumières:

L'amour de la Vérité; et la passion du bien être public!

Vive l'A u t r i c h e ! (Vifs applaudissements, Lebhafter Beifall.)

Président Dr. K o p c z y n s k i:

Excellence,

Mesdames, Messieurs,

Avant que nos assises prennent fin, j'ai l'honneur de prendre la parole et de prononcer quelques mots sur la base générale de notre activité. Comme vous le savez, le premier Congrès International des Sciences Administratives a été organisé en 1910 à Bruxelles et il a donné lieu à l'organisation d'une Commission Internationale des Sciences Administratives. Vu les événements mondiaux suivants, le second Congrès n'a pu être convoqué qu'en 1923 à Bruxelles également. Les Congrès suivants ont eu lieu successivement à Paris, en 1927, à Madrid, en 1930 et actuellement, à Vienne.

Les Congrès en question nous donnent l'impression d'une utilité incontestable de l'oeuvre entreprise il y a vingt trois ans par les personnalités éminentes, telles que feu Cooreman, le comte de Torrè-Velez, Paul de Vuyst, et exécutés ensuite par un nombre toujours croissant de nos amis et collègues de tous les pays du monde. Les Congrès d'après la guerre réunissent l'un après l'autre un nombre plus important de représentants gouvernementaux et de congressistes. Les Etats, peu à peu, s'intéressent de plus en plus à notre activité et ils se font représenter au sein de la Commission internationale des Sciences Administratives. Le Congrès de Madrid provoqua même la transformation de la Commission en cause en

un Institut International des Sciences Administratives, dont la direction a été confiée à un homme d'Etat d'une haute renommée, notre très estimé Président, Albert Devèze, Ministre de la Défense Nationale de Belgique. Les buts de l'Institut sont énumérés dans ses statuts que vous connaissez tous et ils embrassent non seulement l'organisation des Congrès internationaux des Sciences Administratives, ce qui est déjà une tâche très importante, mais aussi la coopération permanente des Etats et des personnalités particulièrement intéressées à l'administration.

Les résultats de l'activité précitée sont déjà bien importants et ils montrent, ce qu'il faut souligner, la bonne volonté des Etats et des particuliers de travailler en commun pour la science et pour le bien de tout le monde.

Nos Congrès nous donnent une bonne occasion de nous rapprocher les uns des autres et de nous mieux connaître. Cette connaissance réciproque et les liens d'amitié qui lient la plupart des membres de l'Institut travaillant ensemble est, à mon avis, très précieuse et elle sert à un développement permanent de la collaboration internationale.

Etant donné ma qualité de participant aux trois derniers Congrès, j'ai l'honneur de constater, avec la plus vive reconnaissance, l'hospitalité montrée à l'égard de tous les congressistes et spécialement de la délégation polonaise.

J'espère que le Bureau de l'Institut voudra bien accepter ma proposition faite au nom du Gouvernement de la République de Pologne d'organiser le prochain Congrès à Varsovie, ce qui nous procurera, à mes collègues polonais et à moi, l'occasion de prouver notre gratitude.

Avant de terminer, j'estime de mon devoir de remercier de tout coeur mes collègues autrichiens pour la collaboration si efficace qu'ils ont bien voulu m'accorder en ma qualité de rapporteur général de la troisième section. Grâce à cette collaboration et grâce à la direction de nos débats par Son Excellence Monsieur le Ministre Johann Andreas Eichhoff, président de notre section, il nous a été possible de recueillir l'unanimité sur les conclusions de nos débats. Au revoir à Varsovie. (Vifs applaudissements, Lebhafter Beifall.)

Président Dr. G a s c ó n y M a r i n : La parole à M. le Président du Congrès.

Präsident Minister a. D. Dr. B e c k (mit lebhaftem Beifall begrüßt):

Notre tâche touche à sa fin, il est alors permis d'embrasser d'un coup d'oeil rapide le cours du Congrès.

Lorsque les travaux préliminaires en vue du Vème Congrès commencèrent, je me vis obligé d'examiner le travail des Congrès précédents. L'abondance des différents problèmes à résoudre, les préparatifs fondamentaux, le traitement exact de questions et l'importance des conclusions méritent reconnaissance complète.

Dem V. Kongresse, unserem Kongresse, war von Anfang an keine leichte Aufgabe gestellt. Es war ihm eine Beschränkung auferlegt, durch drei Hauptthemen, die aber wegen ihrer schwierigen Abgrenzbarkeit den Referenten und den Teilnehmern gewisse Schwierigkeiten boten. Gleichwohl gelang es durch verständnisvolles Zusammenarbeiten aller berufenen Faktoren, zu einem positiven Ergebnisse zu gelangen und die große, ich möchte beinahe sagen ungeheure, Materie entsprechend zu konkretisieren. Der V. Kongreß reiht sich würdig seinen Vorgängern an und jeder dieser Kongresse fällt mit seinem spezifischen Gewicht in die Waagschale der Wissenschaft. Der Verlauf unseres Kongresses war überaus glücklich und reibungslos. Die Ergebnisse sind durchaus geeignet, die Grundlagen weiterer Tätigkeit in der Forschung und wissenschaftlichen Erörterung zu bilden. Daß dem so ist, muß dem sorgfältigen Unterbau des Kongresses gedankt werden, auf dem der Kongreß ruhen konnte: das sind die ganz ausgezeichneten Hauptreferate und die sie ergänzenden Referate, welche dem Kongreß vorgelegt wurden.

Zu dem Erfolg des Kongresses hat sehr wesentlich beigetragen die sachverständige und konziliante Leitung der Sektionsverhandlungen durch die Sektionspräsidenten. Ich glaube, daß wir ihnen ebenso wie den Teilnehmern an diesen Verhandlungen, die ihr lebhaftes Interesse bekundet haben, unseren herzlichen Dank aussprechen müssen. (Lebhafter Beifall.)

Allen Präsidenten und Referenten gebührt der wärmste Dank, den ich mir erlaube, hiemit geziemend abzustatten.

Ganz besonders wurde der Kongreß durch die ungetrübte Harmonie des guten Willens gefördert, der von Anfang an überall in dem Bestreben sich gezeigt hat, den Kongreß einem guten Erfolge entgegenzuführen. Es hat sich wieder einmal gezeigt, daß dort, wo ein entschlossener Wille ist, sich auch ein Weg öffnet, der zu dem angestrebten Ziele führt — allen Schwierigkeiten zum Trotz.

Schwierigkeiten hat es ja genug gegeben und mußte es geben. Es lag das in der Natur der dem Kongresse gestellten Aufgaben und in den äußeren Verhältnissen und Umständen. Aber alle Schwierigkeiten sind glücklich überwunden worden. Ich glaube, sagen zu können: nur aus der Überwindung von Schwierigkeiten ergibt sich die wahre Freude an der Arbeit.

Wenn ich mir den glatten, sachlichen und formellen Verlauf des Kongresses vor Augen halte, muß ich der Person, Seiner Exzellenz, des Herrn Professors Gascón y Marín und seiner Tätigkeit gedenken. (Lebhafter, anhaltender Beifall.)

Son Excellence M. Gascón y Marín comme représentant du Chef de l'Institut international des sciences administratives, Son Excellence M. Dèvez s'est acquis, pour la direction et les résultats du Congrès, les plus grands mérites, grâce à son expérience et à ses riches connaissances.

Par son amabilité, la collaboration à été aussi facile qu'agréable.

Aussi lui devons-nous les plus vifs remerciements. (Lebhafter Beifall.)

Unsere Danksagung gilt auch für die übrige Leitung des Internationalen Instituts in Brüssel, insbesondere für Herrn Generalsekretär L e s o i r, den wir gleichfalls in unserer Mitte begrüßen durften. (Lebhafter Beifall.)

Der vorbereitende Ausschuß des Kongresses war bemüht, ein möglichst klagloses Funktionieren des Kongreßapparates sicherzustellen, und wir hoffen, daß uns dies wenigstens bis zu einem gewissen Grade gelungen ist.

Die lichte Seite des Kongreßapparates ist durch das Komitee der D a m e n repräsentiert. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.) Die Damen haben sich in der lebenswürdigsten Weise in den Dienst des Kongresses gestellt, und haben es verstanden, den gesellschaftlichen Verkehr im Rahmen des Kongresses in dankenswerter Weise zu beleben. Es hat sich wieder einmal das ewig Weibliche in der lebenswürdigsten Auswirkung gezeigt. (Lebhafter Beifall.) Ich glaube, wir staten alle herzlichst gern den Damen unseren aufrichtigsten, wärmsten Dank ab. Nicht unerwähnt darf ich die Unterstützung lassen, welche die in- und ausländische P r e s s e diesem Kongreß hat angedeihen lassen. Wir danken ihr dafür herzlich. (Lebhafter Beifall.)

Der internationale Charakter dieses Kongresses ist in würdiger und feierlicher Weise durch die Teilnahme der Herren M i s s i o n s c h e f s zum Ausdruck gelangt. Auch ihnen gebührt unser herzlichster Dank. (Beifall.)

Schon bei der Eröffnungssitzung konnte ich darauf hinweisen, daß der Herr B u n d e s p r ä s i d e n t in Würdigung der internationalen und wissenschaftlichen Bedeutung des Kongresses den Ehrenschatz übernommen hatte, und jetzt bin ich in der angenehmen Lage, feststellen zu können, daß der Kongreß durch den Verlauf seiner Tätigkeit diesem Ehrenschatz vollauf gerecht geworden ist. Unser hochverehrter Herr Bundespräsident hat den übernommenen Ehrenschatz und sein hohes Interesse an dem Kongreß werktätig kundgetan durch sein Erscheinen und durch seine, unsere Arbeiten einleitenden, gehaltvollen, ich möchte sagen, richtungweisenden Worte bei der Eröffnungssitzung, ferner durch sein und seiner verehrten Gattin Erscheinen bei der Festvorstellung und dem nachfolgenden Empfange. Ich glaube, daß wir ihm alle aus ganzem Herzen unseren aufrichtigsten, wärmsten Dank aussprechen können. (Lebhafter Beifall und Händeklatschen.)

Vom Standpunkte der Kongreßleitung muß auch ich der österreichischen R e g i e r u n g gedenken. Der Kongreß hat über Einladung der österreichischen Regierung in Österreich, in Wien, getagt und stand unter den Auspizien der Regierung. Die Regierung hat nach den ihr zu Gebote stehenden Mitteln und Möglichkeiten für den Kongreß Sorge getragen und durch die Teilnahme des Herrn Bundeskanzlers Dr. D o l l f u s s und mehrerer Herren Minister an der Eröffnungssitzung, weiters durch den den Mitgliedern des Kon-

gresses gebotenen Empfang in Schönbunn ihr Interesse an dem Kongreß bekundet. Ich glaube, wir alle sind eines Sinnes, wenn wir der österreichischen Regierung den herzlichen Dank für alle Förderung, die sie dem Kongreß hat zuteil werden lassen, aussprechen. (Lebhafter Beifall.)

Jede wissenschaftliche Tätigkeit bedeutet ein Streben nach Wahrheit. Wenn wir nun nach getaner Arbeit, rebus non solum bene, sed optime gestis, in die Heimat und zu unserer täglichen Beschäftigung zurückkehren, so dürfen wir uns sagen, daß wir nicht vergeblich nach Wahrheit gestrebt haben, daß wir ihr Wegbereiter waren, und daß wir einige wertvolle Bausteine zu dem stolzen Gebäude der administrativen Wissenschaften beigetragen haben, welche die künftigen Bauleute nicht verwerfen werden.

Lassen Sie mich hoffen, daß wir, sofern uns die göttliche Vorsehung begnadet, bei einem nächsten Kongreß in gemeinsamer Arbeit den eingeschlagenen Weg, der zur Wahrheit führt, weiter fortsetzen werden.

Et dans cet espoir nous voulons prendre congé en vous disant: Au revoir! (Lebhafter Beifall.)

Le Président Dr. Gascón y Marin prend ensuite la parole pour lever la Séance de Clôture. En premier lieu il fait part des deux télégrammes reçus en réponse de ceux qui avaient été envoyés par le Président du Congrès:

„Messieurs Gascón y Marin et Beck congrès international sciences administratives Vienne, Autriche.

Profondément touché des sentiments que vous m'exprimez si affectueusement j'adresse au congrès mes vœux les plus vifs pour le grand succès de ses travaux et la prospérité de l'institut. Albert Devèze, ministre défense nationale.“

„Excellences Gascón y Marin et Beck Vème Congrès International des Sciences Administratives, Vienne.

Profondément reconnaissant à la salutation et hommage du Vème Congrès et à ses éminents interprètes, je corresponds avec toute ma gratitude et spirituellement je dépose l'hommage et la salutation sur la tombe de notre inoubliable Excellence Cooremán et perpétuel souvenir pour nous. Félicitation affectueuse pour les travaux de l'assemblée.

Comte de Torre-Velez.“

Puis il continue:

Excellence,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'abord de remercier de tout mon coeur notre éminent Président Beck des mots si aimables qu'il vient de prononcer à mon égard et que vous avez accueillis avec une considération qui m'a touché.

J'estime que tout ce qui a été dit sur le travail du Vice-Président de l'Institut International, doit être considéré comme

un hommage à l'Institut et à la bonne volonté que j'ai mise à son service.

Pour répondre à ces paroles, je dois, en toute justice, exprimer encore une fois les remerciements très sincères de l'Institut, pour tout ce qui a été fait par le Comité Autrichien du Congrès, dans lequel figure en toute première place d'honneur, le Président Fédéral Miklas à qui j'adresse l'expression de la haute considération et les respectueux hommages de l'Institut pour la façon si aimable de laquelle il a appuyé et élevé l'oeuvre de notre Congrès, comme au Chancelier Dollfuss et au Vice-Chancelier.

Au moment de nous séparer, je ne puis oublier tous ceux qui ont contribué au succès de nos travaux. Je veux mentionner tous les chefs de délégations étrangères, et parmi les membres du Comité national, les docteurs Emerich Coreth et Otto Des Loges, les Présidents de sections Dr. Josef Schenk, Dr. Ernst Hořický, Dr. Johann Eichhoff ainsi que les rapporteurs autrichiens Herrnritt, Zedtwitz et Mannlicher, qui ont contribué par leurs rapports scientifiques en même temps que les rapporteurs généraux des travaux de section, Leimgruber et Kopczynski, au succès de nos assises.

De même, je me fais un devoir de rendre hommage à la Baronne Hauser, Présidente du Comité de Dames et à tous les membres de celui-ci pour la façon si aimable et si distinguée dont elles ont accompli leur tâche, en faisant dans la meilleure tradition les honneurs de cette ville de Vienne, ville qui dans la personne du Bourgmestre et de ses collaborateurs s'est vivement intéressée aux travaux du Congrès. Tous nous ont aidé à nous rendre compte de l'essor que la ville de Vienne a pris dans ces dernières années.

Je ne peux oublier l'appui scientifique de l'Université. Universitaire moi-même, j'ai vu avec grand plaisir tout ce que les éminents professeurs qui ont participé aux travaux du Congrès ont fait pour donner des renseignements et pour faciliter la connaissance de questions importantes.

Vous savez que nous nous sommes occupés de la situation des fonctionnaires, qui parfois ne sont pas mis au premier plan, mais qui devraient l'être, étant donné leur compétence et les travaux qu'ils réalisent.

Nous devons aussi des remerciements aux fonctionnaires du Congrès, et au personnel qui nous a aidé dans l'accomplissement de notre mission, et en l'honneur de tous nos collaborateurs, je vous demande une marque d'approbation et de félicitation.

Nous arrivons au dernier moment du Congrès; je dois prononcer les mots d'adieu, mais ces mots ne peuvent signifier une séparation complète. Je ne vous dirai donc pas adieu, puisque nous devons nous dire au revoir, en attendant la réunion du prochain Congrès International des sciences administratives pour lequel la Pologne fait l'invitation, ce que nous apprécions beaucoup, puisque nous connaissons le grand intérêt que ses représentants au sein de l'Institut ont toujours eu pour la réussite de nos travaux. Notre

oeuvre est une oeuvre qui n'admet pas une solution définitive, mais exige des travaux ininterrompus. A présent il appartiendra au Bureau de l'Institut de poursuivre les travaux, d'établir de la façon la plus complète possible les liens d'union entre notre Congrès et le VIème Congrès, en étudiant les voeux émis par les diverses sections et en faisant tout son possible pour leur donner suite de la façon la plus opportune.

Nous pouvons être fiers de notre oeuvre. Malgré la différence des langues, malgré la différence d'esprit national qui existent dans le monde, esprit national qu'on ne doit pas nier et que nous tous manifestons comme l'amour pour notre Patrie, nous avons fait preuve de solidarité intellectuelle, nous avons compris que pour la science il y a des relations entre tous les pays et tous les individus, et que la vérité scientifique ne peut être qu'une. à travers les frontières.

Nous avons tous été d'accord pour comprendre que dans une époque si critique pour le monde et même pour la civilisation, nous devons élever notre esprit, nous devons chercher le meilleur moyen d'organiser la vie administrative, nous ne devons pas nous laisser inspirer, et nous ne l'avons pas fait, par l'idée de lutte, mais plutôt par l'esprit de paix.

Les hommes de science constituent dans la société une élite qui doit diriger l'opinion; les hommes de science qui apportent la technique dans la vie politique, font une oeuvre essentielle pour les Gouvernements des Etats et au cours de ce Congrès nous avons tous, avocats, professeurs, fonctionnaires, hommes politiques, délégués des Gouvernements, été inspirés de la même idée essentielle. Cela n'est pas à négliger de nos jours et cela fait honneur au Congrès des Sciences Administratives.

Ce n'est pas à moi d'examiner les diverses conclusions qui ont été adoptées ni les avis qui ont été exprimés par les sections. Je veux seulement mentionner l'importante étude faite sur le Statut de fonctionnaires et sur les principes fondamentaux de la réorganisation du travail administratif, puis ce qui a été dit sur le contentieux administratif et qui signifie que nous avons tenu compte de ce qu'une administration ne peut être digne de ce nom, sans un personnel compétent, sans des garanties suffisantes pour la bonne méthode du travail, qui indiquent aux citoyens des voies de droit et qui protègent ceux-ci contre les abus possibles du pouvoir.

Cela dit, permettez-moi de vous rappeler que je suis ici avec des collègues de mon pays et que l'Espagne ne peut oublier tout ce qui a été dit en son honneur. Les souvenirs dans lesquels le nom de l'Espagne a été lié aux fêtes du Congrès, les salutations au Président d'honneur espagnol de l'Institut, le Comte de Torre-Velez, tout cela rappelle ce que la Section espagnole a fait pour le Congrès à Madrid et l'appui que nous avons donné à ce Congrès. Comme Espagnol, je dois vous remercier tous, très sincèrement et cordialement.

En vous quittant, je forme les voeux les plus enthousiastes pour la réussite des prochains travaux de l'Institut International des Sciences Administratives.



Liste des Congressistes autrichiens. — Liste der inländischen Teilnehmer.

Rektor der Universität Dr. Othenio Abel, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Ludwig (von) Adamovich, Graz.
 Generaldirektor a. D. Dr. Artur Aigner, Wien.
 Ministerialrat Dr. Raoul Allgayer, Wien.
 Landesamtsdirektor Hermann (Graf) Attems, Linz.
 Staatssekretär, Bundesminister a. D. Franz Bachinger, Wien.
 Stadt Baden (vertreten durch zwei Herren).
 Landesamtsdirektor Franz (Frh. v.) Baillou, Salzburg.
 Sekretär des Wiener Genossenschaftsverbandes Dr. Josef Barnet.
 Redakteur Gerda de Baranoffska, Wien.
 Universitätsprofessor, Senatspräsident des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Robert Bartsch, Wien.
 Sektionschef a. D., Präsident der Staatsschuldendirektion i. R. Dr. Otto (R. v.) Bazant-Hegemark, Wien.
 Ministerpräsident a. D. Dr. Max Vladimir (Frh. v.) Beck, Wien.
 Leitender Sekretär der Kammer für Handel, Gewerbe und Industrie Doktor Wilhelm Becker, Wien.
 Oberregierungsrat Edwin Beigl, Eisenstadt.
 Sektionschef, Präsident des österreichischen Patentamtes Karl Bergmann, Wien.
 Senatspräsident Dr. Georg Binder, Wien.
 Generalstaatsarchivar Dr. Gustav Bodensteiner, Wien.
 Polizeipräsident a. D. Dr. Franz Brandl, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Rudolf Braun, Wien.
 Vizepräsident Dr. Wenzel Braun, Wien.
 Generaldirektor Dr. Viktor Brauneis, Wien.
 Ministerialsekretär, Privatdozent Dr. Karl Braunias, Wien.
 Magistratsrat Dr. Franz Bräunlich, Wien.
 Vizekanzler a. D., Präsident a. D. des Bundesamtes für Statistik Dr. Walter Breisky, Klosterneuburg.
 Universitätsprofessor Dr. Karl Brockhausen, Wien.
 Kammeramtsdirektor-Stellvertreter Dr. Hans Bruckner, Wien.
 Direktor der österreichischen Bundesbahnen Viktor Brudniok, Wien.
 Landesamtsdirektor Dr. Anton Bundsmann, Innsbruck.
 Oberpolizeirat Dr. Rudolf Büngener, Wien.
 Bundesminister Dr. Karl Buresch, Wien.
 Ministerialrat Eugen (von) Chavanne, Wien.
 Ministerialrat Dr. Egidio Conrath, Wien.
 Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Emerich (Graf) Coreth, Wien.
 Regierungsrat Dr. Ferdinand Czerny, Wien.
 Sektionschef, Parlamentsdirektor Rudolf (R. v.) Czychlarz, Wien.
 Sekretär der Kammer für Arbeiter und Angestellte Karl Dall, Graz.
 Oberadministrationsrat Dr. Josef Dauter, Wien.
 Ministerialrat Dr. Otto (R. v.) Des Loges, Wien.
 Präsident der Finanzlandesdirektion Dr. Emil (Frh. v.) Dewez, Salzburg.
 Landesamtsdirektor Oskar Diesner, Bregenz.
 Bundeskanzler Dr. Engelbert Dollfuß, Wien.
 Dorotheum (vertreten durch zwei Herren), Wien.
 Hofrat Dr. Oskar Dreßler, Wien.
 Präsident Dr. Karl Drexel, Wien.

Universitätsprofessor Dr. Otto (Frh. v.) Dungern, Graz.
 Präsident des Verfassungsgerichtshofes Dr. Ernst Durig, Wien.
 Ministerialrat Dr. Johann Egger, Wien.
 Ministerialrat Dr. Rudolf Egger, Wien.
 Vizepräsident, Sektionschef a. D. Robert (Frh. v.) Ehrhart, Wien.
 A. o. Gesandter und bev. Minister a. D. Johann Andreas (Frh. v.) Eichhoff,
 Wien.
 Ministerialrat Friedrich (Frh. v.) d'Elvert, Wien.
 Vizebürgermeister Georg Emmerling, Wien.
 Landeshauptmann Dr. Otto Ender, Wien.
 Oberlandesgerichtspräsident, Mitglied des Verfassungsgerichtshofes Dr. Friedrich
 Engel, Wien.
 Ministerialrat Dr. Max Fizia, Wien.
 Bundesminister Emil Fey, Wien.
 Ministerialrat Dr. Arbogast Fleisch, Wien.
 Dr. Georg Fleischer, Wien.
 Ministerialrat H. Freiborn, Wien.
 Ministerialrat Dr. Ludwig Friedrich, Wien.
 Professor an der Technischen Hochschule Dr. Hans (R. v.) Frisch, Wien.
 Vizepräsident des Verfassungsgerichtshofes Dr. Georg Froehlich, Wien.
 Sektionschef Alfred Fuchs, Wien.
 Senatspräsident Dr. Viktor (Frh. v.) Fuchs, Wien.
 Minister a. D. Edmund (R. v.) Gayer, Wien.
 Regierungskommissär Dr. Walter Gerdes, Weiz.
 Rechtsanwalt Dr. Siegfried Geyerhahn, Wien.
 Sektionsrat Dr. Otto Gleich, Wien.
 Generalkonsul Friedrich (v.) Görtz, Wien.
 Hauptdezernent der österreichischen Bundesbahnen Dr. Iring Grailer, Wien.
 Ministerialsekretär Dr. Johann (v.) Granichstaeden-Czerva, Wien.
 Präsident, Bundesminister a. D. Dr. Ferdinand Grimm, Wien.
 Oberstaatsarchivar Dr. Lothar Groß, Wien.
 Ministerialrat Dr. Viktor Groß, Wien.
 Kabinettsrat Dr. Alois Großmann, Wien.
 Sektionschef Dr. Franz Gruber, Wien.
 Ministerialrat Dr. Erich Gruber, Wien.
 Sektionschef, Hochschulprofessor Dr. Karl (v.) Haager, Wien.
 Leiter des Psychotechnischen Instituts Ing. Karl Hackl, Wien.
 Sektionschef Dr. Josef Halusa, Wien.
 Konsulent des Bundespressdienstes Dr. Bertold (Frh. v.) Härdtl, Wien.
 Magistratsdirektor Dr. Karl Hartl, Wien.
 Ministerialrat Dr. Otto Hatschek, Wien.
 Sektionschef Dr. Robert Hecht, Wien.
 Landesamtsdirektor Dr. Karl Heger, Eisenstadt.
 Direktor des Stenographenamtes des Parlaments und Leiter der Staatskorrespon-
 denz, Hofrat Ernst Heilig, Wien.
 Ministerialrat Dr. Paul (R. v.) Heiterer-Schaller, Wien.
 Ministerialrat Dr. Maximilian Hell, Wien.
 Universitätsprofessor, Senatspräsident a. D. Dr. Rudolf (v.) Herrnritt, Wien.
 Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Franz Hietsch, Wien.
 Sektionschef Dr. Friedrich Hock, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Emil (von) Hofmannsthal, Wien.
 Landesregierungsrat Dr. Oskar Hofmohl, Wien.
 Regierungsrat Julius Hold, Wien.
 Sektionschef Dr. Ernst Hoficky, Wien.
 Legationsrat Theodor (R. v.) Hornbostel, Wien.
 Obersenatsrat Dr. Rudolf Hornek, Wien.
 Rat des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Karl Hübel, Wien.
 Ministerialrat Otto Huber, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Karl Gottfried Hugelmann, Klosterneuburg.
 Rechtsanwalt Dr. Emmerich Hunna, Wien.
 Ministerialrat Dr. Hugo Jäckl, Wien.

Bundesminister a. D. Dr. Guido Jakoncig, Innsbruck.
 Landesregierungsrat Dr. Justus (Frh. v.) Jettel, Wien.
 Ing. Fritz Jordan, Wien.
 Magistratsrat Dr. Hermann Just, Wien.
 Generalstaatsarchivar Dr. Josef Kallbrunner, Wien.
 Präsident des Verwaltungsgerichtshofes Dr. Wenzel Kamitz, Wien.
 Ministerialsekretär Dr. Walter (v.) Kamptz-Borken, Wien.
 Präsident der Wiener Rechtsanwaltskammer Dr. Siegfried Kantor, Wien.
 Hofrat Karl (Frh. v.) Karwinsky, Wien.
 Landesamtsdirektor Dr. Alois Kastner, Wien.
 Bundesminister Dr. Robert Kerber, Wien.
 Sektionschef Dr. Alfred (v.) Kempf, Wien.
 Landeshauptmann Ferdinand Kernmeier, Klagenfurt.
 Senatspräsident Anton Keschmann, Wien.
 Präsident der Österreichischen Nationalbank Dr. Viktor Kienböck, Wien.
 Generalkonsul Dr. Ludwig Kleinwächter, Wien.
 Direktor der Landes-Landwirtschaftsrankenkasse für Tirol Dr. Fritz Koch, Innsbruck.
 Rechtskonsulent Dr. Erich Komers, Klagenfurt.
 Rechtsanwalt, Ministerialrat a. D. Dr. Otto (R. v.) Komorzynski-Oszczynski, Wien.
 Verein der n.-ö. Konzeptsbeamten, Wien.
 Sektionschef Dr. Eugen (v.) Kopetzky-Rechtsperg, Wien.
 Sektionsrat Dr. Alois Körner, Wien.
 Sektionsrat Dr. Arnold v. Krasný-Ergen.
 Rechtsanwalt Dr. Gaston Josef Kraus, Wien.
 Obermagistratsrat Viktor Kritscha, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Max Kulisch, Innsbruck.
 Universitätsprofessor Dr. Karl Lamp, Innsbruck.
 Landarbeiter-Versicherungsanstalt, Wien.
 Magistratsbeamter Dr. Felix Lanzer, Wien.
 Direktor Dr. Julius Laßnicek, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Max Layer, Wien.
 Oberlandesgerichtspräsident Dr. Otto Leonhard, Wien.
 Ministerialrat Dr. Karl Lißbauer, Wien.
 Präsident der Finanzprokuratur Dr. Rudolf Löw, Wien.
 Sekretär des Hauptverbandes der Industrie Dr. Walter Loewenfeld, Wien.
 Kabinettsdirektor Josef (Frh. v.) Löwenthal, Wien.
 Regierungsrat, Direktor der Landarbeiter-Versicherungsanstalt für Steiermark Karl Loidl, Graz.
 A. o. Gesandter und bev. Minister Eduard Ludwig, Wien.
 Regierungsoberkommissär Dr. Rudolf (v.) Lustig-Leignitz, Wien.
 Regierungsrat, Abteilungsleiter im Bundesamt für Statistik, Hochschuldozent Dr. Arnold (v.) Madlé, Wien.
 Senatspräsident Dr. Egbert (R. v.) Mannlicher, Wien.
 Rechtsanwalt, Bezirksvorsteher Dr. Emil Maurer, Wien.
 Ministerialrat Dr. Ewald Mayer, Wien.
 Oberregierungsrat Franz Melcher, Eisenstadt.
 Universitätsprofessor Dr. Adolf Menzel, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Adolf Merkl, Wien.
 Ing. Reinhard Mildner, Wien.
 Präsident der Kammer für Arbeiter und Angestellte, Nationalrat Hans Muchitsch, Graz.
 Staatssekretär Odo (Frh. v.) Neustädter-Stürmer, Wien.
 Ministerialrat Dr. Oskar Nitschmann, Wien.
 Inspektor Dr. Egon Oberhuber, Linz.
 Vizepräsident Dr. Rudolf Oehl, Wien.
 Ministerialsekretär Dr. Josef (v.) Otter, Wien.
 Hofrat Dr. Edmund Palla, Generalsekretär der Arbeiterkammer, Wien.
 Hofrat Dr. Papan.
 Sektionschef a. D. Dr. Anton (Frh. v.) Pantz, Wien.

Landesregierungskommissär Franz Pauser, Eisenstadt.
 Polizeirat Dr. Karl Penn, Wien.
 Sektionschef Dr. Hans Pernter, Wien.
 Präsident des Bundesdenkmalamtes Dr. Leodegar Petrin, Wien.
 Ministerialrat Dr. Richard Pfaundler, Wien.
 Hofrat, Landesamtsdirektorstellvertreter Dr. Paul Pilz, Eisenstadt.
 Landesamtsdirektor Dr. Georg Pockels, Innsbruck.
 Rechtsanwalt Dr. Franz Pranter, Wien.
 Obvermessungsrat Franz Praxmarer, Wien.
 Magistratsrat Dr. Ferdinand Raith, Wien.
 Präsident, Bundeskanzler a. D. Dr. Rudolf Ramek, Wien.
 Landesregierungskommissär Rudolf Rapp, Eisenstadt.
 Bundesminister a. D., Universitätsprofessor Dr. Josef Redlich, Wien.
 Landeshauptmann Dr. Franz Rehr, Salzburg.
 Ministerialrat Ing. Karl Reichenvater, Wien.
 Ministerialrat Dr. Rainer (v.) Reinöhl, Wien.
 Landeshauptmann Josef Reither, Wien.
 Staatskanzler a. D. Dr. Karl Renner, Wien.
 Bundesminister a. D. Dr. Josef Resch, Wien.
 Wirklicher Hofrat Max Ried, Wien.
 Ministerialrat Dr. Anton Riehl, Wien.
 Landeshauptmann, Bundesminister a. D. Dr. Anton Rintelen, Wien.
 Sektionschef Ignaz (Frh. v.) Ruber, Wien.
 Städtischer Amtsleiter Ludwig Ruf, Hollabrunn.
 Rechtsanwalt Dr. Ernst Ružička, Wien.
 Präsident des Verbandes der auswärtigen Presse Dr. Leo Salkind, Wien.
 Vorsitzenderstellvertreter des Bundesrates Dr. Karl Aubert Salzmann, Wels.
 Rechtsanwalt Dr. Ernst (Frh. v.) Schenk, Wien.
 Präsident des Abrechnungsamtes, Minister a. D. Dr. Josef (Frh. v.) Schenk,
 Wien.
 Vizebürgermeister Dr. Josef Scherleitner, Linz.
 Rechnungsdirektor Viktor Schiedl, Wien.
 Sektionsrat Dr. Hans Schima, Wien.
 Landeshauptmann Dr. Josef Schlegel, Linz.
 Rat des Verwaltungsgerichtshofes Vitus Schmidt, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Gustav Schoenberg, Wien.
 Generaldirektor der österreichischen Bundesbahnen Anton Schöpfer, Wien.
 Vizepräsident Dr. Friedrich Schubert, Wien.
 Vizekanzler a. D., Bundesminister Ing. Vinzenz Schumy, Wien.
 Bundesminister Dr. Kurt (v.) Schuschnigg, Wien.
 Oberregierungsrat Adolf Schwarz, Eisenstadt.
 Attaché Dr. Johannes (Prinz zu) Schwarzenberg, Wien.
 Nationalrat Ing. Seidel, Wien.
 Landeshauptmann und Bürgermeister Karl Seitz, Wien.
 Polizeipräsident Dr. Eugen Seydel, Wien.
 Direktor des Wiener Giro- und Cassen-Vereines Dr. Max Sokal, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Hans Spitzer, Wien.
 Direktor der Versicherungsanstalt für Angestellte in der Landwirtschaft Alfred
 Sponner, Wien.
 Beamter der Versicherungskasse „Collegialität“ Dr. Edwin Steinbeck, Wien.
 Postrat Dr. Karl Stiel, Wien.
 Bundesminister Fritz Stockinger, Wien.
 Gouverneur der Postsparkasse Dr. Artur Stöger, Wien.
 Vizepräsident, Gemeinderat Franz Stöger, Wien.
 Präsident Dr. Sepp Straffner, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Siegmund Strauß, Wien.
 Präsident der Handels- und Gewerbekammer, Bundeskanzler a. D. Dr. Ernst
 (R. v.) Streeruwitz, Wien.
 Hofrat, Stadthauptmann Friedrich Streitmann, Wien.
 Landeshauptmann Dr. Franz Stumpf, Innsbruck.
 Ministerialrat Dr. Hugo Suchomel, Wien.

Sektionsrat Eduard (Frh. v.) Tomaschek, Wien.
 Unfallversicherungsanstalt der österreichischen Eisenbahnen, Wien.
 Obmann der Versicherungskasse „Collegialität“ Karl Untermüller, Wien.
 Leitender Beamter der Versicherungskasse „Collegialität“ Adolf Utke, Wien.
 Bundesminister, General d. I., Bundeskanzler a. D. Karl Vaugoin, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Alfred (v.) Verdroß, Wien.
 Erster Sekretär der Wiener Börsekammer Dr. Ludwig Vidéky, Wien.
 Polizeioberkommissär Dr. Anton Walitschek, Wien.
 Ministerialrat Dr. Guido Wagner, Wien.
 Ministerialrat Heinrich (Graf) Waldstein-Wartenberg, Wien.
 Landeshauptmann Dr. Alfred Walheim, Wien.
 Ministerialrat Dr. Egon Wallentin, Wien.
 Ministerialrat Dr. Anton Walter, Wien.
 Präsident, Bundesminister a. D. Dr. Emanuel Weidenhoffer, Wien.
 Sektionschef Dr. Heinrich Weigl, Wien.
 Präsident der Kammer für Arbeiter und Angestellte Dr. Karl Weigl, Wien.
 Wirklicher Amtsrat Fedor Weingart, Wien.
 Rechtsanwalt Dr. Moritz Ludwig Weiß, Wien.
 Vizekanzler Ing. Franz Winkler, Wien.
 Legationsrat Paul (Frh. v.) Winterstein, Wien.
 Obermagistratsrat Dr. Rudolf Wirth, Linz.
 Universitätsprofessor, Ministerialrat Dr. Leo Wittmayer, Wien.
 Sektionschef Dr. Franz Wlček, Wien.
 Sektionschef Dr. Emil (v.) Wohlgemuth, Wien.
 Universitätsprofessor Dr. Karl Wolff, Innsbruck.
 Hofrat Dr. Emanuel Wolfschütz, Wien.
 Landesamtsdirektor Ferdinand Wolfsegger, Wien.
 Hochschulprofessor Hans (Frh. v.) Zeßner-Spitzenberg, Wien.
 Landesregierungsvizepräsident a. D. Dr. Alexander (Graf) Zedtwitz, Wien.
 Hofrat Dr. Georg (R. v.) Zimmermann, Wien.

Liste des Congressistes étrangers. — Liste der ausländischen Teilnehmer.

Dr. Mohamed Abdullah El Araby, Professeur à la faculté de droit de
 l'Université Egyptienne, Le Caire.
 Petre Alexandrescu, docteur en droit, de Paris, professeur à l'Ecole de
 documentation administrative, Bucarest.
 László Alsó, Vice-Président de l'Office des orphelins du comitat de Pest-
 Pilis-Solt-Kiskun, Budapest. — Vizepräsident des Komitatswaisenamtes.
 Th. Angelopoulos, professeur à l'Université d'Athènes.
 Francisco Ayala, professeur à l'Université de Madrid, et Mme. Ayala.
 Dr. Franz Bárányi, Assistant à l'Institut hongrois des sciences administratives,
 Budapest. — Assistent des Ungarischen Instituts für Verwaltungswissen-
 schaften.
 Joseph Barthélemy, Membre de l'Institut de France, professeur à la Faculté
 de Droit de Paris.
 Carl von Below, Conseiller de légation de la Légation allemande à Vienne.
 — Gesandtschaftsrat der Deutschen Gesandtschaft.
 Mihai Berceanu, ancien adjoint au maire de la Capitale, professeur à
 l'Université de Bucarest.
 Luigi Bernaus, tecnico industriale, Napoli.
 Dr. Rafael Bielsa, Ministre de la Justice et de l'Instruction Publique, pro-
 fesseur à la Faculté des sciences économiques, commerciales et politiques
 à Rosario di Santa Fé.
 Dr. Blasius von Biró, Conseiller de la Cour Administrative, Budapest. — Rat
 des Verwaltungsgerichtshofes.
 Alexander Blaha, Secrétaire, d'Etat au Ministère de l'Intérieur, Budapest. —
 Staatssekretär im kgl. ung. Ministerium des Innern.

- Edouard Boes, Député Permanent de la Province de Limbourg, Alken (Belgique).
- Umberto Borsi, Professeur à l'Université de Bologne. — Professor an der Universität in Bologna.
- Emile Bouché, Conseiller fiscal, Valenciennes.
- Caius Brediceanu, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister. — Vienne (Légation de Roumanie). — Wien (Rumänische Gesandtschaft).
- Dr. Kazimír Čákr, Prag.
- Dr. Antoni Chmurski, Avocat. — Rechtsanwalt. — Warszawa (Warschau, Varsovie).
- Alfred Crutzescu, docteur en droit de Paris, Directeur du Contentieux de la Municipalité de Bucarest, Avocat, Bucarest.
- Dr. Koloman Csorna, Président de l'Office des orphelins, Budapest. — Präsident des Waisenstuhlamtes.
- M. Dekien-Toung, Chargé d'affaires de la Légation de Chine à Vienne. — Geschäftsträger der chinesischen Gesandtschaft in Wien.
- René Dénogue, professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- René Didisheim, docteur en droit, avocat à la Cour d'Appel, Secrétaire de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles.
- C. D. Dimitriu, ancien Ministre, Député, Vice-Président de l'Institut royal roumain des Sciences administratives, Bucarest.
- Dr. Carlo Di Nola, Attaché de Commerce de la Légation royale italienne à Vienne. — Handelsattaché der kgl. italienischen Gesandtschaft in Wien.
- Marcel Dunan, professeur à Vienne.
- Dr. Franz Felkai, Notaire supérieur de la Municipalité de Budapest. — Magistratsoberrichter der Hauptstadt Budapest.
- Zděnek Fierlinger, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister. — Vienne (Légation de Tchécoslovaquie). — Wien (Tschechoslowakische Gesandtschaft).
- Carlos B. Figueredo, Consul Général de Vénézuéla à Vienne. — Generalkonsul von Venezuela in Wien.
- Richard Franasovici, ancien Ministre, Député, Bucarest.
- Julius Frimmel, Conseiller ministériel. — Ministerialrat. — Budapest.
- José Gascón y Marin, Conseiller d'Etat, professeur à la Faculté des Sciences administratives de l'Université de Madrid, Académicien.
- Constantin Georgesku-Vâlcea, Conseiller à la Cour de Cassation Premier Président du Comité Central administratif de révision, Membre titulaire de l'Institut International des Sciences Administratives, Bucarest.
- René Giseard d'Estaing, Maître des requêtes du Conseil d'Etat, Paris.
- Dr. Eugen Glaser, Secrétaire de l'Association centrale de l'Industrie slovaque. — Sekretär der Zentralvereinigung der slowakischen Industrie. — Bratislava (Preßburg).
- Dr. Hans Gmür, Chancelier d'Etat du Canton de Saint-Gall. — Staatschreiber des Kantons St. Gallen. — Saint-Gall (St. Gallen).
- Dr. Josef Göbel, Assistant de l'Institut hongrois des Sciences administratives, Budapest. — Assistent des Ungarischen Instituts für Verwaltungswissenschaften.
- Jan Gruyters, Avocat. — Advokat, Hasselt (Belgique).
- Helmuth von dem Haagen, Représentant de l'Agence Wolff, Vienne. — Vertreter von Wolffs Korrespondenzbureau, Wien.
- Dr. Hugo (Frh. v.) Haan, Chef de Section à l'Institut International de Rationalisation, Genève. — Sektionschef im Internationalen Rationalisierungsinstitut, Genf.
- Dr. Franz Harrer, Vice-Bourgmestre en retraite, Budapest. — Vizebürgermeister i. R.
- Dr. Jiří Havelka, Conseiller de la Cour suprême administrative, privat-docent, Prague. — Rat des Obersten Verwaltungsgerichtshofes, Privatdocent, Prag.
- Dr. Ladislaus v. Helle, Vice-Bourgmestre. — Vizebürgermeister, Budapest.
- Dr. Ramón Hernandez-Ron, Diplomate. — Diplomat, Paris.

- Dr. Tadeusz Hilarowicz, Professeur à l'Université de Varsovie. — Professor an der Universität Warschau.
- Dr. Paul Hohenau, Consul Général de Pérou à Vienne, Rédacteur en chef. — Generalkonsul von Peru in Wien, Chefredakteur.
- Dr. Otakar Holdík, Commissaire ministériel, Prague. — Ministerialkommissär, Prag.
- Lucien G. van Hoorn, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister. — Vienne (Légation des Pays-Bas). — Wien (Niederländische Gesandtschaft).
- Dr. Jaroszyński, Président de la Commission chargée du perfectionnement de l'Administration publique, Varsovie. — Präsident Warschau.
- Dr. Václav Joachim, Chef de Section en retraite, Prague. — Sektionschef i. R., Prag.
- Baron Albert von Kaas, Professeur ord. à la Faculté des Sciences économiques. — O. Professor an der volkswirtschaftlichen Fakultät, Budapest.
- Johannes Kaiw, Conseiller au Ministère de la Justice et de l'Intérieur, Tallinn. — Rat im Ministerium der Justiz und des Innern, Reval.
- Dr. Stephan Kiss, Vice-Notaire du Comitât. — Komitatsvizenotár, Pest-Pilis-Solt-Kiskun, Budapest.
- Dr. Johann Koncz, Président de l'Association des notaires de communes hongroises. — Präsident des Vereines ungarischer Gemeindenotäre, Budapest.
- Dr. Jan Kopczynski, Président du Tribunal administratif suprême à Varsovie. — Präsident des Verwaltungsgerichtshofes, Warschau.
- Dr. Kálmán Kosa, Sektionsrat im kgl. ungarischen Ministerium für Kultus und Unterricht, Budapest.
- Dr. Karel Laštovka, Universitätsprofessor, Bratislava (Tschechoslovaquie).
- Raimond Le Ghait, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire. — A. o. Gesandter und bev. Minister. — Vienne (Légation de Belgique). — Wien (Belgische Gesandtschaft).
- Dr. Oskar Leimgruber, Vice-Chancelier de la Confédération Suisse, Berne. — Vizekanzler der Schweizer Eidgenossenschaft, Bern.
- Edmond Lesoir, Directeur Général au Ministère de l'Intérieur, Secrétaire Général de l'Institut International des Sciences Administratives.
- Eugen Maddison, Secrétaire Général de l'Assemblée d'Etat, Président de la Section Estonienne de l'Institut, Tallinn. — Generalsekretär der Staatsversammlung, Präsident der Estländischen Sektion des Instituts, Reval.
- Dr. Zoltán Magyary, Professeur à l'Université Péter-Pázmány de Budapest. — Professor an der Péter-Pázmány-Universität, Budapest.
- Dr. Karl Mártonffy, Secrétaire ministériel. — Ministerialsekretär, Budapest.
- Dr. Emerich Máté, Vice-Secrétaire ministériel. — Ministerialvizeksekretär, Budapest.
- Hilaire Matsaert, Directeur. — Direktor, Bruxelles.
- M. Matton, Premier Président de la Cour des Comptes, Bruxelles.
- Dr. Alois Matura, Secrétaire de l'Association centrale de l'Industrie slovaque, Bratislava. — Sekretär der Zentralvereinigung der slowakischen Industrie, Preßburg.
- Guy Moffet, Chief Executive, Rockefeller Spellman Foundation, New York.
- Dr. Elemér Moór, Secrétaire ministériel. — Ministerialsekretär, Budapest.
- Dr. Eugenio Morreale, Wien.
- Musliheddin Adil, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul, ancien Sous-Secrétaire d'Etat.
- Naçi Bey, Directeur Général du Ministère de l'Intérieur à Ankara.
- Dr. Zdeněk Neubauer, Privatdocent, Vice-Directeur de la Succursale de l'Institut Général pour les retraites à Brno (Tchécoslovaquie). — Privatdozent, Direktorstellvertreter der Amtsstelle der Allgemeinen Pensionsanstalt in Brünn.
- Arvid Nilsson, Amanuensis au Conseil de Travail. — Amanuensis im Schwedischen Arbeitsrat, Stockholm.
- Novakas, Directeur de la Sûreté publique, Lithuanie. — Direktor der öffentlichen Sicherheit, Kaunas.

Avv. Rafaele Numeroso, Avocat. — Rechtsanwalt, Napoli.
 M. Neymark, Secrétaire de la Délégation polonaise au Ve Congrès des Sciences Administratives, Varsovie.
 Franz Odermatt, Chancelier d'Etat du Canton de Nidwalden. — Staats-schreiber des Kantons Nidwalden, Stans.
 Josef Piller, Conseiller d'Etat du Canton de Fribourg. — Staatsrat des Kantons Freiburg.
 Francesco Piomarta, Préfet royal. — Kgl. Präfekt, Roma.
 Dr. Josef Pogány, Secrétaire général de l'Association des Notaires communaux. — Generalsekretär des Vereines der Gemeindenotäre, Budapest.
 Dr. Charles Provost, Paris.
 Henri Puget, Maître des requêtes au Conseil d'Etat, professeur agrégé des Facultés de Droit, Paris.
 C. Rarincescu, professeur de droit public à la Faculté de Droit de Bucarest.
 Paul Risch, Adjoint au Maire, Mulhouse (Haut-Rhin).
 L. Rolland, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
 Segismundo Royo, Professeur à l'Université de Madrid.
 Sabri Bey, Directeur Général du Ministère de l'Intérieur, Ankara.
 R. S. Scholefield, Wien.
 Mohamed Sourour Bey, Consul général de l'Egypte à Vienne. — Kgl. ägyptischer Generalkonsul in Wien.
 Umberto Spillmann, Professeur. — Professor, Roma.
 Franz Stein, Consul de Mexique à Vienne. — Konsul von Mexiko in Wien.
 Rudolf Steppan, Consul général de la République Dominicaine à Vienne. — Generalkonsul von San Domingo in Wien.
 A. Svolos, Professeur à l'Université d'Athènes.
 Dr. Aladár Székács, Juge du Tribunal Royal Administratif de Hongrie. — Richter des kgl. ungarischen Verwaltungsgerichtshofes, Budapest.
 Th. Tsatsos, Professeur à l'Université d'Athènes.
 Démètre Tziracopoulos, Chargé d'Affaires de la République Hellénique à Vienne.
 J. G. Vântu, docteur en droit, maître de conférences à la Faculté de Droit de Bucarest.
 Ramón E. Vargas, Inspecteur Général du Consulat Espagnol.
 François de Vasváry, Professeur ordinaire public à l'Université de Pécs (Hongrie). — O. ö. Professor an der kgl. ungarischen Universität in Pécs (Fünfkirchen).
 J. H. Vermeulen, docteur en droit, maître de Conférences à la Faculté de Droit de Bucarest.
 Ernest de Vinczehidy, Conseiller ministériel, ancien Secrétaire général du comitat de Torontál. — Ministerialrat, ehemaliger Generalsekretär des Komitats Torontál (Budapest).
 Vilhelm Voigt Broch, Chancelier de la Légation Royale du Danemark à Vienne, Vice-Consul. — Kanzler der kgl. dänischen Gesandtschaft in Wien, Vizekonsul.
 Paul De Vuyst, Directeur général honoraire au Ministère de l'Agriculture, Vice-Président de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles.
 Harvey Walker, Professor, Ohio State University.
 Maximilian Waller, Consul de Guatemala à Vienne. — Konsul von Guatemala in Wien.
 D. Warnotte, Directeur général au Ministère de l'Industrie et du Travail, Secrétaire général de l'Institut International des Sciences Administratives, Bruxelles.
 Werner Werenskiöld, Consul général du Norvège à Vienne. — Kgl. norwegischer Generalkonsul in Wien.
 Leonhard White, Professeur à l'Université Chicago (U. S. A.).
 Auguste Wicky, maire de la ville de Mulhouse (Haut-Rhin).

Appendice. — Anhang.

Guide de l'Exposition des documents historiques des Archives organisée à l'occasion du V^e Congrès des Sciences administratives, rédigé par M. le Professeur Lothar Gross.

Führer durch die mit dem V. Internationalen Kongreß für Verwaltungswissenschaften in Wien 1933 verbundene Schaustellung von Archivalien, nach Dr. Lothar Groß, Universitätsprofessor und Oberstaatsarchivar.

Der Gedanke, im Rahmen des „V. Internationalen Kongresses für Verwaltungswissenschaften“ auch eine Ausstellung historischer Aktenstücke zu veranstalten, lag angesichts der günstigen Vorbedingungen nahe, die sich für ein solches Unternehmen gerade in Wien bieten. Die Wiener Archive, in denen der schriftliche Niederschlag der Tätigkeit der kaiserlichen Zentralbehörden des römisch-deutschen Reiches wie der der österreichisch-ungarischen Monarchie ruht, bieten eine Fülle bedeutsamen Materials für jeden, der sich für die Geschichte und Entwicklung der Verwaltung und des Geschäftsganges der Behörden interessiert. Das Ausstellungsmaterial, das dem Haus-, Hof- und Staatsarchiv, dem Hofkammerarchiv, dem Staatsarchiv des Innern und der Justiz und dem Archiv der Stadt Wien entstammt, wurde unter zwei Gesichtspunkten ausgewählt: es sollten einestheils aus der Tätigkeit der verschiedenen Behörden solche Beispiele vorgeführt werden, die infolge ihres Inhaltes, der mit großen historischen Ereignissen oder Persönlichkeiten verknüpft ist, bedeutsam sind, andererseits mußte aber ein Hauptgewicht darauf gelegt werden, Stücke zu zeigen, an denen die Entwicklung der schriftlichen Verwaltung von den einfachen Behelfen des Mittelalters bis zu dem komplizierten Aktenwesen des 19. Jahrhunderts verfolgt werden kann und die auch die Entstehung eines Aktenstückes auf Grund mündlicher und schriftlicher Verhandlungen wenigstens in einigen typischen Beispielen erkennen lassen. —

Die Ausbildung der landesfürstlichen Territorien einerseits und die werdende Autonomie der Städte andererseits waren bekanntlich von größter Bedeutung für die Entwicklung der Verwaltung. Mit der wachsenden Verwaltungstätigkeit ergab sich ein gesteigertes Bedürfnis nach Anlage und Führung von Geschäfts- und Kanzleibüchern. Im 13. Jahrhundert sind die

ersten derartigen Schriftdenkmäler entstanden. Die Notwendigkeit des Überblickes über die finanziellen Kräfte eines Territoriums war bestimmend für die Anlage der landesfürstlichen Urbare, die nicht nur die Einkünfte aus dem Grundbesitz des Landesherrn, sondern auch die aus öffentlich-rechtlichen Titeln fließenden aufzuzeichnen hatten. Eines der bedeutendsten derartigen Urbare ist das zur Schau gestellte landesfürstliche Urbar Nieder- und Oberösterreichs aus dem 13. Jahrhundert. Die in der zweiten Hälfte des 13. Jahrhunderts geschriebene Handschrift stellt die Abschrift eines Originalurbars dar, das unter den Babenbergern (zirka 1220 bis 1240) angelegt und unter König Ottokar von Böhmen (1251 bis 1276) mit Nachträgen versehen wurde. Die nächste Handschrift führt uns in den Bereich der städtischen Verwaltung, deren Entwicklung vielfach der landesfürstlichen zeitlich voranging. Sie ist das Zinsbuch des Wiener Bürgerspitals vom Ende des 13. Jahrhunderts aus dem Archive der Stadt Wien. Das Buch verzeichnet die Einkünfte des Spitals aus den auf Häusern in der Stadt und auf sonstigem Grundbesitz zugunsten des Spitals lastenden Grund- und Burgrechtszinsen.

In die Geschichte der landesfürstlichen Kanzleien führt das älteste Kanzleibuch der Habsburger, begonnen unter Friedrich dem Schönen im Jahre 1313. Die Handschrift ist ein Verzeichnis der 1308 und dann 1313 bis 1315 vorgenommenen Verpfändungen landesfürstlichen Gutes. Diese Verpfändungen erfolgten zur Aufbringung der für den Kampf um die deutsche Krone benötigten Geldmittel.

Die vierte Handschrift führt uns wieder in die Stadt Wien. Es ist das älteste Grundbuch der Stadt Wien, angelegt im Jahre 1368. Die Einführung geht auf das Gesetz Herzog Rudolfs IV. zurück, demzufolge aller Wandel mit Grund und Boden dem Stadtrat übertragen sein sollte. Mit den bedeutsamen Schöpfungen Kaiser Maximilians I. zur Einrichtung einer zentralen Finanzverwaltung machen uns die ausgestellten Bücher der Hofkammerbuchhaltung bekannt. Eine genaue Buchführung sollte der Finanzverwaltung den nötigen Rückhalt geben. Die Wandtabelle gibt einen Begriff von der reichen Gliederung der Bücher dieser Buchhaltung im Plane des ersten Buchhalters Casius Hackenay und der Erhaltung dieser Bücher.

Weiter finden wir ein praktisches Beispiel aus der inneren Verwaltung des 16. Jahrhunderts: die Bestätigung eines Marktprivilegs des Marktes Gföhl in Niederösterreich und das Ansuchen um Marktverlegung aus den Jahren 1544/45.

Wir sehen ferner die Durchführung einer Finanzoperation größeren Stils durch die Hofkammer, eine Anleihe König Ferdinands I. bei Anton Fugger im Jahre 1550. Auf das Ansuchen König Ferdinands I. an Anton Fugger vom 13. Mai 1550, das übrigens nicht den ersten in dieser Sache getanen Schritt darstellt, erfolgt Fuggers Vorschlag über die Modalitäten der Erledigung des für den zeitweiligen Hofhalt des Kronprinzen König Maximilians II. in Spanien bestimmten Geldes, der noch die Verhandlungsschriften über die Rückzahlung, die Sicherstellung auf bestimmte Fonds und die Haftung der geheimen und Hofkammerräte folgen. Im vorliegenden Falle liegen die vier Teilschuldscheine, die bei der

Rückzahlung zurückgegeben und mit den Zeichen der Tilgung versehen würden, den Akten bei.

In die Aufgaben, die der dualistische Ständestaat des 16. Jahrhunderts dem Landesfürsten stellte, führen uns die beiden Aktenstücke der Jahre 1564 und 1566 ein. Es sind eine Instruktion Kaiser Ferdinands I. für die landesfürstlichen Kommissäre auf dem Landtage zu Linz vom 19. Mai 1564 mit kaiserlicher Unterschrift und Siegel und ein Schadlosbrief Kaiser Maximilians II. vom 3. Jänner 1566 für die obderennsischen Stände, betreffend ihre auf drei Jahre bewilligten Hilfen. Das zweite Stück liegt im Konzept vor, welches durch Umarbeitung eines analogen Schadlosbriefes Kaiser Ferdinands I. vom 2. Jänner 1559 hergestellt wurde. Bemerkenswert ist bei beiden Stücken, die dem durch den Brand des Justizpalastes im Jahre 1927 schwer betroffenen Staatsarchiv des Innern und der Justiz angehören, die Konservierung mit Cellophan. Auf ein anderes großes Problem der damaligen Zeit weisen die zwei Stücke hin, die sich mit der Türkengefahr befassen. Erinnt die Bittschrift von Bürgermeister und Rat der Stadt Wien an König Ferdinand I. vom Jahre 1530, in der die Stadt um Regelung städtischer Angelegenheiten und Ersetzung der bisherigen Turmzierde zu Sankt Stephan (Stern und Halbmond) durch ein christliches Zeichen bittet, an die im Jahre vorher überstandene Belagerung Wiens durch die Türken, so zeigt das Schreiben des Sultans Murad III. an Kaiser Rudolf II. aus dem Mai 1577 die Schwierigkeiten, die der kaiserlichen Regierung aus der Nachbarschaft der Türken in Ungarn erwuchsen. In dem Schreiben, das von einer offiziellen deutschen Übersetzung begleitet ist, beantwortet der Sultan die Beschwerden des Kaisers über verschiedene Grenzverletzungen in Ungarn, sowohl in der Gegend der Bergstädte Oberungarns wie bei Stuhlweißenburg und Raab.

Es folgen weiter Beispiele aus der Tätigkeit der deutschen Reichshofkanzlei des Kaisers auf dem Gebiete der Reichsverwaltung. Wir sehen ein Gesuch der Reichsstadt Augsburg an Kaiser Matthias um Bestätigung ihrer Privilegien mit dem vom Reichsvizekanzler H. L. Freiherrn von Ulm auf der Rückseite eigenhändig geschriebenen Präsentationsvermerk vom 11. Oktober 1612 und dem Vermerk der Zuteilung dieses Gesuches an den Reichshofrat. Über die Eingabe Augsburgs wurde im Reichshofrat entschieden. Das Resolutionsprotokoll des Reichshofrats über die Sitzung vom 17. Oktober 1612 zeigt uns die Bewilligung der Privilegienbestätigung, die in dem Worte „Fiat“ zum Ausdruck kommt. Auf Grund dieses Beschlusses des Reichshofrats erfolgte dann die Ausfertigung der erbetenen Privilegienbestätigung durch die Reichskanzlei. Wir sehen das Konzept derselben; hiefür wurde, wie aus der Namensänderung im kaiserlichen Titel zu ersehen ist, die von Augsburg eingereichte Kopie des Privilegs Kaiser Rudolfs II. aus dem Jahre 1577 umgearbeitet, ein in der Reichskanzlei im 16. und 17. Jahrhundert häufig beobachteter Vorgang.

Ein Beispiel der Privilegierung ärztlicher Tätigkeit durch den Kaiser bieten die folgenden Schriftstücke. Hier sehen wir das

Gesuch des Zahnarztes Giovanni Battista Grimaldi Franco-lino aus Malta um Erteilung eines Privilegs zur Ausübung seiner ärztlichen Kunst im ganzen römisch-deutschen Reich.

Auf das Gebiet der Standeserhöhungen durch den Kaiser führt uns der Akt der Reichskanzlei über die Erhebung Albrechts von Wallenstein in den Reichsfürstenstand vom 7. September 1623. Das unmittelbar folgende Stück gibt einen Einblick in das bei den Standeserhöhungen eine große Rolle spielende Taxwesen. Es ist ein Gesuch Wallensteins um Kompensation der Taxe für das Fürstenstandsdiplom gegen seine Darlehensforderung an den Kaiser. Ein Befürwortungsschreiben des Prinzen Eugen von Savoyen an Kaiser Karl VI. vom 17. August 1711, in dem er das Ansuchen des Mailänder Präsidenten Alvarez um Verleihung des Grafenstandes empfiehlt, ist auch deshalb bemerkenswert, weil sich Eugen hier der deutschen Sprache bedient, wiewohl die Angelegenheit bei einer Kanzlei anhängig war, die in italienischer und spanischer Sprache amtierte.

Die Reichskanzlei besorgte auch während des 16. und während eines großen Teiles des 17. Jahrhunderts die auswärtigen Angelegenheiten des Kaisers. Auf dieses Gebiet führen uns die folgenden Schriftstücke. Die maßgebenden Entscheidungen in der auswärtigen Politik faßte der Kaiser damals zumeist noch auf Grund der ihm von einem Ausschuß (Deputation) des geheimen Rates erstatteten Gutachten in einer Plenarsitzung dieser Körperschaft. Das Votum dieser deputierten Räte an Kaiser Ferdinand III. vom 27. Februar 1646 über die Amnestiefrage bei den westfälischen Friedensverhandlungen und die den kaiserlichen Bevollmächtigten darüber zu erteilende Instruktion liegt uns hier vor. Die Aufzeichnung auf der linken Seite lautet: „Lectum fuit hoc votum in consilio secreto die Martis 27. februarii anni 1646 coram praesentibus: Caesarea Maiestate, illustrissimis et excellentissimis dominis comite Slavata, comite Galassio, comite a Martinitz, comite Curtio, comite Kollowrat, comite a Puechaimb, comite a Kueffstein, doctore Prikelmayr, doctore Gebhardo, Walderode. Conclusum a Caesarea Maiestate prout ad marginem ad quaeque puncta annotatum.“ Die Instruktion in der Amnestiefrage wurde dann dem kaiserlichen Hauptbevollmächtigten, Grafen Maximilian Trautmanstorff, mit einem Handschreiben („handbriefl“) Kaiser Ferdinands III. übersandt, dessen vom Reichsvizekanzler, Grafen Kurz, eigenhändig verfaßtes Konzept zur Schau gestellt ist.

Die folgenden Stücke aus der Zeit Kaiser Leopolds I. sind deshalb bemerkenswert, weil hier die Resolution des Kaisers durch unmittelbare Vorlage des zur Ausfertigung gelangenden Schriftstückes eingeholt wurde.

Seit dem Ende des 17. Jahrhunderts wurde die Reichskanzlei aus dem Gebiete der auswärtigen Politik des Hauses Habsburg mehr und mehr durch die 1620 von Kaiser Ferdinand II. begründete österreichische Hofkanzlei verdrängt. An die Stelle des geheimen Rates trat die geheime Konferenz. In die Tätigkeit der Hofkanzlei und Konferenz gewähren die ausgestellten Stücke Einblick. Über den Bericht, den Prinz Eugen von Savoyen am 31. Dezember 1713 an Kaiser

Karl VI. über die Friedensverhandlungen zu Rastatt erstattete, beriet die geheime Konferenz am 8. Jänner 1714. Wir sehen das von der Hand des Sekretärs Johann Georg von Buol geschriebene Originalprotokoll dieser Beratung. Das Protokoll gibt eine Präsenzliste der Räte: Johann Leopold Fürst Trautson, die beiden österreichischen Hofkanzler Johann Friedrich Graf Seilern und Philipp Ludwig Graf Sinzendorf, der Hofkammerpräsident Gundaker Graf Starhemberg und der Referendar von Buol. Das Protokoll gibt zunächst, in gekürzter Form, das Referat Seilerns, anschließend die Anschauungen der einzelnen Räte und am Schluß die von der Konferenz gefaßten Beschlüsse. Den weiteren Geschäftsgang zeigt dann das an Kaiser Karl VI. am 11. Jänner 1714 erstattete Referat über die auf Grund der Beschlüsse der Konferenz vom 8. Jänner 1714 an den Prinzen Eugen zu erlassende Instruktion.

Mit der Erwerbung der spanischen Niederlande im Frieden von Rastatt (1714) erhielt der Territorialbesitz des Hauses Habsburg einen neuen bedeutenden Zuwachs, der auch die Organisation neuer Behörden zur Verwaltung dieser Länder erforderlich machte. Die folgenden Stücke beziehen sich auf die habsburgische Verwaltung in den Niederlanden.

Interessant ist ein kleiner Ausschnitt aus der Tätigkeit der österreichischen Verwaltungsbehörden in den italienischen Ländern in den letzten Jahrzehnten des 18. Jahrhunderts. Es handelt sich um Beispiele aus dem Gebiete der Unterrichtsverwaltung. Wir sehen hier ein Protokoll der zur Beratung der Studieneinrichtung der Universitäten Pavia und Mailand eingesetzten Kommission vom 19. November 1769. Das Protokoll liegt im Konzept vor und entstammt der Hof- und Staatskanzlei, die in ihrem italienischen Departement die Angelegenheiten Italiens zu bearbeiten hatte. Das nächste Stück ist ein Generalplan der Universität Pavia und ihrer Nebengebäude aus dem Jahre 1788. Besonders bemerkenswert ist dabei der Aufriß des Anatomiehörsaales (Teatro anatomico), der auch eine gute Vorstellung des damaligen medizinischen Unterrichtsbetriebes vermittelt.

Beispiele aus der Tätigkeit der österreichischen Zentralbehörden unter Maria Theresia sowie des Reformeifers Josefs II. bringen mehrere Aktenstücke. Der Vortrag mit Vorschlägen zur Förderung der materiellen Kultur im Banat aus dem Jahre 1748 zeigt die durch die österreichische Verwaltung im Banat angewandten Lehren des Merkantilismus, die sich hier zweifellos äußerst günstig für die Landeskultur ausgewirkt haben. Die folgenden Akten betreffen die Stiftung eines Geldfideikommisses für die gräfliche Familie Daun im Jahre 1758, die zum Danke für die Verdienste des Feldmarschalls Grafen Leopold Daun im Siebenjährigen Krieg von der Kaiserin vorgenommen wurde. Die Stücke sind nicht nur ausgestellt, um ein Beispiel aus der Geschichte des Fideikommißwesens zu geben, sondern auch, um das persönliche Eingreifen Maria Theresias in die Verwaltung, das hier im Konzept der Stiftungsurkunde mit eigenhändigen Abänderungen der Kaiserin so recht zum Ausdruck kommt, zu veranschaulichen. Überaus charakteristisch für Josef II. und

manche seiner Reformen ist seine eigenhändige Resolution auf dem Vortrag der Hofkanzlei vom 17. Jänner 1785 über die wegen der neu vorgeschriebenen Leichenbestattung ohne Sarg in Böhmen vorgefallenen Widersetzlichkeiten „... dass nachdem ich die vernünftigen Ursachen, die Nutzbarkeit und Möglichkeit dieser Art Begräbnis gezeigt hätte, ich keinen Menschen, der nicht davon überzeugt ist, zwingen will, vernünftig zu seyn, und dass also ein jeder, was die truhnen anbelangt, frey tun kann, was er für seinen toden Körper im voraus für das Angenehmeste hält“. Die neben dem Original des Vortrags zur Schau gestellten Konzepte der Hofkanzleidekrete an alle Länderstellen, mit denen die Entschließung des Kaisers öffentlich kundgemacht wurde, sind ein gutes Beispiel für die Art, wie im damaligen Geschäftsgang derartige kaiserliche Verfügungen an die untergeordneten Stellen weitergegeben wurden.

Den Beginn einer neuen Epoche der österreichischen Geschichte bezeichnet das Patent über die Annahme des erblichen österreichischen Kaisertitels vom 11. August 1804. Abgesehen von ihrer großen historischen Bedeutung geben diese Akten auch guten Einblick in die damalige Praxis des amtlichen Verkehrs zwischen der Zentralstelle (Hofkanzlei) und den Länderstellen, auch auf die Übersetzungen in die Landessprachen sei hingewiesen. Weitere Gruppen von Aktenstücken beleuchten die Tätigkeit der Polizeihofstelle, die besonders während der Regierung Kaiser Franz' I. eine sehr ausgedehnte war. Der Vortrag der Polizeihofstelle vom 17. Mai 1793 betrifft die Beschlagnahme von Kupferstichen, welche die Hinrichtung Ludwig XVI. darstellten. Ein anderer Vortrag der Polizeihofstelle, vom 20. Jänner 1793, betrifft den wegen des Verdachtes der Banknotenfälschung inhaftierten Neapolitaner Thomas Garzillo und dessen Befreiungsgesuch, das er in Form eines an Kaiser Franz gerichteten Gedichtes mit seinem eigenen Blute unter Benutzung eines Holzsplitters auf ein Stück Leinen geschrieben hatte. Aus dem Jahre 1818 stammt ein Akt der Polizeihofstelle, der den ehemaligen französischen Polizeiminister Josef Fouché, Herzog von Otranto, der seit 1816 in Österreich im Exil lebte, betrifft. Es ist ein Brief Fouchés an den Präsidenten der Polizeihofstelle, Grafen Sedlnitzky, der auf der Durchreise durch Wien persönlichen Kontakt mit Sedlnitzky suchte. Seine Worte: „Je crois devoir prevenir votre Excellence de mon arrivée à Vienne, j'aurais l'honneur de vous l'annoncer en personne si je me trouvois dans une position ordinaire, mais dans la mienne on n'est jamais sûr de faire plaisir à celui qu'on va voir,“ entbehren nicht der bitteren Ironie. Aus einer Auslese von der Polizei gesammelter und beschlagnahmter politischer „Spottbilder“ stammt die zur Schau gestellte Karikatur Fouchés, die ihn als „Trompeur éternel“, als Nutznießer einer jeden politischen Konjunktur, zeigt.

In die von der damaligen Polizei zu wahrer Meisterschaft ausgebildete Praxis der Aufspürung und Kontrolle der Korrespondenzen bewachter Personen gewähren die gleichfalls hier ausgestellten „Chiffons“ einen Einblick. Man verstand darunter die durch Siegellacktropfen wieder zusammengesetzten Stückchen zerrissener, weggeworfener Korrespondenzen,

die von Beauftragten der Polizei aus Papierkörben usw. aufgelesen wurden. Ein letztes Stück aus diesem Gebiete der Tätigkeit der Polizei ist die Note des Generalgouverneurs des Lombardo-Venetianischen Königreiches, Feldmarschalls Grafen Raderzky, vom 27. Mai 1856 an den Chef der obersten Polizeibehörde, Freiherrn von Kempen, über die Flucht Felice Orsini, der 1858 ein Attentat auf Napoleon III. versuchte, aus dem Gefängnis zu Mantua in die Schweiz.

Die nächsten Ausstellungsobjekte entstammen dem Archiv der Hof- und Staatskanzlei, die seit Maria Theresia für die auswärtige Politik kompetent war. Wir sehen Aktenstücke aus der Zeit der großen Kongresse und aus der Tätigkeit des Staatskanzlers Fürsten Metternich, zunächst das Originalprotokoll der Sitzung des Wiener Kongresses vom 12. März 1815 mit den Unterschriften der Delegierten. Es war das jene denkwürdige Sitzung, in der Metternich den Delegierten die Mitteilung machte, daß Napoleon Elba verlassen habe und in Frankreich gelandet sei. Metternich selbst berichtet in seinen Memoiren darüber, wie er die erste Kunde von diesem Ereignis durch eine in den frühen Morgenstunden mittels Eilstafette eingelangte Depesche des k. k. Generalkonsulates in Genua erhielt.

Das nächste Stück ist das Protokoll der ersten Konferenz des Aachener Kongresses vom 29. September 1818. Es ist das Original mit den Unterschriften der Delegierten, geschrieben ist es von Metternichs vertrautem Mitarbeiter Friedrich von Gentz, der Protokollführer des Kongresses war.

In die Arbeitsweise Metternichs läßt uns dessen Schreiben an den Herzog von Lucca vom 3. April 1827 einen Einblick gewinnen. Es liegt uns in einem von Metternich selbst verfaßten Konzept vor, das am Rande von ihm mit folgender Bleistiftnotiz versehen ist: „à revoir par M. de Wacken et à copier au net, format in folio. M.“ Dieser Weisung gemäß unterzog der Hofrat der Staatskanzlei Baron Wacken das Konzept Metternichs, wie deutlich zu sehen ist, einer weitgehenden Korrektur. Diese ist für Metternichs Arbeitsweise charakteristisch. Nur wenige unter den führenden Staatsmännern des 19. Jahrhunderts dürften so viele Schriftstücke eigenhändig konzipiert haben wie Metternich, die Zahl der Konzepte von seiner Hand im Archive der Staatskanzlei ist außerordentlich groß.

Im Konzept der Note an die Polizeihofstelle vom 31. Dezember 1823 zeigt sich die Tätigkeit der Staatskanzlei auf dem Gebiete der Zensur. Die vom Staatskanzleirat Bretfeld konzipierte Note über Grillparzers Trauerspiel „König Ottokars Glück und Ende“ vertritt die Auffassung, daß dieses „nicht wohl ohne Besorgnis eines sehr üblen Eindrucks“ aufgeführt werden könne. Das über diese Frage dann eingeholte Gutachten des Staats- und Konferenzrates Baron Stifft, das uns in eigenhändiger Niederschrift vom 28. März 1824 vorliegt, sprach sich jedoch im Gegensatz zur Staatskanzlei für die Bewilligung der Aufführung aus. Der Persönlichkeit des Fürsten Metternich gelten die beiden nächsten Aktenstücke. Das Original des kaiserlichen Handschreibens an den Obersten Hofkanzler Grafen Ugarte über die Verleihung

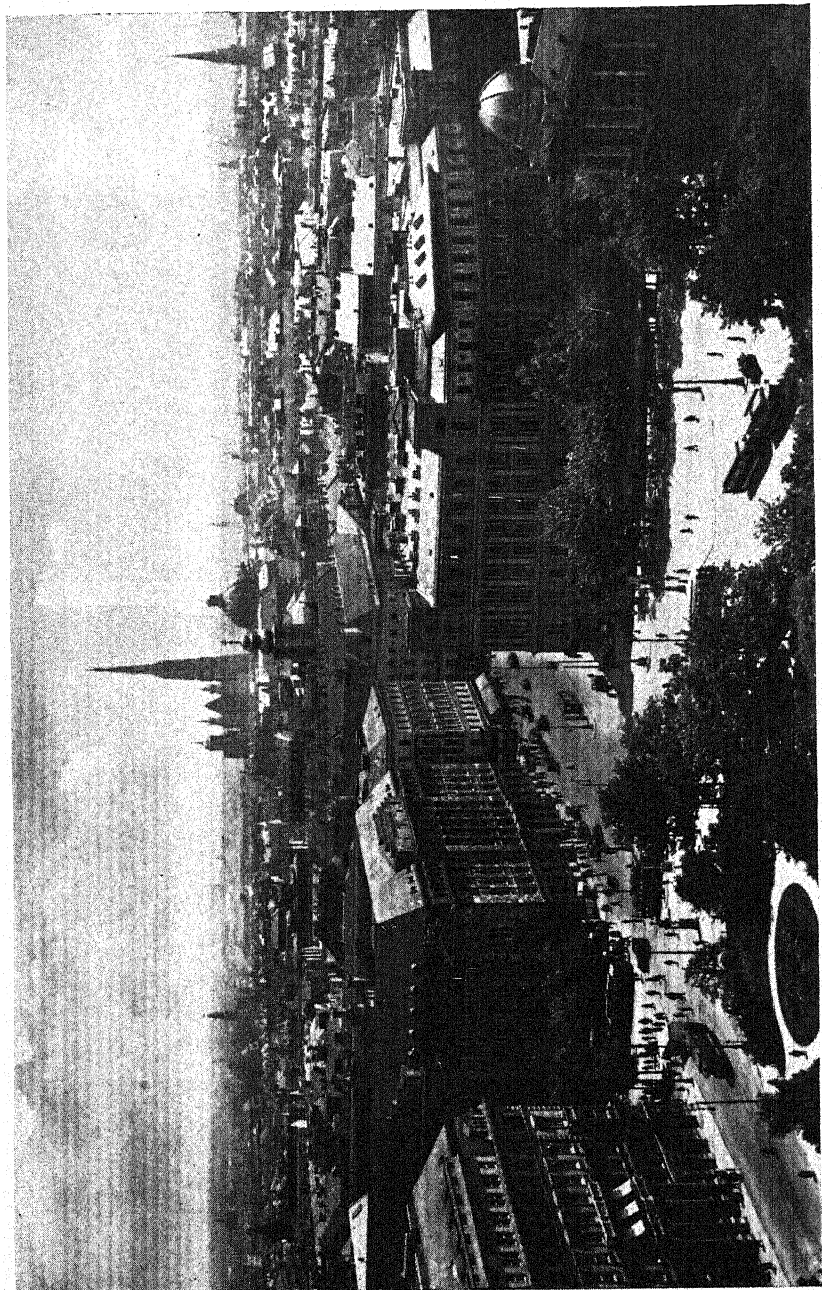
des Fürstenstandes an Metternich vom 20. Oktober 1813 und das Konzept des Fürstenstandsdiploms für ihn.

Als Abschluß der Aktenstücke zur Geschichte der inneren Verwaltung ist Material ausgestellt, das die Entstehung und Durchführung zweier wichtiger Gesetze aus der Epoche Kaiser Franz Josephs I. kennen lehrt. Wir sehen hier den Vortrag des Staatsministeriums an den Kaiser vom 24. November 1862, mit welchem die von beiden Häusern des Reichsrates angenommenen Gesetze über die Presse (Preßgesetz), über das Strafverfahren in Preßsachen und die Strafgesetznovelle zur Sanktion unterbreitet werden. Die Akten über die Errichtung des Postsparkassenamtes, bekanntlich einer vielfach mustergültigen Institution Österreichs, machen uns mit der Arbeit bekannt, die von den Zentralbehörden geleistet werden mußte, um dem Gesetz vom 28. Mai 1882 über die Errichtung der Postsparkasse auf Grund des durch Dr. Georg Coch ausgearbeiteten Systems zur Wirksamkeit zu verhelfen. Die Gruppe schließt mit dem Vortrag des Handelsministers vom 4. Oktober 1882, mit dem die Durchführungsverordnung, die Grundzüge für die Organisation und das Statut für den Beirat des Postsparkassenamtes zur allerhöchsten Genehmigung vorgelegt wurden, die sie am 10. Oktober 1882 erhielten.

Verschiedene Aktenstücke sollen die Entstehung eines großen politischen Staatsvertrages aus der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts veranschaulichen. Es handelt sich um das am 7. Oktober 1879 abgeschlossene Bündnis zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reich. Die Reihe dieser Stücke wird eingeleitet durch das geheime Schreiben des k. u. k. Ministers des Äußern Andrassy an Fürst Bismark vom 1. September 1879 über die Bündnisverhandlungen. Gemäß der von den beiden Unterhändlern übernommenen Verpflichtung, den in den vorausgegangenen Gasteiner Verhandlungen vereinbarten Entwurf des Übereinkommens den beiden Souveränen zu unterbreiten und zur Gutheißung zu empfehlen, teilt Andrassy mit, daß der Entwurf von Kaiser Franz Joseph gebilligt wurde. Es folgt das Originalprotokoll über die zu Wien am 24. September 1879 erfolgte Beratung Andrassys und Bismarcks „über Vorkehrungen zur Sicherheit und Ruhe der Völker beider Staaten und zur Erhaltung und Befestigung des europäischen Friedens“, in der die sachlichen Grundlinien des Bündnisvertrages festgelegt wurden. Es trägt die Unterschriften und die Siegel Andrassys und Bismarcks. Neben diesem Protokoll wurde noch ein Memorandum über die Beratung unter dem gleichen Datum ausgefertigt. Nachdem so die sachlichen Fragen geklärt worden waren, unterbreitete Andrassy in seinem Vortrag vom 4. Oktober 1879 dem Kaiser das Original der auf ihn lautenden, zum Abschlusse und zur Unterzeichnung des Vertrages erforderlichen Vollmacht zur Genehmigung und Unterfertigung. Der Vortrag zeigt die Resolution des Kaisers. Daraufhin erfolgte nun am 7. Oktober 1879 der formale Abschluß des Bündnisvertrages zwischen Österreich-Ungarn und dem Deutschen Reich in der von Andrassy und dem deutschen Botschafter Prinzen Reuß unterzeichneten und besiegelten Unterhändlerurkunde. Das letzte Stadium der Entstehung des Vertrages zeigt dann das Originalprotokoll über die am 21. Oktober 1879 zu Wien erfolgte Auswechslung der Ratifikationen des Bündnisvertrages mit den Unterschriften des öster-

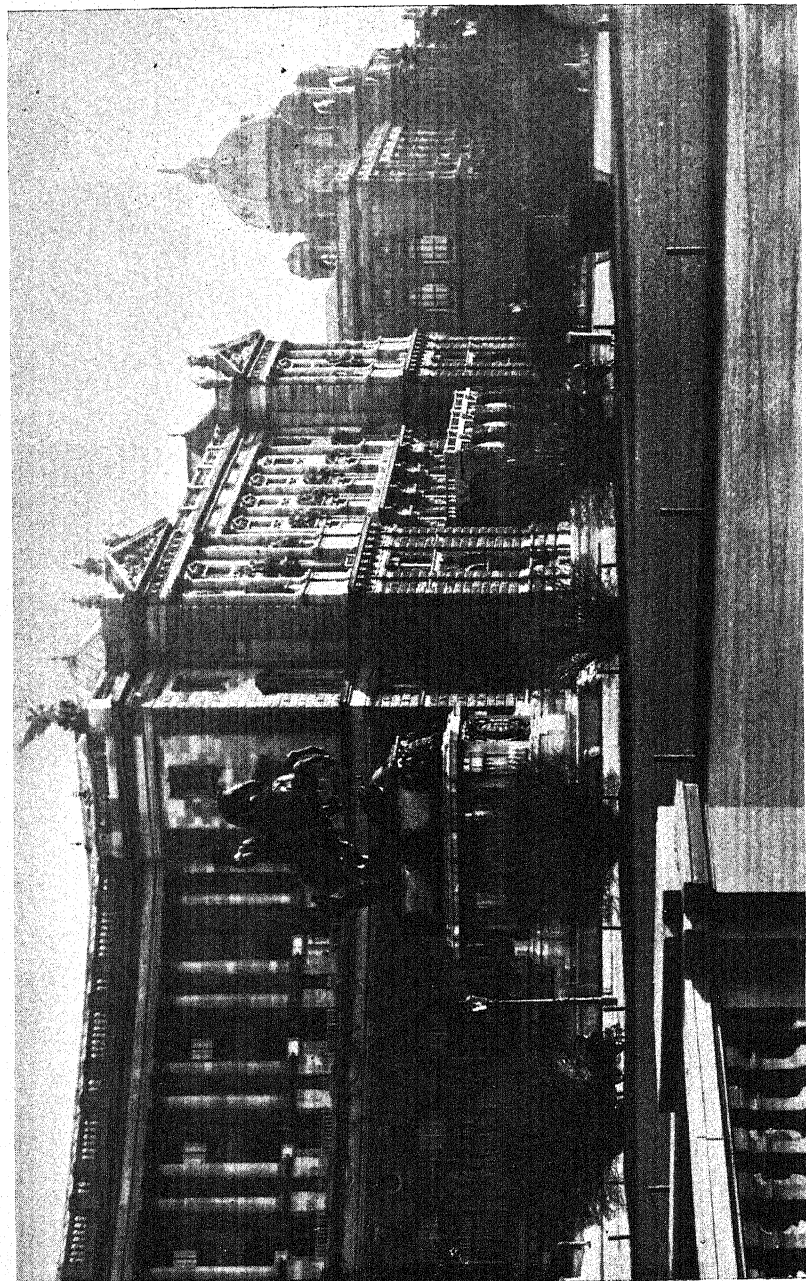
reichisch-ungarischen Ministers des Äußern, Freiherrn von Haymerle, und des Prinzen Reuß. —

So deckt diese reichhaltige Ausstellung von Aktenstücken die Zusammenhänge der Verwaltung und Verwaltungstechnik mit den politischen Ereignissen ihrer Zeit auf und führt den Beschauer bis zu den großen Vorkommnissen der jüngsten Vergangenheit, die ihrerseits auch den Gang der Verwaltung wesentlich beeinflußt haben.



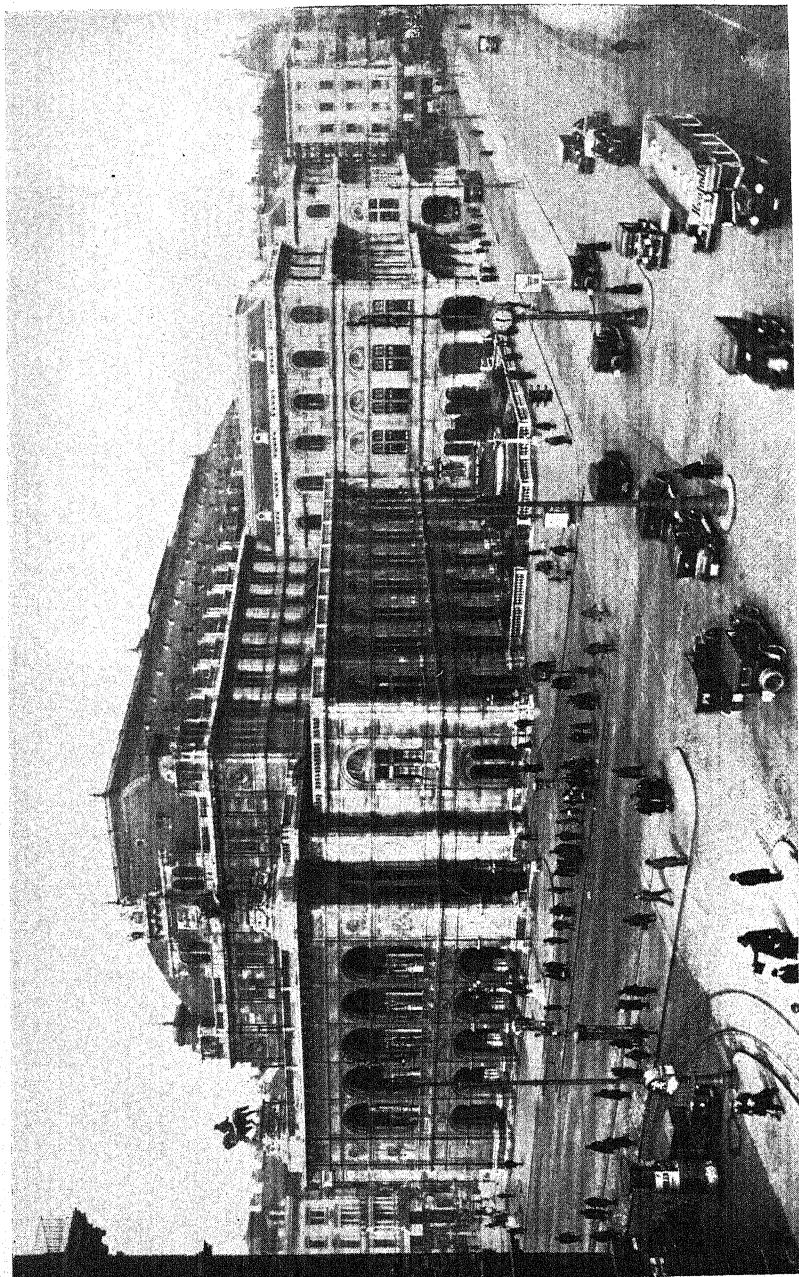
Vue de Vienne. — Ansicht von Wien.

Phot. Bundeslichtbildstelle.



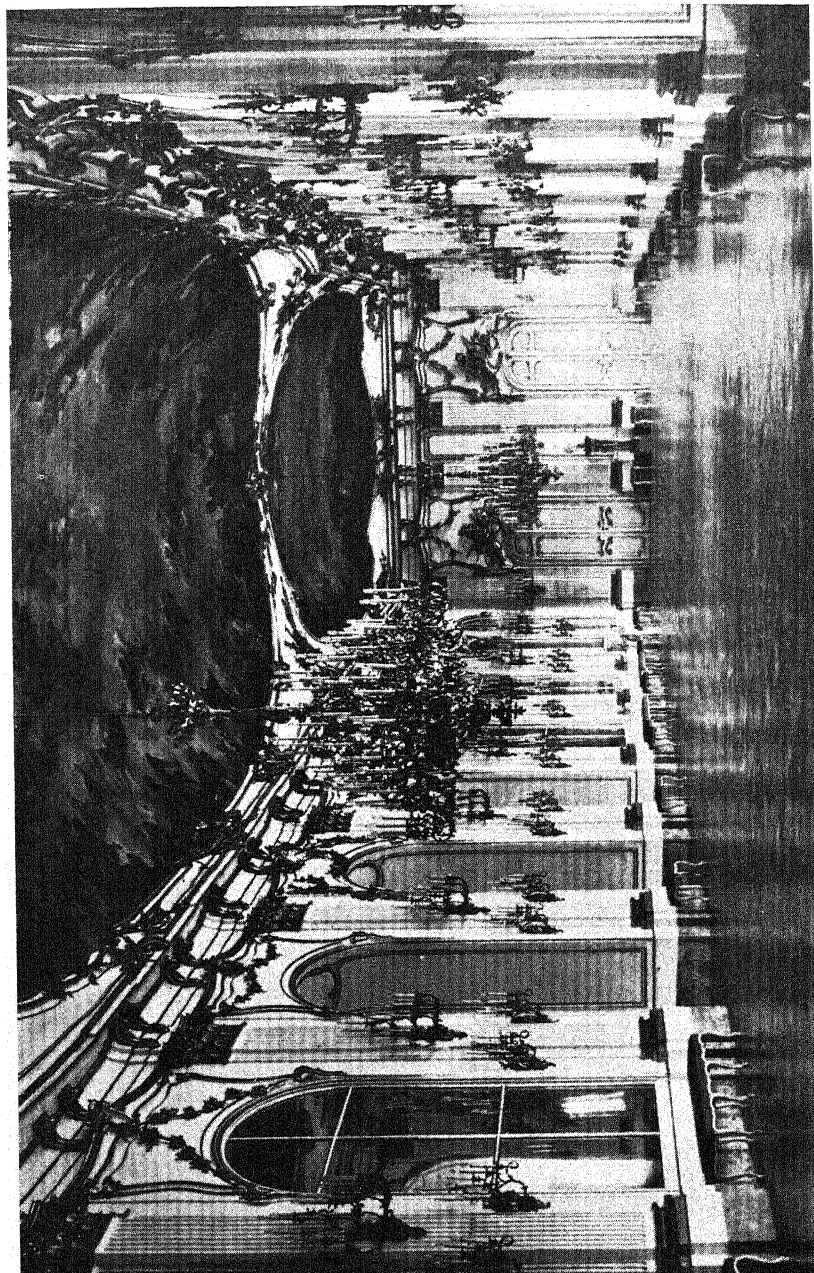
Phot. Bundeslichtbildstelle.

Hofburg (ancienne résidence des Empereurs). — Die Hofburg.



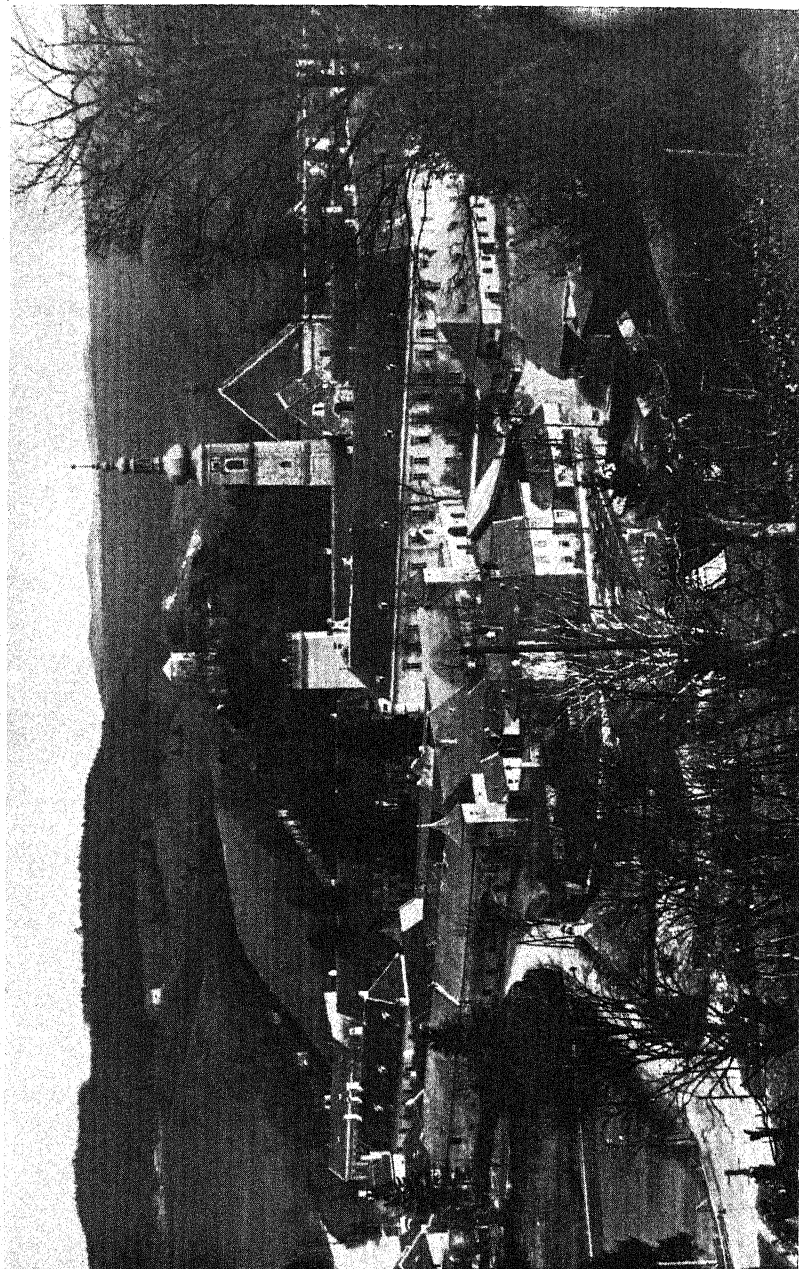
L'Opéra. — Staatsoper.

Phot. Bundeslichtbildstelle.



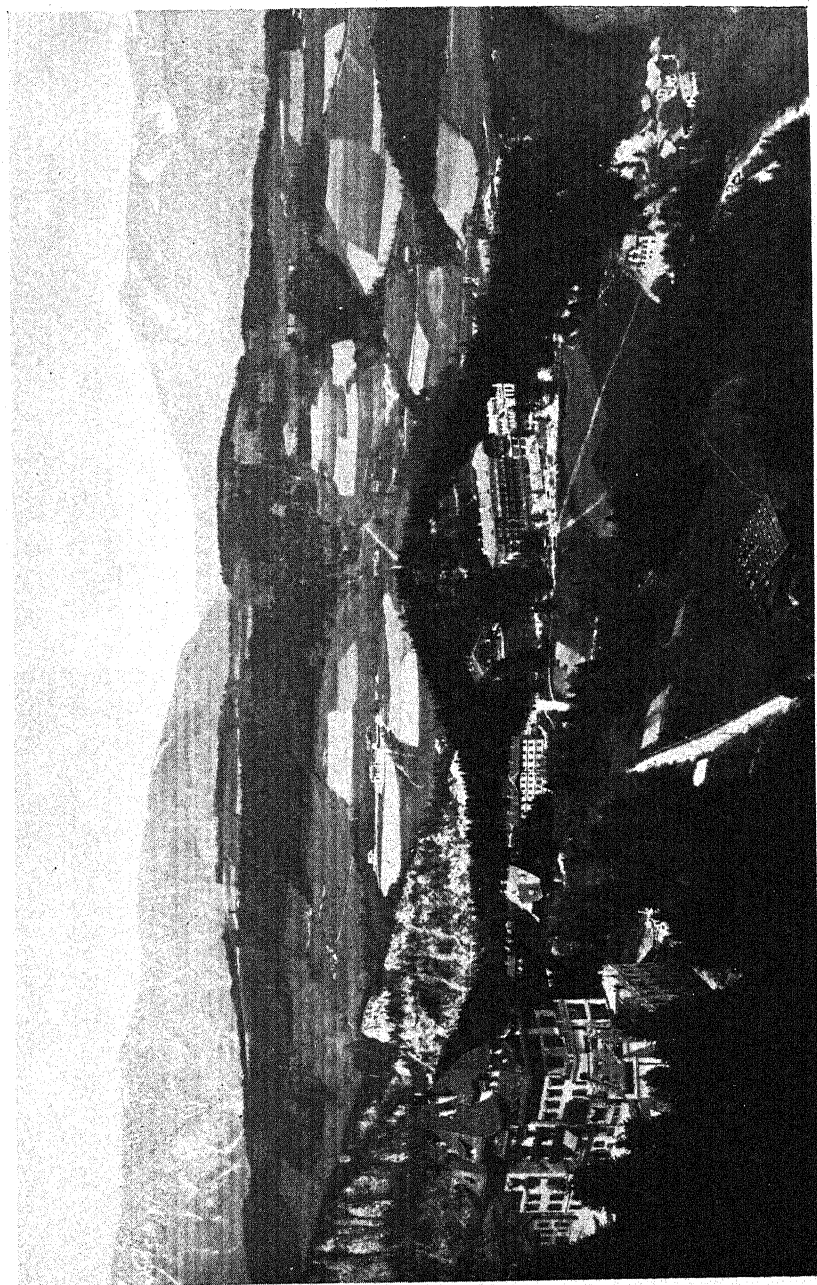
Grande Galerie du Château de Schönbrunn. — Schönbrunn, große Galerie.

Phot. Bundeslichtbildstelle.



Le monastère de Heiligenkreuz. — Stift Heiligenkreuz.
(Aux environs de Vienne.)

Phot. Bundeslichtbildstelle.



Le Semmering. — Semmering.

Phot. Bundeslichtbildstelle.